

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°467

FEVRIER 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **TURQUIE : MOBILISATION POUR LA DÉFENSE DE LA LANGUE KURDE**
- **IRAK : CALME RELATIF APRÈS LES REPRÉSAILLES AMÉRICAINES**
- **IRAN : ACCÉLÉRATION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE**
- **ROJAVA : LES KURDES DEMANDENT AUX ALLIÉS DES MOYENS DE DÉFENSE**

TURQUIE : MOBILISATION POUR LA DÉFENSE DE LA LANGUE KURDE

La défense de la langue kurde devient de plus en plus une revendication centrale de la société civile et elle se manifeste avec force au cours de la campagne en cours pour les élections municipales du 30 mars.

Le 21 février, Journée Internationale de la langue maternelle, a donné lieu à de réunions et initiatives nombreuses en faveur de la langue kurde. Ainsi, un député du parti DEM pour la province de Van, Sinan Çiftiyurek, a posté sur les réseaux sociaux une vidéo où l'on voit à côté d'un drapeau kurde délivrer ce message : « Les colonisateurs, la

Turquie qui occupe notre pays, ont commencé leur besogne avec la langue kurde. Pour eux, l'éradication du peuple kurde commence par l'éradication de sa langue ». Il condamne la politique turque d'assimilation des Kurdes depuis 100 ans, « politique qui a échoué » affirme-t-il. « Nous ne pouvons pas vivre sans notre langue » souligne-t-il. Dans le cadre de cette campagne pour la défense de la langue, des concerts de musique, des conférences et des manifestations publiques ont été organisés par le DEM et par des ONG de la société civile en dépit d'un contexte répressif. Le parti pro-kurde demande que le kurde soit reconnu comme une

langue officielle de la Turquie, comme en Irak, et qu'il y ait un enseignement en kurde dans les écoles, collèges et lycées du Kurdistan. « Parlons kurde partout et chaque fois » préconise cette campagne menée avec le hashtag = *Ziman Jiyan e*, la langue est la vie.

Les prises de parole en kurde de députés kurdes devant le Parlement d'Ankara ont, comme d'habitude, suscité de vives réactions, y compris celles du président de cette assemblée qui continue, dans le procès-verbal, d'inscrire une « langue inconnue » ou « incompréhensible » qui est pourtant parlée par des millions de citoyens du pays constituant

près du quart de la population. En décembre, une députée kurde de Mardin, Beritan Gunes, avait déjà provoqué un tollé des nationalistes turcs en déclarant en kurde devant le Parlement « Notre langue est notre identité, notre langue est notre culture, notre langue est notre honneur. Nous défendrons toujours notre honneur ».

Ces revendications linguistiques vont avoir un impact important sur les prochaines élections car le parti pro-kurde DEM, ex-Hadep, va présenter ses propres candidats dans les grandes métropoles turques comme Istanbul, Ankara, Izmir. Lors des élections précédentes, pour faire battre le candidat du parti gouvernemental AKP, le Hadep n'avait pas présenté de candidats, favorisant ainsi clairement ceux du Parti républicain du peuple (CHP), principale formation de l'opposition. Elus grâce au soutien décisif des électeurs kurdes, les maires de ces métropoles n'ont fait aucun geste en faveur de la reconnaissance de la culture, ni création d'un centre culturel, ni même la célébration de *Newroz*, le Nouvel an kurde. Cette ingratitude a ulcéré l'électorat kurde qui cette fois-ci compte soutenir des candidats kurdes. A Istanbul qui compte près de 3 millions de Kurdes c'est Mme Meral Danis Bestas, députée d'Erzurum et avocate passionnée de la cause kurde qui a été investie comme candidate. Les candidats des autres métropoles vont également faire campagne contre les nationalistes du CHP et les islam-nationalistes de l'AKP. Dans les villes du Kurdistan, la partie se jouera entre le parti pro-kurde DEM et l'AKP, les autres partis turcs n'ayant pas ou peu de partisans. Les partis dissidents issus de l'AKP comme le parti du Futur de l'ex-premier ministre Ahmet Davutoglu et le parti de la démocratie et du progrès de l'ex-ministre des Finances Ali Babacan, plus réceptifs aux revendications culturelles et linguistiques kurdes vont présenter des candidats dans l'espoir de capter une partie de l'électorat conservateur kurde votant jusque-là pour l'AKP.

Une autre revendication se fait entendre au Kurdistan au cours de cette campagne. Celle émanant de la société civile qui appelle à la fin du conflit armé entre l'État turc et le PKK et au retour du processus de paix pour un règlement pacifique du conflit qui empoisonne la vie politique, culturelle, économique et sécuritaire des habitants de la région. Le 24 février, les associations et ONGs de Diyarbakir, réunies à l'initiative de la Plate-forme de la protection et de la solidarité de la ville, se sont réunies pour élaborer ensemble une déclaration commune intitulée : « Que les armes se taisent ! ». Cette déclaration a été lue par la présidente de Chambre des médecins de Diyarbakir, Mme Elif Turan, au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Diyarbakir, devant la presse, les médias audio-visuels et les représentants des ONG. Rappelant que « la question kurde se pose depuis la création de la République (turque), qu'au fil des affrontements des 40 dernières années, elle est devenue une « question historique, sociale et politique », la déclaration constate que « l'approche politique sécuritaire s'est avérée erronée et le recours à la violence n'est pas une solution, que ces approches ont eu pour conséquences que l'on ne parle plus de cette question ces derniers temps, la tenant presque pour inexistante ne réapparaissant dans le débat public qu'à l'occasion des campagnes électorales ».

Or, souligne la déclaration, « le non règlement de la question kurde est à la source d'un grand nombre de problèmes de la Turquie. Son règlement, nécessite que l'on fasse taire les armes et qu'on élabore une nouvelle constitution civile ». Toutes les constitutions successives turques, y compris celle actuelle en cours, ont été imposées par des militaires. Les signataires critiquent les politiques assimilationnistes de l'État, les contraintes pesant encore sur la libre expression de la langue kurde dans les arts, dans l'enseignement et dans l'espace public. Ils attirent l'attention sur les dégâts écologiques

considérables provoqués par le conflit armé, les violations massives des droits de l'homme commises au nom de ce conflit. Le fait de criminaliser même les déclarations des députés et des maires élus, le remplacement de ces derniers par des fonctionnaires nommés, violent les droits fondamentaux des citoyens de la région d'élire librement leurs représentants et sapent leur confiance dans le système démocratique. La déclaration appelle à un nouveau processus de paix avec la participation de tous les acteurs de la société civile en tirant aussi des leçons des expériences des autres peuples.

De son côté, le parti démocrate a publié une déclaration commémorant le neuvième anniversaire du processus de paix entre le gouvernement turc et le PKK connu sous le nom d'Accord de paix de Dolmabahce. « La sortie des multiples crises dans lesquelles se trouve la Turquie passe par la défense de la paix historique kurde avec courage et détermination », peut-on lire dans le communiqué du parti Dem.

Sur le plan intérieur, l'actualité du mois a été dominée par les commémorations de l'anniversaire du terrible séisme du 6 février 2023 qui avait fait plus de 53.000 morts et détruit ou lourdement endommagé 227.000 immeubles, comprenant 637.000 appartements. Le président turc, alors en campagne électorale, avait à maintes reprises promis la construction de 319.000 logements en un an. Début février, seuls 3000 chanceux tirés au sort ont pu bénéficier d'un nouveau logement sur les 46.000 qui seraient en construction et, selon les promesses gouvernementales, livrables d'ici fin 2024. En attendant, les survivants du séisme vivent dans des camps de containers. Dans certaines villes, comme l'antique Antioche (Antalya) les ruines n'ont pas encore été totalement déblayées.

Les survivants tentent de poursuivre les responsables de la catastrophe

survenue. Selon le ministre turc de la Justice Yilmaz Tunc, cité par le New York Times du 6 février, à ce jour 275 procès contre des entrepreneurs, des promoteurs immobiliers et des ingénieurs-architectes des ensembles immobiliers et d'hôtels détruits sont en cours. On ignore combien de temps vont durer ces procès et s'ils vont aboutir à des condamnations. Selon l'ONG Human Rights Watch, à ce jour aucun représentant de l'État, aucun maire, aucun élu municipal n'a été poursuivi. Les permis de construire complaisants délivrés à des promoteurs proches du pouvoir, des carences dans les contrôles techniques ont été dénoncés par des ONGs locales et des sinistrés, mais la justice turque n'a encore engagé aucune poursuite en ce sens (Voir pp16-19).

La situation économique continue de se dégrader. L'inflation, officiellement à 65%, bat des records. La livre turque poursuit sa chute : 1 euro vaut désormais plus de 34 LT et le dollar américain est 32 LT. Le taux d'intérêt de la Banque centrale est 45%. La gouverneure de cette dernière, Mme Hafize Gaye Erkan, une ancienne de Goldman Sachs, présentée comme une « wonder woman » qui allait sauver l'économie turque, rétablir la confiance des investisseurs étrangers, ramener l'inflation à un chiffre, n'a pas pu faire de miracle et, de guerre lasse, a dû démissionner. Elle a été remplacée par son adjoint Fatih Karahan, un

économiste néo-libéral (Voir p. 8).

Par ailleurs, l'islamisation croissante de l'enseignement public alerte la partie laïque de la population. Les collèges et lycées religieux Imam-Hatip, supposés former des imams et prédicateurs pullulent et connaissent une progression exponentielle. En 1949, la Turquie comptait un seul établissement de ce genre formant une cinquantaine de personnes. En 2002, à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, lui-même formé dans un Imam-Hatip, il y en avait 450. Aujourd'hui, le pays en compte 5147. Ses diplômés sont désormais admis dans toutes les universités et non plus uniquement dans les facultés de théologie. Dans les lycées publics ordinaires les contenus des enseignements sont de plus en plus conservateurs et islamo-nationalistes. Les parents laïcs qui ont encore eu les moyens essaient d'éviter à leurs enfants cet endoctrinement en les envoyant à des écoles privées chères et en nombre insuffisant (Voir Le Monde du 23 février).

Sur le plan extérieur, le président turc continue son activisme à tous vents. Il veut se poser en champion de la cause palestinienne, réunir le monde islamique derrière lui tout en poursuivant son juteux commerce avec l'État hébreu. Hormis son ami qatari, aucun chef d'État arabe ou musulman ne semble prêter l'oreille à ses diatribes et à ses incantations. Son offre de se poser en médiateur pour la libération des otages israé-

liens n'a pas non plus trouvé de preneur, le Hamas préférant traiter avec le Qatar et l'Égypte. Il a cependant pu se rendre en visite officielle en Égypte le 4 février afin de normaliser les relations tendues depuis le coup d'État du maréchal Sissi (Voir Le Monde du 15 février). Enfin, ses appels de pied à « son ami Poutine » sont eux aussi restés sans suite. La visite du président turc en Turquie annoncée par Ankara comme « imminente » a été ajournée sine die. Malgré consolation, le ministre russe des Affaires étrangères, Lavrov, devrait se rendre au Forum diplomatique d'Antalya, début mars. La visite annoncée en Irak ne s'est pas encore concrétisée non plus mais après des chefs sunnites irakiens, la Turquie se met à présent à courtiser les milices chiïtes. Ainsi, Falih Al-Fayyadh, le chef des Unités de mobilisation populaire (UMP) soutenues par l'Iran, a été reçu à Ankara et a eu une réunion avec le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan. Le communiqué publié par le gouvernement turc ne fournit aucun détail sur le contenu de cette réunion. Fidan s'était déjà rendu à Bagdad en 2023 et il entretient des communications fréquentes avec des hommes politiques sunnites et turkmènes, ce qui reflète la forte implication de la Turquie dans les affaires intérieures de l'Irak. On sait que le chef de milice Al-Fayyadh est depuis 2021 sur la liste rouge des États-Unis pour des accusations liées à des violations des droits humains.

IRAK : CALME RELATIF APRÈS LES REPRÉSAILLES AMÉRICAINES

Les États-Unis ont répliqué par une série d'attaques en Syrie et en Irak contre les installations des milices pro-iraniennes tenues responsables de la mort, le 28 janvier, de trois soldats américains dans une base dans le désert jordanien, à la frontière de l'Irak et de la Syrie.

La première phase de ces représailles décidées par le président américain a débuté le 2 février, le jour de l'en-

terrement des trois soldats américains. Elle a visé sept sites des milices pro-iraniennes (quatre en Syrie, trois en Irak) où, selon le Pentagone, 85 cibles ont été détruites par 125 missiles de précision. Il s'agirait des centres de commandement des gardiens de la révolution et des milices qui leur sont affiliées. Les sites visés et détruits se trouvent dans la province irakienne d'al-Anbar et dans celle syrienne de Deir-ez-Zor, le long de l'axe routier qui sert au

transfert d'armements iraniens vers la Syrie. En décidant de cette riposte « mesurée et proportionnée évitant des pertes civiles », le président Biden a déclaré que « les États-Unis ne veulent de conflit ni au Moyen-Orient ni ailleurs dans le monde. Mais que ceux qui veulent nous faire du mal le sachent bien : si vous touchez à un Américain nous répondrons » (voir Le Monde du 3 février).

Tout en soulignant la responsabilité de l'Iran dans les agissements des milices irakiennes pro-iraniennes, Washington s'est abstenu de tout bombardement à l'intérieur du territoire iranien afin d'éviter une escalade aux conséquences incalculables. En fait, s'attendant à des représailles américaines annoncées depuis fin janvier publiquement, Téhéran a eu amplement le temps d'évacuer les gardiens de la révolution iraniens présents dans ces bases avancées en Syrie. La garde de celles-ci a été laissée à des milices afghanes recrutées par l'Iran dans de miséreux camps de réfugiés moyennant la promesse d'un bon salaire et de la régularisation de leur séjour en Iran. Selon le reportage paru dans le *New York Times* du 19 février les 16 miliciens tués et 25 blessés lors des bombardements américains sont des Afghans enrôlés dans les brigades Fatemiyoun (d'après le nom de Fatima, fille du Prophète et femme de son cousin Ali, vénéré par les chiïtes). Leurs corps rapatriés en Iran ont été enterrés discrètement sans cérémonie (voir pp. 62-63).

Le gouvernement irakien a, pour sa part, déclaré un deuil national de trois jours.

Le 7 février, le commandement militaire des États-Unis pour le Moyen-Orient, CENTCOM, a annoncé avoir « mené une frappe unilatérale en Irak en réponse aux attaques contre les membres de l'armée américaine tuant un haut commandant de Ketaeb Hezbollah responsable de la planification et de la participation directe aux attaques contre les forces américaines dans la région ». L'Irak a confirmé qu'un drone avait lancé trois roquettes contre une voiture dans un quartier de l'Est de Bagdad tuant deux chefs des Brigades du Hezbollah. Cette puissante milice chiïte pro-iranienne serait responsable de la plupart des quelques 165 attaques visant depuis mi-octobre les bases de la coalition internationale contre Daech. On a appris plus tard que la frappe américaine avait en fait tué trois personnes

dont Abou Baqer al-Saadi, le principal chef militaire de Hezbollah irakien et deux de ses gardes du corps.

L'assassinat en pleine capitale irakienne de ce chef milicien a provoqué la colère des milices regroupées au sein de Hachd-e Chaabi et théoriquement intégrées à l'armée irakienne. En fait, si l'Irak paie les salaires et les équipements de ces milices, celles-ci sont organisées par les gardiens de la révolution iraniens et répondent à leurs instructions. Certaines de ces milices, comme la brigade de Hezbollah figurent d'ailleurs sur la liste des organisations terroristes des États-Unis. Pris entre deux feux, l'impatience de Washington face à l'incapacité de Bagdad de mettre un terme aux agissements des milices et les fortes pressions iraniennes qui, par milices interposées, poussent à faire partir de l'Irak les Américains et leurs alliés de la Coalition internationale, le gouvernement irakien se livre à des gesticulations anti-américaines bruyantes. Il a ainsi dénoncé « la grave violation de la souveraineté irakienne » et menacé de terminer rapidement la mission de la Coalition anti-Daech en Irak. Le Parlement irakien a tenu le 7 février une « séance consultative » pour discuter de « l'expulsion des forces américaines en Irak ». Seuls 77 députés, issus des partis chiïtes pro-iraniens, ont assisté à la session boycottée par les députés kurdes, sunnites et certains chiïtes. Un comité militaire irako-américain a été mis en place pour discuter du calendrier de ce retrait annoncé. Cependant, ni les Américains ni les Irakiens ne semblent pressés. Un retrait précipité de la Coalition et une détérioration des relations américano-irakiennes risquent de déstabiliser davantage l'Irak et le pousser plus encore dans les bras de l'Iran. Le précédent d'un retrait américain de 2011 sous la présidence d'Obama alors que l'Irak était encore très fragile a conduit à l'émergence de Daech et à l'instauration du Califat islamique sur un tiers du territoire irakien, y compris à Mossoul, la deuxième ville de l'Irak.

Or, Daech, quoique affaibli, reste encore bien présent dans les provinces arabes sunnites. Un retrait intempestif de la Coalition internationale risque de déstabiliser aussi le Kurdistan dont le régime iranien ne supporte pas l'autonomie et les orientations pro-occidentales.

On constate également que ni le gouvernement de Bagdad ni les milices pro-chiïtes ne protestent contre les bombardements routiniers de l'armée turque au Kurdistan ni le départ de ses troupes qui occupent une partie du territoire irakien. Selon le site MONITOR, en 2023 la Turquie a effectué plus de 1500 attaques au Kurdistan irakien (voir p.69). Cela n'empêche pas l'Irak de recevoir cordialement à Bagdad le ministre turc de la Défense, le ministre des Affaires étrangères et le chef des services de renseignement pour parler de « la coopération sécuritaire » sur le dos des Kurdes et de grandioses projets économiques comme celui de la construction d'un chemin de fer liant le port irakien de Fao, sur le golfe arabo-persique, au port turc de Mersin, sur la Méditerranée, pour connecter l'Irak à la Turquie et à l'Europe.

Le coup de semonce américain contre les milices semble avoir eu l'effet attendu, du moins pour un certain temps. Les attaques des milices contre les bases de la Coalition et contre le Kurdistan ont cessé depuis le 4 février et de son côté et l'Iran se montre plus prudent (voir le *New York Times* du 27 janvier) à un moment où il consacre l'essentiel de ses efforts à accélérer son programme nucléaire afin de sanctuariser le régime islamique il ne veut pas donner des prétextes à une intervention américaine qui pourrait retarder, voire ruiner ses projets.

Les Kurdes demeurent très inquiets. Un départ intempestif de la Coalition internationale les laisserait à la merci de l'Iran et de la Turquie. A la crise financière provoquée et savamment entretenue par Bagdad, s'ajouteraient des incertitudes sécuritaires lourdes de conséquences. Mus par

cette inquiétude pour l'avenir, les dirigeants kurdes multiplient les occasions pour rencontrer les dirigeants occidentaux, les informer, les alerter sur leur situation et demander leur soutien. Après la visite remarquée du Premier ministre du Kurdistan à Davos, c'est au tour du Président de la Région, Néchirvan Barzani, de se rendre à la Conférence sur la Sécurité de Munich, qui s'est tenue du 16 au 18 février, où il y a notamment rencontré le secrétaire général de l'ONU, le Premier ministre irakien, le ministre français des Affaires étrangères, les ministres britanniques des Affaires étrangères et de la Défense, le ministre allemand de la Défense, le Premier ministre grec, le roi de Jordanie, le Premier ministre arménien, le Président azéri, et les ministres des Affaires étrangères de Turquie et du Qatar, ainsi que la ministre-adjointe de la Défense américaine, Mme Celeste Wallander, représentant le Secrétaire à la Défense absent pour raisons de santé. Le 26 février, une délégation kurde présidée par le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a rencontré à Washington le Secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, qui a réaffirmé le soutien des États-Unis à ses alliés kurdes. Il a également exprimé l'inquiétude de son pays quant aux récentes décisions de la Cour suprême fédérale irakienne empiétant sur les prérogatives de la Région du Kurdistan.

Cette Cour a, le 22 février, rendu un arrêt considérant « inconstitutionnelle » la loi électorale du Kurdistan qui réserve un quota de 11 sièges au Parlement du Kurdistan pour les minorités ethniques et religieuses du Kurdistan, dont les

Assyro-chaldéens, les Turkmènes et les Arméniens. Ce quota avait été adopté par le Parlement du Kurdistan en 1992 afin d'assurer à ces minorités, longtemps brimées, une représentation politique et respecter la diversité de la population du Kurdistan. Cet arrêt a provoqué un véritable tollé de ces minorités que les Kurdes appellent d'ailleurs « composantes » de la société kurde afin de ne minorer et de ne stigmatiser personne. La Cour fédérale qui, au demeurant, n'a encore elle-même aucune base légale, la loi devant l'instituer n'ayant pas encore été élaborée par le Parlement fédéral, agit dans un esprit centralisateur hérité du régime précédent et selon les intérêts politiques des partis chiites pro-iraniens, envenimant la crise politique que traverse l'Irak. Cette même cour a par ailleurs invalidé un autre article de la loi électorale kurde considérant l'ensemble de la Région du Kurdistan comme une seule circonscription électorale. Elle demande que chacun des quatre gouvernorats de la Région devienne une circonscription. Elle charge aussi la Haute Commission électorale irakienne de l'organisation des élections pour le Parlement régional alors que jusqu'ici, dans le cadre du fédéralisme, c'était la Haute commission électorale du Kurdistan qui assumait cette fonction. La Cour ordonne aussi au Gouvernement fédéral de payer directement les salaires et pensions des fonctionnaires et employés de la Région.

Ce coup de force « juridique » qui vise à détricoter le système fédéral, à vider l'autonomie du Kurdistan de sa substance, s'inscrit dans le cadre plus général de la stratégie du pouvoir à dominante chiite à af-

faiblir et asphyxier économiquement et politiquement le Kurdistan dont le pluralisme et les orientations pro-occidentales déplaisent beaucoup à l'Iran, au point où celui-ci ne cesse dans sa propagande de le présenter comme un « second Israël ». Encerclés, les Kurdes irakiens n'ont pas de recours dans ce régime qui malgré les dispositions fédérales claires d'une constitution adoptée en 2005 par plus de 85% des Irakiens chiites cherche à revenir à un centralisme autoritaire et anti-démocratique.

Par-delà des Kurdes, les investisseurs étrangers commencent à s'inquiéter aussi de ce système de plus en plus autoritaire et donc imprévisible. Ainsi, l'Association de l'industrie pétrolière de la région du Kurdistan (APIKUR) a réitéré son appel aux responsables américains et au Congrès pour qu'ils fassent pression sur Bagdad afin qu'il lève la suspension des exportations de pétrole du Kurdistan. Dans un récent communiqué, APIKUR a souligné l'impact significatif de l'arrêt sur les marchés pétroliers internationaux, estimant une perte de 10 milliards de dollars pour les investisseurs. L'association a appelé à reconsidérer l'aide future à l'Irak, la liant à l'ingérence du gouvernement pour empêcher les entreprises américaines de réaliser leurs investissements dans le pays. Malgré les assurances des responsables irakiens concernant la reprise des exportations de pétrole, aucun progrès concret n'a été réalisé, ce qui a entraîné un revers financier substantiel de plus de dix milliards de dollars pour l'Irak et la région du Kurdistan fédéral.

IRAN : ACCÉLÉRATION DU PROGRAMME NUCLÉAIRE

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEEA), basée à Vienne (Autriche), l'Iran a fortement augmenté ces derniers mois son stock d'uranium enrichi. Ses stocks s'élèveraient dés-

ormais à 27 fois la limite autorisée par l'accord international de Vienne de 2015 d'après deux documents de l'AIEA cités par l'AFP le 26 février. Ces stocks s'élevaient à 5325 kg à la date du 10 février d'après l'un de ces documents, dont 121,5

kg d'uranium enrichi à 60%, proche des 90% nécessaires pour fabriquer une bombe nucléaire (Libération du 26 février). L'Iran dispose désormais de quoi produire à brève échéance plusieurs bombes atomiques.

Le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, évoque des « déclarations publiques en Iran sur les capacités techniques de production d'armes nucléaires » qui « renforcent les inquiétudes à ce sujet ». La capacité de l'Agence onusienne, dont plusieurs inspecteurs sont bannis par Téhéran depuis septembre dernier, à contrôler le programme nucléaire est de plus en plus dégradée et limitée.

L'Iran semble vouloir profiter au maximum de l'actuel contexte international où les conflits en Ukraine et à Gaza monopolisent l'attention de la communauté internationale pour avancer de manière décisive dans sa stratégie d'accès à l'arme atomique. De nombreux observateurs sont convaincus que Téhéran a encouragé son allié Hamas à lancer son attaque du 7 octobre contre Israël à la fois pour saboter la normalisation annoncée des relations entre l'État hébreu et l'Arabie Saoudite et pour occuper Israéliens et Américains dans le bourbier palestinien. Adoptant un profil bas dans ce conflit pour éviter une confrontation directe et dévastatrice avec les États-Unis, Téhéran mobilise toutes ses ressources pour se doter d'ici la prochaine élection américaine de l'arme nucléaire afin de sanctuariser le régime islamique. Parallèlement, il poursuit aussi son ambitieux programme nucléaire civil. Le chef de l'organisation iranienne à l'énergie atomique (OIEA) a, le 1^{er} février, annoncé la construction d'un complexe de centrales nucléaires à Sirik, sur le détroit d'Ormuz, composé de quatre centrales individuelles d'une capacité de production combinée de 5.000 mégawatts. L'objectif affiché est de parvenir d'ici 2041 à une capacité de production de 20.000 mégawatts d'énergie nucléaire, faisant de l'Iran la 6^{ème} puissance nucléaire civile du monde derrière les États-Unis, la France, la Chine, la Russie et la Corée du Sud. Le pays ne dispose actuellement que d'une seule centrale nucléaire à Bouchehr d'une capacité de 3.000 mégawatts construite par la Russie.

Par ailleurs, l'OIEA a annoncé le 5 février le début de la construction d'un nouveau réacteur nucléaire sur le site d'Ispahan qui est déjà doté de trois réacteurs (Le Figaro du 6 février). Pays riche en pétrole et en gaz, déjà une puissance balistique remarquée, l'Iran veut devenir rapidement une puissance nucléaire reconnue et crainte dans la région. La mobilisation d'une part considérable des ressources du pays dans ses programmes militaires et dans le financement d'un vaste réseau de milices chiites à travers le Proche-Orient est contestée par la grande majorité de la population affectée par la crise économique et la forte dévaluation de la monnaie iranienne. Cette contestation, durement réprimée, occultée par les media publics, ne doit pas trouver une caisse de résonance au Parlement. C'est pourquoi tous les candidats, tant soit peu suspectés de réformisme, ont été écartés des élections parlementaires du 1^{er} mars où ne sont autorisés à se présenter que les ultra-conservateurs dévoués corps et âme au régime. Les partis d'opposition mais aussi de nombreuses personnalités issues de la République islamique comme l'ex-président Mohammad Khatami, la fille de l'ex-président Rafsanjari, les leaders du Mouvement Vert, tous les partis kurdes ont appelé au boycott de cette parodie électorale.

L'ampleur de la répression, l'absence de perspectives et d'espoir de changement poussent de plus en plus de jeunes Iraniens à se suicider.

On parle publiquement d'une épidémie de suicides. En 2023, plus de 120.000 tentatives de suicide ont été recensées (Voir Rudaw 14 février). Le taux de suicides s'élèverait désormais à 7 pour 100.000 habitants. Affectant principalement des adolescents et des étudiants cette épidémie de désespoir toucherait aussi des ouvriers et des pères de famille ne parvenant plus à faire vivre leurs enfants.

Le régime iranien considère ces actes ultimes de désespoir comme

des déviances du droit chemin de l'Islam et croit pouvoir y remédier par des prêches et par la répression. Celle-ci a sévi tout au long du mois de février. Voici quelques-uns des faits marquants de cette répression au Kurdistan iranien.

L'ONG Hengaw a rapporté que les forces de sécurité iraniennes ont tué six kolbars et en ont blessé plus de 50 depuis le 1^{er} janvier, principalement près de Baneh et Nowsud. Parallèlement, le régime a arrêté douze militants et civils à Marivan, Téhéran, Shinno, Piranshahr, Salasse Babajani et Diwandara. La dernière vague de répression du régime fait suite à une grève publique du 30 janvier pour protester contre l'exécution de quatre prisonniers politiques kurdes.

Le tribunal révolutionnaire islamique d'Ourmia a condamné à mort un imam kurde de Bokan, Mohammed Kheznazhad. Mohammed a été emprisonné pendant plus d'un an pour « corruption sur Terre » pour avoir critiqué les autorités iraniennes lors d'une cérémonie en l'honneur d'un manifestant décédé en 2022. Le 13 février, Safa A'aeli, l'oncle de feu Jina Amini, a été condamné à cinq ans et quatre mois de prison. Selon l'avocat de la famille, Me Saleh Nkbakht, une partie de cette peine a été suspendue, il devrait purger au total trois ans et trois mois de prison (Libération de 15 février). Le régime a également condamné une militante de Saqqez nommée Samira Ahmadi à trois ans de prison, un athlète kurde nommé Sherko Hijazim à six ans de prison et un professeur de langue kurde nommé Azad Amini à trois ans de prison. Mi-février, Au même moment, les gardes-frontières iraniens ont tué par balle un porteur frontalier kurde (kolbar) et en ont blessé cinq autres lors d'incidents distincts près de Baneh. Le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan a rapporté qu'un autre kolbar était mort d'engelures près de Marivan.

Les autorités iraniennes ont arrêté des dizaines de civils au Kurdistan

dont dix adolescents kurdes à Jwanro, pour avoir célébré la défaite de l'équipe iranienne de football en Coupe d'Asie. Les célébrations publiques des défaites des équipes nationales ont été une forme courante de protestation, en particulier lorsque l'équipe américaine a battu l'Iran lors de la Coupe du monde. Selon l'ONG Hengaw, parmi les autres détenus figurent un artiste et deux militants à Senna, deux militants à Kamyaran et six individus à Marivan, Kamyaran, Dewalan, Qorveh et Jwanro, accusés de publications antigouvernementales sur les réseaux sociaux ou d'activisme. Dans la province du Khorasan du Nord, le régime a arrêté quatre auteurs d'une chanson kurde intitulée « Patrie ». Simultanément, le Tribunal révolutionnaire islamique a condamné trois Kurdes de Saqqez à de longues peines de prison, allant de deux à trois ans et demi, pour

avoir commémoré la mort de Jina Amini.

Le 24 février, les gardes-frontières iraniens ont blessé vingt porteurs frontaliers kurdes (kolbars) à Nowsud, au sud du Kurdistan iranien. L'ONG Hengaw a rapporté que les autorités iraniennes ont également saisi la cargaison des kolbars et que les kolbars blessés ont été transportés vers un hôpital de Pawa. Parallèlement, le régime a arrêté une militante kurde, Dana Lanjawi, à Marivan et deux civils kurdes, Ako Mohamedonia et Zana Minbari, à Senna. De son côté, le tribunal révolutionnaire islamique de Salmas a condamné à mort un ancien manifestant Shahin Wasaf pour « espionnage au profit d'Israël ». Un autre tribunal révolutionnaire islamique de la province du Khorasan-e Razavi a condamné un Kurde de 65 ans à 15 ans de prison pour avoir

protesté contre la mort de civils.

Le 20 février, le Département du Trésor américain, en coordination avec le Royaume-Uni, a annoncé de nouvelles sanctions contre Mohammad Reza Falahzadeh, commandant adjoint du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) et membre du groupe Houthis du Yémen. Dans un communiqué de presse, le Département du Trésor a déclaré que les sanctions visent à « cibler les efforts » des forces Al-Qods du CGRI pour échapper aux sanctions américaines et participer aux attaques dans la région.

Autre sanction américaine symbolique : le 10 février, les comptes de l'ayatollah Ali Khamenei « guide suprême » iranien ont été supprimés de Facebook et Instagram en raison de ses appels récurrents à la violence et à la haine (Voir p. 35).

ROJAVA : LES KURDES DEMANDENT AUX ALLIÉS DES MOYENS DE DÉFENSE ANTI-AÉRIENS.

Dépourvus des moyens de défense anti-aériens les forces kurdes de Syrie subissent de plus en plus des attaques des drones turcs et iraniens qui ciblent leurs installations, les infrastructures mais aussi des combattants qui se sont illustrés dans la guerre contre Daech. L'aviation américaine intervient contre les attaques de Daech ou des milices pro-iraniennes mais jamais contre les drones meurtriers turcs qui coopèrent en toute liberté et en toute impunité.

Le 5 février, des milices soutenues par l'Iran ont attaqué une académie de formation des Forces démocratiques syriennes (FDS) sur le champ pétrolier d'Al Omar avec une munition errante et ont tué au moins six membres des FDS. Les FDS ont déclaré que l'attaque avait été lancée depuis un endroit de Deir ez Zor qui est sous le contrôle du régime d'Assad et ont promis de riposter.

Dans une interview accordée à l'agence Reuter's, le commandant

général des Forces démocratiques syriennes (FDS) le général Mazloum Abdi a souligné le manque de solidarité des Alliés de la Coalition internationale contre Daech et demandé que les États-Unis fournissent enfin aux FDS un système de défense anti-aérienne pour neutraliser les futures attaques de drones. Une demande publique et solennelle qui met une fois de plus la politique de deux poids deux mesures des pays occidentaux qui, à juste titre, fournissent aux Ukrainiens d'importants moyens pour leur défense et qui refusent à leurs alliés kurdes, qui ont consenti dans le combat commun contre Daech d'énormes sacrifices (plus de 14.000 morts), un minimum de moyens anti-aériens pour la défense contre les drones et les attaques aériennes.

Par ailleurs, les FDS ont conclu une opération anti-Daesh d'une semaine à l'intérieur du camp d'Al Hol, qui continue d'héberger des milliers de membres de Daesh et leurs proches. Selon les FDS, 37 terroristes ont été

arrêtés et une grande quantité d'armes et de munitions ont été saisies. Simultanément, les FDS ont libéré du camp une femme yézidie et deux de ses enfants. La femme yézidie libérée était l'une des 5 000 femmes réduites en esclavage par Daech en 2014. Une frappe de drone turc a tué le 9 février quatre membres des forces de sécurité intérieure (Asayesh) de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). Le 11 février, les FDS ont annoncé que des mercenaires turcs avaient tué un membre des FDS près de Manbij. « Cette attaque, ainsi que l'agression précédente, était en parfaite harmonie avec l'activité de Daech et à son service, ainsi qu'une nette tendance à entraver les efforts des forces de sécurité dans leurs opérations en cours pour contrôler la sécurité dans le camp d'Al Hol. », a déclaré l'AANES.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) a rapporté que des agents des services de rensei-

gnement turcs avaient arrêté deux civils à Afrin occupée. Le SOHR a poursuivi en affirmant que la Turquie et ses miliciens ont arrêté 32 personnes, commis au moins 70 violations des droits humains et abattu des centaines d'oliviers en 2024.

Le 10 février, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (SOHR) a rapporté que des milices soutenues par l'Iran avaient attaqué à deux reprises les forces américaines à Deir ez Zor avec des roquettes et des drones, mais avaient provoqué aucune victime. Le soir du 12 février, plusieurs sources locales à Deir ez Zor ont fait état de nouvelles frappes américaines contre les milices pro-iraniennes dans la région. Parallèlement, les FDS ont publié une déclaration affirmant que les milices du régime d'Assad avaient tué quatre membres des FDS près de Deir ez Zor. Pendant ce temps, le 18 février, un drone turc a visé une clinique à Qamishli, entraînant la mort de deux commandantes des Unités de défense des femmes kurdes (YPJ). Les YPJ soulignent que les commandantes tombées au combat ont joué un rôle crucial dans la lutte contre les djihadistes de Daech dans la région. L'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) décrit l'attaque comme un « message clair » de soutien de la Turquie à Daech. Enfin, les factions soutenues par la Turquie ont arrêté trente-deux civils en janvier, exigeant une rançon et confisquant leurs biens.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont déjoué une attaque des milices soutenues par le régime d'Assad dans la province de Deir Ez Zor. Les FDS ont rapporté qu'un

groupe de militants, soutenu par les forces de sécurité d'Assad, avait tenté d'infiltrer trois villes : Diban, Shafa et Kashma.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont déjoué une attaque des milices soutenues par le régime d'Assad dans la province de Deir Ez Zor. Les FDS ont rapporté qu'un groupe de militants, soutenu par les forces de sécurité d'Assad, avait tenté d'infiltrer trois villes : Diban, Shafa et Kashma. Par ailleurs, la Chambre des représentants a adopté la loi anti-normalisation du régime Assad avec une majorité significative des voix. Le projet de loi attend l'approbation du Sénat avant d'être envoyé au président pour signature. Une fois adopté, le projet de loi empêchera la normalisation des relations américaines avec le régime d'Assad et prolongera les sanctions imposées au régime jusqu'en 2032.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont signalé l'arrestation de seize djihadistes de l'État islamique (Daech) le 25 février à Hassaké. Les détenus seraient impliqués dans des attaques contre les FDS ou auraient fourni un soutien logistique à l'organisation terroriste. Plus tôt dans la semaine, les FDS, avec le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis, ont arrêté un terroriste de haut rang de Daech, Hussein al-Hussein. Parallèlement, le Commandement central américain (CENTCOM) a révélé le rapatriement de « 99 femmes et enfants » déplacés des camps d'Al Hol et Roj vers la république kirghize. Les deux camps abritent encore de nombreuses familles de Daech après la défaite du « califat » en 2019. À Qamishli, un bureau du Conseil démocratique syrien (CDS) a été visé

par une bombe, sans faire de victimes.

Le 28 février, des frappes aériennes turques consécutives sur quatre véhicules près de Direk (al-Malikiyah) ont tué trois officiers chrétiens des forces de sécurité intérieure (Asayesh) de l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES). Asayesh a affirmé que les frappes initiales visaient deux véhicules et que les frappes ultérieures visaient la force de réaction rapide envoyée pour aider les victimes et le véhicule transportant les blessés depuis la scène des attaques. Par ailleurs, Asayesh a déclaré avoir arrêté 13 terroristes de Daech, 31 militants du régime d'Assad et trois membres de groupes soutenus par la Turquie lors d'opérations de sécurité dans le gouvernorat d'Al Hasakah. Simultanément, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont diffusé des images de la saisie de vingt millions de pilules de captagon à Manbij. Les FDS ont affirmé que la drogue provenait de la ville côtière de Tartous, contrôlée par le régime d'Assad. Le régime d'Assad et les milices pro-Assad produisent et font passer clandestinement du captagon pour générer des revenus.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a signalé trente-sept arrestations arbitraires et enlèvements menés par les services de renseignement turcs et leurs mercenaires syriens dans la région occupée d'Afrin en février. Fin février, douze Kurdes, dont des personnes âgées, auraient été pris pour cible en raison de leur association présumée avec l'ancienne administration kurde avant l'invasion turque d'Afrin.

The New York Times

Farnaz Fassihi
February 1, 2024

Iran Tries to Avoid War With U.S. After Stoking Mideast Conflicts

After Iran-aligned militants killed three American soldiers, Iran's leaders sensed a line was crossed, and are sending more conciliatory signals while awaiting President Biden's promised response.

Iran's Supreme National Security Council held an emergency meeting this week, deeply worried that the United States would retaliate after an Iran-aligned militia in Iraq killed three American soldiers and wounded more than 40 others in Jordan.

The council, including the president, foreign minister, chiefs of the armed forces and two aides to the country's supreme leader, debated how to respond to a range of possibilities, from a U.S. attack on Iran, itself, to strikes against the proxy militias that Iran backs in the region, according to three Iranians with knowledge of the council's deliberations who were not authorized to speak publicly.

They relayed the plans developed at the Monday meeting to the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, the people familiar with the discussion said, and he responded with clear orders: avoid a direct war with the United States and distance Iran from the actions of proxies who had killed Americans — but prepare to hit back if the United States struck Iran.

For a repressive, widely unpopular government already struggling with a weak economy, outbursts of mass protest and terrorism, direct conflict with the United States risks not only death and destruction in Iran. It could threaten the theocratic regime's grip on power.

A photo released by the office of the Iranian supreme leader,



Gen. Hossein Salami, the commander in chief of the Revolutionary Guards Corps, during the funeral ceremony of guard members who were killed in an airstrike in Syria last month. Arash Khamooshi for The New York Times

Ayatollah Ali Khamenei, showing him speaking in Tehran in January. Office of the Iranian Supreme Leader, via Associated Press

By Wednesday high-level Iranian officials, including the foreign minister and ambassador to the United Nations, were publicly proclaiming the stance set out by Mr. Khamenei, trying to reassure Iranians anxious about the prospect of war, and to temper the response by President Biden, who has promised retaliation in the coming days.

"These days in between the words of American officials we hear some unnecessary threats," Gen. Hossein Salami, the commander in chief of the

Revolutionary Guards Corps, said on Wednesday, speaking at a conference in Tehran. "We tell them, you have tested us in the battlefield and we have tested you."

"We will not leave any threat unanswered," he added. "While we are not seeking war, we are also neither afraid nor running away from war."

Indeed, while Iran said it did not want war, it was girding for it. It placed all armed forces on the highest alert, activated surface-to-air defense systems and positioned ballistic missiles along the border with Iraq, according to the three Iranians familiar with the planning, a current official and a former one.

Iran has been conducting a volatile balancing act since Oct. 7, when war began between one of its allies, the Palestinian group Hamas, and their mutual enemy, Israel. Iran has kept multiple fronts churning against Israel and the United States through the network of allied militias known as the "axis of resistance," from Hezbollah in Lebanon launching rockets at Israel, to Houthis in Yemen firing missiles at ships, to multiple factions attacking U.S. bases in Iraq, Syria and Jordan.

But Iran has tried to carefully manage those conflicts, applying pressure to adversaries without direct confrontation. American and British forces have struck Houthi bases, and

Israeli strikes in Syria and Lebanon have killed senior Iranian and Hezbollah commanders, but so far the clashes have not touched Iranian soil.

People attending the funeral of Iranian Revolutionary Guard members in January. Arash Khamooshi for The New York Times

Iran's relationship with its proxies was designed to afford it plausible deniability. Though Iran leads an overall strategy, the extent to which these groups coordinate their actions and take orders from Iran varies widely: Hezbollah is the closest ally; the Iraqi militias have somewhat more autonomy; and the Houthis are an unpredictable wild card, according to analysts and the Iranians interviewed.

But a war directly involving Iran and the United States has seemed just a misstep away, and that misstep may have arrived when Iraqi militants aligned with Iran conducted the lethal drone attack on U.S. troops in Jordan last Sunday. After more than 100 such attacks on U.S. bases since Oct. 7, it was the first to kill Americans.

Now Iran is trying to head off that direct war. After a visit from Gen. Ismail Ghaani, commander of the Quds Forces, Kata'ib Hezbollah, a militia that the Pentagon said was likely responsible for the drone attack, issued a statement on Tuesday saying that it would suspend attacks on U.S. forces, that Iran was not involved in its decision-making, and that in fact sometimes Iran disapproved of its attacks on Americans.

Iranian commanders left bases in Iraq and Syria that could become U.S. targets, avoiding the kind of high-profile killings

that, in Iranian eyes, would demand a response.

And three years after sidelining a former foreign minister, Mohammad Javad Zarif, Mr. Khamenei's circle once again began consulting him regularly. Mr. Zarif, considered a moderate, is well known to American officials.

"They called on Mr. Zarif because he can better analyze the situation for them and explain it to an audience and in this sensitive time they need top foreign policy experts," said Sassan Karimi, a political analyst in Tehran who co-teaches a university class with Mr. Zarif. "The goal is to navigate this serious crisis with every tool and in a manner that results in America not attacking Iran."

Mohammad Javad Zarif, center, a former foreign minister, with the former president Hassan Rouhani at the United Nations in 2019. Dave Sanders for The New York Times

Mr. Khamenei has told those close to him that he opposes war with the United States because preserving the Islamic regime's hold on power is the highest priority, and war would divert the world's attention from the humanitarian catastrophe in Gaza, according to a person affiliated with his circle and a military strategist with ties to the Revolutionary Guards.

War could also have disastrous consequences domestically for ordinary people, and Iran is already plagued by international sanctions, unemployment and corruption. Many Iranians do not want war, fearing it would worsen things. Over the past two decades, they have seen U.S.-led invasions of Afghanistan and Iraq, and the civil war in Syria, sow chaos and chronic instability.

Nafiseh, a 36-year-old high-

school teacher in Tehran, said in an interview that she has seen a change of behavior in her students this week. "The students are very afraid of the danger of war, they had all heard the news and had a much more emotional reaction," said Nafiseh, who asked her last name not be used in fear of retribution. She said the adults around her were clinging to hope that the United States would not strike Iran.

Fears of war drove down the value of the Iranian rial this week against the U.S. dollar, raising the prices of many goods.

For a government that has repeatedly resorted to violence to crush popular challenges to its rule, conflict risks more internal turmoil. There is dissension even among religious conservatives, and worry that the country's troubles are insurmountable.

"There is not even a glimmer of hope for things improving in the Islamic Republic," wrote Mehdi Nassiri, a conservative cleric who has broken with the government and turned into a vocal critic, on social media. "Today is better than tomorrow."

Mr. Khamenei has been deeply engaged in plotting Iran's course through this crisis. He has received daily briefings on regional developments from the head of the armed forces and his foreign policy adviser, and gives final approval to all decisions by the National Security Council, according to three people familiar with the discussions and a foreign ministry official.

In January, he approved the council's recommendation to launch ballistic missiles against what Iran said were terrorist groups' bases in Pakistan and Syria, and against what it

called an Israeli operations hub in northern Iraq. Pakistan and Iraq, normally friendly with Iran, responded angrily, and Pakistan attacked what it said were terrorist bases in Iran. Mr. Khamenei later advised his commanders to avoid clashes like the one in Pakistan.

Mr. Khamenei, who typically opines publicly on national security matters, has been silent this week on the chatter of war, while remaining highly visible. He went to an exhibition of domestic industry, met with large groups and visited the graves of senior Quds Forces commanders assassinated recently by Israel in Syria.

A billboard in Tehran depicting Maj. Gen. Qassim Suleimani, the head of the Revolutionary Guards' Quds Force who was killed by an American drone strike in 2020, delivering weapons to Hamas. Majid Saeedi/Getty Images

"Mr. Khamenei is on top of every twist and turn during this heightened tension period," said Nasser Imani, a political analyst close to the government, in an interview. He said that Mr. Khamenei's public presence this week was to "project a sense of normalcy and strength and to show our enemies he is active and engaged."

President Biden has said he has decided on a response to the deaths of its troops, which could come any day.

"The dilemma for the Biden administration is to try to bloody Iran's nose without touching it," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group, a conflict prevention organization. "The problem is each side retaliates against the other, it generates the need for a counter-strike and this vicious cycle continues and at a certain point it will explode."



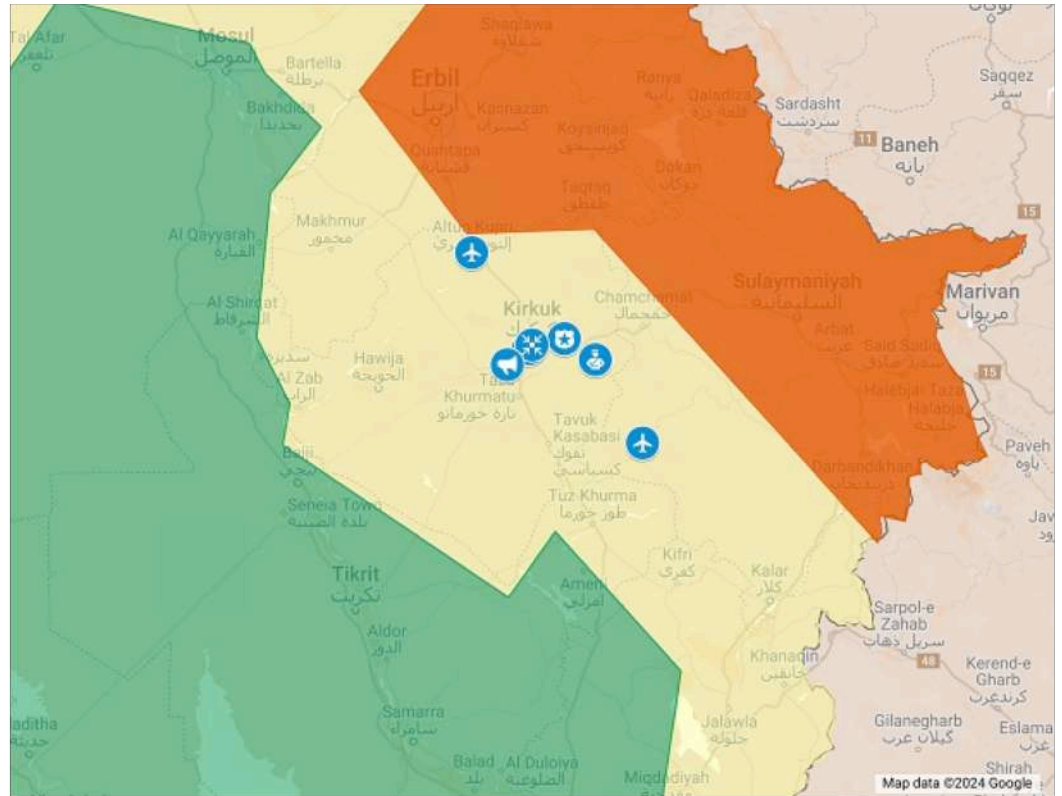
Kirkuk Minute | February 1, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

On January 21, the Federal Court conducted a hearing regarding two complaints lodged by Kurdish farmers from Topzawa, Sargaran, and Daquq. The farmers sought the annulment of two decisions made by the former al Ba'ath regime, which pertained to the appropriation of land belonging to Kurdish and Turkmen farmers, subsequently allocating it to Arab settlers. Following the hearing, the Federal Court, for the second time, deferred the ruling.

On January 25, Iranian-backed militias launched a drone attack on the Khor Mor gas fields in the Chamchamal district, temporarily halting production. The assault, occurring at 11 pm, targeted a warehouse within the field, leading to a substantial fire. The consequences rippled across the region, causing power outages for millions of people. The Kurdistan Ministry of Natural Resources (MRN) reported that the attacks disrupted 2,800 megawatts of electricity. Media reports indicate that the militants executed the assault between Laylan and Khalo Bazayani. The Khor Mor gas fields, crucial for providing natural gas to the Kurdistan Region, have been linked to a power plant in Kirkuk since the summer. In a separate incident on January 30, a crashed drone was discovered in the Nabi village of the Perdi subdistrict, north of Kirkuk. According to a security source cited by Shafaq news, the "unidentified drone" was neutralized by ground forces. Newly elected Kurdish members of the provincial council paid a visit to the acting governor, Rakan al Jabouri.



While the official statement released after the meeting was generic, media reports suggest that during the discussion, the members urged al Jabouri to postpone the inaugural provincial council meeting from February 1 to February 5. Following this meeting, al Jabouri officially rescheduled the first council session to February 5. It's noteworthy that despite securing a seat in the council, al Jabouri refrained from attending the legal oath-taking, expressing the aspiration to be elected as the governor pending ongoing discussions among the involved parties. Notably, the Arab and Turkmen winners have formed an alliance, while Kurdish parties have initiated separate discussions with various ethnic parties to establish a local government. On January 21, the Independent High Electoral Commission (IHEC)

officially ratified the election results. In accordance with election laws, the council is mandated to convene its initial session within fifteen days, with the deadline set to occur before February 6.

On January 22, a joint military operation between Iranian-backed militias and the Iraqi army was conducted near Jabal Bour in Kirkuk. The collaborative security sweep reached Khala Bazayani and Laylan. Following the operation's conclusion, no official statement has been released. Notably, Iranian-backed militias have played an active role in security operations in Kirkuk since October 16, 2017, when they attacked Peshmerga forces and gained control of the area.

On January 26, Kirkuk police apprehended an ISIS (Da'esh)

terrorist at the Chiman checkpoint, who was en route to Sulaymaniyah. According to the police statement, the detainee is a wanted individual as per the Mosul court's warrants. In a separate development on January 31, the Iraqi Interior Ministry deployed a fifth assessment committee before transitioning the security responsibility of the province from the military to the local police. As part of an agreement among the parties comprising the current federal government, several provinces are mandated to transfer their security files to the police. Iraqi Interior Minister Abdullah al Shamari, during his visit to Kirkuk on January 25, underscored in a press conference that the security file would indeed be handed over to the local police. Additionally, the police command disclosed plans by the Ministry of Interior to establish

an “Internal Security Forces Court.” Previously, infractions and crimes by the police had to be referred to Mosul for court proceedings since no such court existed in Kirkuk.

Shingal (Sinjar)

On January 24, the funeral ser-

vice for 41 victims of the Yazidi genocide is scheduled to take place in the Sinjar district. The remains of the victims were transported to the Monument of Yazidi Genocide Victims and interred in four cemeteries within the area. The ceremony was attended by relatives of the victims, as well as promi-

nent Yazidi public and religious figures. In a separate development, officials from the Iraqi government visited an ongoing project involving the construction of a concrete wall in the outskirts of the district, directed towards the Syrian-Iraqi border, with the primary objective of “preventing smuggling.” De-

spite these endeavors, the district persists in confronting challenges, marked by an absence of fundamental services and security concerns. These issues are compounded by the presence of various forces, including Iranian-backed militias.

The New York Times

David E. Sanger
February. 1, 2024

Iran Slows Production of Enriched Uranium, the U.N.’s Nuclear Watchdog Says

The move suggests that Tehran may be trying to ease tensions with the United States.

In another indication that Iran may be seeking to de-escalate its confrontation with the United States, United Nations nuclear inspectors are seeing some signs that Tehran is lifting its foot, if just a bit, on the acceleration of its nuclear program.

Rafael Mariano Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, said in an interview that Iran was still adding to its supply of uranium enriched to 60 percent purity — which can rapidly be further enriched to the level needed to produce nuclear weapons. But the surge in production that began just after the Israeli military action in Gaza in response to Hamas’s Oct. 7 terror attack appears to have abated, he said.

“There is a bit of a slowing down,” Mr. Grossi said, adding, “They are still adding to the stockpile but more slowly.”

Mr. Grossi has been engaged in years of jousting with Iran over the restrictions it has placed on inspectors, and its dismantling of cameras and other sensors at key locations in the country’s now vast — and dispersed — nuclear fuel production program.

Divining Iran’s intentions from its enriched uranium production is difficult, but over the years the rate has been more closely linked to the level of tension in Iran’s relationships with the United States and Israel than it has been with the technical necessities of production.

In recent days, after a drone attack linked to an Iran-allied group killed three American service members in Jordan, Tehran has repeatedly signaled that it does not want a direct confrontation with the United States.

On Tuesday, the Iran-backed militia that appears responsible

for the drone attack, Kata’ib Hezbollah, or Brigades of the Party of God, said it was giving in to pressure from Iran and Iraq to cease targeting American forces. The militia is the largest and most established of the Iran-linked groups operating in Iraq.

It is not clear precisely when the slowdown in uranium production began, but it appears Iran has grown concerned that its nuclear enrichment program could become a major military target. Israel has regularly run exercises to simulate bombing it, and the United States engaged in actions for more than 15 years to sabotage the program.

Iran has denied that its goal is to produce a nuclear weapon, and so far intelligence officials have said there is no evidence it is racing to produce one.

Iranian authorities appear to have carefully calibrated their enrichment activities to stay just below the threshold of

weapons-grade material. That is usually defined as uranium enriched to 90 percent purity, but it is possible to build weapons with fuel enriched somewhat below that level.

Last November, the I.A.E.A. reported that the country had 128 kilograms of 60 percent enriched uranium. Starting in June, Iran reduced its production dramatically, in what appeared to be a quiet signal to the United States. But production surged in December, and only recently slowed again.

None of these variations affect the larger picture: Iran now has more uranium that is close to bomb grade than it has in years, after a 2015 nuclear agreement forced it to give up 97 percent of its stockpile. President Trump withdrew from that accord in 2018, triggering the current buildup. In addition, Iran has begun to build underground facilities that are harder to bomb.

Dans le sud de la Turquie, des promesses enfouies sous les décombres du séisme

Durement frappée par le tremblement de terre du 6 février 2023, la région du Hatay peine à se reconstruire. Malgré les engagements du président Recep Tayyip Erdoğan, deux cent quinze mille rescapés vivent encore, un an après la catastrophe, dans des cités-conteneurs.

A quelques kilomètres du centre-ville d'Antakya, la plus grosse agglomération de la région du Hatay, tout au sud de la Turquie, un cimetière a été improvisé en bord de route. Se succèdent en rangées des centaines de monticules de terre identiques. Les rares pierres tombales affichent invariablement pour date de décès le 6 février 2023. Ce jour-là un séisme de magnitude 7,8 endeuillait le pays. Certains emplacements n'ont pour identifiant qu'un numéro de série peint sur une vulgaire planche de bois.

« La médecine légale a fait ce qu'elle a pu, mais il y avait tant de corps que tous n'ont pas pu être identifiés », explique Özlem Parlak. Cette étudiante en communication de 23 ans est originaire de la ville de Malatya, à quelques centaines de kilomètres de là. Après la catastrophe, elle aurait pu choisir de rejoindre sa famille, mais, depuis un an, elle a fait le choix de rester à Antakya. Militante du Parti ouvrier de la Turquie (TIP), une formation d'extrême gauche, elle travaille sans relâche, avec son organisation politique, à la coordination de l'assistance à la population.

La panique, l'odeur des cadavres... Les souvenirs qu'elle garde des heures qui ont suivi les secousses sont encore vifs. Sur les cinquante mille victimes des séismes recensées dans le pays en 2023, près de la moitié d'entre elles aurait péri dans le Hatay, d'après les chiffres officiels – considérés comme sous-estimés. Ce, alors que la région

se situe à près de 200 kilomètres de l'épicentre. Plus de six mille bâtiments s'y sont effondrés, 71 % du bâti y a subi des dommages. Özlem Parlak l'admet, il lui est désormais impossible de retourner dans certains arrondissements de la ville : « A Defne, dans les quartiers de Gazi, Armutlu, Elektrik, par exemple. On ne peut plus parler de quartier, d'ailleurs, c'est une plaine complètement vide. »

Ouvriers embauchés à la hâte Antakya, ou Antioche, en français, ville millénaire, creuset multiculturel et terre d'accueil des trois religions du Livre. Le centre-ville historique est aujourd'hui méconnaissable. Beaucoup de bâtiments qui constituaient le patrimoine architectural de la région ont vu leurs murs se fissurer ou leur toit s'effondrer. Repères visuels incontournables en Turquie, les silhouettes des minarets ont désormais disparu dans la région. De rares immeubles vides tiennent debout au milieu de vastes terrains vagues. L'entêtant vrombissement des machines de chantier ne cesse qu'à la tombée du jour.

Douze mois de travaux de déblaiement ont à peine suffi à dégager les milliers de mètres cubes de gravats, de sable et de métal. Faute de réparations envisageables, c'est maintenant au tour des constructions inhabitables d'être détruites. Les quantités de poussière soulevées saturent l'atmosphère et inquiètent les organisations professionnelles qui alertent sur les grandes quantités d'amiante présentes. Embauchés à la hâte en

bord de route, les ouvriers journaliers qui acceptent d'effectuer ce travail ingrat sont bien souvent des réfugiés syriens.

Au lendemain du désastre, la colère populaire s'était déchaînée contre les promoteurs immobiliers. A Antakya, la résidence de luxe Rönnesans s'était tout bonnement couchée sur le flanc, faisant près de mille victimes, d'après les estimations. L'arrestation du constructeur à l'aéroport alors qu'il fuyait à l'étranger avait été emblématique de cette chasse aux sorcières. Sur les un million six cent mille habitants de la région du Hatay, certains ont migré à l'étranger, d'autres se sont installés ailleurs dans le pays, mais des centaines de milliers de personnes n'ont eu d'autre choix que de rester. Deux cent quinze mille personnes sont logées dans des cités-conteneurs, au point que les blocs rectangulaires de couleur grise font partie intégrante du paysage.

Familles tirées au sort

En juillet, le président Recep Tayyip Erdoğan avait promis trois cent dix-neuf mille logements dans l'année pour les onze régions touchées. Aujourd'hui, la direction de la gestion des catastrophes et des situations d'urgence parle de sept mille logements dont les clés seront remises symboliquement le 6 février à des familles tirées au sort. « J'ai eu de la chance, car nous avons pu obtenir un conteneur très rapidement », se réjouit Ezgi Sakuçoğlu, 29 ans. Une odeur de café flotte dans cet espace d'à peine 10 mètres carrés. Des couettes, des vêtements et des

jouets s'entassent et une petite cuisine a été aménagée dans un coin. « Il y a malheureusement régulièrement des fuites d'eau avec les grosses pluies. Les fusibles sautent souvent et nous sommes privés d'électricité alors que le radiateur électrique est notre seule source de chaleur », raconte cette infirmière, mère d'une petite fille de 2 ans. Contrairement à son mari, elle n'a pu réintégrer son poste, car l'hôpital où elle travaillait s'est effondré.

L'activité économique reprend progressivement en fonction des secteurs. A une vingtaine de kilomètres au nord du centre-ville, l'usine d'enduit de Yasemin Gümüş n'a subi que des destructions minimales. Bien que la reconstruction stimule le secteur du bâtiment, l'entrepreneuse n'en bénéficie pas encore : « Pour l'instant, l'Etat travaille avec ses propres sociétés. Notre activité reprendra véritablement quand le secteur privé pourra repartir », explique-t-elle.

Aucun permis de construire n'est attribué au privé pour le moment et les établissements bancaires pratiquent des taux d'intérêt sur les prêts si élevés qu'ils en sont dissuasifs pour la cheffe d'entreprise. Les élections municipales auront lieu le 31 mars, mais l'échéance ne suscite aucun enthousiasme parmi les habitants. Yasemin Gümüş ne fait plus vraiment confiance aux hommes politiques et ne compte plus que sur ses propres forces pour reconstruire sa ville et imaginer demain.

Les Etats-Unis répliquent aux milices pro-iraniennes en Syrie et Irak mais évitent la confrontation directe avec Téhéran

Le bombardement de sept sites se veut une réponse à la mort de trois soldats américains dans une attaque de drone en Jordanie, pic d'une campagne de harcèlement des troupes de Washington par des groupes proches de l'Iran.

Joe Biden a connu une journée intense, vendredi 2 février. Au lieu de familles endeuillées, il a assisté sur la base de Dover (Delaware) au retour des corps de trois soldats, tués le 28 janvier dans une attaque de drone en Jordanie. Puis, vers 16 heures, le président a donné son feu vert à la première phase des représailles américaines. Selon la Maison Blanche, c'est la météo qui aurait dicté cette coïncidence de calendrier. Cette réponse militaire était tenue pour certaine depuis le début de la semaine.

Selon le commandement central américain, près de 125 munitions de précision ont été employées contre 85 cibles différentes sur sept sites (quatre en Syrie, trois en Irak) appartenant au corps des gardiens de la révolution islamique (principale force armée iranienne) et à des milices armées pro-iraniennes. Il s'agirait de centres de commandement et de renseignement, d'entrepôts de missiles et de drones, de fabriques de munitions. Des bombardiers B-1 ayant effectué un vol direct depuis les Etats-Unis ont participé à l'opération, en compagnie d'un nombre indéterminé d'avions de chasse.



Le président américain, Joe Biden, assiste au retour des corps des trois militaires américains tués le 28 janvier lors d'une attaque de drone en Jordanie, à la base aérienne de Dover (Delaware), le 2 février 2024.
ROBERTO SCHMIDT / AFP

Les frappes se sont concentrées sur des sites situés de part et d'autre de la frontière entre l'Irak et la Syrie, dans les provinces irakienne d'Al-Anbar et syrienne de Deir ez-Zor, le long de l'axe routier contrôlé par les milices chiites irakiennes et les gardiens de la révolution iraniens, et qui sert au transfert d'armements vers la Syrie. Des vidéos diffusées par des sources locales montrent l'explosion de dépôts d'armes. Les médias officiels syriens ont fait état de victimes, sans en

préciser le nombre. L'Observatoire syrien pour les droits humains, une organisation indépendante basée à Londres, affirme que dix-huit miliciens ont été tués dans les frappes en Syrie.

Message de détermination

Il s'agit d'une réponse mesurée, pesée au trébuchet, prévue en plusieurs phases étalées dans le temps. Washington a cherché en amont à en limiter l'impact régional, tout en s'assurant que le message de détermi-

nation passait et que les capacités opérationnelles des groupes pro-iraniens visés étaient réduites.

Dans ce savant équilibre, la perception des représailles américaines importe au moins autant que leur qualité opérationnelle. Néanmoins, il existe une incertitude quant aux conséquences de cette escalade contrôlée et à la capacité américaine de restaurer une dissuasion. « Les Etats-Unis ne veulent de conflit ni au Moyen-Orient ni ailleurs dans le

monde, a déclaré Joe Biden, vendredi, dans un communiqué. *Mais que ceux qui veulent nous faire du mal le sachent bien : si vous touchez à un Américain, nous répondrons* », a prévenu le président américain.

Les frappes représentent une « violation de la souveraineté irakienne », a estimé dans un communiqué un porte-parole militaire du premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, disant craindre des « conséquences désastreuses pour la sécurité et la stabilité de l'Irak et de la région ». De son côté, la Maison Blanche a souligné que le gouvernement irakien avait été averti peu avant les frappes. En revanche, aucune communication n'aurait eu lieu directement ou indirectement avec Téhéran ces derniers jours. Le délai de riposte a toutefois été exploité par l'Iran et ses alliés pour se mettre à couvert. Les Etats-Unis comptent encore quelque 2 500 soldats en Irak et 900 en Syrie, mais le pays s'est engagé clairement dans une logique de retrait, après celui d'Afghanistan à l'été 2021.

« Eviter des pertes civiles »

Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, les cibles « ont été soigneusement sélectionnées pour éviter des pertes civiles, et sur la base de preuves claires et irréfutables qu'elles étaient connectées aux attaques contre les personnels américains dans la région ». Choix crucial, parmi les options envisagées : l'admini-

nistration Biden a décidé de ne pas conduire de frappes à l'intérieur même du territoire iranien. Le 30 janvier, le président avait expliqué qu'il tenait le régime de Téhéran « pour responsable dans le sens où il fournit les armes aux gens qui ont fait ça ». Mais depuis cinq jours, les officiels à Washington soulignaient qu'ils ne souhaitaient pas une escalade régionale et un affrontement direct avec l'Iran. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a fait savoir, avant le lancement des frappes américaines, qu'il ne déclencherait pas de conflit mais que Téhéran « répondrait fermement » à toutes les tentatives d'intimidation.

Depuis le 18 octobre 2023, l'armée américaine a recensé 166 attaques contre ses bases : en Syrie (98), en Irak (67) et en Jordanie (1). Ce harcèlement était l'une des répliques sismiques de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre et de la guerre qui se poursuit, depuis, dans la bande de Gaza. Les groupes pro-iraniens prétextaient le soutien inconditionnel américain à Israël pour attaquer ses bases. L'administration Biden veut rétablir une forme de dissuasion contre ces milices armées et contre les forces houthistes au Yémen, qui déstabilisent la circulation commerciale en mer Rouge. Il s'agit aussi de mettre en garde leur parrain régional, l'Iran, qui utilise volontiers ces sous-traitants au lieu de s'engager dans une confrontation directe, que ce soit avec Israël ou les Etats-Unis.

La pression se faisait de plus en plus forte sur l'admini-

nistration Biden dans un contexte électoral, avant le scrutin présidentiel de novembre aux Etats-Unis. L'attaque contre la base en Jordanie, faisant trois morts et une quarantaine de blessés, a représenté un changement d'échelle.

Appels à la fermeté

Attribuée par Washington à la coalition de milices appelée Résistance islamique en Irak, à laquelle appartient notamment le groupe Kataeb Hezbollah, cette attaque a contraint les Etats-Unis à revoir leurs options. Cela alors même que le Pentagone a reconnu une faille dans la protection antiaérienne de la base Tower 22, située dans le nord-est de la Jordanie, là où convergent les frontières syrienne et irakienne. Le drone armé a été par erreur identifié comme un engin américain et a pu poursuivre sa trajectoire juste au-dessus des baraquements où vivaient les soldats.

Depuis, de nombreux élus et responsables ont appelé la Maison Blanche à la fermeté. Vendredi, le speaker de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a critiqué l'administration pour avoir « attendu une semaine et télégraphié au monde, Iran inclus, la nature de [la] réponse » américaine. Mike Johnson a dénoncé la « stratégie d'apaisement » choisie par le président américain à l'égard de Téhéran. L'aile traditionnelle du Parti républicain accuse Joe Biden depuis le début de son mandat de complaisance et de faiblesse face à l'Iran, notamment pour avoir cher-

ché à revitaliser l'accord sur le nucléaire, dont Donald Trump s'était retiré en 2018.

Après l'attaque contre la base américaine en Jordanie, Roger Wicker, sénateur du Mississippi et membre de la commission des forces armées, avait appelé la Maison Blanche à « frapper directement les cibles iraniennes et leur leadership ». Son collègue, Tom Cotton (Arkansas), recommandait pour sa part une « réponse militaire dévastatrice contre les forces terroristes de l'Iran, à la fois en Iran et à travers le Moyen-Orient ». Dernière rivale de Donald Trump dans la course à l'investiture, Nikki Haley avait abondé dans leur sens, lundi, sur la chaîne Fox News.

La candidate a appelé à s'en prendre aux sites de production de missiles, mais surtout aux responsables de ces attaques, à commencer par le corps des gardiens de la révolution islamique. « Ça ne les préoccupe pas forcément si vous détruisez tout leur équipement et leurs armements. Ils se moquent que vous éliminez l'un de leurs groupes combattants sous-traitants parce qu'ils ne feront qu'en ajouter de nouveaux. Ce qui compte pour eux, c'est lorsque vous touchez à leur argent ou à leur leadership. C'est ce qui retient l'attention de l'Iran. » Cette lecture, typique des faucons de la droite américaine, n'a pas été retenue par l'administration Biden. Depuis l'attaque du Hamas, celle-ci conserve comme objectif premier de contenir la guerre à la bande de Gaza.

The New York Times

Ben Hubbard
February 3, 2024

Turkey's Central Bank Chief Steps Down Amid Long Inflation Battle

The government swiftly replaced her and said the change did not reflect a policy shift for the country, where annual inflation is about 65 percent.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey appointed a new central bank governor early Saturday, hours after the abrupt resignation of his previous appointee, who said she was stepping down because of “a major reputation assassination campaign.”

The departing central bank chief, Hafize Gaye Erkan, was the fifth in five years, and the first woman to hold the post. The bank's deputy governor, Fatih Karahan, was swiftly promoted to take her place.

The surprise change-up came about eight months into a shift in Turkey's economic program aimed at taming a yearslong cost-of-living crisis that has been painful for many Turks. Annual inflation as of last month was about 65 percent.

In an apparent effort to reassure investors, senior officials said that Ms. Erkan's departure did not signal a change in policy.

Turkey's finance minister, Mehmet Simsek, described Ms. Erkan's departure as a personal decision and said that she would be replaced by “a well-respected macroeconomist with an extraordinary depth of knowledge and expertise.”

He and Vice President Cevdet Yilmaz said that Mr. Erdogan continued to back the economic team and its policies.



Hafize Gaye Erkan was Turkey's fifth central bank chief in five years. Adem Altan/Agence France-Presse — Getty Images

Starting in 2018, Mr. Erdogan oversaw a policy of continually lowering interest rates, even as the value of Turkey's currency plummeted and inflation soared. That flew in the face of conventional economics, which calls for raising interest rates to thwart inflation.

After winning re-election in May, Mr. Erdogan signaled a shift in approach by appointing Ms. Erkan and Mr. Simsek, who brought Turkey back toward orthodox policies. The central bank has since repeatedly raised interest rates, which last

month reached 45 percent.

The new central bank chief, Mr. Karahan, holds a doctorate in economics from the University of Pennsylvania, has taught at Columbia University and New York University, and worked as an economist for Amazon, according to his official central bank biography. He has served on the bank committee that sets interest rates since July.

Ms. Erkan's appointment was initially welcomed because her background, which included stints at Goldman Sachs and First Republic Bank in the

United States, suggested that she would pursue conventional monetary policies.

But she had been stalked by rumors since a Turkish newspaper reported that her father, who has no official role at the bank, had intervened in its operations, an accusation that the bank denied.

In a statement posted online late Friday, Ms. Erkan defended her record, saying that her approach had begun to bear fruit, but that she was stepping down to protect her family and infant child.



avec AFP
4 Février 2024

La Turquie commémore le séisme du 6 février 2023, pire catastrophe de son histoire moderne

La Turquie commémore jusqu'à mardi le séisme du 6 février 2023, la pire catastrophe de son histoire moderne qui a fait plus de 53.000 morts dans le sud-est du pays.

En soixante-cinq secondes, 53.537 vies (selon le dernier bilan des autorités publié vendredi) ont été englouties dans les ruines de leur quotidien, avalées par les amas de béton de leurs logements effondrés sur eux-mêmes et leurs habitants.

Ajoutés aux 6.000 décès enregistrés dans la Syrie voisine, le bilan du désastre s'élève à près de 60.000 morts, ce qui le classe parmi les 10 plus meurtriers des 100 dernières années - le président turc Recep Tayyip Erdogan avait parlé de «la catastrophe du siècle».

Onze provinces parmi les plus pauvres de Turquie ont été touchées, 14 millions de Turcs affectés, et nombre d'entre eux sont toujours sous le choc.

«Ca fait un an, mais ça ne nous quitte pas», confie Cagla Demirel, 31 ans, abritée dans l'une des villes-conteneurs installées à Antakya, l'ancienne Antioche détruite à 90%, dans la province d'Hatay frontalière de la Syrie.

«La vie a perdu tout intérêt», ajoute-t-elle. «Je n'ai plus de famille à visiter, plus de porte à laquelle frapper, plus d'endroit

agréable où vivre. Plus rien.» Au total, plus de 100.000 bâtiments sont tombés, 2,3 millions sont altérés et 700.000 personnes vivent dans des conteneurs.

- «Est-ce que quelqu'un nous entend ?» -

«Quand j'entre dans ma maison, je tremble. On survit, mais on a du mal à tenir le coup», résume Kadir Yeniceli, un retraité de 70 ans à Kahramanmaraş, à 50 km de l'épicentre.

Mais c'est surtout le sentiment d'avoir été abandonnés par l'Etat qui continue de hanter les proches des victimes qui ont dénoncé le retard des secours, arrivés jusqu'à trois jours plus tard sur les lieux avec des engins de levage.

Mardi matin pour le jour anniversaire, à 04H17, l'heure du séisme qui a cueilli les victimes en plein sommeil, les rescapés d'Hatay regroupés au sein d'une «Plateforme du 6 février» prévoient de se rassembler pour hurler ensemble, comme ils l'ont fait cette nuit-là: «Est-ce que quelqu'un nous entend? »

Rapidement, le président Erdogan, alors en campagne pour sa réélection, avait promis 650.000 nouveaux logements dans l'année.

Onze mois plus tard, selon le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation, la

construction de la moitié d'entre eux a été lancée, dont 46.000 sont prêts à être livrés.

Samedi, le chef de l'Etat a remis à Hatay les clés des 7.000 premiers à des familles tirées au sort.

«L'objectif est de livrer 15.000 à 20.000 logements par mois» a-t-il promis. «Il nous est impossible de ramener les vies perdues mais nous pouvons compenser vos autres pertes», a-t-il lancé devant un parterre de notables et de rescapés.

Le chef de l'Etat, qui a aussi inauguré un hôpital de 200 lits à Iskenderum, sur la côte d'Hatay, a appelé ses concitoyens à «faire confiance à l'Etat et à (lui) faire confiance».

Dimanche il se rendra à Gaziantep et mardi à Kahramanmaraş, un fief de son parti AKP qui a massivement voté pour sa réélection en mai dernier.

Fatih n'est sans doute pas de ceux-là. Il préfère taire son identité: «Est ce qu'il y a eu le moindre progrès en un an? Non. Ils démolissent, récupèrent les métaux, se débarrassent des ruines n'importe où et disparaissent», accuse cet ouvrier du textile de 37 ans, qui a perdu son emploi.

- Au prix fort -

«Pourquoi la municipalité ne fait rien? Personne ne s'occupe de nous», accuse-t-il.

Malgré le risque sismique élevé, la Turquie a payé au prix fort la piètre qualité des constructions et la cupidité des promoteurs coupables d'avoir construit n'importe où, à moindre coût, des résidences qui se sont effondrées en quelques secondes, comme la cité Ebrar, à Kahramanmaraş (1.400 morts), ou la luxueuse résidence Rönensans à Antakya, qui s'est couchée sur ses centaines d'habitants.

Or à ce jour, les rares poursuites engagées - une poignée de procès ouverts - épargnent les responsables et les politiques qui ont délivré des permis de construire à tout-va.

Pire, selon des experts interrogés par l'AFP, la Turquie n'est pas mieux préparée aujourd'hui à faire face à un nouveau séisme, malgré les risques élevés dans ce pays assis sur deux failles majeures.

«Il faudrait aller bien au-delà de quelques mesures pansements, entreprendre une refonte complète de la gestion des catastrophes», estime Mikdat Kadioglu, spécialiste de la gestion des risques au département d'ingénierie de l'Université technique d'Istanbul (ITU). «Même si les règles antisismiques étaient désormais respectées, sans étude des sols ou construits sur des terrains inappropriés, tels que le lit de rivières, les bâtiments continueront de s'effondrer».

Washington frappe les milices pro-Iran au Yémen et en Irak

Georges Malbrunot Rien n'indique que les ennemis des États-Unis céderont devant la pression militaire et arrêteront de tirer sur des cibles occidentales.

Les États-Unis ont multiplié au cours du week-end les frappes contre leurs ennemis pro-iraniens en Irak, en Syrie et au Yémen, mais rien n'indique que ceux-ci cèdent devant la pression militaire et arrêtent de tirer des missiles et des drones sur des cibles américaines ou occidentales, en mer Rouge et en Irak.

La nuit de samedi à dimanche, des bombardements américano-britanniques ont visé 36 positions rebelles « dans treize lieux au Yémen en réponse aux attaques continues des houthistes contre le trafic maritime international et commercial ainsi que les navires de guerre transitant par la mer Rouge », selon un communiqué conjoint des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays ayant soutenu l'opération.

« Des arsenaux profondément enterrés, des systèmes et lanceurs de missiles, des systèmes de défense antiaérienne et des radars des houthistes » ont été ciblés, ajoute le texte. Six provinces, au total, ont été visées, dont Sanaa, la capitale et ses alentours, sur lesquels treize frappes se sont abattues, et six dans celle d'al-Hodeidah, le port sur la mer Rouge.

En solidarité avec les Palestiniens de Gaza, assiégés par l'armée israélienne, les houthistes, soutenus logistiquement par l'Iran, ont commencé à s'en prendre au trafic maritime en mer Rouge en novembre, multipliant les tirs de drones contre les bateaux transitant par cette importante voie de transport maritime. Ils ont désigné ensuite

les intérêts américains et britanniques comme des cibles légitimes, après les premières frappes de représailles de ces deux pays.

Malgré cette troisième opération conjointe américano-britannique, les houthistes ont réaffirmé leur détermination à poursuivre leurs attaques en mer Rouge. Ces nouvelles frappes « n'ébranleront pas » le « soutien des houthistes au peuple palestinien résistant à Gaza et ne passeront pas sans réponse et sans punition », a averti Yahya Saree, le porte-parole militaire des rebelles pro-iraniens.

« Soit il y a la paix pour nous, la Palestine et Gaza, soit il n'y a pas de paix et pas de sécurité pour vous dans notre région », a prévenu samedi un porte-parole des houthistes, Nasr al-Din Amer. « Nous répondrons à l'escalade par l'escalade », a-t-il menacé.

Officiellement, les frappes américaines ont pour but de faire cesser les attaques des houthistes contre les navires commerciaux en mer Rouge. Mais chacun reconnaît que les raids aériens ont au contraire renforcé la notoriété des rebelles au Yémen et dans l'ensemble du monde arabe qui les voit comme le fer de lance à la « résistance » contre Israël et son allié américain.

85 cibles sur sept sites différents

Samedi, les États-Unis ont semblé réviser à la baisse leur objectif initial. Le secrétaire à la Défense, Lloyd Austin, a déclaré que les dernières frappes vi-

saient « à dégrader davantage les capacités de la milice des houthistes (...) à mener ses attaques déstabilisatrices ».

« Si les Américains veulent éliminer complètement la menace houthiste, ils doivent faire ce que font les Israéliens à Gaza, c'est-à-dire bombarder massivement et tout détruire ou presque au Yémen, ce qui est impossible », estime un haut gradé à l'état-major français à Paris, où l'on suit la situation de près. Mais, nuance un autre responsable militaire français, « les houthistes doivent faire attention. S'ils vont trop loin, les Américains ont probablement la capacité d'anéantir leur direction en lâchant une bombe pendant une réunion de ses membres. Dans un pays en guerre comme le Yémen, les Américains peuvent obtenir ce genre de renseignements ».

Pour Washington, le même dilemme se pose en Irak et en Syrie. Faut-il intensifier les bombardements, quitte à provoquer un embrasement du Moyen-Orient dont les États-Unis ne veulent pas, ou alors simplement réduire les capacités de leurs ennemis à s'en prendre aux reliquats de troupes américaines en Irak et en Syrie ? Joe Biden a opté pour la seconde option, comme l'ont montré les frappes de la nuit de vendredi à samedi de part et d'autre de la frontière irako-syrienne contre des milices pro-iraniennes, qui avaient tué trois soldats américains six jours plus tôt dans une attaque aux drones contre leur base en Jordanie, près de la frontière syrienne.

En représailles, les avions de combat américains ont frappé 85 cibles sur sept sites différents - trois en Irak et quatre en Syrie - tuant une quarantaine de miliciens. « D'autres suivront selon un calendrier que nous choisirons », a prévenu le Pentagone. Ces premières frappes de riposte étaient toutefois suffisamment calibrées pour ne pas entraîner un basculement de l'Iran dans la guerre. Outre le fait que le territoire iranien a été épargné, les paramilitaires pro-iraniens avaient eu cinq jours pour vider leurs bases, puisque Joe Biden attendit près d'une semaine avant de riposter, au grand dam de ses adversaires républicains, et après avoir prévenu le gouvernement irakien, proche de l'Iran. De leur côté, des chefs de ces milices pro-iraniennes avaient eu le temps de se réfugier en Iran, et d'autres de gagner des maisons de substitution à travers l'Irak. Certains d'entre eux ont tout de même compris le message de fermeté adressé par leurs ennemis américains. Auteur de l'attaque meurtrière contre les soldats américains, Kataeb Hezbollah, la milice chiite irakienne la plus proche de Téhéran et la mieux armée, avait publié - peu après son opération, et sur demande de Téhéran - un communiqué affirmant qu'elle mettait fin à ses attaques contre des cibles américaines. Mais jusqu'à quand ? La plupart des experts estiment en effet que la conclusion d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas à Gaza est la seule façon pour que s'arrêtent les tirs de roquettes irakiens contre les intérêts américains et les frappes houthistes en mer

Rouge. Or, malgré des pourparlers ces dernières semaines, l'arrêt des combats à Gaza n'est toujours pas acté.

« Il n'y a pas de moyen de fuir la réalité : rien ne conduira à une désescalade au Moyen-

Orient, sauf un cessez-le-feu dans la bande de Gaza », assure Trita Parsi, spécialiste du Moyen-Orient au Quincy Institute à Washington, pour qui « la stratégie de Joe Biden est moins centrée sur la dissuasion que sur la dégradation des ca-

pacités des milices à frapper les intérêts américains ». « C'est, ajoute-t-il, une façon d'admettre que les frappes américaines ne vont pas faire cesser les attaques des différentes milices, en Irak ou au Yémen. » En attendant, a prévenu di-

manche la Maison-Blanche, d'autres bombardements auront lieu afin, précisément, de « dégrader » l'arsenal de ses ennemis.

Le Monde

Marie Jégo
04 février 2024

En mer Noire, la Turquie et la Russie en voisinage en eaux troubles

Décryptage Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, Ankara joue une partition délicate. Forte de son droit de contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles, elle tient à l'écart ses alliés de l'OTAN et s'affirme face aux ambitions de Moscou.

Les Turcs nomment le Bosphore la « gorge d'Istanbul », *Istanbul Bogazi*, une façon de rappeler que cette artère maritime, parmi les plus fréquentées de la planète, est sous leur strict contrôle. En vertu d'un traité international datant du siècle dernier, seule la Turquie décide de qui peut entrer en mer Noire, ou en sortir. Située aux confins de plusieurs mondes – balkanique, slave, méditerranéen –, cette mer jusqu'ici sans histoires est le théâtre d'affrontements continus depuis l'invasion lancée par Vladimir Poutine le 24 février 2022. Elle est « *le nouveau centre de gravité de la guerre* », a prévenu le président Volodymyr Zelensky. D'un côté, les infrastructures portuaires ukrainiennes subissent régulièrement des attaques russes. De l'autre, les drones et les missiles de Kiev harcèlent la flotte de Moscou. Au-delà des combats, deux grands protagonistes – la Turquie et la Russie – se jaugent de part et d'autre de ses rives, dans un jeu ambigu et parfois brutal. Une sorte de



VANESSA WINSHIP / AGENCE VU

« collaboration hostile » qui inquiète.

En temps de paix, un quart du commerce mondial des céréales transitait par cette route. Cela n'est plus le cas. Les exportations de blé, d'orge, de maïs et d'huile de tournesol produits massivement par l'Ukraine et la Russie sont en chute libre, en raison du blocus naval imposé par Moscou pour la première, à cause des sanctions occidentales pour la seconde. Le transit des navires de commerce a en conséquence diminué : 35 146 passages via le Bosphore ont été enregistrés par la marine turque en 2022, contre 48 000 en moyenne avant le conflit.

Des vraquiers continuent à

charger du grain depuis Odessa, Pivdenny, Tchernomorsk, les ports ukrainiens du littoral de la mer Noire. Mis en place par Kiev et ses alliés à l'été 2023 malgré l'opposition du Kremlin, un corridor céréalier a permis l'exportation de quinze millions de tonnes de denrées agricoles. Des volumes encore insuffisants. S'ils veulent survivre, les fermiers ukrainiens ont besoin d'exporter davantage. Encore faudrait-il se débarrasser des mines navales qui dérivent au gré du courant et entravent le bon fonctionnement du corridor.

« Éviter une escalade »

Naviguer sur ces flots militarisés relève d'un pari risqué que peu d'armateurs sont prêts à pren-

dre. Assurer les bateaux et leurs cargaisons coûte cher. Le 27 décembre 2023, un cargo battant pavillon panaméen qui faisait cap vers le port ukrainien d'Izmaïl pour y charger des céréales a été endommagé dans le golfe du Danube. Deux marins ont été blessés par l'explosion d'une mine flottante. Quelques mois plus tôt, deux autres de ces engins avaient sauté à l'entrée des ports turcs de Kastamonu et d'Eregli, sans faire de victimes.

Pour lutter contre cette prolifération, Londres a annoncé, le 11 décembre 2023, la livraison à Kiev de deux navires chasseurs de mines, le HMS *Grimby* et le HMS *Shoreham*. Mais coup de théâtre, Ankara leur a refusé le passage, le

2 janvier. La convention de Montreux le lui permet. Signée en 1936, celle-ci donne aux autorités turques une souveraineté totale sur les détroits. Les empêcher de passer, c'était « éviter une escalade », a justifié le service de presse de Recep Tayyip Erdogan dans un communiqué publié le même jour.

Ce n'est pas la première fois que la Turquie ferme ses détroits du Bosphore et des Dardanelles. Au début de la guerre en Ukraine, elle avait déjà interdit le passage aux bâtiments militaires sans port d'attache en mer Noire, ainsi qu'aux forces navales de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'interdiction vaut notamment pour la Russie, l'Ukraine n'ayant pour ainsi dire pas de flotte. Le 28 février 2022, les portes se sont fermées tout net à la proue des navires que Moscou voulait ramener de la Méditerranée en mer Noire. Un camouflet pour le Kremlin – qui néanmoins s'exécuta. Ce qui permit à Odessa d'échapper de justesse à un assaut amphibie et de connaître le sort subi par Marioupol, réduite en cendres par l'armée russe au printemps de la même année. Cette initiative a valu à la Turquie un satisfecit appuyé de ses alliés occidentaux.

Le refus opposé aux Britanniques a, cette fois, irrité le camp atlantiste. « Le blocage des chasseurs de mines de la Royal Navy par la Turquie est une utilisation abusive de la convention de Montreux, a protesté l'amiral James Stavridis, ancien commandant des forces de l'OTAN, sur son compte X, le 3 janvier. *Les chasseurs de mines sont purement défensifs. Leur utilisation permet à l'Ukraine de maintenir son économie en vie. En tant que membre de l'Alliance, la Turquie doit revenir sur sa décision et autoriser le transit.* » Très attachée aux prérogatives que lui confère le traité de 1936, Ankara n'entend pas lâcher la sécurité en mer Noire, quel que soit le contexte et quoi qu'en pensent ses alliés. Si les avions de

l'OTAN survolent régulièrement la zone, ses navires ne sont pas les bienvenus.

« *Nous ne voulons ni de l'OTAN ni de l'Amérique en mer Noire* », a martelé l'amiral Erçument Tatlıoğlu, chef des forces navales turcs, le 18 novembre 2023. « *Le risque, a-t-il ajouté, est qu'ils la transforment en Moyen-Orient* », c'est-à-dire en un espace ravagé par les conflits et les interventions occidentales. Reprises en boucle par les médias turcs, ces déclarations illustrent la défiance des officiels turcs, alors même que leur pays est le pilier sud de l'Alliance atlantique. « *Ankara a toujours interprété les termes de la convention de Montreux de manière très stricte*, note Sinan Ulgen, chercheur à la fondation Carnegie Europe, à Bruxelles. *Celle-ci limite la présence des navires militaires des pays non riverains, en temps de guerre comme en temps de paix. Ces conditions s'appliquent également aux alliés de la Turquie au sein de l'Alliance.* »

Refusant de revenir sur la fermeture des détroits aux Britanniques, la Turquie s'est néanmoins engagée à participer au déminage du corridor céréalière en signant, le 11 janvier, un accord avec la Roumanie et la Bulgarie. Son ministre de la défense, Yasar Güler, a précisé que « *cette initiative ne sera ouverte qu'aux navires des trois pays alliés côtiers* », excluant, de fait, l'intervention d'autres membres de l'OTAN – du moins tant que durera la guerre en Ukraine.

Autocrates voisins

C'est surtout avec la Russie que les dirigeants turcs ne veulent pas se brouiller. Il est certain que Moscou verrait d'un mauvais œil l'arrivée de navires ennemis dans un espace qu'elle considère encore comme le sien. « *La Turquie s'oppose à la présence de l'OTAN dans cette zone car cela déséquilibrerait la relation avec Moscou. Et ira à l'encontre des engagements d'Ankara et de sa position légaliste. Les Turcs esti-*

ment que leurs capacités navales sont suffisantes pour faire face aux menaces », explique le chercheur Sinan Ulgen.

Dès les années 1990, Turcs et Russes se sont efforcés de tenir les Occidentaux à l'écart et de cohabiter en mer Noire au mieux de leurs intérêts. La fin de la guerre froide a favorisé ce rapprochement. « *Un forum et une force dédiés à la mer Noire ont été créés pour développer la coopération navale entre les deux Etats. Plus largement, la Turquie a promu l'Organisation de coopération économique de la mer Noire [créée en 1992, un an après l'effondrement de l'Union soviétique], dont le siège est à Istanbul. Il s'agissait alors de créer un marché régional dont elle aurait été le centre*, explique Jean-Sylvestre Mongrenier, directeur de recherche à l'Institut Thomas-More. *Cela aurait renforcé sa position de candidate à l'Union européenne [UE]. Celle-ci soutenait d'ailleurs cette coopération : favoriser la paix et la prospérité au sud et à l'est de l'Europe était le but recherché.* »

A l'époque, Ankara « *cherchait à s'appuyer sur l'UE et sur l'OTAN pour négocier la création d'une sorte de condominium turco-russe sur la mer Noire* », souligne M. Mongrenier. Deux années de guerre en Ukraine ont renforcé la coopération commerciale entre les deux puissances « *verrous* » de ces eaux stratégiques : Moscou grâce à son blocus naval, Ankara par son contrôle des détroits. Les deux autocrates, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan, se voient parfois en voisins, à Sotchi, dans la résidence d'été du chef du Kremlin, sur les bords de la mer Noire. C'est là qu'ils ont décidé, à l'été 2022, de donner une nouvelle impulsion à leurs échanges.

Coupée de l'Europe depuis qu'elle a envahi l'Ukraine, la Russie survit en partie grâce au soutien de son voisin turc, qui lui achète du gaz, du pétrole brut, du diesel, du charbon,

des métaux, des engrais... C'est via la mer Noire qu'est acheminé le gaz russe destiné à l'Europe centrale, grâce au gazoduc TurkStream inauguré en 2020. Et le gazoduc Blue Stream, posé lui aussi sous la mer, permet au géant russe Gazprom d'alimenter les foyers turcs – et ce, depuis une vingtaine d'années.

Seul membre de l'OTAN à ne pas appliquer les sanctions, la Turquie a su tirer parti de la situation. Sa vaste façade maritime, sa logistique bien huilée, ses PME dotées d'un solide sens du risque en font un carrefour idéal du contournement. Ses exportations vers la Russie ont d'ailleurs bondi de 62 % en valeur en 2022, une hausse confirmée l'année suivante selon les douanes du pays. Son espace aérien est resté ouvert. Ses ports servent à la réexportation de biens essentiels au complexe militaro-industriel de Moscou. Ses hommes d'affaires servent régulièrement d'intermédiaires aux entreprises russes.

Tandis que les géants mondiaux du transport par conteneurs, rebutés par les sanctions et le coût des assurances, ont mis un sérieux frein à leurs expéditions vers la mer Noire, des sociétés turques prennent le relais. Des milliers de conteneurs en provenance d'Asie ou d'Europe arrivent désormais à Istanbul, Mersin ou Izmir avant d'être réexpédiés vers le port russe de Novorossiïsk. Rien n'arrête le business.

Manigances financières

Ces considérations pragmatiques n'empêchent pas le président Erdogan de s'impliquer pour que Kiev puisse continuer à exporter ses céréales – tout en fermant les yeux sur le transit, par ses ports, de milliers de tonnes de blé volées par la Russie aux régions qu'elle occupe en Ukraine, destinées au Liban et à la Syrie. Par ailleurs, des centaines de milliers de tonnes de charbon extraites du Donbass ont été achetées, en 2023, par des industriels

turcs à la société Vostokugol, détenue par les autorités pro-russes de Louhansk.

Un autre aspect du contournement s'avère autrement problématique. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, les expéditions turques de microprocesseurs, de matériel radio, de marchandises à double usage (lave-linge, téléphones portables, etc.) ont grimpé en flèche. Vers la Russie, mais aussi vers la Géorgie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan – cinq Etats postsoviétiques soupçonnés d'agir pour le compte de Moscou.

Les Occidentaux s'en sont alarmés, comprenant que ce commerce renforçait la machine de guerre du Kremlin, alors qu'ils cherchent à l'affaiblir. Les Ukrainiens ont d'ailleurs remarqué que les missiles russes, dont ils analysent méticuleusement les débris, recèlent à chaque fois des composants électroniques fabriqués aux Etats-Unis, en Autriche, en Corée du Sud ou à Taïwan. Nombre d'entre eux ont transité par la Turquie.

En représailles, Washington a déjà sanctionné une dizaine d'entreprises turques impliquées dans ce circuit. Le sous-secrétaire adjoint au Trésor, Brian Nelson, s'est rendu à deux reprises en Turquie en 2023. Lors de son dernier passage à Istanbul, le 30 novembre 2023, il a déploré « *la multiplication par six, ces dix-huit à vingt-quatre derniers mois, des ré-exportations via la Turquie de composants à double usage très préoccupants* ».

Quelques semaines plus tard, les banques turques ont mis un frein à leurs transactions avec Moscou. Les conséquences ont été immédiates pour de nombreux exportateurs turcs, qui peinent désormais à se faire payer par leurs clients russes. La menace de sanctions dites « secondaires » a fonctionné. Brandie par le Trésor américain contre des pays soupçonnés de contournement,

elle vise les banques des Etats impliqués, qui risquent ainsi d'être déconnectées du système Swift de paiement international, et de ne plus pouvoir utiliser le dollar.

Autant dire que la fin des manigances financières russo-turques n'est pas une bonne nouvelle pour la Russie. La relation entre Ankara et Moscou, transactionnelle avant tout, demeure houleuse. En mer Noire, mais aussi en Syrie, en Libye, dans le sud du Caucase ou en Ukraine, les intérêts divergent. Le président Erdogan n'a d'ailleurs jamais ménagé son soutien à Kiev. Les militaires turcs transmettent régulièrement à leurs homologues ukrainiens des renseignements militaires récupérés par leurs avions au-dessus de la mer Noire. C'est bien parce qu'Ankara redoutait de voir ces eaux se transformer en un « lac russe » qu'il a signé un partenariat de défense avec Kiev, en 2019, pour la fabrication conjointe de drones armés, de moteurs d'avions et de corvettes.

Sur le plan diplomatique, M. Erdogan n'a jamais cessé de condamner l'annexion russe des territoires ukrainiens. La péninsule de Crimée, rattachée de force à la Russie en 2014, occupe une place à part dans l'imaginaire des Turcs, qui la voient comme le berceau des « frères » tatars turcophones. Protectorat de la Sublime Porte pendant trois siècles, de 1475 à 1783, la péninsule fut l'enjeu de plusieurs guerres entre les deux empires, tsariste et ottoman, avides d'y asseoir leur domination.

Excuses écrites

Malgré sa bonne entente avec le maître du Kremlin, le président turc craint son expansionnisme agressif, qu'il perçoit comme une menace à la sécurité stratégique de la mer Noire. Le lent grignotage de ses rives – la Russie a fait main basse sur l'Abkhazie en 2008, sur la Crimée en 2014, sur la totalité de la mer d'Azov en 2018 – a fortement inquiété

à Ankara. La découverte récente d'un gisement gazier au large de Zonguldak, susceptible de réduire d'un quart la dépendance du pays au gaz russe, incite le gouvernement turc à protéger ses voies maritimes.

Ce voisinage compliqué a connu un accroc de plus, le 7 juillet 2023. Ce jour-là, M. Erdogan a remis en personne à Volodymyr Zelensky cinq officiers du bataillon Azov qui s'étaient illustrés dans la défense de Marioupol, et qui lui avaient été confiés par Vladimir Poutine à condition d'être placés en résidence surveillée jusqu'à la fin de la guerre. « *Un coup de poignard dans le dos* », résumèrent les propagandistes de Moscou.

Deux mois plus tard, le tête-à-tête Poutine-Erdogan à Sochi s'est révélé cordial mais infructueux. Le Turc a plaidé pour la réouverture du corridor céréalier, le Russe a refusé. Il s'agissait d'empêcher un autre incident naval : le 14 août 2023, le cargo turc *Sukru-Okan*, en route vers le port d'Izmaïl, non loin d'Odessa, avait essuyé des tirs de sommation du patrouilleur russe *Vassili-Bykov*. L'image humiliante des marins, immobilisés sur le pont par des inspecteurs débarqués d'un hélicoptère dépêché par Moscou, a marqué les esprits à Ankara.

Dans un passé récent, les deux puissances de la mer Noire ont frôlé l'affrontement. Le 24 novembre 2015, la chasse turque abattait un avion russe à sa frontière avec la Syrie, provoquant une crise aiguë entre les deux pays. Erdogan dénonça « *les crimes de guerre* » commis par la Russie en soutien à Bachar Al-Assad ; Poutine l'accusa d'encourager le terrorisme islamique. Moscou imposa des sanctions, annula les vols des touristes vers les plages turques et bloqua l'importation de produits agricoles.

Il fallut les excuses écrites d'Erdogan, transmises à Poutine en juin 2016, pour que la relation retrouve un cours normal. En avril 2020, une bombe russe

à guidage laser détruisit le bâtiment dans lequel des soldats turcs s'étaient réfugiés après l'attaque aérienne de leur convoi dans la province d'Idlib, dernier fief de la rébellion anti-Assad dans le nord-ouest de la Syrie. La frappe fit trente-quatre morts. Une fois de plus, les deux dirigeants parvinrent à surmonter la crise.

La Russie affaiblie

A cette époque cependant, la Russie était en position de force, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, notamment en mer Noire. La flotte russe n'y a plus ses aises, sous le feu des batteries côtières, des drones et des missiles ukrainiens. Jeudi 1^{er} février, la corvette russe *Ivanovets*, armée de missiles, a été détruite alors qu'elle patrouillait sur le lac Donouzlav, dans l'ouest de la Crimée. Une trentaine de navires, sur les quatre-vingt-cinq que possède Moscou dans la zone, ont été coulés ou endommagés par Kiev depuis le début du conflit – parmi lesquels un vaisseau amiral, des navires de débarquement et des bateaux lance-missiles. Des navires qui ne peuvent pas être remplacés puisque les détroits sont fermés.

Lors d'une précédente attaque ukrainienne, survenue dans la nuit du 26 décembre 2023, un navire de débarquement, le *Novotcherkassk*, a été détruit dans le port de Feodossia – lequel abrite une importante base russe, à l'est de la Crimée. Sur les 77 marins qui se trouvaient à son bord, 74 ont été tués par la frappe de chasseurs Soukhoï ukrainiens équipés vraisemblablement de missiles de croisière Storm Shadow ou Scalp, fournis par Londres et Paris. « *Aucun port de Crimée n'est plus sûr pour les navires de guerre russes* », a déclaré, le jour même, Rouslan Poukhov, directeur du Centre d'analyse des stratégies et des technologies de Moscou, un centre de réflexion pro-Kremlin. L'Ukraine a « *tout bonnement expulsé la flotte de Crimée* », concluait l'expert.

Diffusées par les blogueurs militaires russes sur Telegram, les images de l'attaque montrent une grosse explosion. Lorsqu'il a été touché, le navire était à quai pour le déchargement de drones iraniens de type Shahed et de missiles qu'il contenait. La livraison des Shahed, utilisés en essais pour détruire les villes d'Ukraine, s'effectue surtout via la mer Noire. Partis du littoral iranien de la Caspienne, des bateaux chargés de ces drones empruntent le canal Volga-Don, jusqu'à la mer d'Azov puis la mer Noire. Un trajet devenu crucial pour l'armée russe, qui l'utilise pour convoier ses munitions et considéré comme plus sûr que la voie ferrée reliant le détroit de Kertch, visée à deux reprises par des attaques ukrainiennes.

Méticuleusement, l'Ukraine s'attache à réduire la puissance de feu de son agresseur en mer Noire, avec succès. La Russie y est aujourd'hui considérablement affaiblie, l'une des raisons peut-être de la visite de Vladimir Poutine en Turquie, annoncée pour le 12 février selon des diplomates turcs – dans le courant du mois, d'après l'our Ouchakov, conseiller diplomatique du Kremlin. Ce



Sources : Vortexa, OTAN, Armada Navarea III ; EmodNet ; IFRI ; Institute for the Study of War ; @War_Mapper ; Acled ; Le Monde Infographie Le Monde : Iness Debouza, Floriane Picard et Victor Simonnet

voyage à Ankara vise à montrer au reste du monde que Moscou n'est pas aussi isolé que les Occidentaux le prétendent. Le président russe veut prouver

que le mandat d'arrêt émis contre lui, le 17 mars 2023, pour crimes de guerre par la Cour pénale internationale n'est pas un frein à ses déplacements.

Après la Chine en octobre 2023, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis un mois plus tard, la Turquie lui tend les bras.

Mais que vient donc chercher le chef du Kremlin auprès d'Erdoğan ? La « *question ukrainienne sera probablement au centre des entretiens* », a précisé M. Ouchakov, cité par *Rossiiskaïa Gazeta*. La partie russe serait « *prête* » à des négociations, mais elle « *n'a personne à qui parler* ». Après avoir accueilli deux sessions infructueuses de pourparlers russo-ukrainiens à Istanbul en 2022, le « *Bismarck du Bosphore* » rêve de parrainer un jour une rencontre entre Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine – quand bien même le contexte militaire actuel en Ukraine contredit son projet. Ses bonnes relations avec Kiev comme avec Moscou le placent – il en est persuadé – en position idéale pour asseoir les belligérants à la table des négociations. On ne sait jamais.

Retrouvez l'intégralité de nos dossiers géopolitiques ici. (<https://www.lemonde.fr/geopolitique/>)

Turquie : brusque démission de la gouverneure de la banque centrale

Hafize Gaye Erkan a quitté la tête de l'institution financière turque, après une campagne de presse l'accusant de favoritisme. Sa politique de hausse des taux pour juguler une inflation débridée devrait être poursuivie.

Elle n'aura tenu que huit mois. Vendredi 2 février au soir, la gouverneure de la banque centrale de Turquie, Hafize Gaye Erkan, cible d'une campagne de presse l'accusant de favoritisme, a brusquement annoncé sa démission avant d'être remplacée, quelques heures à peine plus tard, par le gouverneur ad-

joint, Fatih Karahan, lui aussi, comme sa désormais prédécesseure, ancien banquier à New York. Une nomination promptement menée par le président Recep Tayyip Erdoğan et interprétée par les spécialistes financiers comme la volonté du pouvoir de poursuivre la transition de l'économie du pays, engagée depuis

le printemps 2023 dans une politique économique plus orthodoxe et plus favorable aux investisseurs.

Dans son communiqué, la gouverneure, âgée de 44 ans, a expliqué avoir demandé au président d'être « *libérée de [ses] fonctions, qu[elle a] remplies avec honneur depuis le*

premier jour ». L'ex-gouverneure a justifié son départ précipité pour préserver « *[sa] réputation* » qui, selon elle, a subi ces dernières semaines « *une grande campagne de diffamation* ». Elle a ajouté avoir pris sa décision « *pour protéger [sa] famille et [son] bébé innocent, âgé de moins de 18 mois* ».

Dans les faits, M^{me} Erkan a été notamment accusée, par plusieurs médias, d'avoir permis à son père, Erol Erkan, de prendre en toute illégalité des décisions au sein de la banque centrale. Ce dernier aurait fait licencier une des collaboratrices de l'institution et harcelé plusieurs de ses membres. Certaines scènes auraient été filmées. Un bureau, une voiture de fonction et des gardes de corps auraient été également accordés à M. Erkan, aux ordres duquel « *personne n'ose s'opposer* », ont également rapporté les journaux turcs, suscitant de vives critiques sur les réseaux sociaux.

Le 18 janvier, la gouverneure avait nié en bloc, affirmant que « *des informations délibérées et mensongères ont circulé ces derniers jours, détruisant la confiance dans notre banque en [la] ciblant [elle] et [sa] famille* ». Les partis d'opposition avaient, eux, appelé M^{me} Erkan à démissionner de son poste.

Crise vertigineuse

Selon certains observateurs, Hafize Gaye Erkan se serait aussi attiré les foudres du président lorsqu'elle a raconté, en décembre 2023 au quotidien *Hürriyet*, qu'elle était contrainte de retourner vivre chez ses parents, avec ses enfants et son mari, à cause de l'inflation et de la flambée de l'immobilier en Turquie. « *Est-il possible qu'Istanbul soit devenue plus chère que Manhattan ?* », avait-elle fait mine de s'interroger dans l'entretien.

Première femme à ce poste et réputée pour son expertise aux Etats-Unis, M^{me} Erkan avait pris ses fonctions début juin 2023, une semaine après la réélection du président Erdogan. Les



Hafize Gaye Erkan dans son bureau, lors de son premier jour à la tête de la banque centrale turque, le 9 juin 2023, à Ankara. HANDOUT / AFP

investisseurs occidentaux avaient salué ses premières mesures, une série rapide de hausses des taux d'intérêt qui ont aidé à stabiliser une livre turque en déroute et à légèrement maîtriser la flambée du coût de la vie. Le pays, en proie depuis plus de quatre ans à une crise vertigineuse, avait vu l'inflation atteindre 85 % en 2022 et près de 65 % en 2023, selon les statistiques officielles. Beaucoup plus, d'après différents organismes indépendants.

Sous sa direction, la banque centrale a entamé l'un de ses plus longs cycles de resserrement du loyer de l'argent de l'histoire turque, passant successivement le taux de base de 8,5 % à 45 % et abandonnant par là même la politique de facilité monétaire que le président Erdogan avait imposée pendant des années. Les investisseurs avaient largement

salué ce changement, au point où la Deutsche Bank avait déclaré, en novembre 2023, que les obligations en monnaie turque seraient l'un des placements phares de l'année sur les marchés émergents en 2024.

Après le départ de M^{me} Erkan, le ministre du trésor et des finances, Mehmet Simsek, s'est voulu rassurant, déclarant dans un communiqué que le président « *a toute confiance en [leur] équipe économique, en [leur] programme et les soutient pleinement* » : « *Nous nous engageons à mettre en œuvre notre programme de désinflation et à prendre les mesures nécessaires pour atteindre la stabilité des prix.* » C'est à peine s'il a salué le travail de Hafize Gaye Erkan. « *La décision prise par l'ancienne présidente de la banque centrale est totalement personnelle et relève de sa propre appré-*

ciation. Nous respectons sa décision et lui sommes reconnaissants pour ses services », a-t-il énoncé dans son tweet.

Son remplaçant, Fatih Karahan, occupe le poste de gouverneur adjoint de la banque centrale depuis juillet 2023. Il est diplômé en mathématiques de l'université du Bosphore et a obtenu un doctorat en économie à l'université de Pennsylvanie, aux Etats-Unis. Il est devenu économiste à la Federal Reserve Bank de New York, entre 2012 et 2022, avant de rejoindre le géant Amazon. La livre turque s'est affaiblie après l'annonce de la démission de M^{me} Erkan, chutant de 0,5 %, à 30,48 pour 1 dollar à minuit à Istanbul, un niveau de clôture record. La monnaie s'est dépréciée d'environ 23 % depuis que M^{me} Erkan et M. Simsek ont été nommés par le président.

Turquie : un an après le séisme qui a tué plus de 53 000 personnes, les sinistrés portent en justice leurs larmes et leur colère

Le sud profond du pays reste très marqué par la catastrophe du 6 février 2023. Malgré la difficulté de mener des enquêtes, les habitants de la petite cité meurtrie de Kahramanmaras tentent d'obtenir justice face à des promoteurs proches du pouvoir.

La mort a perdu son odeur, mais elle rôde encore de manière obsédante sur ces champs de ruines un an, jour pour jour, après avoir tout emporté sur son passage. Kahramanmaras, cité travailleuse et conservatrice du Sud profond turc, a été frappée de plein fouet par le gigantesque tremblement de terre du 6 février 2023. Officiellement, 53 537 personnes y ont trouvé la mort, dont près d'un tiers ici même.

Sur les hauteurs du boulevard Vezir-Hoca, qui file tout droit vers le centre-ville, deux immeubles sur trois ont été ravagés par le séisme et ses répliques. Les autres, inhabitables, ont été évacués et vidés, promis à une démolition future. Seuls quelques édifices du quartier sont encore debout, impuissants à consoler l'extrême désolation alentour.

Téléphone à la main, sac en bandoulière, Tuba Erdemoglu retourne les pierres et les éclats de béton du geste lent et précis de ceux qui ont appris d'instinct à survivre. « Il me faut accumuler les preuves », explique-t-elle, d'une voix blanche. Sous ses pieds gisent les restes de l'immeuble Said-Bey, du nom donné lors de sa construction, en 2016, à ces deux édifices joints, plutôt modernes et chics à l'époque, un bloc A et un bloc B, huit étages chacun, neuf si l'on compte

l'entresol. Tout ici a été broyé et déblayé dans les mois qui ont suivi la catastrophe pour retrouver les corps : quarante-quatre à ce jour ; quarante-cinq si l'on y ajoute un enfant toujours disparu, pour seulement vingt-cinq survivants.

« **L'immeuble s'est effondré en huit secondes** »

Tuba Erdemoglu elle-même a creusé et cherché les membres de sa famille durant trois jours et trois nuits, à mains nues. L'immeuble a emporté sa sœur, sa mère, son père et son grand-père. Seule sa grand-mère de 75 ans a survécu. Le canapé du salon sur lequel elle s'était allongée cette nuit-là s'est renversé et lui a servi de calotte protectrice. Elle vit désormais seule dans une des cinquante cités conteneurs de l'agglomération.

« *Partout, des bâtiments se sont effondrés, mais pas comme ça, glisse-t-elle. L'immeuble Said-Bey nous a été vendu comme étant le plus sûr et le plus respectueux des normes sismiques, il s'est entièrement effondré sur lui-même en huit secondes. Comme ça, d'un coup, les deux blocs, le temps d'un souffle. Aucun autre immeuble du quartier ne s'est aplati de la sorte.* »

Ensemble, avec les rescapés, elle a porté l'affaire en justice. Une action collective de vingt-

cinq femmes et hommes de tous âges et de toutes conditions, véritable microcosme d'un pays meurtri. Il y a là un officier de l'armée, un professeur de Coran, un commerçant quinquagénaire, une esthéticienne, tous irrémédiablement marqués, mais dont la plainte a été acceptée par le parquet de la cour pénale de la ville, déclenchant un des tout premiers procès d'envergure de la région ouverts contre des promoteurs de bâtiments sinistrés. L'audience préliminaire, début décembre 2023, a duré près de treize heures. La deuxième, le 19 janvier, à peine un peu moins.

Au total, cinq professionnels et techniciens locaux ont été mis en examen. Quatre ont été incarcérés, dont le constructeur et vendeur de l'immeuble, Hasan Çam. L'homme, 52 ans, est une figure de Kahramanmaras. Propriétaire d'une chaîne de magasins d'alimentation, il est connu pour sa proximité avec les dirigeants de cette ville bastion du Parti de la justice et du développement, l'AKP, la formation au pouvoir à Ankara. Lui clame son innocence, dit que tout a été fait dans les règles et laisse entendre qu'il menacerait de poursuivre les plaignants pour ses jours passés en prison.

Contournements des règles de sécurité

Dans un pays qui goûte peu aux investigations remettant en cause les pouvoirs et chaînes de commandements locaux, le propos tient à la fois de l'imprécation et de l'évidence piquante. Après le tremblement de terre de 1999 à Izmit, près d'Istanbul, quelque 2 100 procédures avaient été lancées, mais un seul promoteur a été condamné à une peine de prison ferme. Et encore, après plusieurs longues et âpres années d'instruction.

Tuba Erdemoglu, elle, n'en a cure. La trentenaire connaît cette histoire, mais se dit sûre de son droit. Mère de trois enfants, sans emploi et mariée au tenancier d'une petite boutique d'achat et vente d'or, elle se souvient très précisément des mots de Hasan Çam, venu leur vanter la robustesse de l'édifice au moment de l'achat de l'appartement : « *Si un tremblement de terre de 10 sur l'échelle de Richter venait à survenir, avait-il affirmé mot pour mot, la tasse de thé sur la table ne bougerait pas d'un iota.* » Le prix à l'époque était lié : 220 000 livres turques (l'équivalent de 60 000 euros en 2016) pour quatre chambres et 175 mètres carrés, « *c'était très cher, mais on avait confiance* ».

Pendant des mois, Tuba Erdemoglu a récolté des échantillons, pris des photos et recueilli des témoignages. Elle a

tout envoyé aux experts, sept au total, qui se sont penchés sur Said-Bey. Leur rapport de quarante-trois pages, que *Le Monde* a pu consulter, a été versé à l'enquête. Il jette une lumière crue sur de nombreux dysfonctionnements, passe-droits et contournements des règles de sécurité. Toutes ces pratiques courantes et montrées du doigt depuis des années par les spécialistes, notamment de la part des chambres des ingénieurs et des architectes, qui dénoncent sans échos ni effets la course effrénée de la rente immobilière.

Pêle-mêle, le document relève des contrôles de vérification des travaux « effectués de manière inappropriée ». Des tests réalisés « après l'achèvement de la construction alors qu'ils devaient être effectués pendant les travaux ». L'absence encore de précaution lors de la transformation d'une mezzanine en pièce pouvant « affecter négativement le système porteur du bâtiment ». Le non-respect aussi des principes de découpage du terrain dans une zone sismique « lors des phases de conception et de construction ».

« De la mousse dans les poutres »

Les travaux ont commencé avant même l'obtention du permis de construire. « Sur les papiers, tout paraît en règle, les signatures apposées, mais dans le concret rien n'est contrôlé ni vérifié », fustige Tuba Erdemoglu. Elle en veut pour preuve les analyses effectuées sur une structure du bâtiment. « Les résultats du carottage montrent clairement que le béton était trois fois moins résistant que les normes en vigueur. Moi-même, j'ai prélevé de la mousse qu'ils ont utilisée dans des poutres, ce qui est totalement interdit », explique-t-elle. Et puis ceci : « Ils ont aussi coupé certaines colonnes du rez-de-chaussée, à



Tuba Erdemoglu, 35 ans, sur les décombres de son immeuble à Kahramanmaraş (Turquie), le 18 janvier 2024. YASIN AKGUL / AFP

l'arrière du supermarché de la chaîne de Hasan Çam, comme cela se fait partout dans le pays pour gagner de la place. C'est criminel, ce n'est pas le séisme qui a tué, ce sont bien eux. »

L'enquête a mis neuf mois avant d'aboutir à la mise en examen dudit promoteur, le directeur du chantier, deux responsables locaux des inspections et une agente d'une société de contrôle des bâtiments. Dans l'acte d'accusation de vingt-deux pages, il est reproché aux accusés d'avoir causé la mort et infligé des blessures par « négligence consciente », un délit pour lequel les auteurs encourent des peines allant de huit mois à vingt-deux ans et demi d'emprisonnement. « Si on y arrive, ça sera déjà ça », dit Tuba Erdemoglu en rallumant une cigarette.

Derrière le « ça » se cache le fait qu'aucun haut fonctionnaire chargé de la supervision des projets de construction n'a été pour l'heure poursuivi, ni à Kahramanmaraş ni ailleurs, dans les régions touchées par le séisme. Plus de huit cents

personnes ont été mises sous les verrous depuis la catastrophe, mais pas un seul responsable de l'Etat ayant accordé des permis de construire ou validé des inspections de sécurité. Un élu a été certes placé en garde à vue, relâché une première fois et arrêté à nouveau, mais en raison de son activité de promoteur immobilier. Aucune enquête publique n'a été ouverte ni même autorisée par le ministère de l'intérieur.

Miraculée d'un monde enfoui

Au tribunal, devant la petite salle chauffée à blanc, le juge chargé de l'affaire, Said Bey, a purement et simplement coupé la parole à l'un des avocats des parties civiles au moment où celui-ci souhaitait revenir sur les responsabilités hiérarchiques de la catastrophe. Lorsque ce dernier a évoqué la municipalité et le ministère de l'environnement et de l'urbanisation, le magistrat, qui depuis le début de l'affaire s'était montré plutôt ouvert et à l'écoute des plaignants, a soudainement lâché un « c'est assez », avant de donner la

parole à un autre témoin.

Assise au milieu du public, droit devant la cour, la jeune Elif s'est levée. 19 ans, miraculée de ce monde enfoui, elle a tenté de raconter de sa voix frêle ses interminables souffrances : comment, après quatre vingt-quatre heures ensevelie sous les décombres, elle a été sauvée, comment son corps écrasé et encastré restera marqué à vie, avant de s'effondrer en larmes.

Elif avait confié deux choses avant d'entrer dans le tribunal. D'abord qu'elle voulait passer les concours à Ankara pour faire du droit et devenir juge. Ensuite, qu'elle s'était décidée à venir ici pour voir ce fameux promoteur, même au travers de l'écran de télévision installé dans la salle et relié à la prison où il est détenu. Elle voulait se trouver en face de lui, une fois, en direct : « Pour qu'il voie cette colère infinie qui se trouve dans mes yeux », dit-elle. La prochaine audience est prévue en avril.

The New York Times

Ben Hubbard and Safak Timur
February 6, 2024

A Year After a Devastating Quake: Container Cities, Trials and Grief

On the anniversary of a catastrophic earthquake, Turkey is still struggling to rebuild, help survivors and hold people responsible for shoddy construction.

Earthquake in Turkey and Syria

At 4:17 a.m. on Tuesday, thousands of people in cities across southern Turkey gathered to cry, light candles and chant against the government, marking the moment a year ago that a powerful earthquake devastated the region.

The 7.8-magnitude quake, and a second violent tremor hours later, damaged or destroyed hundreds of thousands of buildings, killing more than 53,000 people in southern Turkey and another 6,000 people in northern Syria. It was the area's broadest and deadliest earthquake in hundreds of years.

The scale of the destruction, and the failure of emergency services to reach many people buried in the rubble until days later, angered survivors. Many accused building contractors of cutting corners to increase their profits and the government of failing to enforce safe building standards.

President Recep Tayyip Erdogan promised in the disaster's aftermath to build large numbers of new homes in a year. That vow remains only partly fulfilled, and efforts to hold people accountable over faulty constructions are proceeding slowly.

Many survivors are still displaced, grieving for lost loved ones and struggling with long-term injuries.

A look at southern Turkey, one year after the earthquake: Adults walked children past a



People visiting a cemetery for people killed during the earthquake last year in Hatay, Turkey. Umit Bektas/Reuters

prefab container camp for the displaced to a new temporary school last year in Defne, a district near Antakya. Nicole Tung for The New York Times

How much has been rebuilt?

After the quake, the government said that 227,000 buildings, containing more than 637,000 units, had been heavily damaged or destroyed. Mr. Erdogan promised that the government would build 319,000 new residences within a year.

But as of late January, only 46,000 new units were ready to be passed to owners, according to the Urban and Environment Ministry. Officials have said that hundreds of thousands of new units are planned or under construction, and that

many should be done this year.

The government has also paid rent support to displaced families and started a project to help apartment owners rebuild their collapsed buildings, although some survivors have struggled to access that aid.

But the lag in getting survivors back into their own homes is apparent in the sprawling "container cities" that still dot the quake zone, where hundreds of thousands of people are living in cramped, prefabricated homes. Many lack the money to rent elsewhere or to rebuild destroyed homes.

Has anyone been held accountable?

Much of the anger in the immediate aftermath of the

quake focused on building contractors and inspectors, whom survivors accused of doing shoddy work to save money.

So far, courts have taken up 275 cases and others are still being examined, Justice Minister Yilmaz Tunc announced last week. More than 260 suspects have been detained pending trial.

Court hearings have recently begun in a number of cases.

Last month, the trial opened for 11 defendants who stand accused of "willful negligence" in connection with collapse of the Grand Isias Hotel in the city of Adiyaman. More than 70 people were killed, including a group of student volleyball players and some of their parents and coaches.

Another court agreed to hear a case against eight people accused of skirting regulations in the construction of Renaissance Residence, an upscale housing complex in the city of Antakya that toppled, killing hundreds.

A New York Times investigation and forensic analysis found that flawed design, minimal oversight and insufficient safety checks contributed to the collapse.

It is unclear how long such cases will take to make it through the courts, or whether any government officials will be tried.

Last week, Human Rights Watch said that “not a single public official, elected mayor or city council member has yet faced trial” for roles they may have played in greenlighting or failing to protect people from poor construction.

Many survivors fear they will ultimately be denied justice.

Busra Yildiz, a graphic designer based in Britain, said in an interview that her mother,

grandmother and two other relatives died when their building collapsed in the quake.

The contractor who built it is in jail, being prosecuted in connection with other failed buildings, but not for her family’s, said Ms. Yildiz, 25. Still, she wants him to be punished. “I don’t want him to see the sun again,” she said.

Ibrahim Karapirli and his wife, Pinar, in their hospital room after being injured in the deadly earthquake in southern Turkey in 2023. Emin Ozmen for The New York Times

How are survivors doing?

Many survivors, dealing with injuries and coping with grief, feel that the government has failed to keep up with the size of the disaster.

On Tuesday, people in Hatay, one of the hardest-hit provinces, booed the provincial mayor and the national health minister, forcing them to flee, according to videos posted on social media. Elsewhere, survivors dropped carnations in the Orontes River to commem-

orate the dead, and protesters chanted, “We won’t forget! We won’t forgive!”

Asked about residents’ sense that not enough had been done to help, Huseyin Yayman, a lawmaker from Hatay from Mr. Erdogan’s Justice and Development Party, said that feeling was natural.

“We need houses, buildings and mostly psychologists,” he said in an interview. “All of us are in grave pain.”

In addition to the more than 53,000 killed in Turkey, 134 were still missing, he said. Eighty-three were from his province.

“A year has passed and our pain is still overwhelming,” he said.

How has the president fared?

Despite frustration in the quake zone with the government’s initial response, Mr. Erdogan won another presidential term in May — even as he faced one of the greatest electoral challenges of his 20 years as Tur-

key’s paramount politician.

He has defended the government’s response to the earthquake, which he has called “the disaster of the century.”

“We experienced a disaster that collapsed our homes on our heads and burned our hearts, and we will carry the pain it caused inside of us like a burning coal until the end of our lives,” he said on Tuesday, during a ceremony to give new homes to survivors in the city of Kahramanmaraş.

Mr. Erdogan said that in recent days, the government had given out keys for more than 27,000 new units in quake-stricken cities and that 20,000 more would be ready soon. “There are only a few countries and societies that could stand against such a disaster as strongly as Turkey,” he said. “Thank God, on the first anniversary of the earthquake, we have cleaned up the rubble and made significant progress in reconstructing the cities, and people are reclaiming their lives.”



avec AFP
06 février 2024

L’Iran construit un nouveau réacteur nucléaire

Une pelleuse utilisée par des ouvriers sur un chantier de la centrale nucléaire iranienne de Bouchehr, le 10 novembre 2019. ATTA KENARE Les autorités iraniennes avaient fait état, quelques jours avant, d’un projet de centrale nucléaire dans le sud du pays. Les autorités iraniennes ont annoncé lundi le début des travaux de construction d’un nouveau réacteur nucléaire de

recherche à Ispahan, dans le centre de l’Iran, quelques jours après avoir fait état d’un projet de centrale nucléaire dans le sud du pays. «Aujourd’hui, on a commencé à couler le béton pour la fondation du réacteur sur le site d’Ispahan», a déclaré Mohammad Eslami, chef de l’Organisation iranienne de l’énergie atomique (OIEA), cité lundi par l’agence de presse officielle Irna.

Le centre de recherche nucléaire d’Ispahan est déjà doté de trois réacteurs. Le nouveau réacteur de recherche de 10 mégawatts servira de source puissante de neutrons destinée notamment à des essais de combustibles et de matériaux nucléaires, ainsi qu’à la production de radio-isotopes industriels et de radiopharmaceutiques, selon l’agence Irna. L’Iran est soumis à de sévères sanctions économiques impo-

sées par les États-Unis de Donald Trump qui se sont retirés unilatéralement en 2018 de l’accord nucléaire international, conclu trois ans auparavant et prévoyant des limitations au programme nucléaire iranien. En riposte, Téhéran avait commencé à s’affranchir de ses engagements dictés par ce pacte appelé JCPOA avant de ralentir en cours d’année dernière son rythme de production d’uranium enrichi à 60% alors

que des pourparlers informels avaient repris avec les États-Unis. Mais l'Iran a de nouveau accéléré fin 2023.

Complexe de centrales nucléaires

Téhéran a toujours affirmé que ses activités nucléaires sont pacifiques et nié vouloir fabriquer une bombe atomique.

L'Iran restreint «*d'une manière sans précédent*» la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui est comme «*prise en otage*», déplorait en janvier son directeur général Rafael Grossi à l'AFP.

Jeudi, le chef de l'OIEA avait annoncé la construction d'un complexe de centrales nucléaires à Sirik, sur le détroit

d'Ormuz, composé de quatre centrales individuelles d'une capacité de production combinée de 5.000 mégawatts. «*Nous devons atteindre une capacité de production de 20.000 mégawatts d'énergie nucléaire dans le pays*» d'ici 2041, a déclaré Eslami lors d'une tournée dans la région avec le président iranien, Ebrahim Raïssi. Seuls cinq pays dans le monde dépassent

cette capacité, à savoir les États-Unis, la France, la Chine, la Russie et la Corée du Sud. Les centrales de Sirik devraient être pleinement opérationnelles d'ici 2031, selon l'agence Irna. L'Iran dispose actuellement d'une seule centrale nucléaire opérationnelle à Bouchehr, d'une capacité de production de 3.000 mégawatts.

Le Monde

avec AFP
06 février 2024

En Turquie, un mort et cinq blessés dans une attaque contre le palais de justice d'Istanbul

Selon Ali Yerlikaya, le ministre de l'intérieur turc, les deux assaillants – qui ont été tués – appartenaient à l'organisation marxiste-léniniste radicale DHKP-C, classée terroriste par Ankara et par l'Union européenne.

Un civil est mort et cinq personnes ont été blessées, dont trois policiers, dans une tentative d'attaque du palais de justice d'Istanbul, mardi 6 février, a annoncé le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Le ministère de l'intérieur avait précédemment fait état de la mort de deux assaillants dans une attaque «*terroriste*» de l'organisation marxiste-léniniste radicale Parti-Front de libération du peuple révolutionnaire (DHKP-C). L'attaque visait le poste de police à l'entrée du palais de justice. Les blessés ont été hospitalisés.

«*Je félicite nos forces de sécurité qui ont éliminé cette attaque perfide grâce à une intervention opportune. Deux terroristes, une femme et un*

homme, ont été neutralisés », a déclaré le chef de l'Etat lors d'une cérémonie commémorant le séisme du 6 février 2023 à Kahramanmaraş (Sud-Est), près de l'épicentre. «*La Turquie continuera de lutter avec détermination contre toutes les organisations terroristes et leurs partisans, sans aucune discrimination* », a-t-il promis.

Selon le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, les deux assaillants ont été «*identifiés comme des membres du groupe terroriste DHKP-C* ». Qualifiée de «*terroriste*» par Ankara et par ses alliés occidentaux, le Parti-Front de libération du peuple révolutionnaire a revendiqué plusieurs attentats dans le passé en Turquie. Le ministre n'a pas précisé quelles étaient les armes utilisées pour l'attaque mais un témoin, rencontré sur les lieux par l'Agence France-Presse, a assuré avoir assisté à un échange de tirs.

«*J'ai vu deux personnes, un homme et une femme, tirer sur*

la police. L'homme a été abattu en premier. Puis la femme a tiré encore quelques coups de feu », a raconté un témoin âgé de 25 ans, évoquant la «*panique*» qui s'est emparée des personnes présentes. «*J'ai entendu vingt à vingt-cinq coups de feu. Il y avait une grande panique et une grande peur à ce moment-là. Nous ne savions pas quelle direction prendre* », a-t-il ajouté. Le ministre de la justice, Yılmaz Tunç, a annoncé l'ouverture d'une enquête pour terrorisme. Toute entrée et toute sortie au palais de justice de Caglayan ont été temporairement suspendues.

Attentats du DHKP-C en 2013 et 2015

Le DHKP-C, groupe armé d'extrême gauche fondé il y a près de cinquante ans, ne s'en prend cependant généralement pas aux forces armées turques, mais vise plutôt les intérêts «*impérialistes*» américains et l'OTAN.

Il figure notamment sur la liste

officielle des organisations terroristes de l'Union européenne et des États-Unis, qui ont offert 3 millions de dollars en 2014 pour la capture de ses dirigeants. Un kamikaze s'en réclamant s'était fait exploser en 2013 devant l'ambassade des États-Unis à Ankara, tuant un garde turc. Le groupe avait aussi commis en 2015 une attaque contre le palais de justice d'Istanbul, tuant le procureur d'alors, Mehmet Selim Kiraz.

Plusieurs attaques attribuées ou revendiquées par différents groupes armés ont récemment visé Istanbul et Ankara. Un homme a été tué fin janvier à Istanbul en pleine messe dans une église italienne catholique lors d'une attaque revendiquée par le groupe djihadiste Etat islamique. Et deux policiers avaient été blessés en octobre lors d'un attentat revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre le siège du ministère de l'intérieur turc à Ankara.



Kurdistan's Weekly Brief | February 6, 2024

Iran

Iranian border guards wounded at least 15 Kurdish border porters (kolbars), including a teenager, last week. Another kolbar died from wounds previously suffered at the hands of regime forces. The Hengaw Organization for Human Rights reported that Iranian security forces have killed six kolbars and wounded more than 50 in 2024, mostly near Baneh and Nowsud. Concurrently, the regime arrested twelve activists and civilians in Marivan, Tehran, Shinno, Piranshahr, Salas-e Babajani, and Diwandara. The regime's latest crackdown follows a public strike on January 30 to protest the execution of four Kurdish political prisoners.

Iraq

Several Iranian-backed militia leaders, including Popular Mobilization Forces (PMF) leader Falih Fahad and Badr Organization head Hadi al Ameri, called for the expulsion of U.S. forces from Iraq during the funeral of several militants killed by U.S. strikes. The Iranian-supported Iraqi government announced a three-day mourning period on Friday after U.S. airstrikes on 85 targets in Iraq and Syria killed 16 militants and wounded at least 25. Harakat Hezbollah al-Nujaba leader Akram al Ka'abi reaffirmed his group would continue attacking U.S. interests in Iraq and called for Kata'ib Hezbollah to end its suspension of attacks on U.S. forces that began last week. On a separate note, a Penta-

gon delegation met with Ministry of Peshmerga Affairs officials and discussed the "progress made in reforming the Peshmerga forces." The two parties issued a joint statement after the meeting that said the Ministry of Peshmerga Affairs has made "significant progress on financial reform and restructuring its forces." The meeting was part of ongoing U.S. efforts to improve the Peshmerga's ability to counter ISIS (Da'esh) terrorism.

Turkey's Minister of National Defence, Yaşar Güler, headed a delegation to Iraq, engaging with key state officials. During discussions with Iraqi President Latif Rashid, topics included security and intelligence collaboration, water supply, and trade. President Latif underscored the "importance" of halting Turkish "violations and military aggressions affecting Iraqi lands," advocating for resolution through "dialogue and meetings." Since 2018, Turkey has maintained a military presence deep within the Kurdistan Region, leading to civilian casualties, frequently as part of a war against the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Syria

On Monday, Iranian-backed militias attacked a Syrian Democratic Forces (SDF) training academy at the al Omar oil field with a loitering munition and killed at least six SDF personnel. Iranian-backed militias resumed attacks on facilities hosting U.S.

personnel after the American strikes on targets in Iraq and Syria. The SDF said the attack was launched from a location in Deir ez Zor that is under the control of the Assad regime and vowed retaliation. Separately, the SDF concluded a week-long anti-Da'esh operation inside al Hol camp, which continues to house thousands of Da'esh operatives and their relatives. According to the SDF, 37 terrorists were detained, and a large amount of weapons and ammunition was seized. Simultaneously, the SDF freed a Yazidi woman and two of her children from the camp. The freed Yazidi woman was one of 5000 women enslaved by Da'esh in 2014. That said, a Turkish drone strike killed four members of the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) Internal Security Forces (Asayesh) on Friday. On Sunday, the SDF announced that Turkish proxies killed an SDF member near Manbij. "This attack, as well as the previous aggression, was in complete harmony with Da'esh activity and in its service, as well as a clear trend towards obstructing the efforts of the security forces in their ongoing operations to control security in al Hol camp," said the AANES.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that Turkish intelligence officers arrested two civilians in occupied Afrin. The SOHR went on to say Turkey and its proxies have detained 32 people, committed at least 70 human rights violations, and

cut down hundreds of olive trees in 2024. Meanwhile, a Kurdish group known as the Afrin Liberation Forces clashed with the Turkish-backed National Army near Afrin.

Turkey

After several weeks of delays, the Pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) has decided to field its own candidate for the mayoral elections in Istanbul. Ayşegül Doğan, the spokesperson for the Dem Party, announced this decision during a press conference, stating that it had been on the party's agenda for months. However, the party has not yet revealed the chosen candidate, with speculation suggesting Basak Demirtas, the wife of the imprisoned Kurdish politician, Selahattin Demirtas. In 2019, the main opposition's candidate, the current mayor of Istanbul, Ekrem İmamoğlu, emerged victorious after receiving the endorsement of Kurdish parties, which opted not to field their candidate. Nevertheless, come March 31, the DEM Party will present its own candidate, adding another dimension to the mayoral race alongside contenders from both the ruling and opposition parties. On a separate note, the Democratic Dem Party has appealed a parliamentary decision to revoke Can Atalay's parliamentary membership to the Constitutional Court. Atalay, a member of the Turkish Workers' Party (TIP) and an ally to the pro-Kurdish parties, has been jailed by the Turkish government.

Syrie : un an après le séisme, les victimes livrées à elles-mêmes dans la province d'Idlib

Après une aide d'urgence conséquente, les ressources se sont taries pour les Syriens de la zone rebelle du Nord-Ouest.

Noura n'a pas oublié les premières heures du 6 février 2023. Il fait encore nuit, quand la jeune femme, ses enfants, son mari et des membres de leur famille sont réveillés « *sous le coup d'une violente vibration du logement et du mouvement du sol. Encore aujourd'hui, nous gardons en mémoire le son de la terre qui grondait, terrifiant* », écrit-elle par message, depuis la ville d'Idlib (nord-ouest de la Syrie), où elle réside.

Dans cette nuit d'apocalypse, glaciale, au cours de laquelle s'abat une pluie épaisse, Noura (elle n'a donné que son prénom) et les siens se réfugient dans une voiture. Choqués mais sains et saufs, ils découvrent bientôt l'ampleur du drame : « *Des immeubles entiers s'étaient effondrés sur leurs habitants, des familles entières étaient mortes.* » Le mari de Noura s'active pour assister les sinistrés.

Dans le nord-ouest de la Syrie sous contrôle rebelle, la région du pays la plus affectée par le désastre en raison de sa proximité avec l'épicentre, en Turquie, du séisme d'une magnitude de 7,8, suivi de plusieurs répliques, plus de 4 500 personnes ont été tuées, et plus de 10 000 autres blessées. Au moins 10 000 immeubles ont été détruits, et bien d'autres endommagés. Dans cette région où l'habitat avait été fragilisé par des années de frappes menées par les forces pro-régime, 265 000 personnes ont

perdu leur logement, selon un décompte des Nations unies.

Sentiment profond d'abandon

Un an après, le traumatisme est toujours ancré chez Noura et ses enfants : « *Nous avons peur d'un nouveau séisme, de perdre ceux qui nous sont chers*, dit-elle. *Nous avons cherché une maison plus sûre, car la nôtre a été endommagée et risquait de s'effondrer s'il y avait un nouveau tremblement de terre, mais nous n'avons rien trouvé. Nous avons demandé de l'aide pour que la structure de notre logement soit renforcée, sans succès. Nous avons dû épargner de l'argent pour réparer nous-mêmes les dommages* », poursuit la mère de trois enfants.

Noura mesure sa chance par rapport aux sinistrés qui ont été contraints à trouver refuge dans des abris, « *et pour qui l'aide a été totalement insuffisante* ». Leurs tentes ont parfois été endommagées par le rude hiver en cours. Elle décrit un sentiment d'abandon profond parmi la population du Nord-Ouest syrien. Les fonds internationaux, abondants dans les premiers mois qui ont suivi le séisme, se sont taris, une fois passée la phase d'urgence.

Les données manquent sur le nombre d'habitants qui ont pu retrouver leur domicile. « *Il n'y a pas de statistiques. Des Syriens sont toujours hébergés dans des camps établis après*

le séisme », note Oussama Al-Hussein, coordinateur des programmes en Syrie de l'ONG française de santé et de solidarité Mehad. A Jinderes, l'une des zones les plus affectées, il n'y a eu quasiment aucune reconstruction, selon l'agence Associated Press, et les ruines sont toujours visibles. Dans le Nord-Ouest, le soutien aux infrastructures endommagées n'a pas non plus été à la hauteur

Le temps a manqué pour panser les plaies : les 4,5 millions d'habitants du Nord-Ouest syrien, dont près de la moitié sont des déplacés par le conflit vieux de plus de douze ans, ont été rattrapés par d'autres urgences. Les bombardements par les forces pro-régime ont repris de plus belle depuis octobre 2023 – après une attaque contre une école militaire à Homs –, faisant plus de cent morts. Le Programme alimentaire mondial a mis fin à sa distribution de colis, bien que les Nations unies estiment que plus de 80 % de la population vit en situation d'insécurité alimentaire dans cette région.

« *Des ONG distribuent encore des bons qui permettent d'acheter de la nourriture. Mais nous craignons que cela ne s'arrête d'ici six mois* », alerte M. Al-Hussein. Face à cette spirale de crises, les ressources à la baisse (un tiers de l'appel de l'ONU a été couvert en 2023, contre la moitié en 2022, et la lassitude des donateurs se ressent aussi au niveau des ONG) ne permettent pas d'assurer un suivi psycholo-

gique sur la durée à ceux qui en ont besoin.

Des habitants pas encore relogés

Dans les zones sous contrôle gouvernemental, comme à Alep ou à Lattaquié, le séisme avait aussi frappé, faisant plus de 1 400 morts. Les pays arabes, Emirats arabes unis en tête, avaient alors multiplié les gestes de solidarité envers le pouvoir de Bachar Al-Assad. L'ampleur de l'aide qui était parvenue vers ces régions avait suscité le ressentiment dans le territoire rebelle dévasté. A la veille de la date souvenir, le Croissant-Rouge syrien a publié des vidéos de communication sur les réhabilitations entreprises. Mais, à Alep ou à Lattaquié, l'aide, à la suite du désastre, s'est aussi asséchée, selon des acteurs sociaux. Des habitants n'ont toujours pas été relogés.

La normalisation à l'œuvre, dont l'un des derniers signes est la réinstallation par Abou Dhabi, fin janvier, d'un ambassadeur à Damas, a aussi un impact sur l'aide dans le Nord-Ouest, souligne Mego Terzian, directeur général de l'ONG Mehad : « *Le gouvernement central a renforcé la centralisation de l'aide à Damas.* » Le franchissement des convois d'aide internationale de la Turquie vers le Nord-Ouest syrien ne dépend plus d'une résolution de l'ONU, dont Moscou n'avait accepté en juillet 2023 le renouvellement que pour une durée de six mois, mais du feu vert de Damas.



07 Février 2024

Kurdistan Region President, Turkish minister discuss regional security

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday received Turkish Defense Minister Yasar Guler in Erbil, discussing bilateral relations, the security situation in the Region and Iraq, as well as regional developments.

“The two sides stressed the importance of Turkey’s joint cooperation with Iraq and the Kurdistan Region to maintain peace and stability in the region and to maintain border security,” read a statement from the Kurdistan Region Presidency.

“They also agreed on the need for comprehensive efforts to prevent the spread of the Middle East conflicts and their consequences.”

Turkish defense ministry stated on X that the two leaders “exchanged views on regional developments, particularly countering terrorism.”

In the meeting, which was attended by the Turkish Ambassador to Iraq Ali Riza Guney and chief of the Turkish General Staff, Metin Gurak, the two leaders reiterated the importance of improving the relations of Turkey with Baghdad and the Kurdistan Region based on “common interest and good neighborliness.”

Barzani and Guler also talked about “countering terrorism, the threat and danger of the Islamic State (ISIS) in the Region, and several other topics of common interest.”

Guler arrived in Erbil on Tuesday evening and was received by the Kurdistan Regional Government’s (KRG) Peshmerga Minister Shorsh Ismail and several Kurdish officials. The Turkish defense minister met



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday received Turkish Defense Minister Yasar Guler in Erbil on February 7, 2023. Photo: Office of the president

with Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani later in the day. In the meeting, the two leaders “stressed the importance of continuing coordination and joint cooperation for the sake of security and stability in the Kurdistan Region, Iraq, and the region,” according to a statement from the Kurdistan Regional Government (KRG).

PM Barzani told Guler that “the Kurdistan Region will always be a factor of security and stability and will not allow it to become a threat to our neighbors.”

The minister flew in from Baghdad where he met with Iraq’s President Abdul Latif Rashid and Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani.

The Iraqi president told the minister that Ankara should engage in dialogue to resolve bilateral security issues rather than violate Baghdad’s sovereignty.

Sudani reiterated “Iraq’s rejection of any infringement of its sovereignty and any attempts to settle scores on its soil” in the meeting with Guler, adding that Iraqi territory must not be used to launch attacks on neighboring countries. A high-level Iraqi delegation in December headed by Foreign Minister Fuad Hussein and Defense Minister Thabet al-Abbasi visited Turkey where they met with a Turkish delegation consisting of Guler, Foreign Minister Hakan Fidan, and Turkish Intelligence Agency (MIT) Head Ibrahim Kalin.

According to a joint Iraqi-Turkish statement following the meeting, Baghdad and Ankara discussed security issues as well as water access.

In October, Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji told reporters in Sulaimani that Iraq sought to reach an understanding with Turkey to end military activities and attacks launched from

its land by groups such as the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Turkey regularly bombards suspected PKK positions in the Kurdistan Region’s mountainous areas through air and drone strikes. The strikes have resulted in civilian casualties, environmental damages, and over 500 villages being abandoned.

In late December, Turkey carried out retaliatory airstrikes on alleged PKK positions in the Kurdistan Region and Syria after the group killed 12 Turkish soldiers in the Region’s mountains.

Earlier in October, Iraq’s top military spokesperson Yehia Rasool told Rudaw that an Iraq-Turkey bilateral security pact will soon be activated and will “achieve good results as they were achieved with neighboring Iran,” following an escalation in anti-PKK strikes in the Kurdistan Region by Turkey.

Au théâtre, les récits de Gurshad Shaheman, Aïla Navidi et Emilienne Malfatto témoignent de la vie des femmes au Moyen-Orient

A Paris, « Les Forteresses » au Théâtre de la Bastille, « 4 211 km » au Studio Marigny et « Que sur toi se lamente le Tigre » au Théâtre de la Tempête illustrent la condition féminine en Iran d'une part, en Irak de l'autre.

Côté pile l'Iran, côté face l'Irak : dans trois théâtres parisiens, trois spectacles font actuellement entendre des récits de femmes qui sont comme l'envers et l'endroit d'une même pièce portant témoignage et accusation du Moyen-Orient contemporain. Une coïncidence opportune qui met en lumière la violence qui s'exerce, encore et toujours, contre les femmes. Et dont l'homme est le servile et zélé bras armé.

Au Théâtre de la Bastille, l'auteur et metteur en scène Gurshad Shaheman tente-t-il de réparer le mal en sacrifiant le mâle ? Dans *Les Forteresses*, à l'exception de quelques chansons qu'il interprète micro en main façon karaoké, l'artiste fait silence sur un plateau où, les cheveux teints en rouge, il prend place au milieu de spectateurs eux-mêmes assis sur des estrades recouvertes de tapis chaleureux. C'est pourtant lui qui a recueilli, puis écrit les récits de sa mère et de ses tantes, transformant la brutalité de leurs témoignages en un oratorio de monologues bouleversants. Les trois sœurs sont nées en Iran au début des années 1960. L'une (la mère de Gurshad Shaheman) vit en France, l'autre s'est exilée en Allemagne, la dernière n'a pas quitté Téhéran. Si la vie les a séparées, la scène les réunit dans une forme qui relève du documentaire et du conte. Elles participent, muettes, au



« Les Forteresses », de Gurshad Shaheman, au Théâtre de la Bastille, à Paris. AGNÈS MELLON

cérémonial théâtral, leurs corps allant et venant dans l'espace sans jamais se fixer nulle part.

Leurs mots, eux aussi, circulent par l'entremise de trois comédiennes. Ce sont les actrices qui portent (et entrecroisent) les monologues. Ce transfert de paroles met à distance l'horreur qui se raconte : les coups, les mariages forcés, les enfants maltraités, les études interrompues, l'humidité des cachots, la peur, l'humiliation, le voile et les libertés féminines qui volent en éclat dès l'arrivée en Iran du pouvoir

islamique. Nommer le passé traumatique est une douleur. Le revivre est un impossible. Cette délégation des voix de la mère et des tantes de Gurshad Shaheman vers leurs trois interprètes est un poids enlevé de leurs épaules pour être déposé sur les nôtres. Leur mémoire, désormais, est devenue notre mémoire.

Choix de l'humain

Au Studio Marigny, dans *4 211 km*, Aïla Navidi, autrice, metteuse en scène et comédienne, dresse le tableau de l'Iran depuis la France où elle

vit. C'est en France que les parents de son héroïne, Yalda Farhadi, ont choisi de s'exiler, que Yalda elle-même a grandi, puis accouché d'une petite fille. Cette histoire, revisitée par la narratrice, s'enracine quarante ans en arrière. Une mise à distance qui n'est pas que géographique : le présent ravive un passé dont les souvenirs documentent l'ici et le maintenant. Séquences actuelles et révolues s'entremêlent pour raconter le chemin chaotique emprunté par le couple fuyant vers la liberté.

Entourée par cinq comédiens,

sur un plateau au décor minimal, Aïla Navidi fait le choix de l'humain plutôt que celui du spectaculaire. Son dispositif, économe en effets, permet aux acteurs d'imposer l'humanité de personnages en proie à une bataille déchirante entre désir d'émancipation et nostalgie de la terre natale. Ces réminiscences ne vont pas sans malaises ou bons sentiments. Mais l'artiste, qui projette beaucoup d'elle-même sur le plateau, n'enrobe pas sa langue d'un excès de métaphores. Elle s'en tient à un réalisme efficace et à un quotidien touchant.

Traditions patriarcales

Au Théâtre de la Tempête, *Que sur toi se lamente le Tigre*, le texte d'Emilienne Malfatto (Prix Goncourt du premier roman 2021), qu'adapte et met en scène Alexandre Zeff, prend le pli opposé. D'une écriture ciselée, l'auteur, par ailleurs [journaliste](#), notamment pour *Le Monde*, et photographe, entraîne le public au cœur de l'Irak d'aujourd'hui. Une cathédrale de monologues donne voix à une famille. Chacun de ces monologues est un coup de poignard asséné à l'espoir. Sans doute parce que le récit, à la différence de *4 211 km*, ne quitte pas les abords du fleuve Tigre et s'ancre sur le lieu même du drame : là où les femmes, soumises au joug des hommes, subissent la barbarie de traditions patriarcales. Là où une jeune fille, enceinte d'un amant de passage, va mourir de la main de son frère parce que telle est la loi des mâles. Là où s'accomplit une tragédie que les mots, dépliés en cortèges funestes, furieux



Afida Tahri et Lina El Arabi dans la pièce « Que sur toi se lamente le Tigre », d'après Emilienne Malfatto, adaptation et mise en scène d'Alexandre Zeff, au Théâtre de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), le 7 novembre 2023. VICTOR TONELLI

ou résignés, sont impuissants à déjouer.

Terrible est la confession de la mère désarmée, glaçant est le récit du frère et bourreau. Conjuguant l'ardeur du poème à une lucidité implacable, le récit d'Emilienne Malfatto ne fait pas mine d'ouvrir des portes fermées dont les femmes, elles-mêmes, semblent interdire l'accès. L'oppression est un mécanisme redoutable qui effrite les résistances, mate les consciences, anéantit jusqu'aux possibilités de révoltes intérieures. Tout est noir sous le voile. Offrant un contrepied spectaculaire à ce monde privé de lumières, la mise en scène d'Alexandre Zeff cherche de l'oxygène dans le foisonnement des visions agencées sur le plateau. Tor-

rent déchaîné, champs de bataille, intimité des maisons, le flux des images est saisissant, somptueux, presque excessif dans ses débordements.

Impétuosité au Théâtre de la Tempête, sobriété au Studio Marigny, cérémonial au Théâtre de la Bastille : quelles que soient les formes empruntées par les représentations, la parole s'y faufile, impérieuse. En Iran comme en Irak, des femmes meurent sous les coups. Mais leurs mots ne se taisent pas : ils ressurgissent dans d'autres corps, vivaces, entêtés, documentent les brutalités, dressent l'état des lieux, désignent les coupables, consolent les victimes. Ces mots, relayés par le théâtre, sont là pour que personne ne les oublie.

Les Forteresses. Texte et mise en scène : Gurshad Shahe-man. [Théâtre de la Bastille](#), Paris 11^e. Jusqu'au 11 février.

Que sur toi se lamente le Tigre. D'après Emilienne Malfatto. Adaptation et mise en scène : Alexandre Zeff. [Théâtre de la Tempête](#), Paris 12^e. Jusqu'au 11 février. Puis en tournée : le 8 mars au [Théâtre Antoine-Watteau](#), à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), le 14 mars à [La Faïencerie](#), à Creil (Oise), et le 22 mars au [Théâtre Romain-Rolland](#), à Villejuif (Val-de-Marne).

4 211 km. Texte et mise en scène : Aïla Navidi. [Studio Marigny](#), Paris 8^e. Jusqu'au 31 mars.

Irak : deux chefs d'un groupe pro-Iran tués par une frappe de drone américain à Bagdad

Depuis la mi-octobre, plus de 165 attaques ont visé les soldats américains et leurs partenaires en Irak et en Syrie. En représailles, les Etats-Unis ont mené des attaques contre des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-Iran.

Trois personnes ont été tuées mercredi dans la frappe de drone ayant visé un véhicule dans la capitale irakienne, Bagdad.

Dans un communiqué, le commandement militaire des Etats-Unis pour le Moyen-Orient, Centcom, a écrit avoir « mené une frappe unilatérale en Irak en réponse aux attaques contre des membres du service américain, tuant un commandant du Kataeb Hezbollah responsable de la planification et de la participation directe aux attaques contre les

forces américaines dans la région ».

De son côté, un responsable sécuritaire a confirmé qu'« un drone a tiré trois roquettes contre une voiture 4 x 4 » dans le quartier de Machtal, dans l'est de Bagdad, tuant deux chefs des Brigades du Hezbollah. Ce groupe armé irakien pro-Iran a participé ces derniers mois aux dizaines d'attaques menées contre les troupes américaines et celles de la coalition internationale antidjihadiste.

Représailles américaines après la mort de trois soldats

Il y a près d'une semaine, les Etats-Unis ont mené des frappes en Syrie et en Irak contre des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-Iran, en représailles à l'attaque de drone du 28 janvier qui a tué trois soldats américains stationnés sur une base américaine du désert jordanien à la frontière syrienne. Depuis des semaines, l'Irak n'arrive pas à s'extirper des tensions

régionales, malgré ses intenses efforts diplomatiques, en particulier avec ses partenaires américain et iranien.

Depuis la mi-octobre, plus de 165 attaques ont visé les soldats américains et leurs partenaires de la coalition internationale antidjihadiste en Irak et en Syrie. La plupart ont été revendiquées par une nébuleuse de groupes armés pro-iraniens appelée Résistance islamique en Irak.



February 8, 2024

Iraq threatens to 'terminate' anti-ISIS coalition mission following US strike

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani's military spokesperson on Thursday warned that further US strikes in Iraq could compel Baghdad to "terminate" the mission of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS). The statement follows a drone attack by Washington that resulted in the killing of an Iraqi commander in Baghdad the day prior. A US drone strike in eastern Baghdad's Mashtal neighbor-

hood in the late hours of Wednesday killed three, including Abu Baqer al-Saadi, a leading commander of the pro-Iran Kataib Hezbollah armed group.

Yehia Rasool, Sudani's military spokesperson, said in a statement on Thursday that the US strike "would undermine the established understandings and hinder the initiation of bilateral dialogue." He warned that "This trajectory compels the Iraqi government more than ever to terminate

the mission of this coalition, which has become a factor for instability and threatens to entangle Iraq in the cycle of conflict."

Washington blamed Saadi for "directly planning and participating in attacks on U.S. forces in the region," according to a statement from the US Central Command (CENTCOM). Washington on Friday night launched a major retaliation campaign against the Islamic Revolutionary Guard Corps-

Quds Force (IRGC-QF) and Iran-aligned militias in Iraq and Syria, striking more than 85 targets and killing at least 16 Popular Mobilization Forces (PMF) fighters and injuring another 36 in Iraq's western Anbar province, near the Syrian border.

The airstrikes were carried out in retaliation to the recent drone attack that took place at a military base in Jordan late last month and killed three American soldiers. US Presi-

dent Joe Biden warned that the response would be carried out in multiple phases.

American troops have come under more than 165 rocket and drone attacks in Iraq, Syria, and Jordan by Iran-aligned militia groups con-

demning Washington's support for Israel in its war in the Gaza Strip since mid-October. The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups affiliated with the IRGC, has claimed responsibility for most of the attacks. Baghdad is currently engaged

in talks with the coalition to wind down the mission and end the presence of foreign troops on Iraqi soil. The talks were instigated by Iraq's anger over repeated US airstrikes on its territory

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are

leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2019.



February 8, 2024

KRG, KOICA sign memorandum of understanding on \$12 million-worth projects

Another million will be dedicated to projects for the KRG Ministry of Culture and Youth.

ERBIL (Kurdistan24) – The Kurdistan Region's Ministry of Education on Thursday signed a memorandum of understanding with the South Korean development agency known as KOICA in Erbil to implement a \$12 million project in the education sector.

The Kurdistan Regional Government (KRG) Minister of Education Alan Hama Saeed along with other senior Kurdish officials attended the signing ceremony along with the Korea International Cooperation Agency (KOICA) Resident Representative in Erbil Ko HeeSeok and the Asian country's envoy to the Kurdish capital Seungcheol Lim.

The projects will include renovating 20 schools in Erbil along with building a training center for teachers, Minister Hama Saeed said, adding the budget that has been provided by KOICA for the education projects is estimated to be \$11 million.

Another million dollars will be



dedicated to projects for the KRG Ministry of Culture and Youth.

"We will continue providing ongoing support and collaboration for the prosperity and development of the KRG," HeeSeok said in his remarks.

The Kurdish education minister and head of the KRG Department of Foreign Relations Saifeen Dizayee similarly extended their gratitude to the

Republic of Korea for its continued support for the Kurdistan Region following the 2003 ouster of Saddam Hussein's regime.

In late January, the South Korean agency inked another memorandum of understanding with the KRG Ministry of Health to conduct a project on early cancer diagnosis.

The KOICA has undertaken several other development

projects in the Kurdistan Region.

The relations Korean government and the Kurdistan Regional Government (KRG) started when the former dispatched the Korean military's Zaytun Division to the autonomous region in 2004. That division was tasked with rebuilding and economically developing the Kurdistan Region during the Iraq War, a former consul general of the country in Erbil told Kurdistan24 in 2021.

The New York Times

Adam Nossiter
February 8, 2024

Riad al-Turk, the ‘Mandela of Syria,’ Dies in Exile at 93

Imprisoned four times, he spent almost 20 years in Syria’s prisons, nearly 18 in solitary confinement, for speaking out against the Assad regimes. He died in France.

Riad al-Turk, a veteran Syrian opposition leader known as the “Mandela of Syria” after spending nearly two decades in prison for speaking out against his country’s dictatorial regimes, died on Jan. 1 in Eaubonne, a northern suburb of Paris. He was 93.

Mr. Turk’s death, at a hospital, was confirmed by his daughter Khuzama Turk in an interview.

Mr. Turk’s life was a dark mirror of his country’s torments, and his improbable survival was testimony to his will to endure. He was imprisoned four times, tortured repeatedly and spent nearly 18 years in solitary confinement, mostly in an underground cell with no windows. “We can say that it was about my height — it was the size of a small elevator,” he said in one of his [last interviews](#).

One instance of torture, in 1987, left him in a coma for 25 days. Described by those who knew him as a modest, simple man, Mr. Turk continuously fought the Syrian government until 2018, at the age of 88, when he reluctantly fled to France to live in exile.

His “entire life has been about dissent,” the journalist Robin Wright, who interviewed him in Damascus, wrote in her book “Dreams and Shadows: The Future of the Middle East” (2008).

Mr. Turk began his career as a militant Communist, speaking out against dictatorship, and ended it as a symbol of resis-



Riad al-Turk in 2018. He spent his adult life as a dissident fighting the dictatorial regimes of Syrian presidents. He died in France as a political exile. Olga Kravets/NOOR, via Redux

tance to successive tyrannies in Syria.

After being released in the spring of 1998 following nearly 18 years in prison under the long-ruling president [Hafez al-Assad](#), Mr. Turk continued to speak out against Mr. Assad’s successor, his son Bashar al-Assad, despite knowing that he could be arrested again.

In August 2001, hundreds gathered in the Syrian city of Homs, Mr. Turk’s birthplace, to hear [him speak](#) as the secretary general of the outlawed Syrian Communist Party’s political bureau, a breakaway faction that opposed the party’s subservience to the Soviet Union and Hafez al-Assad, who had died the year before.

Mr. Turk told the crowd that the elder Assad’s regime had “relied on terror” and called Bashar’s rule “illegitimate,” saying it represented “despotism.”

Less than a month later, he was in jail for the fourth time at the age of 71. He was sentenced to two and a half years in prison for treason but, following international pressure,



Mr. Turk's nemeses, the Syrian strongmen Hafez al-Assad, left, and his successor, his son Bashar al-Assad. Mr. Turk was repeatedly punished for speaking out against them. Reuters (2)

was released in November 2002 because of poor health.

Not long before his fourth arrest, the filmmaker Mohammad Ali Atassi interviewed Mr. Turk for a 2001 documentary, *"The Cousin,"* asking him: "You got out of prison. But did prison get out of you?"

"No," he replied. "Prison is still in me. It's not that I'm afraid of it or something. But because prison represents oppression, and oppression is still practiced in my country, destroying prison is still a major goal on which the country's liberty depends."

As a young University of Damascus law school graduate and new member of the Syrian Communist Party, Mr. Turk was first imprisoned in 1952 for speaking out against the military coup of Adib al-Shishakli. He was held for five months, tortured and never tried.

He was imprisoned again in 1958 for protesting Syria's union with President Gamal Abdel Nasser of Egypt. He was held and tortured for 16 months, again without trial.

His third imprisonment, which began in 1980, was the most severe. Agents of Hafez al-Assad, the air force general who seized power in 1970, arrested Mr. Turk after he "refused to denounce violence by the Muslim Brotherhood" and instead declared that he was against "violence by all sides," said [Najib Ghabbian](#), a political scientist at the University of Arkansas. That declaration amounted to condemnation of the Assad regime, Professor Ghabbian said in an interview, adding, "He paid a heavy price" for that statement.

For nearly 18 years, Mr. Turk was kept in near total isolation, allowed only three visits throughout his incarceration. He was let out of his windowless cell for three trips to the toilet a day, during which he scavenged for bits of clothing left by other prisoners in the trash. For the first 10 years of his sentence, he slept on the floor of his cell. His only diversion was to make pictures using the hard bits of grain collected from the meager gruel his jailers gave him.

"They need to isolate me from the world," he told Mr. Atassi in the film. "If they put me with

other prisoners, they fear I would lift their morale. Isolation is constant psychological torture."

Yet "prison didn't break him," Mr. Atassi said in an interview from Beirut.

Riad al-Turk was born in Homs on April 17, 1930, to Mohammed Ali Turk, a local hotelkeeper who died when Riad was very young, and his wife, Amina, a woman of limited means. Riad was raised in a school for orphans, his daughter Khuzama said. He entered law school at the University of Damascus around the age of 20, she said, and joined the Syrian Communist Party in 1952.

The rest of his life was spent in politics, "my blood and part of my life," Mr. Turk told Mr. Atassi.

After his final release from prison, in 2002, he remained active in the Syrian opposition, signing in 2005 the Damascus Declaration, an attempt to unify the Assad regime's various opponents. "He wanted to push for a great unification," Mr. Atassi said.

When the uprising against the Assad regime began in 2011, one that would lead to outright civil war, Mr. Turk sought out young demonstrators, encouraging them even as he entered his eighth decade. He later acknowledged that he had underestimated the toxicity of the Islamists whom he and other opponents of Assad had initially appealed to.

"His commitment was amazing," said Mazen Darwish, president of the Syrian Center for Media and Freedom of Expression. "He was a symbol, a national hero."

By 2013, Mr. Turk's health and continued opposition had left him confined in semi-clandestinity in his small apartment in Damascus, *Le Monde* wrote in 2018. That year, with failing eyesight and poor health, he finally left Syria at the urging of his two daughters, undertaking a dangerous journey through Islamist-held territory to reach Turkey and eventually France, where he was accepted as an exile.

His wife, Asma Al-Faisal, who had also spent years in prison, died in exile in Canada in 2018. In addition to his daughter Khuzama, he is survived by his other daughter, Nesrin Turk. Mr. Turk remained combative to the end, denouncing the Assad dynasty even as he acknowledged that his lifelong struggle remained unfinished.

"The verdict that the old dissident draws is that of a failure," *Le Monde* wrote after going to see him in 2018, "the political testament of a man who won't see his life's work accomplished."

His daughter Khuzama doesn't see it quite that way. "He was the only man who said no to the Syrian regime," she said. "He was the only one who said, 'Syria won't remain the kingdom of silence.' He dedicated his life to the fight for democracy."

The New York Times

Alissa J. Rubin
February 7, 2024

Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq during negotiations with American officials

Iraq Hosts Both U.S. and Iranian-Backed Forces. It's Getting Tense.

As Iranian-backed groups and American forces, both of which have bases in Iraq, lock horns around the Mideast, things are becoming uncomfortable for the Iraqi government.

For years, Iraq has managed to pull off an unlikely balancing act, allowing armed forces tied to both the United States and Iran, an American nemesis, to operate on its soil.

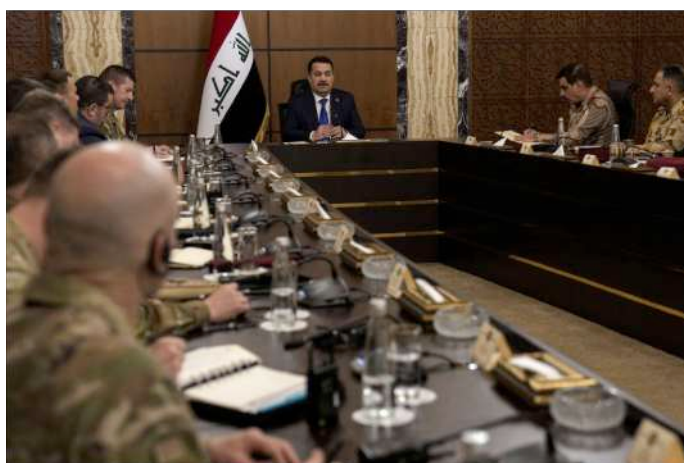
Now things are getting shaky.

When Washington, Tehran and Baghdad all wanted the same thing — the defeat of the Islamic State terrorist group — the relationships were fairly tenable, but in recent months, as the war in the Gaza Strip sends ripples across the region, American and Iranian-backed forces have clashed repeatedly in Iraq and Syria. A U.S. strike on one of those militias last week killed 16 Iraqis, and Iraq is saying it has had enough.

“Our land and sovereign authority is not the right place for rival forces to send messages and show their strength.” the office of Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani said in a statement on Sunday.

For many years, both Iran and the United States had their proponents within the Iraqi government, and the Iranian-backed armed groups and the American troops lived in a tolerable if uneasy balance.

That started to change in 2020 after the United States killed one of Iran's top security and intelligence commanders, [Gen. Qassim Suleimani](#), a widely revered figure at home, in a drone attack as he was visiting



Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq during negotiations with American officials last month. Credit: Pool photo by Hadi Mizban

Iraq. The Iranians began pushing hard for the U.S. military to be ejected.

Iraqi leaders resisted, in part because of divisions over which country Iraq should lean toward. Even after 2022, when parties close to Iran were able to form a government, there was a notable distinction between what Iraq officials said about the United States publicly and what they said in private.

Now, Mr. Sudani's government is sounding increasingly tough.

Its statement Sunday denouncing the fighting on its soil was particularly pointed in its criticism of the United States, describing last week's attack in western Iraq as “a blatant aggression” that had jeopardized talks on reducing the number of American troops in Iraq. “Violence only begets violence,” the statement warned.

The comments reflected the

thorny situation the Iraqi government finds itself in as it negotiates a withdrawal of the American troops that have been in Iraq off and on since 2003.

Iraq has been under pressure from Iran, which views the United States as a mortal enemy, to compel the complete removal of U.S. forces from its soil. But a number of military officials in Iraq and in the United States believe the country would benefit from a limited U.S. military presence focused on training and on tracking the remaining threat from the Islamic State.

The Iraqi government has deep political and military connections to Iran, and on Sunday it made only an elliptical reference to the Iranian-backed armed groups in Iraq that have attacked U.S. camps and bases more than 160 times since the war between Hamas and Israel began in October.

It was those attacks that prompted recent instances of U.S. retaliation, including the one on Friday that killed 16 Iraqi fighters, angering many in the Iraqi government. It followed a [drone strike on Jan. 28](#) by an Iranian-backed Iraqi militia that killed three U.S. soldiers at a base in northwest Jordan.

Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani of Iraq during negotiations with American officials last month. Pool photo by Hadi Mizban

Analysts who follow Iraq closely suggested that recent events have put the two countries at an inflection point, potentially forcing a faster withdrawal of U.S. troops than the United States — and many in Iraq — might have hoped for.

“The problem for both the Iraqi and U.S. governments, said Renad Mansour, director of the Iraq Initiative at the London-based research group Chatham House, is “that neither wants an escalation and neither wants a continued presence of U.S. troops.”

Before the Hamas-led attack on Israel on Oct. 7 and Israel's retaliatory bombing and invasion of the Gaza Strip, both Iraq and the United States had been “on the same page,” Mr. Mansour said, and hoped to negotiate a mutually beneficial troop withdrawal arrangement.

But now there are new pressures. Much as the two coun-

tries might want to go back to the pre-Oct. 7 discussions, “things are changing, and they are trying to deal with this new, emerging reality,” Mr. Mansour said.

Colin P. Clarke, the head of research for the New York-based Soufan Group, an intelligence and security consulting firm, said he was concerned that over the past few days, the rhetoric from both the Americans and the Iraqis had spiraled. The danger, he said, is “that the war of words becomes a self-fulfilling prophecy, where the U.S. ratchets up its rhetoric and the Iraqi government does the same, and then it’s who’s going to flinch first.”

Mr. Clarke said he worried that the United States would withdraw its troops too quickly, a replay of the breakdown of negotiations in 2011, which resulted in the U.S. pulling all of its

troops out of Iraq. Within two years, the Islamic State had taken over tranches of western Iraq and a year later, much of Iraq’s north, as well as precipitating a four-year war that cost tens of thousands of lives.

After the deadly American strike last week, Nuri al-Maliki, a former prime minister of Iraq who leads an influential Parliamentary party that supports the government, appeared at least publicly disinclined to give much room to the United States, saying it had targeted Iraqis “in cold blood.”

Hadi al-Ameri, one of the leaders of the Framework Coalition, which backs Mr. Sudani, went further. “We do not believe in negotiations,” he said, “and American forces must be removed immediately from Iraq.”

How the next few weeks unfold

will depend on how Mr. Sudani navigates the twin pressures from Iran and the United States. The head of the Islamic Republic’s Security Council was in Baghdad on Monday, and the head of its Quds Force, Gen. Ismail Qaani, was there last week for meetings with Iraq’s security officials.

“Sudani has been undermined systematically for the last four months,” said Rend al-Rahim, the president of the Iraq Foundation, which promotes democracy and human rights in Iraq. The Iraqi leader, she said, has “done his utmost” to curb the Iranian-backed militias that have been targeting U.S. troops. “They haven’t listened to him,” she said.

“He was very angry,” Ms. al-Rahim said. “Then the U.S. strike came on top of this already building anger that now Iraq is an open field for the

U.S. to settle scores with Iran.” Mr. al-Sudani — much like President Biden and Iran’s leader, Ayatollah Khamenei — has domestic politics to consider, several Iraqi analysts said. “He worries that he now appears weak,” said Ehsan al-Shimmari, a political science professor at Baghdad University.

Beyond that, Mr. al-Shimmari said, the current situation has made clear the limits of his power. Even when it comes to one of the most major foreign policy decisions facing Iraq — the future role of the United States military there — it is not entirely up to him.

“He is waiting to hear what the Iranian position will be, and then, based on that, he will balance the considerations and make his decision,” Mr. al-Shimmari said. “but this makes him feel cornered.”



Azhi Rasul
February 9, 2024

Jailed Kurdish leader calls for talks with Turkey’s ruling AKP

ERBIL, Kurdistan Region - Jailed Kurdish leader Selahattin Demirtas on Friday called for talks between the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM Party) and the ruling Justice and Development Party (AKP), describing the lack of contact between the two sides as a “great shortcoming.”

“I don’t know if there is any traffic between the DEM Party and the AKP, but if not, it’s a great shortcoming for both parties,” Demirtas said in a public letter

posted by his wife Basak Demirtas on X.

“All parties should be able to discuss and negotiate to resolve the country’s and society’s problems...given the current situation, it is a duty, a responsibility,” he added. Next month, Turkey will hold hotly contested municipal elections. DEM Party is hoping for a better performance after its poor showing in last year’s parliamentary vote. AKP is looking to regain control of major cities like Istanbul that it lost in the

last municipal election.

Two days before releasing her husband’s statement, Basak Demirtas withdrew her name from the running for DEM Party’s candidate for mayor of Istanbul. She had been considered a frontrunner for the spot, but withdrew saying that she took the decision following talks with the party.

There were speculations that she had made a deal to run for the Istanbul mayoralty, taking votes away from the Repub-

lican People’s Party (CHP) incumbent Ekrem Imamoglu and increasing the chances of an AKP win in the city, in exchange for her husband’s release from jail.

Selahattin Demirtas, who has been in jail since 2016 on terror-related charges, dismissed this theory, saying his wife’s candidacy was wrongly considered a “transaction” due to the atmosphere in Turkey that sees every political move as a “trade.”

“Those who always seek deceit beneath every political move assume everyone to be like themselves. It never occurs to anyone that a political move might have been made for a noble purpose,” Demirtas said. Basak Demirtas’s candidacy was aimed at “creating a political atmosphere where polar-

ization, division, and enmity cease to exist, and everyone can engage in dialogue,” he added.

DEM Party spokesperson Aysegul Dogan on Friday announced the party’s co-candidates in Istanbul are current member of parliament Meral

Danis and former MP Murat Cepni. DEM Party follows a gender-balanced co-chairing system.

In the 2019 local elections, DEM Party’s predecessor HDP decided not to field candidates in the major cities of Istanbul, Ankara, Izmir, and Antalya. As a result of this strategy, the rul-

ing AKP lost all four to the opposition CHP, marking the first time in 15 years that the AKP lost in Ankara and Istanbul.

DEM Party will be competing for Istanbul’s votes on March 31 against CHP’s Imamoglu, Ultranationalist IYI Party’s candidate Bugra Kavuncu, and AKP’s candidate Murat Kurum.



Wladimir van Wilgenburg
February 9, 2024

We need more support from the US, says PM Barzani

PM Masrour Barzani on Thursday in an interview with NBC called on the US to provide more military and political support to the Kurdistan Region

ERBIL (Kurdistan24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani told NBC News’ Keir Simmons that the Kurdistan Region needs more military, political and economic support from the United States.

Barzani’s remarks came during an interview with the American channel, aired on Thursday afternoon (Erbil time).

“I think in many ways we hear the Americans looking at us as allies and they have always told us that they want to see a strong Kurdistan. But we need to define what a strong Kurdistan means: We need to be economically strong. We need to be politically strong. We need to be militarily strong and definitely to be able to protect ourselves against the threats,” he told NBC.

“As you may know, recently we have been attacked by drones and missiles. We do not have the capabilities of defending ourselves. So, when we say we need more support from the United States, we are not necessarily talking about more US troops. We want more military capabilities.”
«The build up of our Peshmerga



PM Masrour Barzani (NBC News)

has military capabilities to be able to not only defend ourselves and our people but also everybody who resides in Kurdistan,” he stated.

Iran on Jan. 15 carried out a missile attack on Erbil, which killed six civilians, prominent businessman Peshraw Dizayee and his 11-month-old daughter, and injured several others. Moreover, Iran-backed militia groups have attacked the Erbil International

Airport and the Harir base.

Therefore, the premier called for air defense systems to counter these drone and missiles attacks. He also added that the Kurdistan Region needs economic, military and political support because the “challenges that we face today are different than the ones we face together against ISIS. So I think for this period of time, we expect more support from the United States.”

“We have always been in fighting terrorism, as friends as allies that we need to be capable enough.”

Barzani also said there are still many threats, including ISIS, which is still not defeated, and added that the Iraqi Kurds won’t call for the withdrawal of U.S. troops. “The presence of Americans of some sort, and the U.S. would also agree, is necessary.”



Azhi Rasul
February 9, 2024

Pentagon sending 'clear message' with strikes on Iraqi armed groups

ERBIL, Kurdistan Region - The purpose of United States attacks targeting Iraqi armed groups is to degrade their capabilities and safeguard American troops, a Pentagon spokesperson told Rudaw on Thursday. The strikes have angered Baghdad and prompted the federal government to work towards wrapping up the anti-terror mission of international troops in Iraq.

Pentagon spokesperson Major General Pat Ryder told Rudaw's Diyar Kurda during a press briefing that the February 2 strikes on multiple targets in Syria and Iraq were «efforts to degrade the capabilities» of the pro-Iran armed groups and to «send a clear message» that the US will take action if its forces are «attacked or threatened.»

After a drone strike in late January killed three US troops in Jordan, Washington retaliated on February 2 by hitting more than 85 targets against the Islamic Revolutionary Guard Corps-Quds Force (IRGC-QF) and Iran-aligned groups in Iraq and Syria, killing at least 16 Popular Mobilization Forces (PMF) fighters and injuring another 36 in Iraq's western Anbar province, near the Syrian border.

A US drone strike in eastern Baghdad's Mashtal neighborhood in the late hours of Wednesday killed another three people, including Abu Baqer al-Saadi, a leading commander of the Kataib Hezbollah armed group. Ryder said «there are no indications of collateral damage or civilian casualties» from the Mashtal strike. «Additionally, initial assessments indicate that there were not additional militants injured or killed beyond the one Kataib Hez-



Pentagon spokesperson Major General Pat Ryder speaking at a press briefing on February 8, 2024. Photo: Pentagon

zbollah commander who was targeted.»

The Pentagon spokesman also said initial indications are that «over 40 militants associated with Iranian proxy groups were killed or injured» as a result of the February 2 strikes.

Washington's attacks drew the anger of Iraqi officials who condemned them as «a violation of Iraqi sovereignty and an undermining of the efforts of the Iraqi government» at a time when the government and hardline Iraqi politicians are seeking to expel forces of the US-led coalition from the country.

Yehia Rasool, military spokesperson for Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, said in a statement on Thursday that US military actions in Iraq «would undermine the established understandings and hinder the initiation of bilateral dialogue.»

He warned that «This trajectory compels the Iraqi government more than ever to terminate the mission of this coalition, which has become a factor for instability and threatens to entangle Iraq in the cycle of conflict.»

Baghdad is currently engaged in talks with the US-led coalition against the Islamic State (ISIS) to wind down the mission and end the presence of foreign troops on Iraqi soil. The talks were instigated by Iraq's anger over repeated US airstrikes on its territory. A US-Iraqi military commission overseeing the transition will next meet on Sunday to «discuss and schedule the end of the international coalition's mission in Iraq,» Rasool said on Thursday.

Since mid-October, American troops have come under more than 165 rocket and drone attacks in Iraq, Syria, and Jordan by

Iran-aligned armed groups condemning Washington's support for Israel in its war in the Gaza Strip. The Islamic Resistance in Iraq, a network of shadow Iraqi militia groups affiliated with the IRGC, has claimed responsibility for most of the attacks.

According to a CENTCOM statement, Saadi, who was killed in Wednesday strikes, was complicit in «directly planning and participating in attacks on U.S. forces in the region.»

Around 2,500 American troops in Iraq and 900 in Syria are leading an international coalition through Operation Inherent Resolve that has assisted Kurdish, Iraqi, and local Syrian forces in the fight against ISIS, which once held swathes of land in Iraq and Syria but was declared territorially defeated in 2019.

Après une série de frappes sur leur sol, les Irakiens veulent le départ des troupes américaines

Washington a tué, mercredi, en plein cœur de Bagdad, un cadre de la puissante milice chiite irakienne, en représailles à des attaques de groupes proches de l'Iran contre ses bases en Irak et en Syrie.

Dans sa riposte à la mort de trois soldats américains en Jordanie, tués dans une attaque de milices proches de Téhéran, fin janvier, Washington a veillé à épargner l'Iran pour ne pas provoquer un embrasement régional. Elle n'a, en revanche, pas ménagé son allié irakien. Deux séries de frappes meurtrières ont été menées en Irak depuis le 2 février, dont l'une au cœur de Bagdad, mercredi 7 février.

Ces représailles américaines ont conforté les autorités irakiennes dans leur détermination à mettre fin à la mission de la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). Elles exposent les bases américaines en Irak et en Syrie à de nouvelles attaques, alors que s'éloigne la perspective d'un apaisement régional après l'échec d'Israël et du Hamas à sceller une trêve dans la bande de Gaza.

« Réglez vos horloges pour l'heure de la revanche », ont averti les brigades du Hezbollah (Kataeb Hezbollah), jeudi, alors que des centaines de leurs partisans étaient réunis à Bagdad pour les funérailles de Abou Baqir Al-Saadi, le commandant chargé des opérations en Syrie. Ce cadre de la puissante milice chiite irakienne, proche des gardiens de la révolution iraniens, a été tué, mercredi soir, avec deux autres miliciens, dans une frappe de drone américaine sur leur véhicule au cœur d'un quartier résidentiel dans l'est de Bagdad. Le Pentagone a confirmé avoir éliminé l'homme qui a « direc-



Des membres du Hashed al-Shaabi (Mobilisation populaire) irakiens portent le cercueil d'Abou Baqir Al-Saadi tué lors d'une frappe par un drone américain qui a visé sa voiture dans un quartier vital de Bagdad, lors de ses funérailles, à Bagdad, le 8 février 2024. AHMAD AL-RUBAYE / AFP

tement planifié et participé à des attaques contre des troupes américaines dans la région ».

Washington dit avoir décelé « l'empreinte » de cette milice dans l'attaque menée contre l'une de ses bases dans l'est de la Jordanie, aux confins de la Syrie et de l'Irak, qui a fait trois morts et quarante blessés, le 28 janvier. L'action avait été revendiquée par la Résistance islamique en Irak, une vitrine créée en octobre 2023 par des milices chiites proches de l'Iran, dont les Kataeb Hezbollah. Derrière ce paravent, elles ont mené 165 attaques contre des bases américaines en Irak et en Syrie pour protester

contre le soutien des Etats-Unis à Israël.

Bagdad en porte-à-faux

Les Kataeb Hezbollah avaient tenté de se soustraire à la vindicte de Washington en annonçant, après l'attaque en Jordanie, cesser toute agression contre les troupes américaines pour éviter « d'embarrasser le gouvernement irakien ». Leur double allégeance comme membre de « l'axe de la résistance » à Israël emmené par l'Iran et des unités de la mobilisation populaire, une force gouvernementale créée durant la guerre contre l'EI (2014-2017), place Bagdad en porte-à-faux.

Elles disposent aussi d'une vitrine politique, Al-Houqouq, membre de la coalition de partis chiites qui a porté au pouvoir le premier ministre, Mohamed Shia Al-Soudani. Ce dernier se voit contraint de condamner les attaques contre les troupes américaines, présentes en Irak à l'invitation de Bagdad, tout autant que les ripostes des Etats-Unis perpétrées contre ses forces gouvernementales en violation de la souveraineté irakienne. Les experts estiment que l'Iran a aussi fait pression sur la faction armée pour calmer le jeu avec les Américains. D'autres milices appartenant à la Résistance islamique en Irak avaient annoncé poursuivre leurs at-

taques. Dimanche, elles ont revendiqué l'attaque contre une base abritant des troupes américaines dans l'est de la Syrie, qui a fait six morts parmi les forces kurdes qui leur sont alliées.

La première salve de représailles américaines, le 2 février, avait visé, selon Washington, des groupes pro-Iran et des effectifs des gardiens de la révolution en Irak et en Syrie. Dans l'ouest de l'Irak, elles ont fait seize morts, dont des civils, selon les autorités. Bagdad

avait alors accusé Washington de pousser la région « *au bord du gouffre* ». L'élimination du cadre des Kataeb Hezbollah, mercredi, en plein cœur de la capitale irakienne, a été la frappe de trop pour Bagdad.

« *Cette voie pousse plus que jamais le gouvernement irakien à mettre fin à la mission de cette coalition, qui est devenue un facteur d'instabilité en Irak, et menace d'entraîner l'Irak dans un conflit [régional]* », a déploré le général Yehia Rasool, porte-parole militaire du premier ministre Soudani. Bagdad et

Washington ont annoncé, jeudi soir, reprendre les pourparlers sur l'avenir de cette coalition dès dimanche. Ce processus, qui doit mener, selon Bagdad, à un retrait progressif de son sol des 2 500 troupes étrangères, avait été suspendu de facto après l'attaque en Jordanie.

Washington veut éviter un retrait précipité sous la pression des milices pro-iraniennes, à l'image de la débâcle afghane en 2021. Or, le risque d'une escalade entre ses forces stationnées

en Irak et en Syrie et ces factions armées est accentué par la poursuite du conflit dans la bande de Gaza. Il en est de même entre Israël et le Hezbollah libanais. Le parti chiite a répliqué, jeudi soir, par des tirs sur le nord d'Israël à la tentative d'assassinat par l'Etat hébreu de l'un de ses commandants dans une frappe, plus tôt dans la journée, sur son véhicule à Nabatiyé, à vingt kilomètres de la frontière libanaise.



10 février 2024

Les comptes de l'ayatollah Ali Khamenei supprimés de Facebook et Instagram

Il était suivi par des millions d'abonnés... Le groupe Meta a confirmé jeudi avoir banni l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien, de ses plateformes Facebook et Instagram. « Nous avons supprimé ces comptes pour avoir violé à plusieurs reprises notre règlement sur les organisations et individus dangereux », a déclaré un porte-parole de Meta.

Le guide suprême au pouvoir en Iran depuis près de 35 ans avait 5 millions d'abonnés sur Instagram. Le réseau social, tout comme Facebook, est interdit dans le pays, mais reste néanmoins utilisé grâce à des « VPN » (réseaux virtuels privés) qui permettent de contourner la censure.

La modération des contenus liés à l'Iran, un casse-tête pour Meta

En juin 2022, plusieurs associations américaines et an-



Photo Le guide suprême au pouvoir en Iran depuis près de 35 ans avait 5 millions d'abonnés sur Instagram. - AFP / AFP

glaises avaient noté qu'Instagram était « le principal réseau de communication en Iran en raison de son statut de dernier média social non censuré dans le pays », estimant

néanmoins qu'il souffrait « d'un manque de confiance et de transparence sur ses pratiques de modération » auprès des utilisateurs persophones.

La modération des contenus liés à ce pays est un casse-tête pour Meta, entre les pressions des ONG de défense des droits humains et celles des autorités. Début 2023, le

conseil de surveillance de Meta (indépendant mais financé par le groupe) avait demandé au réseau social d'autoriser une publication contenant le message « mort à Khamenei », qui avait été retirée, invoquant « les responsa-

bilités (de Meta) en matière de droits humains ».

Des relations entre USA et Iran qui se sont tendues sur fond de guerre à Gaza

Depuis le début du conflit à Gaza, déclenché par une at-

taque sans précédent du Hamas sur le sol israélien le 7 octobre, les relations entre les alliés des deux camps sont devenues encore plus tendues qu'auparavant.

Téhéran affirme que les acteurs de « l'axe de la résis-

tance », composé des alliés de Téhéran dans sa lutte contre Israël, agissent indépendamment de l'Iran, contrairement à ce qu'affirment notamment des responsables américains ou israéliens.



February 11, 2024

12 arrested in connection with attack on AKP in Istanbul

Turkish police on Sunday arrested 12 people in connection with an attack on an election rally of one of the candidates of the ruling Justice and Development Party (AKP) in Istanbul.

Several gunmen in a white vehicle on Saturday attacked an election rally for Aziz Yeniay, the AKP's mayoral candidate for Istanbul's Kucukcekmece district. One person was injured.

Justice Minister Yilmaz Tunc announced on X that 12 suspects were arrested in connection with the attack and police are looking for seven others.

President Recep Tayyip Erdogan on Saturday condemned the attack, adding that they will not allow attempts to "poison" the election.

"Any attack against our democracy, unity and solidarity will not achieve its purpose," Erdogan said.

Turkey will hold municipal elections on March 31. Saturday's attack was the third



The aftermath of the shooting in Istanbul's Kucukcekmece district on February 10, 2024. Photo: AA

armed assault in Istanbul in less than a month.

Two masked assailants carried out an armed attack during Sunday mass in Santa Maria (St. Mary Draperis) church in Istanbul's Sariyer district, in late January, killing one person. The Islamic State (ISIS) claimed responsibility.

Tunc announced earlier this month that 25 suspects were arrested in connection with the shooting.

Last week, two armed assailants attacked a courthouse in Istanbul. One person was killed and three others were injured in an exchange of gunfire between the assailants and the

courthouse's security forces. The two assailants were also killed.

Turkish authorities later revealed the identity of the two assailants as a man and a woman who were members of the Revolutionary People's Liberation Party/Front (DHKP-C), a communist party considered to be terrorists by Ankara.

Affaire Lafarge : pourquoi un procès pour financement du terrorisme en Syrie est requis

Le parquet antiterroriste demande le renvoi devant un tribunal de neuf personnes, dont plusieurs cadres, ainsi que de l'entreprise Lafarge, pour avoir versé des millions d'euros à des groupes terroristes en 2013 et 2014 en Syrie afin de préserver son usine.

Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a requis, vendredi 9 février, selon des documents que *Le Monde* a pu consulter, le renvoi devant un tribunal correctionnel de neuf personnes, dont l'ex-PDG du cimentier français Lafarge Bruno Lafont, l'ex-directeur général adjoint opérationnel Christian Herrault ou l'ex-directeur de la sûreté Jean-Claude Veillard, ainsi que de la personne morale qu'est l'entreprise elle-même, absorbée depuis par le groupe suisse Holcim. Les deux infractions retenues par le PNAT sont le « financement d'entreprises terroristes » et le « non-respect de sanctions financières internationales ».

A la suite des révélations du *Monde* en 2016, selon lesquelles l'entreprise Lafarge avait versé des droits de passage, des commissions pour des saufs-conduits et des taxes sur les matières premières à des groupes armés, dont plusieurs groupes djihadistes, en 2013 et 2014, dans le nord de la Syrie, afin d'assurer la protection et le bon fonctionnement de son usine de Jalabiya, deux plaintes avaient été déposées. La première par le ministère de l'économie et des finances, le 21 septembre 2016, pour le non-respect de sanctions financières internationales visant l'Etat syrien ainsi que des entités terroristes. La seconde, le 15 novembre 2016, avec constitution de partie civile par les associations Sherpa, Centre européen pour les droits constitutionnels et humains et onze ex-salariés de Lafarge Cement



La cimenterie de Lafarge à Jalabiya, dans le nord de la Syrie, le 19 février 2018. DELIL SOULEIMAN / AFP

Syria (LCS) pour « financement de terrorisme », « complicité de crimes contre l'humanité », « mise en danger de la vie d'autrui », ainsi que d'autres chefs qui n'ont pas été retenus par le parquet. Les deux plaintes ont été jointes dans une seule et même instruction.

Ouverte en 2017, cette dernière a connu de nombreuses vicissitudes juridiques, Lafarge contestant sa mise en examen à toutes les étapes de la procédure. Plusieurs décisions de la chambre criminelle de la Cour de cassation, entre 2019 et 2024, ont confirmé les mises en examen pour « financement d'entreprises terroristes » et « complicité de crimes contre

l'humanité », mais infirmé celles pour « mise en danger d'autrui ».

Plusieurs millions d'euros

Par ailleurs, les juges d'instruction ont décidé de scinder en deux le dossier, en juin 2023, avec, d'un côté, la partie financement du terrorisme et, de l'autre, celle portant sur une possible complicité de crimes contre l'humanité. En clôturant le volet financement, les juges ouvrent la voie à un premier procès. Mais les parties civiles craignent que cette stratégie soit destinée à enterrer le volet pour complicité de crimes contre l'humanité, qui se déroulerait aux assises si un procès devait

un jour se tenir. Ce découplage atténué la portée du procès pour financement de terrorisme, qui ne relève que du tribunal correctionnel. Malgré tout, il s'agit d'« une victoire d'étape », selon les mots de l'avocat Joseph Breham et du point de vue des nombreuses parties civiles, dont plusieurs associations de victimes du terrorisme.

Selon le PNAT, Lafarge a payé plusieurs millions d'euros « dans l'intention de voir ces fonds utilisés ou en sachant qu'ils étaient destinés à être utilisés, en tout ou partie, en vue de commettre des actes de terrorisme » par les groupes Ahrar Al-Cham, Jabhat Al-Nosra – à l'époque affilié à Al-Qaida – et Etat isla-

mique (EI), tous trois classés comme terroristes. « *Sur l'ensemble de la période d'exploitation de l'usine de Jalabiya par LCS, le service enquêteur estimait que la somme globale parvenue à l'Etat islamique pouvait être évaluée entre 4,7 et 7,9 millions d'euros* », note le réquisitoire. « *L'ensemble des mis en examen ont, dans une logique de recherche de profits, (...) organisé, validé, facilité ou mis en œuvre une politique supposant de faire parvenir un financement aux organisations terroristes implantées autour de la cimenterie* », écrit le parquet.

Concernant les mis en examen que le PNAT souhaite voir renvoyés devant le tribunal, on

compte cinq cadres de Lafarge, deux responsables détachés de la sécurité, un homme d'affaires syrien partenaire de Lafarge et un intermédiaire syro-canadien. Par ailleurs, le PNAT demande le renvoi de Lafarge comme personne morale. Plus haut placé parmi les cadres de Lafarge, l'ex-PDG de Lafarge Bruno Lafont « *a validé la stratégie suivie en maintenant l'activité de la cimenterie en connaissance des financements distribués aux groupes terroristes* », selon le PNAT. Au siège lui aussi, Christian Herraault, le directeur général adjoint opérationnel, est visé par une demande de renvoi. Tout comme Bruno Pescheux et Frédéric Jolibois, deux anciens directeurs généraux de la filiale

syrienne LCS. Ces quatre-là sont visés par les chefs de « *financement de terrorisme* », mais aussi de « *non-respect de sanctions financières internationales* ».

« **L'influence éventuelle des autorités étatiques** » écartée

Les cinq autres personnes visées par des demandes de renvoi ne sont pas mises en cause pour la violation des sanctions internationales. C'est le cas de l'ex-directeur de la sûreté de Lafarge Jean-Claude Veillard, qui a eu « *connaissance du principe des paiements de sécurité aux entités armées dès 2012* ». C'est aussi le cas des quatre étrangers renvoyés dans le cadre de ce

dossier : le Norvégien Jacob Waerness et le Jordanien Ahmad Jaloudi, tous deux anciens responsables locaux de la sécurité de l'usine de Jalabiya ; le Syrien Firas Tlass, installé aux Emirats arabes unis et visé par un mandat d'arrêt international, qui effectuait les paiements pour le compte de Lafarge à travers son réseau d'agents sur le terrain ; et enfin l'intermédiaire syro-canadien Amro Taleb, vivant aujourd'hui en France sous contrôle judiciaire, qui représentait des groupes djihadistes, percevait des commissions sur les paiements et avait incité Lafarge à reprendre son activité après la prise de l'usine par l'EI. Tous les mis en examen contestent les faits.



February 12, 2024

Iranian border guards kill kolbar in Baneh

ERBIL, Kurdistan Region - A young kolbar was shot dead by border guards near the Kurdish city of Baneh in western Iran, a human rights watchdog reported on Monday.

Sayvan Sahihi, a 20-year-old Baneh resident, was "shot and killed at close range near the Sardab border of Baneh in Sannandaj province," the Hengaw Organization for Human Rights said.

"The Iranian border regiment forces opened fire without warning, resulting in his untimely demise," the watchdog added. Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are constantly targeted by Iranian border guards and are some-



Two kolbars carry their loads on Tata Mountain in July 2017. Photo: Fazel Hawramy/Rudaw

times victims of natural disasters.

Many kolbars are pushed into the profession by poverty and

a lack of alternative employment, particularly in Iran's Kurdish provinces. Families of kolbars greatly suffer from attacks by Iranian border guards, as the transport of goods is often the household's primary source of income.

In its annual report on human rights violations in Iran for 2023, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) said that a total of 29 kolbars died last year, with at least 19 of them being killed by Iranian border guards.

An estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023, according to data from Hengaw. At least 35 fell victim to natural accidents during that year.



avec AFP
13 Février 2024

Iran : les autorités condamnent l'oncle de Mahsa Amini à plus de cinq ans de prison

L'oncle de Mahsa Amini dans le viseur des autorités iraniennes. Safa Aeli, 30 ans, a été condamné à une peine de cinq ans et quatre mois d'emprisonnement par le tribunal révolutionnaire de la ville de Saqez, dans le nord-ouest de l'Iran – dont est originaire la famille Amini –, ont annoncé ce mardi 13 février les groupes de défense des droits humains Hengaw et Human Rights Activists News Agency (HRANA). Citant l'avocat de la famille, Me Saleh Nikbakht, le groupe HRANA a toutefois précisé qu'une partie de cette peine a été suspendue et que Safa Aeli devrait purger au total trois ans et six mois en prison.

Sont mises en cause ses opinions antigouvernementales et son insulte envers le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, exprimées lors des manifestations nées en 2022 et ayant fait trembler la République islamique d'Iran. Le 16 septembre de la même année, la mort de Mahsa Jina Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, avait provoqué un vaste mouvement de contestation rebaptisé par son slogan «Femme, vie, liberté». Trois jours plus tôt, la jeune femme avait été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté – son port est obligatoire pour les femmes en Iran. Sa famille et les militants des droits humains soutiennent qu'elle a été battue à mort, ce que réfutent les responsables iraniens.

Neuf manifestants exécutés



Mahsa Amini, à gauche, et son oncle, Safa Aeli, à droite. (Capture d'écran X @AlinejadMasih)

Safa Aeli avait été libéré sous caution en octobre 2023, selon HRANA. Il avait été arrêté un mois plus tôt, en septembre, peu avant le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini. Le jour même, c'est son père, Amjad Amini, qui avait été brièvement détenu par la police, avaient déclaré des journalistes iraniens et des groupes

de défense des droits humains – une information démentie par les autorités.

L'acharnement des autorités iraniennes à l'égard de la famille Amini est un cas d'école de la répression conduite par la République islamique envers les participants des manifestations de soutien à Mahsa Jina Amini et de contestation du régime

établi. Des centaines de personnes y avaient trouvé la mort, quand des milliers d'arrestations avaient été menées par les forces de sécurité iraniennes, d'après des associations de défense des droits humains. D'après elles, neuf hommes ont depuis été exécutés dans des affaires liées aux manifestations.



Kurdistan's Weekly Brief I February 13, 2024

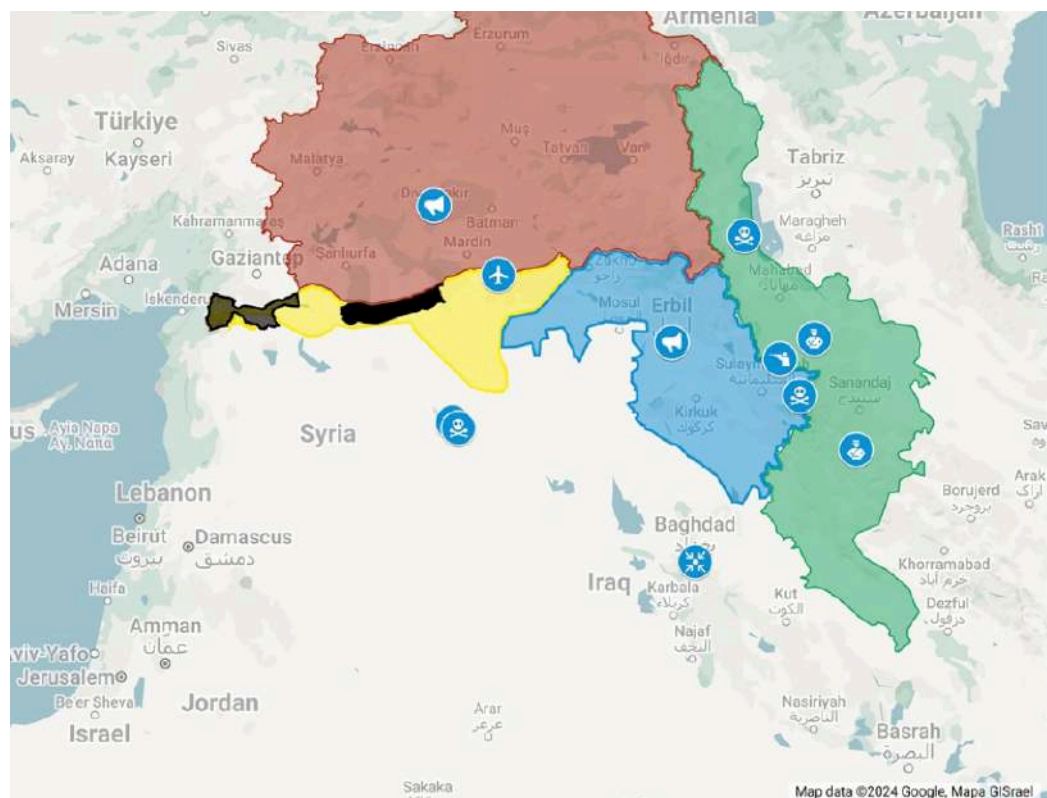
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey, Iran.

Iran

Urmia's Islamic Revolutionary Court sentenced a Kurdish imam in Bokoan named Mohammed Khezrnazhad to death. Mohammed has been imprisoned for over one year on charges of "corruption on Earth" for criticizing Iranian authorities during a ceremony honoring a deceased protestor in 2022. Additionally, Safa A'aeli, the uncle of the late Kurdish woman Zhina Amini, was sentenced to five years and four months in prison. The regime also sentenced a female activist in Saqez named Samira Ahmadi to three years in prison, a Kurdish athlete named Sherko Hijazim to six years in prison, and a Kurdish language teacher named Azad Amini to three years in prison. At the same time, the Hengaw Organization for Human Rights reported the Iranian regime arrested three Kurds in Kamyaran, Mehabad, and Dewalan. Separately, Iranian border guards fatally shot a Kurdish border porter (kolbar) and wounded five others in separate incidents near Baneh. The Kurdistan Human Rights Network reported another kolbar died of frostbite near Marivan on Tuesday.

Iraq

On Saturday, Iraq's Council of Representatives held a "consultative session" to condemn recent U.S. airstrikes on Iranian-backed militias and discuss the expulsion of U.S. forces from Iraq. Only 77 lawmakers from Iranian-backed parties attended the session, which was boycotted by Kurdish, Sunni, and even some



Shi'ite lawmakers. The session's participants eventually decided to form a parliamentary committee to focus on ending the U.S. presence in Iraq, but many Iraqi politicians remain opposed to such a move because ISIS (Da'esh) remains a serious threat. On February 7, a U.S. airstrike killed Kata'ib Hezbollah commander Abu Baqir al Saadi and two of his guards in Baghdad. Al Saadi was responsible for planning and conducting attacks on U.S. forces in the region. Iraqi Minister of Oil Hayan Abdul Ghani said talks with foreign oil companies operating in Iraqi Kurdistan were close to reaching a solution that would entail the resumption of Iraqi Kurdistan's oil exports. Ghani

did not provide a specific timeline on the issue. The ongoing halt of Iraqi Kurdistan's oil exports has cost Iraq at least seven billion dollars since March 2023, when the International Chamber of Commerce issued a ruling that favored Baghdad and prohibited the Kurdistan Regional Government (KRG) from independently exporting oil. The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (API-KUR) called for the U.S. Congress to pressure the Iraqi government into allowing the resumption of oil exports because the pause threatens over ten billion dollars worth of American and international investments in the region.

Syria

Syrian Democratic Forces (SDF) General Commander Mazloum Abdi granted an exclusive interview to Reuters and demanded the U.S. provide the SDF with an air defense system to halt future drone attacks. A drone attack perpetrated by Iranian-backed militias killed six SDF personnel on February 4. On February 10, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that Iranian-backed militias attacked U.S. forces in Deir ez Zor twice with rockets and drones but caused no casualties. On Monday night, several local sources in Deir ez Zor reported additional U.S. strikes on pro-Iran militias in the area. Concomitantly, the SDF released a statement claiming Assad regime militias

killed four SDF members near Deir ez Zor. Several Da'esh attacks killed five more SDF personnel across northeastern Syria last week. Meanwhile, on Sunday, a Turkish drone targeted a clinic in Qamishli, resulting in the deaths of two commanders of the Kurdish Women's Defence Units (YPJ). The YPJ emphasizes that the fallen commanders played a crucial role in combating Da'esh terrorists in the region. The Autonomous Administra-

tion of North and East of Syria (AANES) describes the attack as a "clear message" of support from Turkey to Da'esh. Lastly, the Turkish-backed factions arrested thirty two civilians in January, demanding ransom and confiscating their property.

Turkey

On February 9, the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM) revealed its

candidates for the March 31 local elections. In the Istanbul mayoral race, the DEM party nominated two senior members, Meral Beştaş and Murat Çepni, following the withdrawal of Başak Demirtaş, the wife of the jailed Kurdish politician, Selahattin Demirtaş. Beştaş stated to the ANF news that the party has no intention of supporting or causing losses for another party, emphasizing their goal to win. "If we succeed in Istanbul, we will succeed in

the whole country and spread our ideas of an equal and co-existent life for everyone," said Beştaş. Contrary to 2019, the pro-Kurdish party has not endorsed the CHP's candidate, Ekrem İmamoğlu, and is entering the race, making it a three-way competition to win Istanbul. On a separate note, the Turkish government arrested several journalists in Izmer and at least nine people in Istanbul, mainly pro-Kurdish voices.



avec AFP
13 février 2024

L'Iran tire pour la première fois des missiles balistiques depuis un navire

Les deux missiles, lancés depuis le navire Shahid Mahdavi dans le golfe d'Oman, ont une portée d'au moins 1700 kilomètres, selon la télévision d'État iranienne.

L'Iran a annoncé mardi que des [missiles balistiques](#) de longue portée avaient été lancés pour la première fois à partir d'un navire de guerre, une nouvelle étape dans le développement de son programme militaire. Un navire du Corps des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pouvoir, «a lancé pour la première fois, des missiles balistiques» alors qu'il se trouvait dans le golfe d'Oman dans

l'océan Indien, a indiqué la télévision d'État en diffusant des images de l'opération.

«Le lancement d'un missile balistique de longue portée depuis un navire a été réalisé avec succès», s'est félicité le commandant des Gardiens, [Hossein Salami](#). «Nos navires peuvent être présents n'importe où sur les océans. Il n'y a pas d'endroit sûr pour les puissances qui veulent menacer notre sécurité», a-t-il ajouté. La télévision d'État a précisé que les deux missiles lancés depuis le navire Shahid Mahdavi avaient «une portée d'au moins 1700 kilomètres» et qu'ils avaient atteint un lieu dé-

sertique dans le centre de l'Iran.

Un exercice simulant l'attaque d'une base israélienne

Le développement soutenu de l'arsenal iranien de missiles inquiète de nombreux pays, en premier lieu les États-Unis et Israël, ce dernier craignant que son territoire puisse être atteint par les armes de l'Iran. Les Gardiens de la révolution ont également annoncé mardi avoir mené un exercice simulant une attaque avec des missiles sol-sol sur la base aérienne israélienne de Palmachim, au sud de [Tel-Aviv](#). Selon la télévision d'État, Pal-

machim est «la principale base d'accueil des jets F-35 du régime sioniste».

L'Iran, qui ne reconnaît pas Israël, se présente comme l'un des principaux soutiens du Hamas depuis le début de la guerre à Gaza déclenchée le 7 octobre par une attaque sans précédent du mouvement palestinien dans le sud d'Israël. Téhéran soutient également les rebelles houthis du Yémen qui prennent pour cible des navires de transport en mer Rouge et dans le Golfe d'Aden depuis novembre, déclenchant des attaques de représailles américaines et britanniques.

Biden rattrapé par la menace d'une guerre avec l'Iran

Adrien Jaulmes CORRESPONDANT À WASHINGTON En pleine campagne électorale, le président démocrate doit répliquer militairement aux agressions de mouvements téléguidés par une République islamique qui hante l'Amérique depuis quarante-cinq ans.

Un drone explosif, lancé le 28 janvier par une milice chiite pro-iranienne contre la base américaine Tower 22 en Jordanie, a rapproché encore un peu les États-Unis d'un affrontement qu'ils cherchent à tout prix à éviter : un conflit avec l'Iran. La mort de trois soldats américains dans cette attaque, qui a fait aussi des dizaines de blessés, a obligé l'Administration Biden à riposter. Cinq jours plus tard, des bombardiers américains B-1 à long rayon d'action décollant des États-Unis ont attaqué plus de 85 cibles, essentiellement des bases et des centres de commandement et de logistique de plusieurs milices chiites affiliées à la Force al-Qods (Jérusalem), la branche chargée des opérations spéciales du corps des gardiens de la révolution islamique. Puis, mercredi dernier, un drone américain a tué dans les faubourgs de Bagdad l'un des commandants de la milice Kataëb Hezbollah, organisation irakienne, elle aussi affiliée à l'Iran, que les Américains ont désignée comme étant le responsable de l'attaque contre Tower 22.

Mais Washington a limité ces attaques aux territoires de l'Irak et de la Syrie, et la Maison-Blanche a pris soin d'indiquer que les États-Unis ne souhaitent pas une confrontation avec l'Iran. « Les États-Unis ne cherchent pas le conflit au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde », a dit Joe

Biden dans un communiqué. « Mais que tous ceux qui cherchent à nous nuire le sachent : si vous vous en prenez à un Américain, nous réagissons. » Depuis le 12 janvier, l'US Navy avait déjà lancé des raids contre le mouvement yéménite des houthistes, aussi affilié à l'Iran, qui se livre depuis des mois à des attaques contre le commerce maritime dans le détroit de Bab al-Mandab, à l'entrée de la mer Rouge.

En pleine campagne électorale, les critiques contre Biden n'ont pas tardé. Alors qu'ils accusent fréquemment le président démocrate de se laisser entraîner dans des guerres étrangères, les républicains ont cette fois critiqué sa faiblesse, et appelé à frapper directement à l'Iran. Pour l'Administration Biden, qui fait déjà face à de graves crises internationales en Ukraine et à Gaza, et qui demeure préoccupée par la grande rivalité stratégique avec la Chine et les visées de Pékin sur Taïwan, la perspective d'un conflit avec Téhéran ne pouvait pas plus mal tomber.

L'Iran ne cesse de hanter les présidents américains. Quarante-cinq ans après la révolution iranienne, le régime islamique continue de constituer un casse-tête pour la politique étrangère des États-Unis. Chaque Administration doit tenter de contrer les menées d'un régime qui tente par tous les moyens de saper ses intérêts dans la région, et continue

de rituellement brûler des drapeaux américains. Chaque Administration est régulièrement contrainte de revoir ses objectifs face à une révolution qui exerce son influence par procuration dans d'autres pays du Moyen-Orient.

Mais si la guerre secrète entre Washington et Téhéran connaît régulièrement des flambées sporadiques, chaque adversaire a, jusqu'à présent, pris garde de ne pas aller jusqu'à une conflagration directe. « Les États-Unis et l'Iran testent depuis la révolution iranienne leurs lignes rouges mutuelles », explique John Ghazvinian, professeur au centre Moyen-Orient à l'Université de Pennsylvanie, et auteur d'un livre sur la longue histoire des relations entre les États-Unis et l'Iran. « Aucun des deux pays n'a intérêt à entrer en guerre, malgré la rhétorique et malgré la fixation qu'ils exercent l'un sur l'autre, et malgré la politique intérieure de chaque pays. »

« L'un des problèmes est que, depuis la révolution de 1979, les États-Unis n'ont pas de stratégie à l'égard de l'Iran », dit Abbas Milani, directeur des études iraniennes à l'université Stanford. « Ils se contentent de réponses tactiques, qui passent parfois d'un extrême à l'autre dans la même Administration. Donald Trump a pu ainsi choisir en 2020 d'éliminer Qassem Soleimani, le chef de la Force al-Qods, mais en laissant par ailleurs l'Iran attaquer

les installations pétrolières saoudiennes en causant des milliards de dollars de dégâts, ou bien en envisageant de retirer les forces américaines du Moyen-Orient, ce qui est exactement ce que souhaite Téhéran. L'Administration Biden ne semble pas non plus avoir de stratégie cohérente. Ses réponses tactiques semblent toujours s'orienter vers l'idée qu'il ne faut pas aggraver la situation. Et ce n'est pas une stratégie. »

Pour Joe Biden, jeune sénateur au moment de la révolution de 1979, l'Iran fait ressurgir le souvenir de Jimmy Carter, autre président démocrate plein de bonnes intentions entraîné dans une crise imprévue. Les images humiliantes des diplomates américains pris en otages dans leur ambassade à Téhéran, puis celles des carcasses calcinées des hélicoptères dans le désert après l'échec de l'opération pour les libérer, avaient largement contribué à la défaite électorale de Carter.

Ses successeurs ont été à leur tour confrontés avec le défi représenté par l'Iran révolutionnaire. Ronald Reagan avait fait l'expérience des nouvelles méthodes de guerre par procuration de cette révolution messianique. L'attentat suicide contre l'ambassade américaine à Beyrouth, puis celui contre la base des Marines à l'aéroport en 1983 avaient contraint les États-Unis à se retirer du Liban, laissant le

champ libre à la mainmise du Hezbollah, le bras armé de Téhéran, sur le pays du Cèdre.

Le deuxième mandat de Reagan avait vu éclater le scandale des livraisons secrètes d'armes à l'Irak. Puis Reagan recourit à la force en engageant l'US Navy dans une opération aéronavale en 1988 pour mettre fin aux attaques de Téhéran contre la navigation dans le golfe Persique.

George H. Bush et Bill Clinton avaient durci le régime des sanctions, mais en se gardant de toute confrontation directe avec l'Irak. En 2003, l'invasion de l'Irak avait un moment inquiété le régime iranien, qui avait craint d'être le prochain sur la liste. Avant de réaliser l'immense cadeau stratégique que l'invasion américaine lui avait fait en renversant le pouvoir sunnite de Saddam Hussein. Devenu le premier régime arabe chiite de l'histoire contemporaine, l'Irak avait ouvert une route terrestre à l'influence régionale iranienne. La Force al-Qods, sous le commandement de Qassem Soleimani, avait pris soin de faire payer cher aux Américains leur aventure, apportant armes et soutien aux milices chiites irakiennes, et notamment les redoutables engins explosifs à effet dirigé qui ont tué et mutilé des centaines de soldats américains. Depuis, même si l'Irak reste idéologiquement moins proche de la révolution khomeyniste, l'ayatollah al-Sistani conservant une influence théologique supérieure sur les chiites irakiens, les milices chiites restent étroitement contrôlées par les gardiens de la révolution.

La révolution islamique a poursuivi sa politique d'expansion régionale via cette méthode inédite. Si elle n'a jamais pris le pouvoir dans aucun autre pays, elle a étendu son influence via un réseau d'acteurs proto ou para-étatiques, minipuissances militaires prolongeant par procuration celle de Téhéran jusqu'à la Méditerranée

et la mer Rouge. Le plus ancien est le Hezbollah. Né au cours de la guerre civile libanaise, le mouvement chiite a développé son armée pendant son long affrontement avec Israël au Sud-Liban, remportant une première victoire en obtenant le retrait israélien en 2000, avant de résister à une campagne aérienne dévastatrice d'Israël en 2006. Étroitement lié à la République islamique par l'idéologie, la religion, et même des liens familiaux, le Hezbollah s'est développé jusqu'à placer sous sa tutelle l'État libanais, faisant du pays une tête de pont stratégique de Téhéran à la frontière israélienne et sur la Méditerranée. Son arsenal de missiles, mais aussi la qualité de son organisation militaire en font l'un des plus redoutables adversaires de l'État hébreu.

La prise du pouvoir du Hamas à Gaza en 2007 a fourni à Téhéran un autre allié de revers contre Israël, moins directement aligné que le Hezbollah, mais constituant un important pouvoir de nuisance, et à qui l'Irak a apporté financement et savoir-faire, notamment en matière balistique.

La guerre civile syrienne a offert à l'Irak révolutionnaire une autre occasion de s'étendre. L'intervention des combattants chiites du Hezbollah libanais et de la Force al-Qods au secours du régime de Bachar el-Assad face au soulèvement sunnite, a permis de compléter la liaison terrestre entre l'Irak et le Liban, tout en rapprochant l'Irak de la Russie, autre allié de Damas.

L'essor de l'État islamique, califat messianique et sanginaire, a momentanément rapproché les chiites irakiens des Américains, revenus en Irak pour sauver le régime, et aider à la reconquête du nord du pays et de la grande ville de Mossoul, avant de détruire l'organisation en Syrie, à Baghouz, près de la frontière irakienne. Mais la gratitude n'a guère cours au Moyen-Orient. Aussi

tôt la menace djihadiste sunnite disparue, les bases américaines créées dans la région, comme celle d'al-Tanf en Irak, ou Tower 22 en Jordanie, ou celles installées au Kurdistan irakien ou dans le Rojava, le nord-est de la Syrie tenu par les Kurdes syriens, sont devenues des cibles pour les milices pro-iraniennes. L'obsession de Téhéran restant depuis la révolution de 1979 de mettre fin à l'influence américaine au Moyen-Orient.

La guerre civile yéménite qui éclate en 2014, et l'intervention de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis ont permis à l'Irak de nouer des liens avec un nouveau client : les houthistes. Plus distante idéologiquement que les chiites libanais ou irakiens, la secte zaydite fournit à Téhéran une position stratégique majeure, en plein sur le détroit de Bab al-Mandab, clé de la mer Rouge, et par où transite le commerce maritime entre l'Asie et l'Europe.

Ce réseau d'alliances constitue un casse-tête diplomatique et militaire. Il permet à l'Irak de frapper et d'agir indirectement contre les intérêts américains, tout en compliquant leur riposte.

L'attaque contre Tower 22 a été le dernier exemple en date. « Depuis 2020, l'Irak a donné une autorisation générale à ces groupes pour qu'ils attaquent les positions des États-Unis en Irak et en Syrie. Ils opèrent donc maintenant selon une sorte de procédure où il n'y a pas besoin de "demander la permission", et ont la possibilité de générer ces attaques sans remonter directement à l'Irak », a expliqué dans une récente intervention sur la chaîne CBS l'ancien chef du Central Command, le général Frank McKenzie, en poste à l'époque où les Américains avaient tué Qassem Soleimani. « Et même si l'Irak est certainement complice en dernier ressort, puisqu'il fournit les armes, l'entraînement, le financement et, dans certains cas,

l'aide au ciblage, il est parfois difficile de retrouver la trace d'une attaque spécifique, en raison de la façon dont l'Irak a ingénieusement conçu son processus de commandement et de contrôle. » Et les frappes américaines en territoire irakien ont suscité la condamnation du gouvernement irakien.

Le défi idéologique iranien est décuplé par les capacités militaires de la République islamique, technologiques et industrielles, qui dépassent largement celles de tout autre pays du Moyen-Orient, Israël excepté. Le programme nucléaire iranien, lancé sous le chah, réactivé secrètement sous le régime islamique, est venu compliquer encore un peu plus l'équation pour Washington. Les efforts diplomatiques et clandestins pour tenter d'empêcher l'Irak de devenir une puissance nucléaire n'ont fait que ralentir la marche de la République islamique vers la bombe.

L'Irak a parallèlement développé des missiles de plus en plus sophistiqués. Utilisant d'abord des copies de modèles russes ou chinois, balistiques, mais aussi antichars, anti-aériens et antinavires, les Iraniens se sont dotés d'une capacité de produire leurs propres armes. Et surtout Téhéran a été l'un des principaux acteurs de la révolution du drone. L'industrie militaire iranienne a développé ces aéronefs sans pilote, dont l'influence stratégique est en passe de transformer les rapports de force, fournissant notamment une allonge et une précision naguère uniquement possédée par les États-Unis et une poignée de puissances occidentales. Ces drones, utilisés par les alliés non étatiques de l'Irak font peser une menace sans précédent sur Israël, les bases américaines, les installations pétrolières du Golfe, et, depuis plusieurs mois, sur le commerce mondial.

Grâce à ces systèmes d'armes, les houthistes ont ouvert un nouveau chapitre dans

l'histoire de la piraterie navale. Leurs attaques contre le commerce maritime constituent un défi sans précédent à la navigation internationale pour l'US Navy, qui assure depuis 1945 la liberté des mers.

L'Administration Biden a été forcée d'intervenir. D'abord de façon défensive, en engageant ses destroyers pour contrer les drones et les missiles des houthistes. Puis, après des semaines d'hésitation, contre les positions de tir, centres de stockage et d'observation et de communication des houthistes. Depuis la mi-janvier, les raids américains et britanniques se succèdent contre les houthistes, sans parvenir toutefois à faire cesser leurs attaques, le mouvement yéménite, habitué aux attaques aériennes saoudiennes et émiriennes, ayant pris soin de disperser ses moyens.

Le dilemme est de nouveau posé à Washington, qui ne peut laisser ces attaques continuer, mais craint une confrontation directe avec Téhéran. Les Iraniens, qui ont fait de leur affrontement avec les États-Unis et Israël l'un des piliers idéologiques de leur régime, préfèrent aussi conserver le conflit à un niveau contrôlable.

« Les États-Unis tout comme l'Iran sont chacun prisonniers de leur politique intérieure et de leur propre rhétorique, analyse Abbas Milani, une attaque ne peut pas rester sans réponse, même si les menaces ne sont pas suivies d'effet. C'est aussi valable pour l'Iran : depuis trois ans, Israël mène des attaques contre les militaires iraniens et leurs alliés en

Syrie, sans que le régime iranien fasse quoi que ce soit : Téhéran fait semblant d'ignorer les attaques, ou quand il est obligé, promet des ripostes qui ne viennent jamais. »

Les États-Unis cherchent toujours leur stratégie face à l'Iran. Les républicains, qui réclament plus de fermeté dans l'opposition, se montrent généralement très prudents une fois au pouvoir. En 2019, Trump avait renoncé à la dernière minute à des frappes directes contre l'Iran après qu'un drone américain avait été abattu. L'année suivante, il avait porté un coup inattendu aux Iraniens en ordonnant l'élimination de Qassem Soleimani, le maître d'œuvre de la stratégie régionale de Téhéran.

Semblant parfois convaincus que les signes de bonne volonté feront baisser la tension, les démocrates cherchent plutôt l'accommodement avec l'Iran. Après la fin du traité sur le nucléaire iranien, patiemment négocié par Obama et déchiré par Trump, l'Administration Biden a vainement tenté de reprendre les négociations. Malgré leur échec, Washington était parvenu à un modeste arrangement en 2023 en obtenant la libération d'otages, l'une des pratiques favorites du régime de Téhéran depuis la révolution, en échange de sommes considérables gelées par les États-Unis au titre des sanctions contre l'Iran.

La reprise du conflit israélo-palestinien avec l'attaque surprise du Hamas le 7 octobre 2023, et la guerre lancée en représailles par Israël a mis fin à cette semi-détente. Les rela-

tions entre les États-Unis et l'Iran sont entrées dans une nouvelle phase de tensions. Les attaques des milices chiites pro-iraniennes contre les bases américaines en Syrie et en Irak se sont multipliées. Selon les Américains, plus de 167 attaques de missiles et de drones ont eu lieu depuis octobre 2023, faisant des dizaines de blessés avant de tuer les premiers soldats américains à Tower 22.

Le dilemme iranien est revenu hanter l'Administration américaine. Déjà engagée aux côtés d'un gouvernement israélien qu'elle ne contrôle pas, elle doit à présent contenir l'Iran tout en évitant l'escalade vers une guerre régionale. Mais il ne suffit pas toujours de le dire. « Nous avons affaibli notre position en faisant continuellement référence au fait que nous ne voulons pas d'escalade », a estimé le général McKenzie « L'escalade est dangereuse, mais si c'est notre plus grande crainte, nous devrions alors nous retirer complètement... Il est clair que nous avons des priorités plus importantes que la prévention de l'escalade. En retirant explicitement l'Iran de la liste des cibles potentielles de cette campagne... et en annonçant que nous allons frapper des cibles en Irak et en Syrie, mais pas en Iran, nous les aidons et les rassurons... au lieu de laisser planer une certaine inquiétude au moins dans leur esprit. »

Une conflagration régionale a jusqu'à présent été évitée, les Iraniens s'étant abstenus de répliquer à la riposte américaine. « Nous entrons dans

une nouvelle phase de cette relation conflictuelle, certes plus délicate qu'auparavant, mais qui demeure un chapitre d'une guerre limitée plutôt que le début d'une guerre totale », estime aussi Abbas Milani. « Ni les États-Unis, ni l'Iran, ni l'Arabie saoudite et ni la Chine ne souhaitent une guerre. Les seuls qui pourraient y être favorables seraient une partie de la droite israélienne, avec le soutien potentiel de certains faucons américains. »

Malgré l'étendue de l'influence iranienne à travers le Moyen-Orient, et son rapprochement avec la Russie, l'Iran demeure relativement isolé. Et si l'expansion régionale du régime augmente son pouvoir de nuisance, elle ne se traduit pas forcément par des gains en matière de sécurité. « La force de l'Iran ne doit pas être surestimée », considère Milani. « D'abord parce que le prix à payer pour construire et entretenir son réseau d'alliances régionales a été très élevé, sans par ailleurs apporter à l'Iran de garanties de sécurité à long terme, ni de réels gains économiques ou diplomatiques. Il existe de clairs signes de faiblesse, comme le comportement de la Chine, qui a préféré se rapprocher de l'Arabie saoudite plutôt que de l'Iran. Ce qui vaut aussi pour les États-Unis : si l'on compare le traitement de la Chine par Mohammed Ben Salman avec celui qu'il a réservé à Biden, c'est un changement de position radical, dont les significations stratégiques sont considérables. »



February 13, 2024

Yazidis call on Iraqi govt to speed up process to build houses for Shingal returnees

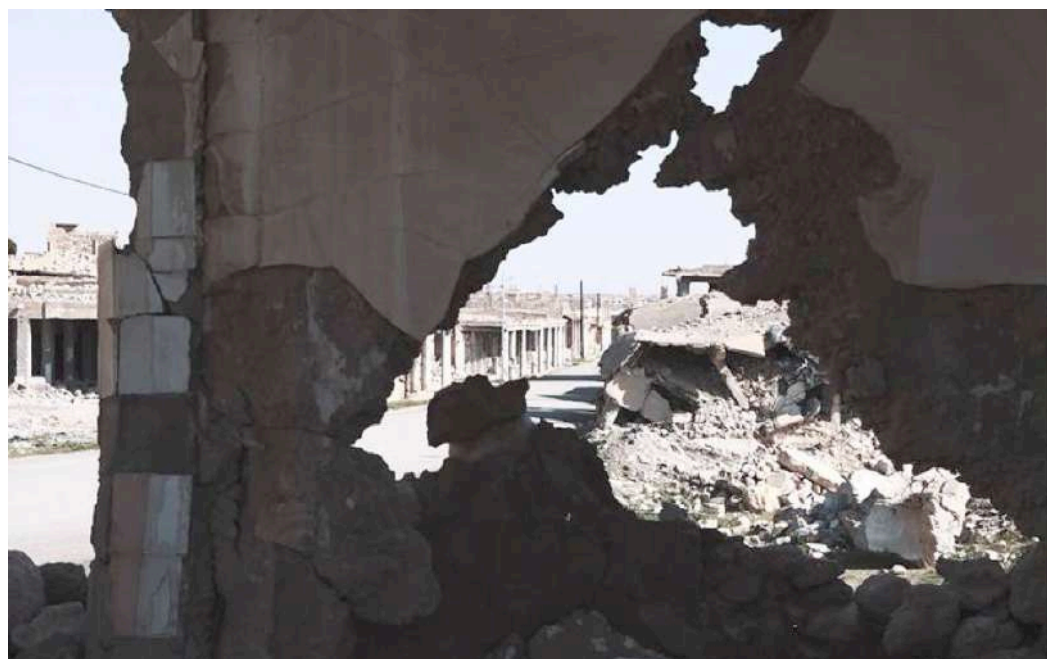
ERBIL, Kurdistan Region - Despite the numerous obstacles, Kheiri Ali has returned to the ruins of his home in Shingal (Sinjar) from an IDP camp, hoping to start over a new life at home, pinning hope on a government decision to build brand new houses for the returnees.

Along with his wife and six children, the family has taken shelter in one room of their house that barely remains intact, blocking the doors and windows with blankets to keep the warmth indoors at the time of the year when temperature degrees drop below zero during the nighttime.

He is happy to have learnt that the Iraqi government has decided to build new houses for those returnees whose homes have been destroyed.

To encourage internally displaced Yazidis to return to their heartland Shingal, the Iraqi government has decided to construct 2,500-4,000 residential units for those who opt to return home and have their houses destroyed due to the 2015 war to retake the region from the Islamic State (ISIS).

«People cannot afford to reconstruct their houses. It is very difficult. For example, we are eight family members living together in one room. In addition to the room, we have set up a tent outside the house. This is how we live,» Ali said. «How is it possible to spend eight years in a tent [at the IDP camps] and live in a tent back home



once again? It indeed is very difficult.»

Using the Shingal and Nineveh Plains Reconstruction Fund as part of an agreement between Iraq's migration ministry and local authorities of the Nineveh province, around 13 hectares of land will be allocated to the construction of the residential units. The units will be given to the returnees free of charge.

Sheikh Nayef is another returnee in Shingal. He hopes the decision to build residential units will materialize shortly.

«Any steps to improve our lives are highly appreciated. But unfortunately, sometimes things that are done for us, are not enough. This newly made decision to allocate 50 dunams of land [13 hectares] and build houses on it in which thousands

of people will make use of it, is a very good plan,» Nayef said.

No timeframe of when the project will start and end has yet been determined.

The 2023 Iraqi federal budget law established the Shingal and Nineveh Plains Reconstruction Fund which seeks to provide the required budget for the rehabilitation of the war-torn province, with an estimated capital of 50 billion dinars (approximately 3.3 million dollars).

«The government of Nineveh and the minister [of migration] ordered that 50 dunams of land be allocated in Shingal to build residential units. They [the government] will build houses numbering 2,500 to 4,000,» Rafaat Simo, assistant to the Nineveh governor said.

The brutal takeover of Shingal by ISIS in August 2014 forced the displacement of more than 350,000 Yazidis to the IDP camps of the Kurdistan Region. Of this number, only 14,000 families have returned to the city, according to data from Shingal's local authorities.

Yazidis in Shingal were subjected to countless heinous atrocities, including forced marriages, sexual violence, and massacres when the Islamic State (ISIS) captured the city in 2014, bringing destruction to many villages and towns populated by the minority group and committing genocide. Naif Saido, mayor of Shingal, told Rudaw in August that 60 percent of Shingal residents still live in IDP camps and houses in the Kurdistan Region, mainly in Duhok province.



February 13, 2024

Biden: Response to Deadly Attack on Troops 'Will Continue' — as U.S. to Maintain Forces in Iraq, Syria

It was also important as a statement of a continued U.S. commitment to sustain its military presence in the region, including in Iraq and Syria.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – On Monday, President Joe Biden affirmed that the U.S. response “will continue” to the Jan. 28 attack on U.S. forces in north-east Jordan that killed three American soldiers.

The statement was significant in itself, But it was also important as a statement of a continued U.S. commitment to sustain its military presence in the region, including in Iraq and Syria.

That point was also affirmed on Monday by the Pentagon Press Secretary.

A Sky News Arabic report on Monday also made the same point: the series of meetings that have begun—the U.S.-Iraq Higher Military Commission (HMC)—do not deal with the withdrawal of U.S. forces from Iraq.

The U.S. position is at odds with what Baghdad is saying, and many journalists are inclined to believe Baghdad over Washington! Thus, the understanding of developments regarding this critical issue may be confused—to the detriment of Kurds in Iraq and Syria.

Kurds in Iraq have a strong interest in a continued U.S. military presence there, while the U.S. military presence in Syria, which is supportive of the Kurds in that country, depends

on a continued U.S. military presence in Iraq.

However, Iraqi officials are under great pressure from Iran and its proxies. As the Institute for the Study of War has [explained](#), “Iran and its so-called ‘Axis of Resistance’ are exploiting the Israel-Hamas war to support their objective of expelling US forces from the Middle East.”

Biden’s Statement

Jordan is a long-time ally of the U.S., while it also has “historical” ties with the Kurdistan Region, as the Consul General in Erbil recently told Kurdistan 24.

Jordan’s King Abdullah II was in Washington on Monday, marking the first time an Arab leader has visited the U.S. since the war in Gaza began last October. As Biden and Abdullah addressed the White House press corps, most of the discussion involved the conflict in Gaza—how to stop the fighting, or at least suspend it for some time, and how to release the hostages held by Hamas.

Yet, with the King of Jordan standing at his side, Biden went out of his way to address a quite different subject.

“We are grateful for this friendship,” Biden said, speaking of the warm ties between Washington and Amman. “We saw that again just two weeks ago, when three brave American

service members were killed in an attack at a military outpost in Jordan, close to the Syrian border, by radical militant groups backed by Iran, operating in Syria and Iraq.”

Notably, Biden identified that group as Iranian-backed. “Since then,” he added, “U.S. military forces have struck targets in Iraq and Syria, and our response will continue.”

Thus, on Feb. 2, the Biden administration launched its largest attack ever against Iranian-backed militias in Iraq and Syria, striking some 85 targets in seven locations.

Five days later, U.S. Special Forces struck a site in eastern Baghdad, which is predominantly Shi’ite and poorer. Al-Jazeera described that area as “a stronghold for armed factions.”

The target of that drone, fired by U.S. Special Forces troops, was a Kata’ib Hizbollah leader, responsible for the terrorist group’s operations in Syria. The drone hit his car, setting it ablaze and killing him.

Since then, there have not been any attacks on U.S. forces in Iraq, and, hence, no U.S. counter-strikes.

But in Syria, the situation is a bit different. On Feb. 5, Iranian-backed militias launched a drone attack that killed six members of the Syrian Democratic Forces (SDF), America’s

main partner in the fight against ISIS in Syria.

There was no U.S. response, and five days later, on Feb. 10, Iranian-backed militias launched six drones at U.S. troops based at Conoco Mission Support Site in Deir ez Zor. The drones were all intercepted by U.S. air defenses. But the matter did not end there.

On Monday, the U.S. struck targets associated with Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) in eastern Syria, as the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported.

One consequence, as SOHR noted, was that a group of Shi’ite fighters from Afghanistan, many of them refugees in Iran and recruited by the IRGC, and who are known as the “Fatemiyoun Brigade,” left their headquarters in Deir ez-Zor to move to a more secure position.

Pentagon Statements

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani is a decent figure. After a year-long stalemate following Iraq’s 2021 elections, he became prime minister with the support of Masoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party (KDP.)

But Sudani is under a great deal of pressure—from Iran

and its proxies in Iraq. Indeed, as noted above, Tehran is exploiting the Gaza war to try to push the U.S. out of the Middle East.

So Washington and Baghdad have agreed to resume meetings of the U.S.-Iraq Higher Military Commission (HMC.) Their purpose is to transition from the current security situation, where a large anti-ISIS

Coalition is based in Iraq, to a bilateral security partnership between the U.S. and Iraq.

The purpose of the talks is not, as U.S. officials have repeatedly said, to discuss the withdrawal of U.S. forces from Iraq. That was stated two weeks ago, when the talks were first announced, and it was repeated, again, on Mon-

day, by Pentagon Press Secretary, Maj. Gen. Pat Ryder.

On Monday, Ryder was asked about the HMC meeting on Sunday, and he replied that it “marks another important step along the path of transition”—that is transition from the anti-ISIS Coalition to a bilateral U.S.-Iraq security relationship.

The HMC meeting discussed three topics, Ryder explained: “the threat of ISIS, the operating environment; and Iraqi security forces capabilities.” “These talks are important,” Ryder stressed, “as we look to discuss the transition of the Coalition military mission to the longer-term U.S.-Iraq bilateral security relationship.”



February 13, 2024

Syrian returnees face ‘gross human rights violations,’ says UN

ERBIL, Kurdistan Region - Many Syrians who fled the country following the onset of the deadly civil that has been raging for over a decade face “gross human rights violations and abuses” upon returning to the Syria, the United Nations said on Tuesday.

In a report documenting violations and abuses by the Syrian government, the Office of the UN High Commissioner for Human Rights slammed regime authorities and armed groups for a myriad of abuses inflicted upon returnees, such as “arbitrary detention, torture and ill-treatment, sexual and gender-based violence, enforced disappearance, and abductions.”

“The report paints an alarming

picture of the suffering of returnees, in particular women, amid the increasing number of deportations of Syrians from other countries. The situation of these returnees raises serious questions about the commitment of States to due process and non-refoulement,” said UN High Commissioner for Human Rights Volker Turk.

Many Syrian returnees are subjected to forced conscription into the armed forces, while others are accused of supporting terrorism on the grounds of them having sent money to family members who had remained in Syria.

In detention, returnees reported being tortured, beaten, and subjected to electric shocks.

“Those who remain in host countries must be treated according to international law, including the principle of non-refoulement. The rights of refugees and asylum-seekers must be respected. Their return should be voluntary with conditions for a safe, dignified and sustainable return,” Turk said.

The UN report also highlights the abuses faced specifically by women upon returning to Syria, with a returnee saying she was detained for a week by regime forces for trying to leave the country for a second time, eventually having to pay a \$300 bribe to expedite her release.

“There are reasonable grounds to believe that the overall conditions in Syria do not permit

safe, dignified and sustainable returns of Syrian refugees to their home country,” the report says.

Syrians rose up against the regime of President Bashar al-Assad in March 2011, leading to a full-scale civil war that has claimed the lives of hundreds of thousands of people and has left millions more in need of dire humanitarian assistance.

Over 13 million Syrians, half the country’s prewar population, have been displaced since the start of the civil war, more than six million of which are refugees who have fled the war-torn country, according to UN figures.

En Iran, le combat des artistes contre la peur et la censure

Arrestations, restrictions, intimidations... le monde artistique iranien tente de résister aux pressions du régime pour faire entendre sa voix.

Créer et faire entendre sa voix à travers son art en Iran est un parcours du combattant. Soumis aux contrôles scrupuleux des organismes de réglementation gouvernementaux, le monde de la création est pris dans une toile de restrictions. À la suite des manifestations de l'an dernier en Iran, nombre d'entre eux ont été réprimandés pour avoir soutenu le mouvement de protestation à travers leurs œuvres. C'est le cas du chanteur Mahdi Yarrahi. Ses textes décrivant la révolution des femmes en Iran lui ont valu une lourde peine de deux ans et huit mois d'emprisonnement et 74 coups de fouet.

Cet environnement oppressif contraint beaucoup d'artistes à envisager l'exil ou à demander l'asile dans des pays où ils peuvent créer sans restriction. Mais l'entreprise n'est pas sans risque, le fait de revenir en Iran pouvant entraîner leur arrestation par les forces de sécurité. Récemment, le comité pour le soutien des directeurs de la photographie de la Maison du cinéma d'Iran a dévoilé une liste de 100 personnes issues du monde de la musique, du théâtre et du cinéma, arrêtées ou faisant l'objet d'une interdiction de quitter le pays, après le vaste mouvement de protestation « Femme, vie, liberté ». Selon la commission, la plupart de ces acteurs et réalisateurs sont interdits de travailler. Certains ont même vu leur contrat résilié.



La célébrité ne protège pas

Shayan Haddadi, photographe de 27 ans, s'est retrouvé aux mains d'agents de sécurité alors qu'il prenait des images de manifestations de femmes dans les rues du nord de Téhéran. « En tant que photographe documentaire et social, je cherche à capturer des événements historiques, considérés comme des menaces par le gouvernement, afin d'offrir une perspective aux générations futures », explique-t-il.

Miraculeusement libéré après des heures d'interrogatoire, Shayan attribue sa chance au grand nombre d'arrestations pendant cette période tumultueuse. Pour lui, la peur est devenue en soi un outil de contrôle et d'étouffement à l'encontre de tous ceux qui s'écartent des principes de la République islamique.

Les musiciens sont confrontés à la censure de leurs paroles, et Internet, souvent perçu

comme un refuge pour la liberté d'expression, est rigoureusement surveillé. Même des artistes très populaires, comme Toomaj Salehi ou Mehdi Yarrahi, ont été condamnés pour avoir diffusé des contenus remettant en cause les lois du pays. Preuve que, bien souvent, la célébrité n'offre aucune protection contre la répression.

« Faire tomber les murs de restrictions »

En Iran, le réseau complexe de réglementations régissant les œuvres littéraires et artistiques exige d'obtenir une myriade de permis délivrés par différents ministères. Toute œuvre ne disposant pas de ces autorisations est considérée comme illégale, ce qui expose le créateur à des poursuites pénales. Même quand les autorisations sont accordées, chaque production est soumise à une censure poussée pour s'aligner sur les normes gouvernementales.

« De multiples corrections sont souvent suggérées, et conduisent à la suppression de paragraphes ou de pages du livre », explique Mahboube Mohammadi, traductrice de 40 ans de la province de Mazandaran. « Des collègues sont tenus de modifier des mots et des noms. Presque tous les textes, originaux ou traduits, sont modifiés par les groupes de travail gouvernementaux avant d'être approuvés. »

La traductrice prône de se mobiliser collectivement. « Ce n'est que par la sensibilisation et le plaidoyer que nous pouvons espérer faire tomber ces murs de restrictions qui confinent l'esprit vibrant de la créativité », insiste-t-elle, consciente que les répercussions de cette répression dépassent les artistes et contribuent à faire émerger tout un récit culturel monolithique.

The New York Times

By Kenneth F. McKenzie Jr.,

General McKenzie was the 14th commander of U.S. Central Command.

February 14, 2024

It's Not Time for Our Troops to Leave the Middle East

The United States base at Tower 22 in Jordan is in the middle of a seemingly unending desert, astride the ancient Damascus-Baghdad Highway near the border with Syria. In January it is cold, often rainy and very bleak. Last month three U.S. service members at Tower 22 were killed by a drone launched by an Iranian-backed militia. Their deaths prompted more than 80 retaliatory strikes by the United States against the Islamic Revolutionary Guards Corps and militias operating in Iraq and Syria.

The attack in Jordan was the clear, foreseeable result of our tepid responses to [more than 150 attacks](#) against U.S. forces in Syria and Iraq since October. The simple fact of the matter is this: For too long, we postponed dealing with a growing threat to our forces in the region because our troops were able to defend themselves so well. In other words, our troops' capabilities enabled Washington to minimize the risk they faced — and to avoid making hard choices.

The Tower 22 attack ended that state of play and sparked fresh questions about the safety of thousands of U.S. military personnel stationed in Jordan, Syria and Iraq as the Middle East conflict widens. Last month, the United States and Iraq [started talks](#) that could lead to the withdrawal of U.S. troops. Some members of the Biden administration may be considering pulling troops from Syria as well, [according to one report](#).

This kind of talk can be seriously damaging to U.S. interests in the region. It gives hope



The transfer case containing the remains of Sgt. Kennedy Sanders who was killed in during a drone strike in Jordan. Kevin Dietsch/ Getty Images

to Tehran that it is succeeding in its long-term goal of ejecting the United States from the region through its proxy militias. Nothing could be less helpful — or more dangerous to our service members who are already in harm's way.

Should U.S. troops stay in Syria and Iraq, or should they go? And if they stay, how does American leadership prevent these attacks from continuing? What's needed now is a presidential decision that has been too long deferred: a firm commitment to keeping our troops in Syria and an additional, nuanced commitment to work with the Iraqi government to find a mutually agreeable force level in that country.

Let's look first at Syria. It's become commonplace in Washington to say that the presence of our 900 service members in

Syria has outrun our foreign policy. The reality is much more complex than that. The United States entered Syria in 2014 with an international coalition to confront ISIS with our partners, the Syrian Democratic Forces. By mid-2019, we achieved the goal of removing the caliphate as a geographic entity, but remnants of ISIS endured.

Since then, American troops have continued to work with the Syrian Democratic Forces in northeastern Syria to train local defense forces. We have helped the group [manage](#) more than 10,000 surrendered ISIS fighters now in prison and the roughly 50,000 people displaced there.

A withdrawal would come with serious risks. Without U.S. support, the Syrian Democratic Forces could struggle to continue to secure the prisons

holding ISIS fighters and camps where so many displaced Syrians lead tenuous lives. If enough ISIS fighters are freed and the group has the space to rejuvenate itself, it will lead to fresh threats to Iraq and many other nations. President Bashar al-Assad's forces, even if buttressed by Russia and Iran, would find it difficult to suppress ISIS.

Our long-term goal in fighting ISIS in this part of the world has always been to get to a point that local security forces will be able to assume primary responsibility for preventing attacks. We have made some progress in Syria, but much remains to be done. It is not yet time to leave.

Next door in Iraq, we have about 2,500 troops, who have been helping train Iraqi security forces to confront ISIS. We're

farther along with this goal than we are in Syria, but there is still a need for us in Iraq. It is reasonable to assume that our troop presence in Iraq will decrease as negotiations continue with the government and will shift to a more normal security cooperation arrangement that will require fewer U.S. forces. But it would be a mistake to withdraw too quickly, as we did in 2011. We also need to bear in mind that a platform in Iraq is a precondition for maintaining our forces in Syria.

As in Syria, our forces in Iraq have been subject to attacks by paramilitary groups that

answer to Iran. Negotiating our continued presence there is another complex situation. Iraq's leaders are in an uncomfortable place. They know they need allied help to train their security forces; at the same time, they face strong pressure from Iranian-sponsored Shiite groups to remove all foreign military presence in the country. The United States ratchets up that pressure by striking Iranian proxy and Islamic Revolutionary Guards Corps targets in Iraq, as it did this month.

In the end, American troops are in Syria and Iraq to prevent ISIS from being able to attack

our homeland. By leaving, we could give them the time and space to re-establish a caliphate, increasing our risk at home. We may also face the prospect of being forced to return at a very high cost. There would be negative consequences across the region as well: Our rapid withdrawal would be seen as yet another example of American weakness that adversaries would not hesitate to exploit.

Leaving is not a choice that should be made lightly, but staying is not a good choice, either, unless we can end the attacks on our troops. It's still unclear whether we will be able to do

this, and a stream of U.S. casualties will make it increasingly hard to stay. If we want to remain, we must effectively deter, deflect and defeat attacks on U.S. forces by Iranian-backed groups.

We are at an inflection point. Americans have died. Our response must be based not on emotion or a desire for revenge but rather on a clear-eyed determination about what is best for the United States. I believe it is best to stay the course and to defend our homeland abroad rather than at home.



Zhakaw Tari
February 14, 2024

The streets smell like death: Iran's suicide epidemic

ERBIL, Kurdistan Region - A suicide epidemic has swept across the provinces of Iran in recent months, with around 120,000 suicide attempts reported in 2023, prompting a call for action from mental health specialists and civil society actors.

Iran's suicide rate has increased from five to seven per each 100,000 people over the past ten years, according to official statistics from authorities.

A suicide note left by 12-year-old Yasna from Iran's southwestern city of Yasuj sent shockwaves through Iranian social media channels and left her family and loved ones in a state of utter despair. Yasna is survived by her younger sister Yakta. The two had begun living with their uncle's family

after their parents separated a few years back and could not agree on the custody of the children.

"Dear aunt-in-law. I will miss you. I am fed up with life. Yakta, I leave you our phone as a memory. Aunt-in-law, take care of Yakta, I leave her in your care. Goodbye," read the letter from young Yasna, which she gave to one of her friends to hand to her family in case of her death.

Yasna took her own life through an intentional drugs overdose in early January. Hassan Mousavi Chalak, head of Iran's Social Workers Association, said that the young girl's suicide should be investigated, partly blaming the lack of mental health care in Iranian schools for the tragic death.

"Now the main question here is: How many schools have social workers? The answer is that no school has a support unit. In many cases, the social worker can receive signs and identify high-risk people by communicating with the person or family and the environment," Mousavi Chalak told Etemad, a reformist newspaper calling for social freedoms in Iran.

High suicide rates among teens have also been reported in Iran's western Kurdish region (Rojhelat) since the start of the year.

On January 24, 17-year-old Farzaneh Ghaderi from Piranshahr committed suicide by hanging herself in her room. A day later, Hawzhin Mustafahpour, 15, ended her life by jumping from the balcony of

her family's fifth-floor apartment in Mahabad.

Mousavi Chalak decried that Iran's surging suicide rate carries a threatening message "but unfortunately it is not heard." He predicted that at this rate, the country would surpass the global average for suicides committed per portion of the population.

Ilam province has recorded the highest suicide rates in Iran consistently for the past seven years. The country's crumbling economy and lack of job opportunities has been cited as one of the main factors contributing to the suicide epidemic.

"What we witness in Ilam is a terrifying situation which is only seen in movies. Not a day

passes without a wake being held in the province for someone who committed suicide. There is no family here that has not lost a loved one to suicide,” Vahid*, an activist from Ilam, told Rudaw English last month.

Vahid pursued a degree in Sociology at the University of Tehran, in hopes of returning home after his graduation and helping save the youth of his town from the bottoms of despair and melancholy; a dream shattered by his younger brother's unexpected suicide.

“I couldn't even save the person closest to me. My 23-year-old brother committed suicide two years ago, and my dreams were shattered. I am devastated that I could not help my brother and fix his problems, even though no one in our family knows the reason for his suicide to this day.”

The activist accused Iranian authorities of negligence in addressing the woes of the people, especially economic struggles, contributing to the high suicide rates. He claimed that the numbers published by authorities are “fake news” and

that the actual figures are way higher.

“All of the streets here smell like death,” he concluded.

A petrochemical plant in Ilam province has reported six suicide cases among its workers in the past two years. Two workers hanged themselves at the site of the plant after being let go in December, but were rescued following the immediate intervention of their co-workers.

At least four high school students and one recent graduate committed suicide in Ilam prov-

ince's Abdanan city in the last two months of last year, including cousins Baran Ghanbari and Sanaz Ghanbari. Sanaz took her life on the day the family mourned the 40th day since Baran's death.

Around 120,000 suicide attempts were reported across Iran in 2023, according to Hamid Peyravi, deputy head of the Iran suicide prevention community.

**The name is an alias chosen by the subject to protect their anonymity.*



Februray 15,2024

Turkey under pressure to shut down gold mine after landslide

Calls grew in Turkey on Wednesday to shut down a controversial gold mine as hopes dimmed of rescuing nine workers trapped by a massive landslide.

Istanbul, Turkey (AFP) - Calls grew in Turkey on Wednesday to shut down a controversial gold mine as hopes dimmed of rescuing nine workers trapped by a massive landslide that rolled over their open pit.

Turkish state media also reported the arrest of four people, including the pit's field manager, in the opening stages of an investigation into the accident at the site, run by a partly US-owned firm.

Hundreds of rescuers have been searching through a cyanide-laced field in eastern Turkey since Tuesday, when 10 million cubic metres of sludge suddenly crashed down from a gully. Interior Minister Ali Yerlikaya



Protesters gather in front of «Calik Holding», in Istanbul on February 14, 2024, following a substantial landslide affecting a vast area surrounding the gold mine in Ilıc district of Erzincan (Ozan Kose/AFP)

said five of the trapped workers were believed to be in a container, three in a vehicle and another in a separate part of the pit in his truck.

«The rescue operation continues uninterrupted,» he said,

adding that there was no risk of additional landslides in the region.

Environmentalists fear that cyanide and sulphuric acid used in the gold extraction process could spread to the nearby Eu-

phrates River, which runs from Turkey to neighbouring Syria and Iraq.

Turkey's Union of Chambers of Engineers and Architects urged the government to shut down the mine «immediately», saying its past warning about a looming disaster had been ignored.

«All those responsible for the disaster should be held accountable before the judiciary,» it said in a statement.

Independent Mining Labour Union representative Basaran Aksu said cyanide fumes and the soft terrain were hampering the search and rescue work.

«If a heavy construction machine entered the area, it would sink. If it were rescuers, it would

create a chemical suffocation effect,» he told AFP.

«This situation greatly reduces the chances of survival of those trapped and makes it difficult to get them out. It does not seem possible to quickly reach our friends,» he said.

«Seal off mine»

Turkey's environment ministry said it had sealed off a stream running from the pit to the Euphrates as a precaution, adding that no polluting leaks had been detected so far.

But the Ilic Nature and Environment Platform, a local pressure group, said the stream had already mixed with the Euphrates. «Don't seal off (the stream), seal off the mine,» the group said.

The mine is run by private company Anagold, which has been extracting gold in the region since 2010.

Eighty percent of Anagold is owned by the Denver-based SSR Mining, and 20 percent by Turkey's Lidya Mining. Environmental advocates and

local officials sought to shut down the open pit mine after a 2022 cyanide leak caused by a burst pipe.

The plant closed for a few months but then re-opened after its operator paid a fine, prompting an outcry from Turkey's opposition parties.

A Turkish court then fined the company 16.5 million Turkish liras (\$540,000 at the current exchange rate), the maximum according to Turkish media. But no further action was taken against the mine and a local

push to shut it down failed.

Energy Minister Alparslan Bayraktar, who arrived in the region after cutting short an official visit to Egypt where he accompanied President Recep Tayyip Erdogan, said the mine's last inspection had been carried out in August.

«We are investigating what caused the accident. It will take some time,» he said.

SSR Mining's stocks sharply fell on Tuesday on the NASDAQ exchange.



February 15, 2024

We are in close contact with our allies: German Defense Minister

German Defense Minister Boris Pistorius told Kurdistan 24 on Wednesday that they are in close contact with their allies amidst instability in the region.

ERBIL (Kurdistan 24) – German Defense Minister Boris Pistorius on Wednesday told Kurdistan 24's reporter Barzan Hassan that Germany is in close contact with all our allies and partners in the region after increased instability in the Middle East region.

«We are in contact of course with our contingent of troops. And we see the danger which is coming up, but we are reacting in a very level headed and calm manner which is crucial,» he said. «I think we should not exaggerate the danger, and at the same time be aware of what could happen.»

Moreover, Siemtje Möller, Parliamentary State Secretary at the Federal Ministry of De-

fence of Germany in late January told Kurdistan 24 that Germany is «very worried about the situation in the Middle East.»

«We see the risk that it could happen then escalation, which is why we are together with friends and allies we're working and trying to find a solution to the region, and of course we are concerned for our own soldiers but we know that they're well aware how to secure themselves.»

An Iranian ballistic missile attack struck a home in Erbil, in the Kurdistan region of Iraq, on Jan. 15, 2024, killing four civilians and injuring six others.

Moreover, Iranian-backed

groups have carried over 160 drone and missile strikes on US and Coalition installations in Iraq and Syria since the outbreak of the Israel-Hamas conflict in early October.

US Deputy Pentagon Press Secretary Sabrina Singh on Tuesday told reporters that there «have been no attacks since February 4 on our troops in Iraq or Syria.»

German Ambassador to Iraq Christiane Hohmann on Jan. 8 told Kurdistan that «it's the host country's responsibility to [not only] secure the safety of the international troops, but also of everybody who lives and works here.»

«The international Coalition came [at] the behest of the

Iraqi Government, but it is also quite clear that we are here to support the government in actually building up a security system that allows [it] to take over on its own,» Hohmann added.

A member of the Coalition, Germany has given support to Peshmerga forces through weapon supplies, advising and training, and German soldiers are also present in the Kurdistan Region.

In October 2023, the German Parliament extended the country's military mission in Iraq and as a result, up to 500 soldiers will be deployed until Oct. 31, 2024, including German soldiers in the Kurdistan Region.

En Turquie, une campagne anti-LGBT agressive

L'hostilité aux discours progressistes sur le genre et les structures familiales ne cesse de prendre de l'ampleur. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a même qualifié les personnes LGBT de menace pour la société.

Ils sont une petite dizaine, des manifestants, jeunes pour la plupart. Debout, regroupés devant l'Opéra Süreyya, samedi 10 février, à Kadıköy, sur la rive asiatique d'Istanbul, ils ont à peine le temps de déployer une banderole en faveur des droits des LGBT avant d'être arrêtés par les forces de l'ordre. Sept d'entre eux finiront au poste. « *Nous n'abandonnerons pas les villes à vos profits et nos vies trans à votre haine* », proclamait le calicot. Le communiqué de presse qui devait être lu par les organisateurs de ce rassemblement, le Comité de la semaine de la fierté trans, disait « *vouloir ainsi répondre aux attaques nourries et entretenues par le pouvoir politique et ses partenaires ces derniers temps* ».



Des membres de la communauté LGBT lors de la marche des fiertés, un rassemblement interdit par les autorités, à Istanbul, le 25 juin 2023. DILARA SENKAYA / REUTERS

Dans une Turquie où la parole publique ne cesse, depuis des années, de prendre pour cible les communautés LGBT, interdisant les marches des fiertés, bannissant le drapeau arc-en-ciel et poursuivant des associations, la scène pourrait être banale. A ceci près que la rhétorique des autorités semble avoir élargi son champ d'action : la veille, sur sa plate-forme internationale, la télévision d'Etat TRT a commencé à diffuser une série documentaire appelée *True Colours* consacrée au « lobby LGBT ». Les épisodes, déclinés sur une demi-douzaine de thématiques, sont censés, selon la chaîne, « explorer les histoires inédites de ceux qui ont été affectés par la propagation de l'idéologie du genre ». Ils consacrent surtout une nouvelle dimension narrative du pouvoir, construite sur les discours les plus réactionnaires

venus de l'étranger, très largement issus du monde anglo-saxon.

Parmi les personnes interviewées, face caméra, il y a, pêle-mêle, une professeure et militante féministe antitrans, un professeur « annulé » (*cancelled*) de certains réseaux académiques pour avoir condamné la « promotion de la sexualité aux enfants », une haltérophile canadienne suspendue par sa fédération pour avoir critiqué une athlète trans ou encore un enseignant renvoyé après des commentaires sur une adolescente en phase de transition. Le tout avec un sens des images efficace, du rythme et des incrustations à l'écran de mots comme « pédophilie », « suicide », « face cachée » ou « totalitaire », dans une lo-

gorrhée dramaturgique et obscurantiste qu'oseraient à peine les publications les plus radicales.

« Des paroles venues d'ailleurs »

« Cette campagne anti-LGBT est surprenante à plus d'un titre, a souligné Yildiz Tar, de l'association Kaos GL, sur la chaîne d'information en ligne Medyascope. D'abord, on a l'impression qu'il s'agit d'une enquête sur un crime façon spots nord-américains complottistes. Et puis, le plus troublant, c'est que la TRT est plutôt un média très local, alors qu'ici les intervenants sont quasiment tous étrangers. C'est un peu comme s'ils essayaient de légitimer leurs desseins en Turquie avec des paroles venues

d'ailleurs. » Des paroles qui trouvent leurs origines au sein d'une extrême droite mondialisée, elle-même, note-t-il, « très antimusulmane ».

Un coup d'essai de cette veine a eu lieu en septembre 2023, toujours à Istanbul, dans le quartier de Fatih. Quelques milliers de personnes s'étaient rassemblées à l'appel de plusieurs organisations turques de défense de la famille traditionnelle. Uni par leur commune hostilité aux discours progressistes sur le genre et les structures familiales, le public avait assisté à la projection d'une série de vidéos en anglais provenant de médias occidentaux conservateurs.

Comme l'a relevé la plate-forme d'information indépendante Tur-

key Recap, l'auditoire a pu apprécier les propos d'un prêtre assyrien installé en Australie et hurlant : « *Tout le monde sait que nous venons des parents Adam et Eve, et non d'Adam et de Steve !* » Ou encore ceux d'une Américaine expliquant que sa fille « *a été assassinée par l'idéologie du genre* ». Dans un autre clip, Matt Walsh, influenceur d'extrême droite aux Etats-Unis, déclare que « *tout cela fait partie de la plus grande campagne de lavage de cerveau que le monde ait jamais connue* ».

« C'est le monde à l'envers »

Ce rassemblement de Fatih a été organisé par une douzaine d'ONG, allant de la Fondation turque pour la jeunesse (Tügva, au conseil d'administration de laquelle siège le fils du président Recep Tayyip Erdogan), à la Müsiad, une association d'entreprises islamiste progouvernementale. L'Association des femmes républicaines kéma-

listes était également présente, ainsi que l'Association de la jeunesse turque, un groupement de jeunes ultranationalistes, lié à Dogu Perinçek, le leader du parti Vatan. De leur côté, plusieurs élus de la majorité ont salué l'initiative sur les réseaux sociaux. « *C'est le monde à l'envers*, regrette Yildiz Tar. *Tous savent parfaitement que ce sont les LGBT qui ont toujours été maltraités dans ce pays, mais personne ne veut que ce soit eux les victimes.* »

En matière de droits fondamentaux, la Turquie ne criminalise pas l'homosexualité et dispose de lois contre la discrimination. Mais, dans la réalité, le quotidien des personnes LGBT est loin de l'esprit de ces textes. Depuis des années, les attaques sont légion. On se souvient de ce chef de la police d'Istanbul, dans les années 1990, exhibant sa matraque après avoir coursé des militants de la cause gay. Ou encore des persécutions auxquelles la star de la chanson

Bülent Ersoy a dû longtemps faire face.

Galvaniser l'électorat conservateur

Et puis, la situation s'est dégradée. Les témoignages de personnes revendiquant une identité intersexuée et affirmant avoir de plus en plus de difficultés pour trouver un emploi, un logement ou une bonne assurance de santé se sont multipliés. Les universités ont fermé les clubs LGBT et, à partir de 2014, les autorités ont interdit les défilés et les marches des fiertés.

Depuis le début de son ascension à la tête de l'Etat, en 2003, Recep Tayyip Erdogan a accru son pouvoir, tout en promouvant une vision musulmane et conservatrice de plus en plus prononcée de la société. Bien qu'il ait en public clairement affirmé, en 2002, alors qu'il était encore candidat à la députation, que « *les droits des homosexuels devaient être garantis* »,

l'homme fort d'Ankara n'a cessé d'insister, une fois au pouvoir, sur le fait qu'un mariage ne pouvait se faire qu'entre un homme et une femme.

L'alliance en 2016 avec les ultranationalistes du parti de Devlet Bahçeli n'a fait qu'accroître la pression. Les autorités locales sont encouragées à restreindre l'activisme LGBT. Et aux élections, le président et ses alliés usent jusqu'à la corde l'argument du danger que représente la pensée « gay » et « trans » pour galvaniser l'électorat conservateur.

Lors de la dernière présidentielle, Recep Tayyip Erdogan n'a pas hésité à qualifier les personnes LGBT de menace pour la société. Son ministre de l'intérieur de l'époque est même allé plus loin en affirmant que les droits des homosexuels entraîneraient « *le mariage des humains et des animaux* ». Un propos qui ne figure encore dans aucune série ni documentaire.



February 15, 2024

President Barzani heads to Germany to attend Munich Security Conference

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday departed for Germany to attend the annual Munich Security Conference (MSC), during which he will meet with senior officials from several countries regarding security issues, said the Kurdistan Region Presidency in a statement.

The three-day conference will kick off on Friday.

"Throughout the conference, the President will engage in meetings with leaders and senior officials

to address the security situation and the obstacles confronting peace and stability in Iraq, the surrounding region and the world," read the statement from the Kurdistan Region Presidency, adding that said that those discussions will constitute "an opportunity to exchange perspectives with the international community and present the viewpoints of the Kurdistan Region on these issues."

The statement specified that the President "will emphasize the significance of collaborative efforts

in upholding peace and stability in Iraq and the Middle East," emphasizing that he will also engage in dialogues with international leaders to He will engage in dialogues with leaders and officials from different countries to "explore ways of averting further turmoil in the region."

President Barzani arrived in Munich late Thursday, according to Rudaw reporter on the ground. He has attended previous editions of the prestigious conference.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani also attended

the conference last year, where, together with the President, he held a joint meeting with UN Secretary General Antonio Guterres, discussing several key issues.

"The MSC 2024 will once again offer a unique opportunity for high-level debates on the world's most pressing security challenges. Additionally, the MSC, founded in the fall of 1963, will celebrate its 60th anniversary up to and during the next main conference," reads the conference's website.

The New York Times

Eric Schmitt
February 15, 2024

U.S. Conducted Cyberattack Against Iranian Military Ship, an Official Says

The move was part of the Biden administration's retaliation to a drone attack at an outpost in Jordan that killed 3 Americans.

The United States recently carried out a cyberattack against an Iranian military vessel that the Pentagon says was gathering intelligence on merchant ships in the Red Sea and Gulf of Aden and relaying that information to Houthi fighters, a U.S. military official said on Thursday.

The cyberattack happened as part of the Biden administration's retaliation on Feb. 2 to a drone attack last month by Iranian-backed militias in Iraq that killed three American soldiers at a remote outpost in Jordan and injured dozens of others, according to the official, who spoke on condition of anonymity to discuss operational matters.

U.S. analysts had suspected for weeks that the ship, the MV



A banner of portraits of slain Houthi fighters lines a street in Sana, Yemen, on Thursday. Yahya Arhab/EPA, via Shutterstock

Behshad, was operating near the African port of Djibouti, which lies across a strait from Yemen, to spy on nearby ships and pass that information to Iran-backed Houthi rebels. The Houthis, who control northern Yemen, have been firing mis-

siles and drones at vessels in the Red Sea and Gulf of Aden. Iranian officials have denied the allegations. The Houthis have said that their attacks are in solidarity with Palestinians under Israeli attack in Gaza.

The cyberattack was intended to disrupt the Iranian ship's ability to share that information with the Houthis, according to the U.S. military, who did not elaborate on the clandestine mission.

Sabrina Singh, a Pentagon spokeswoman, declined on Thursday to comment on the matter.

The New York Times previously reported that the United States had conducted a cyberattack against Iranian targets as part of the response to avenge the deaths of the three soldiers in Jordan. That response also included retaliatory strikes against Iranian forces and the militias they support in seven sites in Syria and Iraq. NBC News first reported new details about the cyberattack on Thursday.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Hélène Sallon
15 février 2024

La visite du président Erdogan au Caire met fin à une décennie de tensions entre la Turquie et l'Égypte

Les deux chefs d'Etat, longtemps en froid, veulent collaborer davantage sur la question libyenne et accroître les échanges commerciaux entre leurs deux pays.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a été accueilli avec tous les honneurs par son homologue égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, sur le tarmac de l'aéroport du Caire, mercredi 14 février. La rencontre était scrutée de

près au Moyen-Orient, où l'animosité entre les deux hommes a, pendant onze ans, exacerbé les conflits régionaux. Ce rapprochement entre Le Caire et Ankara ouvre la voie à une plus grande coopération entre les deux économies, fragili-

sées par les guerres en Ukraine et aujourd'hui dans la bande de Gaza.

La veille, M. Erdogan s'était rendu aux Emirats arabes unis. Malgré certaines divergences, MM. Erdogan et Sissi veulent

afficher un front uni pour mettre fin à la guerre à Gaza. A la virulence des attaques du président turc contre Israël, qu'il accuse de commettre un « génocide » à Gaza, M. Sissi, tout à son rôle de médiateur du conflit entre l'Etat hébreu et le

Hamas, a préféré mettre l'accent sur un appel commun à un cessez-le-feu immédiat pour relancer les pourparlers de paix israélo-palestiniens. Le président Erdogan a plaidé pour un renforcement de la coopération avec l'Égypte sur le dossier humanitaire et la reconstruction dans la bande de Gaza.

Mais l'enjeu de cette visite était en grande partie ailleurs. Après dix ans de rupture de leurs relations diplomatiques, les deux dirigeants entendaient tourner la page de leur brouille et poser les jalons d'un règlement de leurs différends régionaux. A la suite du coup d'État militaire de 2013 en Égypte, qui a porté au pouvoir le maréchal Sissi, M. Erdogan avait juré qu'il ne parlerait jamais à ce « tyran », « putschiste » et « meurtrier ». M. Erdogan reprochait au nouveau raïs d'avoir renversé son allié islamiste, le président déchu Mohamed Morsi, et lancé une répression sanglante contre les Frères musulmans, proches de son propre parti, le Parti de la justice et du développement (AKP). Les deux pays avaient alors rompu leurs relations diplomatiques.

Détente régionale

Leur animosité personnelle a été amplifiée par la confrontation régionale entre, d'une part, la Turquie et le Qatar, favorables aux soulèvements arabes qui tendaient à porter au pouvoir leurs protégés islamistes, et, d'autre part, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, qui ont pris la tête d'une restauration autoritaire. Cette confrontation a culminé avec le boycott imposé dès 2017 au Qatar par Riyad, Abou Dhabi, Le Caire et Manama. Elle a dessiné entre les deux camps une ligne de fracture sur tous les dossiers régionaux, notamment les conflits en Syrie et en Libye.

Les tensions entre l'Égypte et la Turquie avaient failli tourner à la confrontation militaire lorsque Ankara est intervenu



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (à gauche), et son homologue égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, au Caire, le 14 février 2024. SERVICE DE PRESSE DE LA PRÉSIDENTIE TURQUE VIA REUTERS

en Libye en soutien au gouvernement d'entente nationale contre les forces du général Khalifa Haftar soutenues par l'Égypte. Face à ce qu'il a perçu comme un danger pour l'Égypte, le président Sissi a menacé Ankara, en juin 2020, d'envoyer son armée en Libye. « Ce pic de tension a coïncidé avec le début des échanges entre services de renseignement égyptien et turc », déclare Jalel Harchaoui, politologue rattaché au Royal United Services Institute, à Londres.

Le président Erdogan a tu ses critiques contre M. Sissi afin d'améliorer ses relations avec l'Égypte et les États du Golfe pour sortir de l'isolement diplomatique et attirer les investissements des pétromonarchies. La détente régionale, amorcée avec la levée du boycott du Qatar, en janvier 2021, puis le rapprochement avec les Emirats arabes unis, lancé à l'été 2021, ont été un catalyseur pour Ankara.

La pression économique de la guerre en Ukraine a amené MM. Erdogan et Sissi à envisager de premières ouvertures. En novembre 2022, ils ont échangé leur première poignée de mains durant la Coupe du monde au Qatar. Le

rapprochement entre Ankara et Le Caire s'est accéléré après la réélection de M. Erdogan à la présidence, en mai 2023. Les deux pays ont rétabli leurs relations diplomatiques l'été suivant en échangeant des ambassadeurs. Au sommet du G20 à Delhi, en septembre 2023, ils ont eu leur première entrevue en tête à tête.

Marché à fort potentiel

La question du soutien de la Turquie aux Frères musulmans a été, un temps, un sujet de litige avec l'Égypte. Ankara a concédé l'expulsion de plusieurs de ses membres et la fermeture de chaînes de télévision de la confrérie islamiste, sans aller jusqu'à céder à toutes les demandes du président égyptien. Le véritable dossier de contentieux entre les deux pays reste cependant la Libye, une priorité pour Le Caire. Mercredi, le raïs a déclaré qu'il s'était entendu avec son homologue turc pour renforcer leurs consultations dans l'optique de préparer la tenue d'élections présidentielle et législatives et d'unifier l'appareil militaire du pays.

« Si un gouvernement d'unité nationale doit être formé en Libye, cela ne sera possible

que grâce à une coordination entre la Turquie et l'Égypte », souligne Oytun Orhan, chercheur au Center for Middle Eastern Studies. Le succès des discussions sur le dossier libyen pourrait servir de modèle, a ajouté M. Sissi, au règlement de leurs autres différends au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale.

L'autre dossier majeur du rapprochement turco-égyptien est le renforcement des relations commerciales. L'Égypte est un marché à fort potentiel pour les industriels turcs et un débouché sur l'Afrique. Malgré leur brouille, Ankara est resté le cinquième partenaire commercial du Caire. MM. Erdogan et Sissi ont affiché leur volonté de porter le volume des échanges à 15 milliards de dollars (près de 14 milliards d'euros) dans les prochaines années.

Les projets gaziers en Méditerranée orientale et le secteur de la défense pourraient être les moteurs de ces échanges et partenariats. Début février, le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan, a annoncé que les deux pays avaient passé un accord pour qu'Ankara vende des drones, fleuron de son industrie de défense, au Caire.



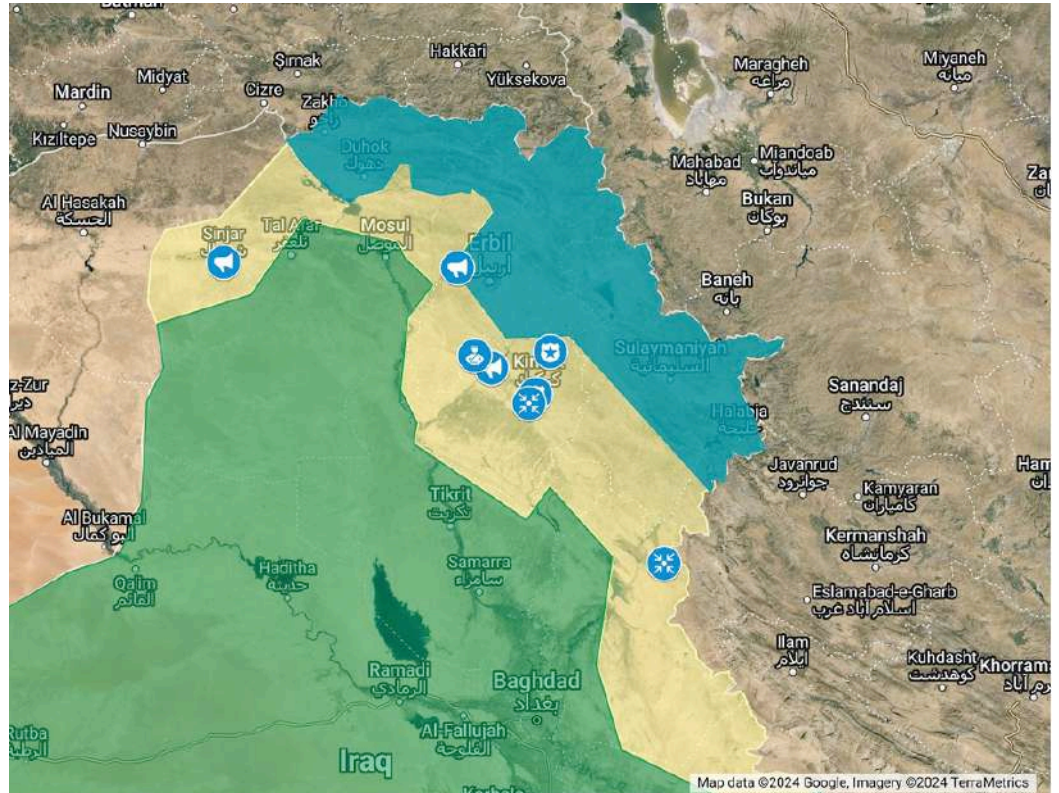
Kirkuk Minute | February 15, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

On February 4, several Kurdish and Turkmen farmers, residents of the Topzawa village, held a [press conference](#), calling on lawmakers to repeal the current bill in the parliament that is calling to demolish the Ba'th regime's laws. While the Kurds are for annulling the laws, the farmers seek a modification on the bill to guarantee that their lands will return to them, and the current bill does not solve the issue. The former regime has contracted hundreds of thousands of Kurdish lands to Arab settlers, mainly from the Haweja district, part of the arabization policy. In a separate incident, on February 12, several [Arab settlers](#) attempted to occupy Kurdish lands near the Sargaran subdistrict. The settlers attacked a Kurdish village with heavy farming equipment. While they failed to do so, currently they are working to divert the water stream toward their villages, according to locals. Sargaran remains under Arabization policy and often issues erupt between Kurds and Arabs. Recently, the ultra-nationalist Turkmen Lawmaker, Arshad al Salihi, admitted that the Iraqi federal government has "legitimized" the Arabization after 2017, who fled to Kirkuk in 2014. Salihi who is a controversial figure, often attacks the Kurds and their rights, has been a big supporter of the Iraqi military's occupation of Kirkuk.

On February 5, the Kirkuk provincial council held its [inaugural meeting](#) in presence of Kurdish members amid the boycott of Arab and Turkmen representatives. The session failed to elect a speaker since the majority requires nine votes out of



the sixteen seats. The Kurds and the Christians encompass are in a coalition with eight seats. The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) met and agreed that the next governor post should be for the Kurds as they form the majority. As the meeting adjourned to an unknown date, the Kurdish members held a press conference and expressed "[respect for the boycott](#)" decision by the other members. In the following days, an unconfirmed report suggested that part of the Arab coalition, mainly the head of the Arab Leadership bloc, Mohammed al Timimi, suggested dividing the governor's post into two terms, two years for each Kurds and Arabs.

After years of planning and pledges by the federal government, the Kirkuk police are set to take over the security file

from the Iraqi military on March 1, which has controlled the province since October 16, 2017, [after removing](#) the Peshmerga forces. Before the process, several Iraqi security forces had visited Kirkuk, including the [chief of staff](#) of the armed forces. However, ISIS (Da'esh) remains a serious threat to the region, including in eastern and northern parts where it used to be free of terrorism before 2017. On February 13, a joint security operation between the Peshmerga forces and the Iraqi military occurred near the Shwan district. The [Peshmerga Affairs](#) Ministry said the operation aimed to "eliminate" Da'esh in the area.

On February 8, an oil pipeline near Kirkuk's belts was damaged by unknown individuals, resulting in a [large fire](#). The pipeline transports oil from the Jabal Bour oil field to the North

Oil Company (NOC). Oil smugglers often pierce oil pipes and take tankers of oil. This coincides with the continuation of the halt of oil exports in Kirkuk [since March 2023](#). On February 2, the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) [released](#) the statistics for oil exports in Kirkuk, in which the gross came at \$29,863,233 from exports to Jordan. The average price for a barrel was \$64.31 for 464,306 barrels of oil.

Khanaqin

Similar to Kirkuk, political parties in Khanaqin have yet to reach an agreement and form the local government, as [two rounds](#) of the Diyala's provincial council meetings failed to elect a speaker. However, the dispute is between the Sunnis and the Iranian-backed winners, as both sides aim to win the governorship. The Kurds in Khanaqin

won a seat, and it's unclear whether they will gain any senior post in the administration of the provincial council.

Shingal (Sinjar)

In an exclusive interview with [Al Arabiyah](#), the wife of the former leader of Da'esh terrorists, Abu Bakr al Baghdadi, admitted that he had ten Yazidi women enslaved. The spouse, Um Hu-

daifa, said she was courted since she "disagreed" with the enslavement method of al Baghdadi, adding that all the leaders of Da'esh had enslaved Yazidi girls. In 2014, the terrorist organization committed genocide against the Yazidis, abducting thousands of girls and women to serve as sexual slaves. While hundreds remain missing, last month, the Syrian Democratic Forces (SDF) freed

a Yazidi woman and two of her children from the Hol camp, which holds families of the terrorists. On a separate note, some Yazidi public figures protested an amendment on the Yazidi Women Survivors law suggested by the Iraqi president, Latif Rashid. President Latif suggested the inclusion of other minorities suffering enslavement by Da'esh terrorists, including Christians. However,

the Yazidis demand a new law for other minorities, fearing that their mixing the Yazidi victims with others will take away the speciality of the Yazidi Genocide. The Shingal region continues to face a lack of security and primary services. On February 5, the Yazidi lawmaker, Vian Dakheel, told [Kurdistan24](#) that the federal government does not prioritize compensation for the Yazidi victims.



avec AFP
17 février 2024

En Iran, une militante contre le voile convoquée pour purger une peine de 4 ans de prison.

Sepideh Rashno, 29 ans, est appelée par les autorités locales à se présenter en prison, afin d'y purger une peine de 3 ans et 11 mois d'emprisonnement, notamment après avoir été accusée d'avoir retiré son voile à bord d'un bus.

Une militante iranienne contre le port obligatoire du voile musulman a été convoquée par la justice pour purger une peine de près de 4 ans de prison, rapporte ce samedi 17 février un média local. Sepideh Rashno, 29 ans, avait été détenue plus d'un mois en juillet 2022 après avoir été impliquée dans une dispute avec une autre femme qui l'accusait d'avoir retiré son voile à bord d'un bus.

Les autorités judiciaires ont annoncé à Sepideh Rashno qu'elle devait se présenter à la prison dans les prochains jours pour purger la peine de trois ans et onze mois d'emprisonnement, selon le quotidien réformateur *Sazandegui*. Depuis la Révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire en Iran pour toutes les femmes qui doivent dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.



Sepideh Rashno. (DR)

«Publication d'images indécentes»

L'avocat de la militante avait annoncé en décembre que la cour d'appel avait confirmé le verdict de sa cliente condamnée à la prison «pour l'incident dans le bus» et pour «publication d'images indécentes» sur Internet. Après l'incident, Sepideh Rashno a publié des photos d'elle sans voile sur Instagram, ainsi que des textes contre le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Ces derniers mois, de plus en plus de femmes sont apparues sans voile dans les lieux publics, notamment après le mouvement de contestation déclenché par la mort en détention en septembre 2022 de Mahsa Amini, arrêtée pour infraction au strict code vestimentaire.

Sa mort a entraîné des manifestations contre les dirigeants politiques et religieux iraniens, la jeune femme devenant le symbole de la lutte contre l'obligation du port du voile.

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres de forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtés, au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre avant de refluer. Neuf hommes ont été exécutés pour leur implication dans ce mouvement que les autorités ont qualifié d'«émeutes» fomentées par les pays occidentaux.

Diplomatie des otages : l'Iran fait pression sur la Suède

Au moins deux ressortissants suédois sont détenus à la prison d'Evin, à Téhéran, accusés d'espionnage pour le compte d'Israël. Leur libération semble conditionnée au retour en Iran de l'ex-procureur adjoint Hamid Nouri, condamné à la perpétuité par la justice suédoise.

Elle porte un « J », pour Johan, autour du cou. Lui consigne leur quotidien dans un journal qu'il compte offrir à son fils, quand il rentrera. Depuis bientôt deux ans, Kerstin et Matts Floderus luttent pour ne pas se laisser englober par « l'enfer » qui a envahi leur vie. Le 17 avril 2022, leur fils, Johan, fonctionnaire européen alors âgé de 31 ans, a été arrêté à l'aéroport de Téhéran, alors qu'il venait de passer des vacances en Iran avec des amis. Accusé d'espionnage au profit d'Israël, il vient d'être jugé lors d'une parodie de procès au terme duquel le procureur a réclamé la peine de mort, le 28 janvier.

Comme lui, une trentaine d'Occidentaux – dont quatre ressortissants français – sont détenus à la tristement célèbre prison d'Evin. La plupart sont des victimes de la « diplomatie des otages », pratiquée par Téhéran, qui espère obtenir des contreparties en échange de leur libération. Parmi eux figure au moins un autre Suédois : l'universitaire Ahmadreza Djalali, 52 ans. Détenteur de la double nationalité, il a été arrêté en 2016 et vit sous la menace d'une exécution, depuis sa condamnation à la peine capitale, pour espionnage, en 2017.

Son sort, comme celui de Johan Floderus, semble aujourd'hui lié à celui d'Hamid Nouri. En novembre 2019, cet ancien procureur adjoint de la République islamique d'Iran a été arrêté à l'aéroport d'Ar-

landa, à Stockholm, par la police suédoise. Accusé d'avoir participé à la vague d'exécutions de prisonniers politiques en 1988, au cours de laquelle jusqu'à 5 000 opposants avaient été tués, il a été condamné à la prison à perpétuité, par le tribunal de Stockholm, le 14 juillet 2022. Une peine confirmée en appel, le 19 décembre 2023.

Si aucune demande officielle d'échange n'a été présentée, les signaux envoyés par Téhéran semblent explicites. Comme le fait que Johan Floderus ait été arrêté deux semaines seulement avant le réquisitoire du procureur suédois, qui a réclamé la prison à perpétuité contre Hamid Nouri, le 2 mai 2022. Ou bien que le procès du jeune homme, à Téhéran, ait commencé le 10 décembre 2023, juste avant que la cour d'appel de Stockholm rende son verdict. Ou encore qu'Ahmadreza Djalali soit informé quelques jours plus tard qu'il serait bientôt exécuté.

Détresse de la famille

Rencontrés à Lund, dans le sud de la Suède, début février, Kerstin et Matts Floderus ne souhaitent pas se prononcer sur un éventuel échange de prisonniers. « Nous demandons juste à l'Etat suédois d'utiliser tous les outils à sa disposition », précise Kerstin, enseignante à la retraite, qui dit sa détresse face à une situation sur laquelle elle et son mari n'ont aucune prise, si ce n'est espérer que la mobilisa-

tion au niveau européen permettra d'aboutir à la libération de leur fils.

Avant son voyage d'avril 2022, Johan Floderus s'était déjà rendu en Iran « sept ou huit fois, pour le travail et des vacances », confie son père. Après des études en Suède et en Angleterre, il a été embauché à la direction générale de la coopération internationale et du développement, à la Commission européenne. Dans ce cadre, il a fait plusieurs séjours en Iran, pour signer des partenariats avec des ONG. Il a aussi appris le farsi, pendant un semestre, à Téhéran.

Ses parents ne s'alarment donc pas quand il leur annonce qu'il va y passer une semaine, au printemps 2022. Il doit y retrouver trois amis, dont deux viennent de Stockholm et l'un est en poste à l'ambassade de Suède à Téhéran. « A l'époque, il n'y avait aucune recommandation qui déconseillait de s'y rendre », souligne Kerstin Floderus. Elle s'inquiète davantage des risques qu'il encourt dans le cadre de son nouvel emploi. Juste avant de partir à Téhéran, il a été nommé à la délégation de l'Union européenne en Afghanistan, après avoir travaillé deux ans comme conseiller auprès de la commissaire européenne Ylva Johansson.

Le 17 avril, ce sont ses amis qui préviennent une des sœurs de Johan qu'il n'a pas atterri à Vienne, où il devait faire escale

avant de rentrer à Bruxelles. Les parents appellent le ministre des affaires étrangères à Stockholm. « J'ai eu le sentiment qu'ils savaient déjà qu'il avait été arrêté », explique Kerstin. Pendant un an et demi, le couple va garder le silence sur la captivité de Johan, espérant qu'il sera vite remis en liberté. Aujourd'hui, ils se demandent s'ils n'auraient pas dû faire plus de bruit, plus tôt.

Isolement et torture psychologique

Les dix premiers mois de sa détention, leur fils est maintenu à l'isolement et soumis à de la torture psychologique. Dans sa cellule de quelques mètres carrés, la lumière est allumée en permanence. Il subit de fréquents interrogatoires. En théorie, il a le droit d'appeler ses parents une fois par semaine, dix minutes. Mais les communications sont irrégulières. Il fait plusieurs grèves de la faim pour protester, avant d'y renoncer quand ses gardiens menacent de lui interdire le téléphone. « Je ne sais pas combien de temps on peut tenir dans de pareilles conditions », souffle sa mère.

Assise dans un café à Stockholm, Vida Mehrannia, chimiste, mère d'une fille de 21 ans et d'un garçon de 11 ans, comprend la douleur de cette autre mère. En avril 2016, son mari, Ahmadreza Djalali, spécialiste de la médecine de catastrophe, auprès de l'Institut Karolinska à Stockholm, s'est rendu à Téhéran pour un sé-

minaire, quand il a disparu. Pendant plusieurs jours, Vida est restée sans nouvelles, jusqu'à ce que sa belle-famille apprenne qu'il a été arrêté.

Elle a d'abord cru qu'il s'agissait d'une erreur, avant de découvrir qu'il était soupçonné d'espionnage pour le compte d'Israël. En réalité, dit-elle, les services de renseignement iraniens ont tenté de le recruter, mais il a refusé. Pendant deux ans, Vida n'a aucun contact avec lui. Les visites consulaires lui sont refusées : Téhéran ne reconnaît pas sa double nationalité.

Selon Amnesty International, la détention du médecin, qualifiée d'« arbitraire » par l'ONG, s'est muée en « prise d'otage », en novembre 2020, quand

s'ouvre à Anvers le procès du diplomate iranien Assadollah Assadi, accusé d'avoir préparé un attentat à la bombe déjoué en France en 2018. Au moment de son arrestation, Ahmadreza Djalali enseignait à l'Université libre flamande de Bruxelles. Trois jours avant le procès d'Assadollah Assadi, il est placé à l'isolement et informé qu'il va être exécuté. Finalement, après une mobilisation internationale, menée notamment par ses collègues en Belgique et en Italie - où il a fait son postdoctorat-, sa mise à mort est reportée.

« Détenu arbitrairement »

A Stockholm, Vida Mehrannia s'inquiète de l'état de santé de son époux, très amaigri. Elle reproche aux autorités sué-

doises de ne pas en faire assez et craint qu'Ahmadreza Djalali « soit considéré comme un citoyen de seconde zone, parce qu'il a la double nationalité ». Son espoir réside désormais dans un échange de prisonniers, comme celui organisé par la Belgique, qui a débouché au printemps 2023 sur la libération du travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele ainsi que d'un Danois et de deux ressortissants irano-autrichiens contre celle d'Assadollah Assadi.

Stockholm, pour le moment, se refuse à évoquer publiquement un tel scénario, d'autant qu'Hamid Nouri a fait appel de sa condamnation devant la haute cour de justice suédoise, qui n'a pas encore rendu sa déci-

sion. Contacté par *Le Monde*, le ministère des affaires étrangères fait savoir que le ministre, Tobias Billström, s'est entretenu avec son homologue iranien, le 7 février, et qu'il a exigé la libération de Johan Floderus, « détenu arbitrairement », et celle de M. Djalali, « pour des raisons humanitaires ».

Professeur émérite de droit international à l'Université de Stockholm, Said Mahmoudi ne voit qu'une issue : « C'est peut-être contre les normes, contre la morale, contre l'éthique et tout ce que défend la Suède, mais je pense qu'un échange finira par avoir lieu, d'autant plus que d'autres pays l'ont déjà fait avant. »



February 19, 2024

DEM Party MPs to speak Kurdish in Turkey's parliament

The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) on Sunday launched a four-day initiative to promote learning the Kurdish language, with the activity including its MPs speaking in Kurdish in the Turkish parliament.

While the Kurdish language is no longer banned in Turkey, the parliament does not provide translation if lawmakers choose to speak it.

Sinan Ciftiyurek, DEM Party MP for Van province, published a video on social media where he appears to stand next to the Kurdistan flag.

"Colonizers, the occupying country of Turkey, started with the Kurdish language," Ciftiyurek said. "For them to succeed in the eradication of the Kurdish people, they have to start with the eradication of Kurdish language."

He also condemned Turkey for attempting to assimilate its Kurdish population for the past 100 years - an attempt he called unsuccessful.

"We cannot live without our language," he stressed. Several DEM Party MPs have also decided to wear traditional Kurdish clothing in the parliament.

In December, DEM Party MP Beritan Gunes of Mardin province spoke in Kurdish and provided Turkish subtitles printed on papers she had brought to the parliament podium.

"Our language is our identity, our language is our history, our language is our culture, our language is our honor, we will always protect our honor," she said at the time. On Sunday, the party said that the campaign includes public marches, concerts, and lectures on the Kurdish language to commemorate

the International Mother Language Day, held annually on February 21.

The party's promotional video in Kurmanci and Zazaki - two dialects of the Kurdish language - said they plan to "turn every corner into a university for the Kurdish language."

"We call for recognizing Kurdish as an official language, and also for it to become the language of education," the video said.

The party's members also plan to write in Kurdish on social media, and to play Kurdish songs on the streets.

Children in Turkey study in Turkish across the country while the Kurdish language is limited to an elective subject.

The hashtag for the campaign on social media is #ZimanJiyane - Kurdish for "language is life."

Several people who joined the campaign speak in Kurdish and many have used a Kurdish song about the language in the background. The song, called "Zimane Kurdi" or Kurdish language, is by Aram Tigran.

"Everywhere and every time we speak Kurdish, read in Kurdish, write in Kurdish, and live in Kurdish," the party's promotional video said.

"Now is the time of the Kurdish language. Stand up for the Kurdish language," it added.

Over the weekend, a Kurdish play was banned in Istanbul. The organizers said they were not given a reason for the ban, instead blaming authorities for not allowing the play in Kurdish.

The New York Times

Farnaz Fassihi
February 19, 2024

U.S. Strike Killed Afghans Recruited to Fight for Iran

Refugees who joined the largely overlooked Fatemiyoun Brigade to battle for Shiite Islam and escape crushing poverty had become a force in Tehran's proxy wars.

It was a memorial for the "martyrs" killed when the U.S. struck military bases in Syria, according to Iranian state television.

A small crowd sat in rows of folding chairs, men in the front and women in the back, at the main cemetery in Tehran, the Iranian capital, earlier this month. Children milled around and a young man passed a box of sweets. A man recited prayers through a microphone.

But the 12 fallen men weren't Iranians. They were Afghans, according to other soldiers and local media reports, part of the Fatemiyoun Brigade, a largely overlooked force that dates to the height of the Syrian civil war a decade ago. To help President Bashar al-Assad of Syria beat back rebel forces and Islamic State terrorists, [Iran at the time began recruiting thousands of Afghan refugees](#) to fight, offering \$500 a month, schooling for their children, and Iranian residency.

The brigade [is still believed to be about 20,000 strong](#), drawn from Afghan refugees living mostly in Iran, and it serves under the command of the Quds Force, the overseas arm of Iran's Revolutionary Guards.

Iranian media affiliated with the Guards and social media platforms dedicated to the Fatemiyoun published the names and photographs of the slain Afghans and said they were killed in U.S. strikes in Iraq and Syria. The U.S. strikes were conducted in retaliation for a

January drone attack on a military base in Jordan that killed three American soldiers. The U.S. had blamed an Iran-backed militia based in Iraq for the attack.

Publicly, Iranian officials denied that any military personnel linked to Iran were among the casualties. Iran's ambassador to the United Nations, Amir Saeid Iravani, [told the U.N. Security Council days after the U.S. strikes](#) that Iran had no connection to the bases attacked in Iraq and Syria. He accused the U.S. of falsely blaming Iran and said only civilians had been killed.

The Guards did not issue a statement acknowledging the deaths of the Afghans under their command as they typically do when Iranian forces are killed, nor did any official threaten to avenge the deaths.

The story of the Afghan casualties, however, emerged from at least four cities across Iran — Tehran, Shiraz, Qum and Mashhad — where the bodies of the Afghans were quietly repatriated to their families, according to photos and videos on Iranian media.

At the funeral processions, the coffins of the Afghans were draped in green cloth but bore the flag of no nation. In the cities of Mashhad, Qum and Shiraz, they were carried to religious shrines for blessings.

Some mourners carried the yellow flag of the Fatemiyoun Brigade with its emblem. Local officials, clerics and a repre-

sentative from the Revolutionary Guards and members of the Afghan refugee community attended some of the funerals, according to photos and videos. Two little girls wearing matching pink jackets, their hair in ponytails, wailed at their father's coffin at another funeral on the outskirts of Tehran.

"There is growing anxiety among Afghans that they are getting killed and Iran is not protecting them and disowning their martyrs to protect its own interests," said Hossein Ehsani, an expert on militants and terrorism movements in the Middle East who is Afghan and grew up as a refugee in Iran. "They feel they are used as cannon fodder."

Iran's mission to the U.N. did not respond to a question about whether Mr. Iravani, the U.N. ambassador, was aware of the Fatemiyoun casualties when he spoke to the Security Council.

Afghans, including fighters for the Quds Force, expressed anger and frustration at Iran's handling of these deaths, posting near-daily messages on a social media channel dedicated to Fatemiyoun voices. Some members questioned the silence of the Quds Force, calling it discrimination.

Among the men killed were two senior commanders who were close allies of the slain former Quds Force commander, Maj. Gen. Qassim Suleimani, according to Iranian media reports and photographs of them

together in the Syrian battlefield. They were identified as Seyed Ali Hosseini and Seyed Hamzeh Alavi.

Mr. Suleimani was assassinated [by the U.S.](#) in 2020 in Iraq.

Members of the Hazara Shiite community observing the Ashura holiday in Kabul in 2022. Most of the Afghans who fled to Iran were part of the Hazara minority. Kiana Hayeri for The New York Times

Most of the Afghans who fled to Iran over the years were Hazaras, one of the largest [ethnic groups in their country who share the Shiite Muslim faith with most Iranians](#).

At home in Afghanistan, the Hazaras were among the natural allies of American forces because they shared common enemies in the Taliban and in Al Qaeda. But in the convoluted landscape of the Middle East today, they are now aligned with Iran and seeking to chase American forces out of the region.

In Syria, the Fatemiyoun force was often the first line of defense in the battle against ISIS and was widely credited for helping take back several Syrian cities. The government newspaper Iran said last week that at least 3,000 members of the force were killed in Syria over the years. The United States designated the Fatemiyoun as a terrorist organization in 2019.

A former member of the Fate-

miyoun Brigade, an Afghan who was born and raised in Iran and was deployed to Syria three times, said he was drawn to the force because it provided an opportunity to escape crushing poverty and unemployment in Iran and gain legal status.

Asking that his name not be published for fear of retribution, he said many fighters also joined out of a desire to protect Shiite Islam and defeat a Sunni extremist force similar to the ones that had persecuted Hazaras in Afghanistan.

Another Afghan refugee, Mohamad, a 31-year-old Hazara Shiite and a former military officer in Afghanistan who fled to Iran when the Taliban retook the country, said in a telephone interview that he had a master's degree but works in construction. Afghans also must worry about a growing crackdowns on undocumented migrants and threats of deportation, he said.

"One of my Afghan friends who is from my hometown told me he wants to join the Fatemiyoun out of pure financial desperation and fear of being sent back to Afghanistan," said Mohamad, who asked that his last name not be used for fear of retaliation. "We are stuck, with no way forward and no way back."

Analysts say that there is no evidence that Fatemiyoun forces were directly involved in attacks against American bases in Iraq and Syria, which the Pentagon says have been targeted more than 160 times by Iran-backed proxies since the start of the Israel-Hamas war in October. But the Fate-



Family members at the graves in Tehran of fighters from the Fatemiyoun Brigade. The New York Times

miyoun Brigade plays a significant role in helping Iran coordinate logistics on the ground for the network of militias it supports, funds and arms across the region.

The Fatemiyoun forces oversee bases that serve as key stops along the supply chain of weapons, including drones, missile parts and technology, that makes its way from Iran to Iraq and then Syria and to Hezbollah in Lebanon, according to analysts and a military strategist affiliated with the Guards, who asked not to be identified because he was not authorized to speak publicly.

"When the wider Syrian conflict froze several years ago, there was an expectation that Fatemiyoun would go home, disband and demobilize," said Charles Lister the director of the Syria and Countering Terrorism and Extremism pro-

grams at the Middle East Institute in Washington. "But they have kind of melted into the wider regional network and have found a role to play — holding ground, coordinating logistics and wider coordination on the ground."

American fighter jets destroyed the base where the Fatemiyoun were killed in Deir al-Zour, in eastern Syria, leaving a pile of rubble, mangled bricks and debris, according to a photograph published on the website Saber News, affiliated with Iran's proxy militias.

Maj. Gen. Patrick Ryder, a Pentagon spokesman, declined to comment specifically about the U.S. strikes killing Afghan fighters for Iran. But he said the strikes were conducted to hold the Guard and their proxies accountable and that "initial indications are that

over 40 militants associated with Iranian proxy groups were killed or injured."

Iranian commanders and key personnel were [evacuated from the bases in anticipation of the American strikes](#) as the Biden administration signaled for nearly a week that attacks were pending. But Afghans remained at the base, one Iranian official affiliated with the Guards said, adding that military bases couldn't be abandoned.

At the funeral for five of the Afghans, including the two senior commanders, Hojatolislam Alireza Panahian, a prominent conservative cleric, told the mourners that the enemy was "dumb" to kill vulnerable Afghans.

"They are martyrs without borders, and jihadists for Islam and the resistance front."



February 19, 2024

Senior Pentagon Official Meets Kurdish President at Munich Security Conference

In their meeting, they also discussed continued «security cooperation between the U.S. and Iraq within the framework of the Strategic Agreement» between the two countries.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) –The President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, met with the U.S. Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, Celeste Wallander, on the sidelines of the Munich Security Conference on Sunday, the last day of the prestigious meeting of world leaders.

They “agreed on the significance for the wider region of peace, security, and political stability in Iraq and the Kurdistan Region,” according to a read-out of the meeting from the office of the Kurdish President.

“They also highlighted the potential risk of the escalation of the Gaza war engulfing the region,” the read-out continued, “underscoring the importance” of Iraq not becoming entangled “in external issues and prioritizing the fight against terrorism and the ISIS threat.”

Barzani has represented the Kurdistan Region at the annual Munich Conference for many years, and he [also met](#) with Wallander last year.

Wallander, for her part, visited Erbil in Sept. 2022, when she renewed a Memorandum of Understanding between the U.S. and the Kurdistan Region, pledging continued U.S. support for the Peshmerga.

Earlier this month, Fawzi Hariri,



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani (right), during his meeting with the U.S. Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs, Celeste Wallander, Feb. 18, 2024. (Photo: Kurdistan Region Presidency)

Chief of Staff of the presidency’s office, led a delegation to Washington. Among the U.S. officials they met were Wallander, as well as Amos Hochstein, Senior Advisor to President Joe Biden for Energy and Investment.

Barzani met with Hochstein on Saturday, and it is now apparent that one purpose of the meetings in Washington was to prepare for the subsequent meetings in Munich, including Barzani’s meeting with Wallander, as well as Hochstein.

In Sunday’s meeting between Wallander and Barzani, “the discussion touched upon the negative repercussions of targeting and attacking Coalition forces in Iraq and the Kurdistan Region,” the read-out from the

presidency’s office explained. “It was mutually agreed upon that actions jeopardizing the security, stability and sovereignty of the country must be prevented.”

Since Feb. 4, following two significant U.S. retaliatory strikes, there have been no further attacks by Iranian-backed militias on U.S. forces in Iraq or Syria, as Pentagon Press Secretary Maj. Gen. Pat Ryder told journalists on Thursday (although attacks by the Iranian-backed Houthis on shipping in the Red Sea continue.)

But as the discussion between Wallander and Barzani suggested, both the U.S. and Kurdish government remain concerned that such attacks could resume.

“The President and the Assistant Secretary of Defense also deliberated on the security cooperation between the U.S. and Iraq within the framework of the Strategic Agreement between their nations,” the read-out from Barzani’s office concluded.

As the most senior U.S. officials, starting with President Biden, himself, have repeatedly stated, U.S. forces are not leaving Iraq. Rather, Washington has begun discussions with Baghdad in the context of the U.S.-Iraq Higher Military Commission to transition from a military presence, based on fighting ISIS within an international coalition, to a military presence based on a bilateral accord with the Iraqi government.



Kurdistan's Weekly Brief | February 20, 2024

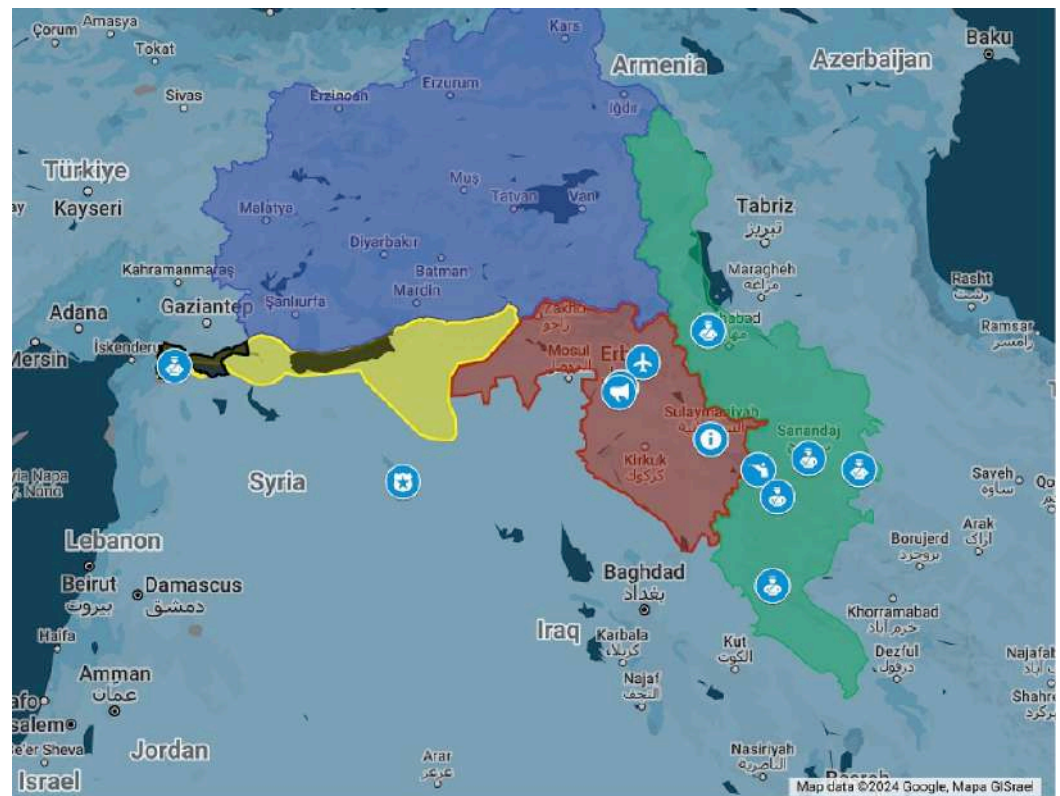
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Iranian authorities arrested dozens of civilians in the Kurdish region (Rojhelat), including ten [Kurdish teens](#) in Jwanro, for celebrating the Iranian soccer team's loss in the Asian Cup. Public celebrations of national team defeats have been a common form of protest, especially when the U.S. team defeated [Iran in the World Cup](#). According to the Hengaw Organization for Human Rights, additional detainees include [an artist](#) and two activists in [Senna](#), two activists in [Kamyaran](#), and six individuals in [Marivan](#), [Kamyaran](#), [Dewalan](#), [Qorveh](#), and [Jwanro](#), who are accused of anti-government social media posts or activism. In [North Khorasan](#) province, the regime arrested four producers of a Kurdish song titled "[Homeland](#)." Simultaneously, the Islamic Revolutionary Court sentenced three Kurds in [Saqqez](#) to lengthy prison terms ranging from two to three and a half years for commemorating the death of the Kurdish woman [Zhina Amini](#). The same court in [Naquadah](#) and [Ilam](#) sentenced two Kurds to a year in prison for their membership in an opposition party and protesting against death sentences. Lastly, Iranian border guards wounded seven Kurdish border porters ([kolbar](#)) near [Nowsud](#) and [Baneh](#) last week amid an intensified crackdown on the borders.

Iraq

The Association of Petroleum Industry in the Kurdistan Region ([APIKUR](#)) has reiterated its appeal to U.S. officials and Congress to exert pressure on Baghdad to lift the suspension



of oil exports from Kurdistan. In a recent statement, APIKUR highlighted the significant impact of the halt on international oil markets, estimating a loss of \$10 billion for investors. The association urged for a reconsideration of future assistance to Iraq, linking it to the government's interference in preventing American companies from realizing their investments in the country. Despite assurances from Iraqi officials regarding the resumption of oil exports, no concrete progress has been achieved, resulting in a substantial financial setback of over ten billion dollars for both Iraq and the Kurdistan region. Simultaneously, the federal government has withheld Kurdistan's budget share for the first three months of 2023, even though employee salaries for January have been disbursed. At the Munich Security Conference (MSC), Kurdistan

Region's President, [Nichervan Barzani](#), held talks with Iraqi Prime Minister [Mohammed Shia al Sudani](#). [The spokesperson](#) for the Kurdistan presidency reported "relative progress" in the discussions between Baghdad and Erbil following the meeting. In another development, the Iraqi parliament is set to [amend the budget](#) law next month amid the Kurdish push to fix their share in the new process. Meanwhile, Iraq's Supreme Court has postponed a verdict for the eleventh time on an appeal regarding Kurdistan's election laws filed by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The election, scheduled for 2024, is yet to be given a date due to the ongoing legal case. However, a positive development emerged on Tuesday as a delegation from the Independent High Electoral Commission (IHEC) met with

the KRG team at [the presidency](#) in the presence of the United Nations Mission to Iraq (UNAMI).

Following the U.S. retaliation against Iranian-backed militias in Iraq and Syria, drone attacks have come to a halt. [Sabrina Sigh](#), the Deputy spokesperson of the Defense Department, stated, "There has been no attack since February 4 in Iraq and Syria."

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) thwarted an attack by militias supported by the Assad regime in the [Deir Ez Zor](#) province. The [SDF reported](#) that a group of militants, backed by Assad's security forces, attempted to infiltrate three towns: [Diban](#), [Shafa](#), and [Kashma](#). This incident follows the recent [killing of four](#)

SDF members by militias supported by Assad. Last week, the House of Representatives passed the Assad Regime Anti-Normalization Act with a significant majority of votes. The bill is awaiting approval in the Senate before being sent to the president for signature. Once enacted, the bill will prevent the normalization of U.S. relations with the Assad regime and extend the sanctions imposed on the regime until 2032.

According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), Turkish forces were responsible for the death of two Syrians, including a

child, along the Syrian-Turkey borders in 2024. Additionally, three Syrians were wounded, with reports indicating that a child among them was “beaten and tortured by Turkish border guards.” In occupied Afrin, Turkish-backed forces arrested a civilian Kurd and imposed new taxes on Syrians deported from Turkey. Furthermore, Turkish-backed factions continue to engage in the abduction of civilians, demanding ransom for their release, with two such cases reported last week.

Turkey

The Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM Party) has unveiled additional candi-

dates for the upcoming local elections on March 31 across Turkey. In a rally held in Ankara, the party presented its election manifesto, pledging to advocate for “political, administrative, and financial autonomy in local governments.” Concomitantly, thousands of Kurds throughout Europe, with dozens in the U.S., gathered in support of the imprisoned Kurdish leader, Abdullah Ocalan. They called for an end to the isolation imposed on Ocalan by the Turkish government. Ocalan has been held in isolation on a Turkish island since 1999, with limited access to his defense team or family members. Falih Al-Fayyadh, the head of the Iranian-backed Popular

Mobilization Units (PMU), arrived in Ankara and engaged in a meeting with Turkey’s Minister of Foreign Affairs, Hakan Fidan. The statement released by the Turkish government did not provide details about the meeting. Fidan had previously visited Baghdad in 2023 and maintained frequent communication with Sunni and Turkmen politicians, reflecting Turkey’s involvement in Iraq’s internal affairs. Notably, the U.S. has imposed sanctions on the Iraqi politician Al-Fayyadh since 2021 for charges related to human rights abuses.



February 20, 2024

SDF kills two Turkish-backed militants in Manbij: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - At least two Turkish-backed militants were killed during clashes with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) near the northern Syrian city of Manbij on Monday, a war monitor reported.

“Two members of the pro-Turkey factions were killed and others were injured after violent clashes broke out with the forces of the Manbij Military Council ... near al-Sayadah village in western Manbij countryside,” said the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a Britain-based war monitor.

The Manbij Military Council is a local Kurdish-led force affiliated with the SDF in Arab-majority



Fighters of the SDF’s Manbij Military Council in northern Syria. Photo: SOHR

Manbij. Security in Kurdish-controlled areas in north and northeast Syria is managed through military councils led by locals to maintain the delicate balance of the region and prevent Arab discontent.

The clashes come amid an increased surge of violence near

Manbij between Kurdish-led forces and Turkish-backed militants, according to SOHR

Turkey has long viewed strategic Manbij, located at a crossroads connecting Aleppo, Raqqqa, and the Kurdish-administered northeast, as a key

zone to launch its next military operation in northern Syria to seize from Kurdish forces.

In 2022, Turkish President Recep Tayyip Erdogan labeled the city and Tal Rifaat as Ankara’s next targets in order to complete its long-desired 30-kilometer “safe zone” along the southern border.

Turkey accuses the Kurdish forces of the People’s Protection Units (YPG), the backbone of the SDF, of being the Syrian front for the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Ankara has carried out three military operations against Kurdish forces in northern Syria since 2016, invading key towns near the border such as Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain), and Gire Spi (Tal Abyad).

The New York Times

February 21, 2024
Benjamin Weiser and Adam Goldman

Man Extradited to U.S. in Suspected Iranian Plot to Kill Activist

The man, a citizen of Georgia, and three others were charged with planning to assassinate Masih Alinejad, an Iranian American human rights activist in Brooklyn and a critic of Iran.

A man charged with participating in a plot hatched in Iran to assassinate Masih Alinejad, an Iranian American human rights activist and a sharp critic of Iran's repression of women, has been extradited to the United States, American authorities said on Wednesday.

The man, Polad Omarov, 39, was turned over to representatives of the U.S. government at Vaclav Havel Airport in Prague on Wednesday morning, Reuters reported, citing a statement from the Czech Justice Ministry. He was arrested in the Czech Republic in January 2023.

A federal indictment unsealed in New York last year said Mr. Omarov and three co-conspirators were part of an Eastern European criminal organization known by its members as Thieves-in-Law, which has ties to Iran and in 2022 was given the assignment to kill Ms. Alinejad, a journalist in Brooklyn.

Federal prosecutors in Manhattan have said that Mr. Omarov, a citizen of Georgia, held a leadership role in the organization and resided in Eastern Europe.

"This matter is going to be over today, brother," Mr. Omarov said in a message to one of his co-conspirators in July 2022, shortly before another plotter, Khalid Mehdiyev, an Azerbaijani man living in Yonkers, N.Y., was found with a loaded AK-47-style assault rifle outside Ms. Alinejad's house, the in



Masih Alinejad, an Iranian American writer, said she looked forward to testifying at the trial of the men accused of plotting to kill her. Gian Ehrenzeller/EPA, via Shutterstock

dictment charged. "I told them to make a birthday present for me," Mr. Omarov wrote.

At the time, Mr. Mehdiyev, at the direction of Mr. Omarov and another man, Rafat Amirov, "was preparing imminently to execute the attack" on Ms. Alinejad, the indictment said.

Ms. Alinejad, in a message posted on X on Wednesday morning, thanked U.S. law enforcement agencies "for their vigilance."

"I'm joyful first for having been given a second life and I rejoice in the humiliation of Islamic Republic," Ms. Alinejad wrote, adding, "My adopted country has once again saved me from the

murderous regime of my birth country Iran."

Mr. Omarov, Mr. Amirov and Mr. Mehdiyev now all face trial in Federal District Court in Manhattan. Mr. Amirov and Mr. Mehdiyev have pleaded not guilty. A fourth man, Zialat Mamedov, has also been charged in the alleged plot; prosecutors said last May that he was in the custody of the Czech Republic.

"I look forward to testifying at their trial," Ms. Alinejad wrote.

Mr. Omarov, who arrived in New York Wednesday morning, entered a not guilty plea at his arraignment before a federal magistrate judge, Sarah L.

Cave. He was ordered detained, and his next court appearance is March 12.

"At that point, we are likely to have more substantive arguments relating to the case," his attorney, Xavier Donaldson, said after the arraignment.

The director of the F.B.I., Christopher A. Wray, met Czech officials in Prague on Wednesday.

"With today's extradition of Omarov, we have taken a significant step forward to hold Iranian actors accountable for their brazen plot to assassinate a U.S. citizen on American soil," Mr. Wray said in a statement, thanking Czech officials.

The extradition of Mr. Omarov comes nearly three years after the F.B.I. and prosecutors in the Southern District of New York said they had taken down a plot to kidnap Ms. Alinejad and bring her to Iran for likely execution.

U.S. authorities announced charges against four Iranians in the alleged kidnapping plot, including one man described as an intelligence official and others described as intelligence assets; they remain fugitives, the government has said.

Damian Williams, the U.S. attorney for the Southern District of New York, said the alleged plots “are indicative of Iran’s policies of aggressive suppression and violence against anyone who speaks against them.”

“Today’s extradition makes clear

our unwavering resolve to charge and bring to justice any individuals attempting to stifle free speech in the U.S., especially at the behest of a malign foreign regime,” Mr. Williams added.



Laurie Mylroie
February 22, 2024

U.S. Calls for Holding Kurdish Elections ‘At Earliest Opportunity’

The most senior Kurdish officials, along with the U.S. and U.N. have all called for holding the elections as soon as possible.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – State Department Spokesperson Matthew Miller, addressing reporters on Wednesday, expressed Washington’s aim to see the long-delayed parliamentary elections in the Kurdistan Region held as soon as possible.

“As a matter of longstanding U.S. policy, we support holding parliamentary elections in the Iraqi Kurdistan Region at the earliest opportunity,” Miller stated.

“As we do everywhere, we encourage those elections to be free, fair, and transparent,” he added.

Parliamentary elections in the Kurdistan Region were originally scheduled to be held in Oct. 2022, but they were postponed until the following year, due to differences among the various political parties.

Then, in Aug. 2023, the President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, set Feb. 25, 2024, as the new date for the elections.

However, Iraq’s Independent Higher Electoral Commission (IHEC), which is based in Baghdad, said that it was necessary to wait for the decision of Iraq’s Federal Supreme Court on a lawsuit brought by two Kurdish parties regarding the elections.

One part of the lawsuit chal-

lenged the provision in the Kurdish electoral law that sets aside parliamentary seats for minorities in the Kurdistan Region, including for Assyrians, Chaldeans, and Armenians—all of whom are Christian.

That has been a provision of the Kurdish electoral law since 1993, and the U.S. has long, and regularly, lauded the Kurdistan Region for its religious tolerance.

However, the presence of Christian representatives in the Kurdish parliament, apparently, may well end, following the decision of the Baghdad court.

On Tuesday, representatives from the office of the Kurdish Presidency, IHEC, and the

United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) met to discuss a new date for the Kurdish elections.

Both the Kurdish President and the Prime Minister of the Kurdistan Regional Government, Masrour Barzani, have called for holding the elections without further delay.

Yet Tuesday’s meeting ended with no announcement of a new date for the elections.

However, on Wednesday, Emad Jamil, the head of IHEC told Kurdistan 24 that a high-level delegation would visit Erbil soon to discuss a new date for the elections.



February 22, 2024

Turkey attacked Kurdistan Region, Iraq over 1,500 times in 2023: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish armed forces conducted 1,586 attacks in the Kurdistan Region and Nineveh province in 2023, a conflict monitor told Rudaw on Wednesday.

Kamaran Osman, a member of Christian Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey's operations in the Kurdistan Region, told Rudaw's Soran Hussein that the Turkish army has attacked 1,548 times in the Kurdistan Region.

According to Osman Turkey launched 1,159 airstrikes with warplanes, conducted 228 drone attacks, and carried out 114 artillery shelling, in addition to being responsible for three shootings, and the explosion of two landmines.

He specified that the province that witnessed most Turkish attacks was Duhok which was struck 517 times, followed by Erbil province with 475 strikes, Sulaimani with 420 strikes, and Nineveh with 36 attacks.

According to CPT data, Ankara has killed at least 152 people and injured 228 since 2015.



Turkish warplanes bombarding Duhok province's mountainous areas on April 18, 2022. Photo: Rudaw

Osman said that since 1990, about 850 civilians have been killed by Turkish and Iranian airstrikes, with Ankara being behind the majority of the strikes. Turkey frequently bombards the northern mountainous areas of the Kurdistan Region under the pretext of targeting Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters.

On Tuesday, Turkish warplanes targeted the abandoned Kafia village in Akre district, hitting four villagers who were tending to their farms in the vicinity of the area and killing two, according to their families who

spoke to Rudaw.

"The strike was carried out by a Turkish warplane," Sarbast Sabri, mayor of Dinara subdistrict where Kafia is located, told Rudaw's Hunar Rashid.

The strike comes amid an escalation of violence between Turkey and the PKK after the armed group killed 12 soldiers in the Kurdistan Region in late December, triggering an intensification of retaliatory attacks by Ankara on the PKK and its alleged offshoots in Syria.

At least seven Turkish soldiers have been confirmed

dead in the Kurdistan Region since the beginning of the year, according to the Turkish defense ministry. Civilians are often caught in the crossfire of the conflict between Turkey and the PKK. Many families have been forced to flee their homes in the Kurdistan Region's villages because of clashes, especially those in northern Duhok province near the border with Turkey, leaving entire villages empty. A Kurdistan Region parliamentary report published in 2020 said that the Turkey-PKK conflict has left over 500 villages empty across the Region.



February 22, 2024

Iraq Central Bank head praises electronic banking initiative

ERBIL, Kurdistan Region - The governor of Iraq's Central Bank on Thursday praised the efforts of the "electronic collection" banking project to boost electronic payment systems in the country, a move he said would ensure that funds are received faster by the population.

"This project contributes significantly to enhancing government resources and collecting them in a reliable, safe, and transparent environment, as well as relying on infrastructure for payment systems and electronic payment platforms provided by the Central Bank," said Ali Mohsen al-Alaq, governor of Iraq's Central Bank.

Alaq added that the electronic collection project enjoys signifi-

cant support from Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, who has supported its implementation.

"This project enables the automation of all collection processes, the adoption of electronic payment tools, and the reduction of cash transactions, which in turn alleviates the burden on citizens by accelerating the payment of cash transactions," he said.

One of the contributing factors to the instability of the Iraqi dinar is the absence of an electronic banking system. The Iraqi central government is actively pursuing an e-economy, partnering with companies to transition from the traditional paper-based economy.

Most civil servants in Iraq re-

ceive their salaries through their accounts. In the Ministry of Labor and Social Affairs alone, over 300,000 individuals receive electronic payments.

Speaking to reporters after delivering his speech, Alaq called the launch of the electronic collection project "an important pillar for revitalizing electronic payment" and labeled the project's launch as "very successful."

He described the success of the system as a "major goal that seeks to limit the phenomenon of the cash economy," saying it helps citizens by saving time, reducing costs and labor, and enhancing trust and security.

In late December, an Iraqi gov-

ernment spokesperson told Rudaw that the country is set to allow electronic financial transactions within government institutions in 2024.

The decision to turn most of the transactions electronic constitutes an attempt by the government to prevent money laundering and smuggling of dollars outside of Iraq.

The Iraqi dinar has been losing value against the US dollar for several months, leading to a surge in prices of basic goods and consequent outcry from the Iraqi public. The depreciation has been attributed to the smuggling of dollars out of Iraq, mainly to neighboring Iran.



February 23, 2024

Iraqi border guards deployed to northern Duhok

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi border guards on Thursday started manning a new checkpoint in Duhok province's Amedi on the Turkish border, in an attempt to secure the area amid ongoing clashes between the Turkish army and the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"To control the entire Iraqi border with neighboring countries in the far north ... and in the harshest weather conditions and most difficult terrain, a force from the First Border Brigade under its command was able to advance towards the zero-line of the border strip," Iraq's interior ministry said in a statement.

The border guards are deployed to the Iraq-Turkey border strip in Duhok province's Shiladze subdistrict.

"Outposts equipped with modern technologies will be built as part of the interior ministry's efforts, represented by the border forces [being deployed],

to effectively control the borders, monitor suspicious cases, and confront outlaws," the statement said.

The deployment came two days after a Turkish airstrike killed two villagers near Akre in Duhok province as they were tending to their farms.

Turkey frequently bombards the northern mountainous areas of the Kurdistan Region under the pretext of targeting PKK fighters.

Tensions have escalated between Turkish forces and the PKK in Shiladze and Deralok in recent weeks. Clashes between the two sides forced the

residents of four Deralok villages to evacuate out of fear for their lives.

At least seven Turkish soldiers have been confirmed dead in clashes with the PKK in the Kurdistan Region since the beginning of the year, according to the Turkish defense ministry.

Iraq's border guards have in recent years increased their military bases in Duhok province in a bid to minimise the effect of PKK-Turkey clashes on civilians.

Civilians are often caught in the crossfire of the conflict between Turkey and the PKK. Many families have been forced

to flee their homes in the Kurdistan Region's villages because of clashes, especially those in northern Duhok province near the border with Turkey, leaving entire villages empty. A Kurdistan Region parliamentary report published in 2020 said that the Turkey-PKK conflict has left over 500 villages empty across the Region.



February 23, 2024

Ascension of Halabja to province made political hostage to Shiite-Sunni discord, says senior official to Iraqi parliament

“To what extent do they agree with the policy pursued against the Kurds in Iraq over the past hundred years?” she asks.

ERBIL (Kurdistan24) - Yadgar Mahmoud, a member of the Legal Committee of the Iraqi Parliament, announced on Friday that all the legal measures and procedures have been undertaken to ascend the status of Halabja into a province. She adds, “The only thing that remains is to discuss and ratify this ascension in a parliamentary session.”

“The discord between Shiites and Sunnis has taken the case of the ascension of Halabja to the province as hostage. She argued that both groups fear the repercussion of this into their own areas and use this against each other. She notes, “they are not eager to vote on the ascension of Halabja to the province.”

Yadgar Mahmoud highlighted that another reason behind the delay in voting on a bill regard-



Yadgar Mahmoud answers few of Kurdistan 24 questions. (Photo: Kurdistan 24)

ing Halabja goes back to the financial matters. “Any city in Iraq that is ascended to a province requires allocation of specific budget, and it does add to the costs of running the government,” she adds.

She continued and underlined that, “yet another reason is the political perspectives of both Shiites and Sunnis regarding the Kurdish nationalistic

struggles and all the human tolls this struggle has taken.”

“To what extent do they agree with the policy pursued against the Kurds in Iraq over the past hundred years?” she asks.

She believes that both fear each other's potential to turn different areas under their control into provinces and use that against each other.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday in a ceremony laid the foundation stone for the Halabja-Tuwaqut-Qalija road and the Tuwaqut Bridge.

During the ceremony, where the Deputy Prime Minister Qubad Talabani also attended, Prime Minister Barzani delivered remarks, addressing the people of Halabja. “People of this region have suffered considerably and have laid their lives for Kurdistan. Halabja is a symbol of sacrifice and suffering of the entire Kurdistan. It is, therefore, regrettable that the people of this area have not been provided with the services that they so deserve. We, and all the government officials, are indebted to the people of Halabja, all the relatives of the martyrs, and all those that brutally perished in the Anfal campaign.”

En Turquie, l'islamisation croissante de l'enseignement public

En dépit des réticences de parents d'élèves, les établissements « imam hatip », chargés de former prédicateurs et imams, se développent sous l'impulsion du pouvoir islamo-conservateur.

Parents d'élèves, enseignants, habitants du quartier, ils ont tout essayé, de la veillée quotidienne aux pétitions, des manifestations aux actions en justice, qu'ils ont même gagnées. Rien n'y a fait. Le collège public Ismail-Tarman, situé sur la rive européenne d'Istanbul, a été progressivement transformé en institution religieuse, une de ces écoles destinées à former prédicateurs et imams appelées en Turquie « imam hatip » et dont l'essor, porté par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara, ne cesse de s'affirmer dans tout le pays. Lundi 19 février, une quinzaine de contestataires se sont à nouveau regroupés, tôt le matin, devant l'entrée de l'établissement avec une banderole à peine jaunie par le temps et sur laquelle est écrit « *Nous voulons notre école !* »

Cela fait plus de sept ans qu'ils sont en lutte. Sept ans, depuis qu'une poignée de familles a appris, un jour de printemps 2016, que le ministère de l'éducation à Ankara avait décidé de changer la vocation de cet établissement plutôt bien coté et apprécié pour son bon niveau. Très vite, ils découvriront que trois autres écoles situées à proximité, dans cet arrondissement de Besiktas, réputé laïque et ouvert sur le monde, se trouvent dans la même situation.

Plus de 950 familles sur les 1 140 élèves que compte Ismail-Tarman se sont alors mo-



Des élèves d'un établissement « imam hatip », lors d'un défilé marquant le 100e anniversaire de la République turque, à Istanbul, le 29 octobre 2023. YASIN AKGUL / AFP

bilisées. Des habitants du quartier, même sans enfants, ont rejoint le mouvement. « *Cela a légèrement freiné les ambitions des autorités, elles ont mis un an avant de changer de directeur et ont introduit la non-mixité des classes et les cours religieux d'abord à partir de la 6^e, avant de les installer progressivement, année après année, dans les classes supérieures* », explique Bengü Dogan, mère d'un adolescent du collège et engagée de la première heure au sein du collectif.

« **Génération pieuse** »

Aujourd'hui, moins de 500

élèves fréquentent l'établissement. Certaines salles sont vides, des activités ont été supprimées. La plupart des élèves d'Ismail-Tarman se sont retrouvés dans des établissements publics plus éloignés, dans des classes surchargées, ou, pour les plus fortunés, dans des lycées privés.

« *Nous avons été obligés de trouver des collèges ailleurs, tous avec des classes de plus de quarante élèves, se souvient Ferah Cobanoglu, présente chaque semaine devant l'ancien établissement de sa fille. Je n'ai rien contre le principe des imam hatip, mais tout le monde sait que ce modèle*

fait baisser le niveau général, puisqu'il supprime des cours de sciences et de lettres au profit de l'apprentissage du Coran et de la vie de Mahomet. L'écrasante majorité des parents refusent d'y inscrire leurs enfants. »

Par deux fois, en 2018 et en 2019, un tribunal administratif d'Istanbul donnera raison au collectif d'Ismail-Tarman, ordonnant aux responsables de l'établissement de rétablir son statut d'origine. Ces décisions ne seront jamais appliquées. Lorsque, en 2020, une délégation se rend au ministère de l'éducation à Ankara pour demander la mise en conformité de l'école avec les jugements

rendus, un haut fonctionnaire décroche son téléphone pour exiger du responsable du lycée qu'ils soient effectivement appliqués. Le jour même, dans le bus du retour à Istanbul, les parents d'élèves apprendront que l'auteur du coup de fil a été démis de ses fonctions.

Le cas Ismail-Tarman donne la mesure de l'obstination du pouvoir islamo-conservateur turc à « favoriser l'émergence d'une génération pieuse », selon la formule employée, depuis plus d'une dizaine d'années, par son dirigeant, Recep Tayyip Erdogan, lui-même ancien élève d'une école imam hatip. Tout au long du siècle passé, ces établissements ont été une source de tensions et de conflits entre les tenants des règles de la laïcité instaurées en 1923, à l'avènement de la République, et les cercles et formations religieuses de l'islam politique. Dans les années 1930 et 1940, la religion était dispensée dans des cours coraniques.

En 1949, dans un pays alors dominé par le parti kémaliste, seules cinquante personnes étaient diplômées des cours d'imam hatip qui venaient d'être autorisés. Le nombre de lycées appliquant ce cursus parallèle à l'enseignement laïque va grimper tout au long des décennies suivantes. Contrairement aux écoles coraniques, les matières généralistes y sont également enseignées, permettant aux élèves, à partir des années 1980, d'accéder après

concours à des filières autres que théologiques.

Qualité dégradée

Officiellement, cette lente et progressive révolution de l'enseignement en Turquie correspond à une « demande » de la population. Les gouvernements, plus ou moins conservateurs, ont permis les ouvertures et facilité des passerelles entre les cursus. Jusqu'à la vertigineuse et brutale accélération de ces dernières années.

En 2002, date de l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation de Recep Tayyip Erdogan, le pays comptait 450 imam hatip. Le ministère en recense désormais 5 147, collèges et lycées compris, soit onze fois plus.

« C'est une pression générale et qui ne fait que s'amplifier », souligne Arzu Becerik, l'avocate des parents d'élèves d'Ismail-Tarman. Cette dernière rappelle que la véritable bascule a eu lieu en 2012, avec la grande réforme scolaire de l'AKP, qui réorganise les cycles d'études et les types de formation. C'est cette année-là que Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, lança une série de plaidoyers en faveur des imam hatip, vantant leurs bienfaits pour le système éducatif. « Après le coup d'Etat raté de 2016 et l'alliance au sommet de l'Etat avec l'extrême droite nationaliste qui s'ensuivit, les choses sont al-

lées encore plus vite, précise-t-elle. Ils auraient même été beaucoup plus vite s'il n'y avait pas autant de familles mobilisées. »

Face à ces résistances, le pouvoir a utilisé d'autres outils pour mener à bien ses réformes. Des conseillers « spirituels » ont été nommés dans tous les établissements scolaires. L'affectation des directeurs et des proviseurs est désormais validée par des entretiens individuels organisés par le ministère. A plusieurs reprises, Yusuf Tekin, spécialiste de longue date au sein de l'AKP de ces questions et actuel ministre de l'éducation, a tenté d'introduire l'idée d'une séparation des sexes dans les établissements publics. « Des écoles pourraient être ouvertes pour les filles », a-t-il lancé encore récemment.

En avril 2023, un protocole signé entre l'éducation nationale et le Diyanet, l'organisme public chargé d'encadrer le culte, a permis de fixer les grandes lignes d'un projet appelé Çedes, destiné à former les collégiens et les lycéens, notamment « aux valeurs nationales et spirituelles, aux valeurs morales et humaines ». Une façon d'entrouvrir encore un peu plus la porte des établissements publics aux imams et aux prédicateurs.

« Certes, et il faut le rappeler, les cours de religion obligatoires ont été introduits par les militaires, après le coup d'Etat de 1980, précise Feray Aydo-

gan, enseignante et membre du syndicat Egitim Sen. Mais cet enseignement est devenu nettement plus important depuis la réforme de 2012. Les autorités ont réussi à installer leurs cadres dans les écoles publiques. Le profil des enseignants a lui aussi changé. Et les cours optionnels hebdomadaires mis à disposition des élèves ont fini par être en majorité des cours de religion, surtout dans les établissements éloignés et les moins dotés en ressources pédagogiques. »

Une observation partagée par Mustafa Sen, sociologue, professeur à l'université ODTÜ, à Ankara. « Les références religieuses ne sont plus circonscrites aux cours de religion ; le contenu des cours est de plus en plus empreint de religion, voire d'une lecture fondamentaliste. Cette avancée se fait sans remise en cause frontale du principe de laïcité, mais la qualité de l'enseignement dans l'ensemble des disciplines s'est dégradée », poursuit-il.

En décembre 2023, le ministère de l'éducation a envoyé une lettre aux établissements privés, leur annonçant l'interdiction des célébrations de Noël, de Pâques et de Halloween. « Des activités contraires aux valeurs nationales et culturelles », indique l'amendement. Peu auparavant, plusieurs médias avaient évoqué des « plaintes de parents » contre de telles célébrations.



26 février 2024

Iran : l'AIEA s'« inquiète » de plus en plus de la capacité de Téhéran à produire des armes nucléaires

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, Téhéran a fortement augmenté ces derniers mois son stock d'uranium enrichi. Ses stocks s'élèvent désormais à plus de 27 fois la limite autorisée par l'accord international de Vienne de 2015.

L'escalade nucléaire semble se poursuivre. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de vérifier le caractère pacifique du programme nucléaire iranien, note que l'Iran a fortement augmenté ces derniers mois son stock d'uranium enrichi, d'après deux documents consultés ce lundi 26 février par l'AFP.

La République islamiste dispose désormais de suffisamment de matière pour fabriquer plusieurs bombes atomiques. Selon l'un des documents de l'AIEA, les stocks s'élevaient à 5 525 kg à la date du 10 février (contre 4 486 kg fin octobre). Soit plus de 27 fois la limite autorisée par l'accord international de Vienne de 2015, encadrant les activités atomiques de Téhéran en échange d'une levée des sanctions internationales.

L'Iran a largement dépassé le plafond fixé à 3,67 % équivalant à ce qui est utilisé dans les centrales nucléaires pour la



Dans l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, en Iran, en 2021. (Iranian Presidency / AFP)

production d'électricité : il dispose de 712 kg (contre 567 kg auparavant) de matière enrichie à 20 % et de 121,5 kilos à 60 % (contre 128,3 kg). Dans le cas du seuil de 60 %, proche des 90 % nécessaires pour fabriquer une arme atomique, Téhéran a cependant ralenti la production, après une **accélération en fin d'année**.

En outre, le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, évoque des «*déclarations publiques en Iran sur les capacités techniques de production d'armes nucléaires*» qui «*renforcent les inquiétudes*» à ce sujet. Dans ce contexte, il appelle de nouveau Téhéran à «*coopérer pleinement*», alors

que les relations entre les deux parties n'ont cessé de se dégrader ces derniers mois. Si la République islamique nie vouloir se doter de la bombe, certains dans la classe politique se livrent à des propos alarmants, a expliqué une source diplomatique.

Plusieurs inspecteurs bannis

Rafael Grossi a par ailleurs «*vivement regretté*» le fait que l'Iran ne soit pas revenu sur sa décision de bannir plusieurs de ses inspecteurs. Ils sont huit à être concernés, de nationalité française et allemande, d'après une autre source diplomatique. Ce geste «*sans précédent*»,

annoncé en septembre, a «*directement et gravement affecté*» la capacité à contrôler le programme nucléaire iranien, a déploré à plusieurs reprises l'instance onusienne. L'Iran a restreint «*d'une manière sans précédent*» sa coopération, d'après le directeur général de l'AIEA, qui dénonce une «*prise en otage*».

Depuis quelques années, l'Iran s'affranchit progressivement des engagements pris dans le cadre de l'accord de Vienne en 2015, en réaction au retrait des Etats-Unis décidé en 2018 par Donald Trump. Des discussions menées pour le ranimer ont échoué à l'été 2022.



Julian Bechocha

February 26, 2024

KRG minister urges end to trade obstruction at KDP-PUK checkpoints

ERBIL, Kurdistan Region - The obstruction of trade at the checkpoints controlled by the Kurdistan Region's two governing parties between Erbil and Sulaimani must be stopped to prevent businessmen from leaving the markets, the Kurdistan Region's trade minister told Rudaw on Sunday.

"It creates a lack of confidence that people will no longer look for business within the Kurdistan Region and think of different markets," Kurdistan Regional Government (KRG) Trade Minister Kamal Muslim told Rudaw's Ranj Sangawi, adding that the obstruction of trade by security forces at checkpoints causes a "decline in trade movement."

Muslim called on the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP), dominant in Erbil, and the Sulaimani-based Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to reach an understanding on this matter outside the Council of Ministers, saying the solution to the problem is beyond the government's will.

"We will forward the problem to the Council of Ministers and explain the dangers to eliminate this phenomenon as soon as possible, but this requires a greater understanding outside the Council and the KDP and PUK must resolve it," he stressed.



KRG minister urges end to trade obstruction at KDP-PUK checkpoints

However, the minister lamented that the taxes and customs at checkpoints held by one party are sometimes not recognized by the other side and that the Council of Ministers is aware of the issue.

"Now, efforts are being made to resolve the issues and we have received approval to establish offices of the Ministry of Trade at all border crossings," he said.

The KRG's security forces are divided in two by its political parties - some are loyal to the KDP and some to the PUK- and there is hardly any cooperation when it comes to

the Asayish, security forces responsible for checkpoints. When asked by Rudaw about whether he was aware of checkpoint officials allegedly requesting bribes from businessmen to transport their goods across, Muslim claimed he was unaware of the matter but that his ministry had received complaints of difficulties in transferring goods between Erbil and Sulaimani.

"I have no information about the checkpoints that are said to export money and they do not even belong to our ministry, but we have received complaints that the goods produced in Sulaimani cannot

be easily delivered to Erbil" and vice versa, he said.

The businessmen, however, have complained to the ministry that their goods are being prevented from entering the cities through the checkpoints.

Muslim stressed that the KRG must unify "as a single government" to ensure that internal disputes are resolved.

"We complain about Baghdad that they set up checkpoints on the borders between Iraq and the Kurdistan Region, so how can these checkpoints be set up within our own borders?" he asked.



26 février 2024

Trafic de monnaies antiques : Plus de 8.000 pièces pillées en Turquie saisies chez un Français par les douanes

Des investigations entamées en 2021 et bouclées fin 2023 ont permis de faire la lumière sur un trafic de **monnaies** antiques, pillées dans la région de l'Anatolie, en **Turquie**. Une **enquête** au long cours qui a porté ses fruits : les agents de la Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED) ont retrouvé plus de 8.500 pièces dans un logement du centre de la France, révèle **France Inter** ce lundi.

A l'origine de l'enquête, qui a permis de démêler le trafic, une saisie effectuée par les **douaniers** autrichiens en 2021. Ceux-ci avaient dé-

couvert dans le véhicule d'un ressortissant bulgare un colis contenant plusieurs objets antiques, censés voyager depuis la France vers l'Angleterre pour être nettoyés. Alertés par les explications suspectes du conducteur, les services du renseignement douanier français (DNRED) avaient découvert un site Internet tenu par une société turque, vendant des monnaies d'Anatolie. En Turquie, plusieurs individus ont été interpellés en lien avec cette affaire pour trafic de biens culturels.

Des articles à l'origine douteuse, achetés à des prix dérisoires

Les recherches effectuées par les autorités turques ont par ailleurs permis de retrouver le nom d'un Français, chargé d'écouler les pièces. Les 8.597 pièces retrouvées à son domicile avaient été acheminées clandestinement dans des paquets de cigarette ou des barquettes de congélation. Un membre des douanes, interrogé par nos confrères, n'a pas hésité à évoquer des réseaux « dignes des **trafiquants de stupéfiants** », qui consistent à faire passer des objets à l'origine douteuse, achetés à des prix dérisoires, des villages d'Anatolie aux coffres des collectionneurs peu regardants en Europe de l'ouest. En étudiant

les e-mails du mis en cause, les enquêteurs ont estimé que plus de 7.000 pièces avaient déjà été revendues. Ces quelque 15.000 objets sont estimés à 1,5 million d'euros.

Le père de famille français, décrit comme « un Monsieur tout le monde », devrait bientôt être convoqué devant la justice. Il encourt jusqu'à dix ans de détention et 15 millions d'euros d'**amende** pour importation en contrebande de marchandises prohibées et détention de marchandises soumises à justificatif.



February 26, 2024

Kirkuk's Turkmen call for rotation of governor position

ERBIL, Kurdistan Region - An official from Kirkuk's Turkmen Front said on Sunday that the position of the disputed province's governor should be rotated between the city's components, adding that election results do not influence the distribution of administrative posts or the political future of the city.

Qahtan al-Wandawi, the Kirkuk head of the Iraqi Turkmen Front, told Rudaw on Sunday that following December's provincial elections, his party has had rounds of negotiations with Arab and Kurdish parties in order to come to an agreement over the distribution of posts in the province.

"From the very first day, we initiated that the governor's post should be held in rotation among the three communities, which is the best solution," he said.

Kirkuk saw the highest turnout across Iraq for provincial elections on December 18, with 65 percent of eligible voters cast-

ing ballots. This was the first time since 2005 that Kirkuk held provincial elections. The Turkmen Front received over 75,000 votes, securing two spots on the 16-seat council.

Kurdish parties won seven seats - five to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and

two to the Kurdistan Democratic Party (KDP). A coalition of three Arab parties won six seats. The minority Christian quota seat was taken by a candidate close to pro-Iran Shiite militia groups and the PUK.

Since the fall of the Ba'athist regime in 2003, Kurds and Arabs have dominated the top post. The governor was a Kurd

until October 2017 when the federal forces returned to the province after the Kurdistan Region's independence referendum and appointed a Sunni as acting governor.

Wandawi said that it is time for the Turkmen to hold the post of governor, despite their achievement in the poll.

"The Turkmen have been deprived of this post for 100 years. There are 18 provinces in Iraq. There is not a single Turkmen governor," Wandawi said, adding that the result of the election does not affect the distribution of administrative positions in Kirkuk because of the province's "special situation."

Two amendments made to the provincial council elections law in May, which apply only to Kirkuk, make it difficult to predict who will fill the province's governor seat next.

One amendment states that "the results of the elections shall not act as a legal or administrative basis to determine the future of Kirkuk province."



February 26, 2024

Iran border guards injure 20 kolbars along border

ERBIL, Kurdistan Region - At least 20 kolbars were injured by "direct fire" from Iranian security forces at the heights of Nowsud in Kermanshah province near the border with the Kurdistan Region, a human rights watchdog reported on Monday.

"Iranian border guards stationed at the Nowsud border in Kermanshah province shot at a group of kolbars with shotguns. The injuries sustained by the kolbars range from stomach, back, head, hand, and foot injuries, and they were subsequently transported to medical centers in Paveh city," the Hengaw Organization for Human Rights said.

The watchdog added that the security forces also confiscated the goods being transported by the kolbars.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are constantly targeted by Iranian border guards and are sometimes victims of natural disasters.



Kolbars on the Kurdistan Region-Iran in February, 2019. Photo: Rudaw

Many kolbars are pushed into the profession by poverty and a lack of alternative employment, particularly in Iran's Kurdish provinces. Families of kolbars greatly suffer from attacks by Iranian border guards, as the transport of goods is often the household's primary source of income.

In its annual report on human rights violations in Iran for 2023, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) said that a total of 29 kolbars died last year, with at least 19 of them being killed by Iranian border guards.

An estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were

wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023, according to data from Hengaw. At least 35 fell victim to natural accidents during that year.

Earlier in February, Iranian border guards shot dead a kolbar near the Kurdish city of Baneh.



February 26, 2024

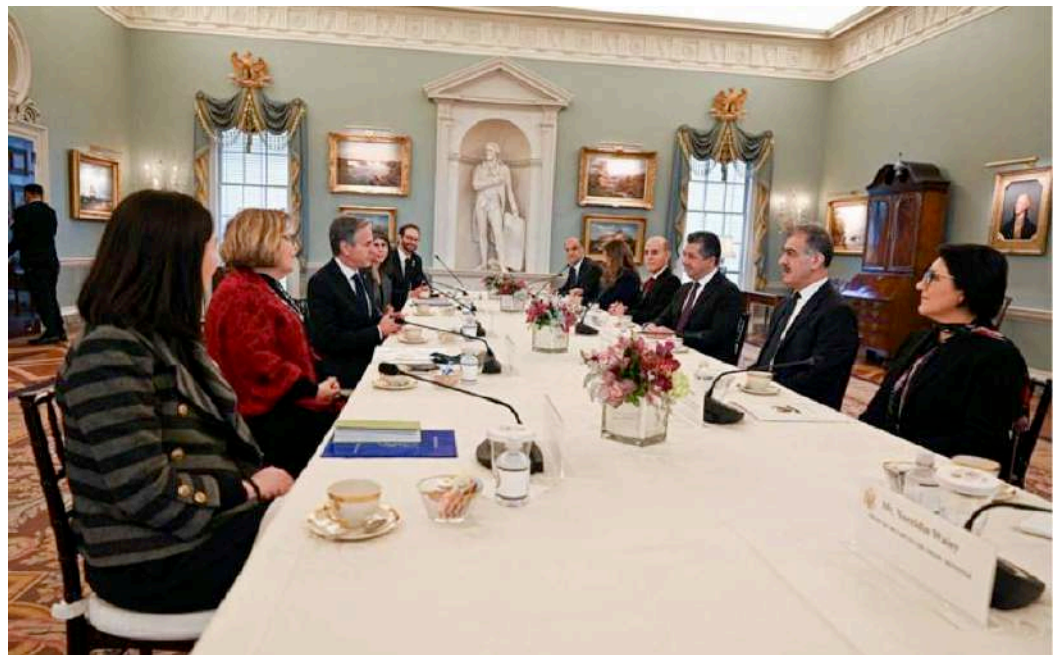
PM Barzani, Blinken discuss Kurdistan Region challenges in Washington

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Regional Government (KRG) Prime Minister Masrour Barzani on Monday met with the United States Secretary of State Antony Blinken in Washington DC, discussing the latest developments in Iraq, the Kurdistan Region's challenges, and US-KRG bilateral relations.

Prime Minister Barzani arrived in Washington DC on Sunday, heading a KRG delegation, upon an official invitation from the US. The visit's agenda features high-level meetings at the White House, the State Department, and Capitol Hill.

The two leaders discussed "protecting the security of the Kurdistan Region, resolving the budget issues, providing the financial entitlements and constitutional rights of the Kurdish people, respecting the federal system and the constitutional structure of the region, and protecting the rights of the Kurdistan Region's minorities," according to a statement from the KRG, which added that "the resumption of the Kurdistan Region's oil exports, and the implementation of the Shingal agreement" were also discussed.

Before the meeting, Blinken hailed the US' partnership with the Kurdistan Region, reiterating Washington's support of Erbil.



Prime Minister Masrour Barzani and KRG delegation (right) meeting with US Secretary of State Antony Blinken (left) in Washington DC on February 26, 2024. Photo: KRG

"Our support for a resilient KRG is integral to our 360-degree approach to Iraq. And so the opportunity today to reaffirm this support, reaffirm this partnership and the work that we're doing together I think is important and timely," a US State Department transcript quoted Blinken as having told journalists.

The two leaders met last month on the sidelines of the World Economic Forum in Davos, just a day after Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) struck the Kurdistan Region's capital of Erbil with ballistic missiles. Blinken said at the time that

Washington takes the attacks on Erbil «seriously.»

"Secretary Blinken expressed support for constructive collaboration between the Iraqi government and the KRG as well as greater unity within the IKR [Kurdistan Region] to advance stability and economic prosperity for all of Iraq's people," US State Department Spokesperson Matthew Miller told Rudaw's Diyar Kurda.

The meeting comes less than a week after Iraq's Federal Supreme Court ruled that the Kurdistan Region must hand over all its oil and non-oil revenues to Baghdad. The court

also abolished the "unconstitutional" minority quota seats in the Region's legislature, effectively rejecting their legitimacy.

Both Barzani and Blinken "agreed that the decisions of the Federal Court and the steps against the Kurdistan Region and the federal system in Iraq are worrying and the constitutional structure of the Kurdistan Region, the federal system and democratic principles in Iraq should be respected," according to the KRG statement.

The New York Times

By Farnaz Fassihi Eric
Schmitt and Julian E. Barnes
February 27, 2024

After U.S. Strikes, Iran's Proxies Scale Back Attacks on American Bases

Tehran, wary of igniting open warfare with Washington, has told militia groups it backs to curtail assaults on targets such as military installations, Iranian and American officials say.

Iran has made a concerted effort to rein in militias in Iraq and Syria after the United States retaliated with a series of airstrikes for the killing of three U.S. Army reservists this month.

Initially, there were regional concerns that the tit-for-tat violence would lead to an escalation of the Middle East conflict. But since the Feb. 2 U.S. strikes, American officials say, there have been no attacks by Iran-backed militias on American bases in Iraq and only two minor ones in Syria.

Before then, the U.S. military logged at least 170 attacks against American troops in four months, Pentagon officials said.

The relative quiet reflects decisions by both sides and suggests that Iran does have some level of control over the militias.

The Biden administration has made clear that Tehran would be held accountable for miscalculations and operations by proxy forces, but it has avoided any direct attack on Iran. The U.S. response "may be having some effect," Gen. Kenneth F. McKenzie Jr., a retired head of the Pentagon's Central Command, said in an interview.

"The question is are the militias attacking or not," he added, "and at least for now, they are not."



Houthi supporters during a protest on Friday in Sana, Yemen, against the United States and Israel. Yahya Arhab / EPA, via Shutterstock

The lull also marks a sharp turnaround by Iran. Tehran had for months directed its regional proxies in Iraq and Syria to attack American bases in the Middle East as part of a wider battle against Israel, which is fighting Hamas in Gaza.

The American and Iranian officials interviewed for this article spoke on condition of anonymity to discuss intelligence matters.

As the proxies' attacks intensified, culminating in the deaths of three American soldiers, Iranian leaders worried that the level of autonomy provided to the militias was starting to

backfire and might drive them into war, according to Iranian and American officials.

"They are scared of direct confrontation with the U.S., they know that if Americans are killed again it would mean war," said Sina Azodi, a lecturer at George Washington University and an expert on Iran's national security. "They had to put the brakes on the militia and convince them that a war with the U.S. could harm Tehran first and then by extension the entire axis."

Iran finances, arms and provides technical support and training for a network of militant

groups in the region that it calls the Axis of Resistance.

The groups include Hezbollah in Lebanon; the Houthis in Yemen; militias in Iraq, such as Kataib Hezbollah and Hashd al-Shaabi; Hamas and Islamic Jihad in Gaza; and militias in Syria. While Iran directs an overall strategy to the axis, the level of day-to-day control and coordination runs a spectrum. Tehran has most influence over Hezbollah, with the Syrian and Iraqi militia falling in the middle and the Houthis being the most autonomous.

The Iranian effort to rein in the forces began soon after the killing of the three American

soldiers in a drone attack in Jordan on Jan. 28, as Washington vowed a forceful response.

Gen. Qassim Suleimani, the high-level Iranian general killed by an American drone strike in 2020, kept the Shiite militias in Iraq and Syria on a tight leash. That was largely because, for most of his tenure, war was raging in both countries, and he commanded the militia to fight Americans and then Islamic State terrorist groups. But when Brig. Gen. Esmail Ghaani succeeded him, most of those conflicts had settled, and General Ghaani assumed a hands-off leadership style, setting only broad directions, according to analysts.

General Ghaani, commander in chief of the Quds Forces, the branch of the Islamic Revolutionary Guards Corps tasked with overseeing the proxies, has nonetheless been involved in coordinating the strategy toward Israel and the United States for the various militias during the current war in Gaza.

He led a series of emergency meetings in late January in Tehran and Baghdad with strategists, senior commanders of the Revolutionary Guards and senior commanders of the militia to redraw plans and avert war with the United States, according to two Iranians affiliated with the Guards, one of them a military strategist. Reuters first reported on the general's visit to Baghdad.

In Baghdad, General Ghaani held a long meeting with representatives of all the Shia militant groups who operate under the umbrella of a collective they call Islamic Resistance in Iraq. The collective had been carrying out and then claiming responsibility for dozens of attacks on American bases, and Washington blamed the group for the drone attack that killed the Americans.

General Ghaani told them that Iran and the various militia groups had made enough gains in pressuring the United States because President Biden was facing intense criticism for his staunch support of Israel and fissures had emerged between him and Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, the two Iranians affiliated with the Guards said. A war between Tehran and Washington could also jeopardize the long-term goal of rooting out the United States from the region, he told the group, the two Iranians said.

Two of the larger Iraqi militias, Kataib Hezbollah and Harakat al-Nujaba, at first fiercely resisted General Ghaani's demand that they pause attacks on Americans, arguing that fighting U.S. troops was integral to their ideology and identity, the two Iranians said.

Influential politicians in Iraq, including senior clerics known as the marjaiah who are based in Najaf, a Shiite holy city, joined the efforts to persuade the militias to pause attacks. The Iraqi prime minister, Mohammed Shia al-Sudani, also played a role, telling the commanders of the Iraqi militia and General Ghaani that continued attacks on U.S. forces complicated negotiations between Baghdad and Washington for an American troop withdrawal from his country, according to Iranian and Iraqi officials.

The commanders conceded. Kataib Hezbollah announced that it was halting attacks on American bases and that its decisions were independent from Iran.

The outcome of General Ghaani's consultations was a new strategy that called for Iraqi militias to stop all attacks on American bases in Iraq, including in the Kurdistan region in the north, and the U.S. Embassy in Baghdad. In Syria, militia groups have been asked

to lower the intensity of attacks on American bases to avoid fatalities, according to Iranian officials and American intelligence assessments. But the groups active against Israel in Lebanon and Yemen would continue at pace, the Iranians familiar with the strategy said.

Once the attacks on Americans subsided, the United States withheld striking at least one senior militia leader after Feb. 2 to avoid disrupting the pause and stoking more hostilities, according to a Defense Department official.

Another U.S. official said the Pentagon was prepared to hit more militia targets if necessary but had determined that carrying out more strikes now would be counterproductive.

The military strategist with the Guards said that Iran believed a direct war with the United States would work in favor of Israel at a time when world opinion had turned against it because of the heavy toll in civilian deaths and suffering in Gaza. After more than a decade, the strategist said, Iran believes that it is enjoying a surge of popularity among Arabs, who are angry that their own countries' leaders are not doing enough to support Palestinians.

Sabrina Singh, a Pentagon spokeswoman, said last week, "Our assessment is that Iran doesn't seek a wider regional conflict."

"But they do support these militia groups that attack our forces," she added.

Iran's overall policy is to keep multiple fronts against Israel boiling through proxies as long as the war in Gaza rages, even if the Tehran-linked militias are avoiding striking U.S. bases.

Hezbollah in Lebanon exchanges almost daily fire with

Israel's military, and the Houthis in Yemen attack ships in the Red Sea and try to block commercial vessels from reaching Israeli ports.

The attacks by Hezbollah and the Houthis will intensify if Israel launches an offensive against Rafah, the city in southern Gaza where more than a million civilians are trapped, according to the two members of the Guards familiar with Iran's new strategy. Osama Hamdan, a senior Hamas leader, said at a news conference in Iran this past week that "any attack on Rafah will be met with a fierce response from the resistance."

American officials acknowledged that they faced a particular challenge with the Houthis. U.S. strategy on the Houthis is to whittle away at the group's formidable arsenal, prevent weapons transfers from Iran and press for a cease-fire in Gaza.

While a key part of the Washington-Tehran confrontation is on a hiatus, other destabilizing dynamics in the region remain active and unpredictable. Iran and Israel are engaged in a continuing shadow war, including a recent covert assault by Israel on two main gas pipelines in Iran and strikes on residential compounds linked to Iran in Damascus, the Syrian capital. Iran has not yet openly retaliated against Israel after those attacks.

Colin P. Clarke, director of policy and research at the Soufan Group, an intelligence and security consultancy, said: "Iran has this uncanny ability to walk up right to the line and not cross it."

But, he added, "It doesn't feel stable, and it doesn't feel like we are over the hump, and things could really change at any moment."



Kurdistan’s Weekly Brief | February 27, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

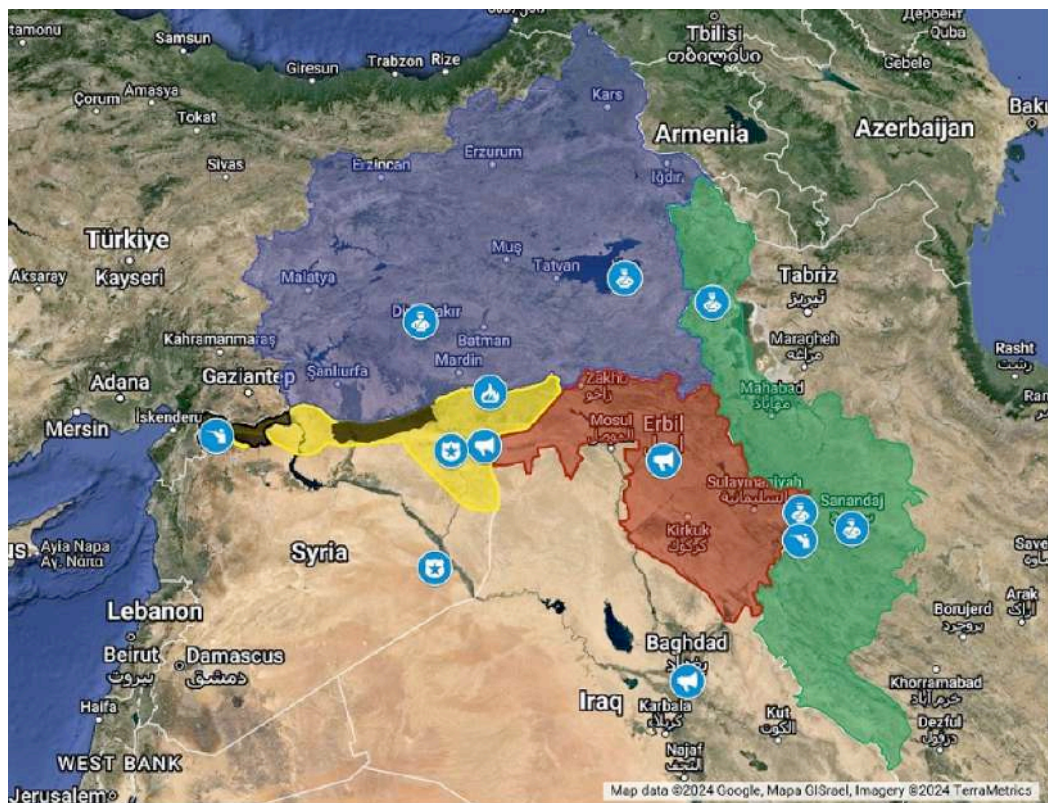
Iran

Iranian border guards [wounded](#) twenty Kurdish border porters (kolbars) in Nowsud on Saturday. The Hengaw Organization for Human Rights reported Iranian authorities also seized the kolbars’ cargo and that the wounded kolbars were transported to a hospital in Pawa. Concurrently, the regime arrested a Kurdish activist named Dana Lanjawi in [Marivan](#) and two Kurdish civilians, Ako Mohammedonia and Zana Minbari, in [Senna](#). The regime also seized the home of an exiled female Kurdish activist named [Shyada Rahimi’s spouse](#). Additionally, Salmas’s Islamic Revolutionary Court sentenced a former protester named Shahin Wasaf to death for “espionage for Israel.” Another Islamic Revolutionary Court in Razavi Khorasan Province [sentenced](#) a 65-year-old Kurdish man to 15 years in prison for protesting the death of civilians.

On Tuesday, the US Treasury Department, in coordination with the United Kingdom, [announced fresh](#) sanctions against Mohammad Reza Falahzadeh, the Deputy Commander of the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC), and a member of Yemen’s Houthi group. In a press release, the Treasury Department stated that the sanctions are intended to “target efforts” by the IRGC’s Quds Forces in evading US sanctions and participating in attacks in the region.

Iraq

Iraq’s Federal Supreme Court [ruled](#) several Kurdistan Regional Government (KRG) election laws were unconstitu-



tional, which, among other things, dissolved the 11 seats reserved for Christian and Turkmen components in the Kurdistan Parliament. Representatives from Iraqi Kurdistan’s Christian and Turkmen parties [denounced the ruling](#) and claimed it was discriminatory. The Federal Supreme Court [also ruled](#) Baghdad must directly pay the salaries of public employees in Iraqi Kurdistan via Iraq’s central banks, which effectively limits the KRG’s ability to govern the region. Iraqi officials reached out to the KRG for a list of public employees in Iraqi Kurdistan so the Iraqi government could produce and issue electronic cards that would allow the employees to receive payments, but the process is likely to take months. Meanwhile, U.S. Secretary of State Antony Blinken met with a KRG

delegation that was led by Prime Minister of Kurdistan Region Masrour Barzani and included the Minister of Peshmerga Affairs on Monday in Washington, D.C. “Our support for a resilient KRG is integral to our 360-degree approach to Iraq. And so the opportunity today to reaffirm this support, reaffirm this partnership and the work that we’re doing together I think is important and timely,” [said Secretary Blinken](#). Barzani expressed his support for the U.S.-Kurdistan partnership and said, “We are very proud to say that we are American allies.” The KRG also [released a statement](#) that emphasized the U.S. and the KRG agree the Federal Supreme Court’s recent rulings are worrying and that Iraqi Kurdistan’s place in Iraq’s federal system must be respected.

Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) [reported the arrest](#) of sixteen ISIS (Da’esh) terrorists on February 25 in Hasakah. The detainees are allegedly involved in attacks against the SDF or provided logistical support to the terrorist organization. Earlier in the week, the SDF, with support from the US-led coalition, [arrested a senior](#) Da’esh terrorist named Hussien al Hussein. Meanwhile, the US Central Command (CENTCOM) disclosed the repatriation of “[99 women and children](#)” displaced people from al Hol and Roj camps to the Kyrgyz Republic. Both camps still house numerous Da’esh families following the defeat of the “[caliphate](#)” in [2019](#). In Qamishli, an office of the Syrian Democratic Council (SDC) was targeted with a

bomb, resulting in no casualties. The [SDC accused](#) the attackers of attempting to “undermine” the SDC’s position in promoting dialogue.

Armed clashes between Turkish-backed factions reignited in the occupied Afrin on Sunday. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) a civilian and two members of Jaysh al Nassr killed in clashes with Nour Al-Dein Zinky militants in the Jinderes district of Afrin. Since the occupation of Afrin, the Turkish-backed groups have [engaged in multiple](#) conflicts over

disputed resources and territories from the Kurds, as well as the control of checkpoints that serve as sources of income.

Turkey

Turkish authorities have [detained two](#) Kurdish journalists, Arif Aslan and Oktay Candemir, in Van following raids on their residences. Both journalists have been vocal critics of the government’s policies. Additionally, anti-terror police conducted a raid on the [home of Çiçek Otlı](#), a lawmaker of the pro-Kurdish Peoples’ Equality

and Democracy Party (DEM). Otlı announced her intention to return to Istanbul from Ankara to assess the situation. Despite facing pressure, Otlı and other DEM Party lawmakers expressed their determination not to yield to what they described as “fascist pressures.” In a separate incident, [fifteen Kurdish](#) politicians from Diyarbakir (Amed) received lengthy prison sentences on charges of “membership” in illegal organizations. In the Turkish General Assembly, during a session coinciding with International Mother Language Day, the Deputy Speaker, a member of the

far-right party, [muted the microphones](#) of several lawmakers attempting to speak in Kurdish. Duvar Gazette [released footage](#) of the incident, capturing an opposition lawmaker embracing the Kurdish language. On February 21, in Amed, [hundreds of Kurds](#) took to the streets to celebrate the Kurdish language, advocating for its official recognition in Turkey.



28 février 2024

La France perd deux places dans le classement des réseaux diplomatiques du monde, devancée par la Turquie et le Japon

Il fut un temps où la France possédait le deuxième [réseau diplomatique](#) au monde, derrière les États-Unis. Ce temps est révolu. Dans le dernier [classement](#) de la diplomatie mondiale publié dimanche par le centre de réflexion australien The Lowy Institute, la France est tombée en 2023 en cinquième position, perdant deux places en un an. Figurant longtemps juste derrière les États-Unis, Paris était déjà passé troisième en 2019 lorsque Pékin avait décroché la première place. La Turquie et le Japon occupent désormais les troisième et quatrième places de ce classement qui se fonde sur le nombre d’ambassades et de consulats à travers les cinq continents.

Selon les calculs du Lowy Institute, qui a analysé les réseaux diplomatiques de 66 pays et territoires d’Asie, du G20 et de l’OCDE, la France a fermé 18 missions depuis 2016 - pour un total de 249 consulats et

ambassades actuels. Christian Lequesne, auteur d’*Ethnographie du Quai d’Orsay* (CNRS Éditions, 2017), nuance toutefois cette baisse, qu’il ne voit pas comme le signe d’un déclin sur la scène internationale. Plutôt que des ambassades, Paris, explique-t-il, a fermé un certain nombre de postes consulaires, par souci budgétaire principalement. «*La diplomatie française repose sur le principe de ce qu’on appelle l’universalité du réseau : on veut maintenir une présence partout, y compris par de petits postes, appelés PPD (postes de présence diplomatique)*», explique le professeur à Sciences Po. Au Botswana, aux Fidji, en Moldavie ou encore au Soudan du Sud, la France compte ainsi sur de petites représentations avec le minimum de personnel, un ambassadeur, un conseiller politique et un conseiller culturel.

La Chine reste en tête

Au cours de la même période 2016-2024, Ankara a ouvert

près de 30 nouvelles missions, pour atteindre 252 représentations au total. «*Cela accompagne leur dynamique économique. La Turquie était déjà très présente au Moyen-Orient, et se déploie maintenant largement en Afrique*», note Christian Lequesne. «*Dans le secteur de la construction notamment, les Turcs concurrencent les Chinois dans les pays africains et cherchent à approfondir les liens culturels, via des bourses d’étudiants qu’ils envoient en Turquie*».

Dans ces données récoltées par le centre de réflexion australien, la Chine reste en tête, avec [274 représentations diplomatiques](#) dans le monde. Elle est talonnée par les États-Unis qui en comptent 271. Pékin occupe cette première place depuis 2019 déjà, signe des ambitions de la République populaire qui, déjà deuxième sur la scène de la puissance économique, vise la place de nouveau leader mondial pour [son](#)

[centenaire en 2049](#).

La stratégie de ces ambassadeurs chinois, qui usent d’une communication de [plus en plus agressive](#) depuis la période du Covid-19, est surnommée par les médias la «*diplomatie des loups combattants*», en référence au film *Wolf Warrior 2*, le plus grand succès du box-office chinois sorti en 2017. Par ce puissant réseau diplomatique, l’objectif chinois est également d’isoler Taïwan. À coups de financements et d’accords de coopération, Pékin arrache un à un ses alliés à Taïpei. Le dernier en date est le [Nauru](#), petit État insulaire du Pacifique, qui a décidé en janvier de rompre ses liens avec Taïwan pour reprendre des relations formelles avec la Chine. Depuis, seuls 12 pays dans le monde restent encore fidèles à Taïpei au détriment de relations avec son voisin chinois.



28 février 2024

Turquie : Sept femmes tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint en une seule journée

Les statistiques sur les **féminicides** révèlent une situation tragique en **Turquie**. Sept femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint en une seule journée mardi à travers le pays, selon un recensement établi par la télévision privée Haber Türk.

« Au total, sept femmes ont été sauvagement assassinées à Izmir, Bursa, Sakarya, Erzurum, Denizli et Istanbul » rapporte Haber Türk, énumérant de grandes villes du pays situées aussi bien dans l'Ouest comme Istanbul, la capitale économique, Bursa ou Izmir, sur la côte égéenne, qu'à Sakarya (nord) ou Erzurum, en Anatolie orientale, réputée plus conservatrice.

Un homme s'évade de prison pour tuer son épouse

« Les suspects étaient soit leur conjoint actuel, soit des conjoints dont elles étaient séparées », précise la chaîne qui cite les noms des victimes et affiche pour chacune d'elles sa photo sur son site Internet. Ces femmes, âgées de 32 à 49 ans, ont été tuées par balles ou à l'arme blanche ; au moins trois des meurtriers ont mis fin à leurs jours, deux ont été arrêtés, un autre blessé lors de son arrestation est décédé. Le



Une manifestation contre le retrait de la Turquie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence contre les femmes, à Ankara le 1er juillet 2021. - Burhan Ozbilici/AP / SIPA

sort du septième, qui s'était évadé de prison pour tuer son épouse, n'a pas été précisé.

En 2023, la plateforme de défense des **droits des femmes** « We Will stop femicides » a recensé 315 meurtres de femmes – dont 65 % tuées à leur domicile – et 248 « décès suspects », qualifiés de « suicides » par les autorités mais que les féministes attribuent à un tiers, notant la hausse suspecte des défen-

trations en Turquie.

La Turquie n'est plus dans la Convention d'Istanbul

Le pays s'est retiré en 2021 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la **violence à l'égard des femmes**, dite Convention d'Istanbul, qui impose aux autorités d'enquêter et de sanctionner les violences à l'encontre des femmes. Pourtant, soulignent les ONG,

« en quinze ans la seule année où le nombre de féminicides a décliné était 2011, l'année où la Convention d'Istanbul a été adoptée ».

Une procédure engagée en 2022 contre la plateforme « We will stop femicides » par un procureur d'Istanbul, visant à l'interdire pour « activités immorales », a finalement été abandonnée en septembre.

The New York Times

Farnaz Fassihi
February 28, 2024

Iran's Parliament Election 2024: What You Need to Know

Why does this election matter?

Iran is holding parliamentary elections on March 1, the first general vote since an uprising, led by women and girls, swept across the country in 2022, calling for an end to the Islamic Republic's rule. The government violently crushed the protests, but demands for change endure and many Iranians view boycotting the vote as an act of protest.

Election turnout is expected to be low, especially in the capital, Tehran, and other major cities, according to the government's own polls cited in Iranian media. The election is important because voter turnout is viewed by both supporters and critics of the government as a barometer for legitimacy. Opponents say they are sitting out the vote to signal that they no longer believe meaningful change can come through the ballot box under the current system.

There is a separate election on March 1 for electing members of an 88-seat body called the Assembly of Experts. Iran's Constitution mandates that the assembly select the supreme leader, the highest clerical authority, who has the last word on all key state matters and serves as the commander in chief of the armed forces. The assembly also functions as an advisory body to the supreme leader and can supervise or dismiss him, although it has never done so.

The current supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is 84 years old and has been in his role for more than three decades. It is largely expected that the next assembly will choose his successor.



Elections will also be held for the Assembly of Experts, the obscure body that will name a successor to the current supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. Arash Khamooshi for The New York Times

Are elections fair and free in Iran?

Elections in Iran are not considered fair and free, according to critics and human rights groups, because of the murky process of vetting candidates and mass disqualifications by the Guardian Council. The council is accused of engineering elections, both presidential and parliamentary, because it essentially removes the element of choice from the public and limits their picks to candidates it deems fit for office.

Iran's elections were once competitive, with candidates from all the major political parties on the ballot. The results were unpredictable and participation was high. But in the last few years, voters have only been given conservative candidates to choose from.

In the upcoming parliamentary election, the names of the final candidates were announced less than two weeks before the March 1 vote, and campaigning began 10 days prior to it. For Iranians

who plan to vote, there is little time to learn about the candidates and understand the issues they plan to address once elected. For those boycotting the vote, the last-minute announcement of candidates and rushed campaigning are more reasons to consider the elections neither free nor fair.

Who is running for Parliament?

The candidates must all be vetted and approved by a 12-member appointed clerical body called the Guardian Council, which has disqualified a range of candidates, from independents to centrists to nearly all the names put forth by the reformist political faction. The Reform Front, the coalition of reformist parties that generally favor more social freedom and engagement with the West, announced it had no candidates in this election and called it "meaningless, noncompetitive and ineffective elections."

The majority of the 15,200 candidates allowed to run hail from the conservative political parties.

They are running to fill Parliament's 290 seats that each hold a four-year term. The candidates include 1,713 women, which is more than double the number that ran in the last parliamentary elections in 2020.

When will we learn the result?

Preliminary results will start to emerge within a day, but the final results are typically announced within a few days after all the ballots have been counted and verified. The new Parliament will convene in May.

Who is going to win?

The conservatives are expected to maintain their grip on the Parliament largely because they are uncontested. Conservative and hard-line political factions have had control of the Parliament since 2020 and the presidency since 2021 and the judiciary, effectively consolidating power in all branches of Iran's government. Their victory is largely because they have faced no real rivalry at polls.

« Torture blanche », de Narges Mohammadi : voix de dissidentes jaillies des prisons d'Iran

« Le Monde des livres » publie en exclusivité les bonnes feuilles de « Torture blanche », témoignages de prisonnières politiques iraniennes, recueillis par la Prix Nobel de la paix 2023 Narges Mohammadi, elle-même détenue.

Depuis l'instauration de la République islamique, en 1979, l'histoire iraniennne est jalonnée de révoltes, chaque fois étouffées par une répression sanglante. Le soulèvement « Femme, vie, liberté », provoqué par la mort en garde à vue, le 16 septembre 2022, de la jeune Mahsa (Jina) Amini pour une apparence jugée « pas assez islamique », a dérogé à cette règle. Un an et demi plus tard, et bien que les manifestations aient cessé, des Iraniennes continuent de sortir dans la rue sans voile, malgré les risques (amende, licenciement, arrestation, peine de prison). Le voile est désormais le symbole de toutes les injustices imposées par le régime à sa population, aux femmes comme aux hommes. A travers lui, c'est l'ensemble du système politique iranien que le peuple rejette.

Ici, le rôle de la société civile est crucial, et le mouvement actuel est l'aboutissement de toutes les luttes menées dans le passé pour le droit à des élections libres, l'égalité des chances, la séparation de l'Etat et de la religion ou le droit à l'autodétermination. Deux livres dont l'importance est inégale, l'indispensable *Torture blanche*, de la Prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, et le moins abouti *Nous n'avons pas peur*, dirigé par la journaliste Natalie Amiri et la politologue Düzen Tekkal, éclairent cette mobilisation multiforme des Iraniennes, aussi bien en Iran qu'à l'étranger, ainsi que la vio-



Une jeune femme, sans voile, sur le boulevard Keshavarz, à Téhéran, le 27 décembre 2022. AHMADREZA HALABISAZ

lence du système politique qui s'abat sur les dissidents.

Depuis une vingtaine d'années, Narges Mohammadi est l'une des figures les plus importantes de cette rébellion. Son combat contre la peine de mort et en faveur du respect des droits humains, au sein de plusieurs organisations indépendantes, lui a déjà valu une dizaine de séjours dans les geôles iraniennes. Aujourd'hui, [cette militante de 51 ans, qui a reçu le prix Nobel de la paix en octobre 2023](#), purge une peine de douze ans de réclusion au sein de la tristement célèbre prison d'Evin, dans le nord de Téhéran. A l'image de toute la société, elle se montre de plus

en plus résolue dans son combat, réclamant désormais le renversement de la République islamique.

Un travail précieux

Dans *Torture blanche* – d'abord paru en Suède, en persan, en 2020, dont la traduction française paraîtra le 6 mars chez Albin Michel et dont « Le Monde des livres » livre en exclusivité les bonnes feuilles –, Narges Mohammadi transmet sa propre expérience. Elle fait aussi entendre les voix d'autres prisonnières politiques, qui ont connu comme elle la cellule d'isolement, la « torture blanche », et dont elle a recueilli la parole en prison. Ce travail de documentation, qui confère

sa richesse à *Torture blanche*, est d'autant plus précieux que les récits de détention sont très rares en Iran. Jusqu'ici, les quelques témoignages qui existaient avaient été écrits une fois que leurs auteurs avaient réussi à gagner l'étranger. Narges Mohammadi, elle, a réalisé ce livre en Iran, pays qu'elle n'a jamais voulu quitter. Son mari, le dissident Taghi Rahmani, ainsi que leurs deux enfants jumeaux, Kina et Ali, vivent aujourd'hui en exil à Paris.

Comme Narges Mohammadi, certaines des détenues présentes dans le livre sont toujours derrière les barreaux. D'autres, relâchées depuis, vi-

vent encore en Iran. Contribuer à ce volume collectif, pour elles, c'était s'exposer à des intimidations, voire à de nouvelles peines de prison. En le lisant, le lecteur comprend l'étendue de la répression, et la diversité des profils qu'elle frappe : les femmes avec qui Narges Mohammadi s'est entretenue sont journalistes, militantes politiques, adeptes de la foi bahaïe (considérée par le régime iranien comme « secte errante ») ou encore Iraniennes possédant une autre nationalité et, comme telles, utilisées par Téhéran comme monnaie d'échange avec l'Occident, par exemple l'Irano-Britannique Nazanin Zaghari Ratcliffe, qui a passé cinq ans en prison.

Dans son propre témoignage, Mohammadi évoque, avec une précision et un courage impressionnants, des moments parmi les plus difficiles. En 2001, par exemple, quand ses interrogateurs lui disent que son mari, détenu comme elle, ne reviendra plus. Ou en 2010, alors qu'elle est de nouveau derrière les barreaux et qu'elle souffre de ne plus voir ses enfants, âgés de 3 ans. Ce type de confidences est quasi introuvable en Iran. En s'autorisant à les faire, l'autrice bouscule une société dont la culture patriarcale réserve les activités politiques aux hommes, et d'abord aux hommes qui ne doutent de rien. Narges Mohammadi, elle, assume ses engagements, tout en évoquant ses chagrins et ses failles. « Quelquefois, écrit-elle, je me disais que, si je n'avais pas été une personne aussi ouverte, sociable et heureuse, si j'avais passé un peu plus de temps seule avec moi-même à la maison et m'étais exercée à la solitude, je me serais mieux adaptée à la vie en cellule, qui aurait alors été plus facile. J'étais responsable de mon malheur. La joie que j'avais éprouvée à faire du sport, à me concentrer sur mes centres d'intérêt et à m'amuser rendait difficile mon adaptation aux conditions de vie en prison. Néanmoins, j'avais foi en mes croyances, en mes idées, en mes convic-

tions politiques et idéologiques. Je ne regrettais rien de ce que j'avais fait. »

D'abord de ne pas perdre la tête

Lors de son premier passage en cellule d'isolement, en 2001, elle se souvient de ce qu'avaient raconté d'autres prisonniers avant elle : le sentiment d'étouffer dans un espace si étroit, le projecteur qui illumine la pièce jour et nuit, le poids du silence. Cela l'aide à surmonter l'épreuve. Et c'est là aussi l'importance de *Torture blanche* : en documentant le récit de ses camarades, Narges Mohammadi contribue à la transmission des expériences et des savoirs. Du même coup, elle délivre une leçon à toutes les femmes et tous les hommes qui souhaiteraient résister à la dictature.

Résister, dans ces conditions, exige d'abord de ne pas perdre la tête. Beaucoup des femmes interrogées par Narges Mohammadi font des exercices physiques, essayent de réciter des poèmes familiers, analysent leurs interrogateurs. Atena Daemi, militante des droits humains, condamnée à six ans et demi de prison en 2014, décrit ainsi ses journées : « Au réveil, le matin, j'essayais de boire mon thé lentement pour passer le temps. Je ramassais la moindre miette pour la plonger dans le breuvage. J'ai les cheveux bouclés, certains tombaient par terre : je les ramassais (...). Je lançais du pain sec aux fourmis. Après le déjeuner, je faisais une petite sieste avant de graver des formes dans l'assiette à l'aide d'une cuiller. »

Narges Mohammadi, elle, passait « des heures à inspecter [s]a cellule, les murs, les angles, la moquette, dessus, dessous ». Elle note : « En examinant les murs, j'ai découvert des écritures : un mot de Shiva Nazar Ahari [une militante des droits humains] se souhaitant un heureux anniversaire, un article de Badralsadat Mofidi [la secrétaire du syndicat des journalistes ira-

niens], signé de son nom. Badralsadat a plus tard déclaré avoir gravé son nom à l'aide d'un coupe-ongles. »

Torture blanche donne aussi à comprendre les méthodes utilisées par les bourreaux pour briser les détenus, mentalement et physiquement. Humiliations, utilisation de la vie intime (parler des relations sexuelles, véritables ou fantasmées, du détenu), intimidations envers les proches, menace d'une condamnation à la perpétuité, voire à la peine capitale, sont autant de pratiques courantes dans les geôles iraniennes. A plusieurs reprises, il est question des tentatives d'agression sexuelle dont des prisonnières font l'objet. Dans son récit, la journaliste Hengameh Shahidi, arrêtée en 2009, relate les avances de l'un de ses interrogateurs, un certain « docteur » qui « jouait à l'amoureux éperdu » : « Un jour, il m'a convoquée dans une salle d'interrogatoire (...) alors qu'il n'avait aucune question à me poser ; il a interrogé ma compagne de cellule, M^{me} F., dans la cellule voisine. C'était un harcèlement sexuel permanent ; il lui demandait à combien elle évaluait sa poitrine et posait dessus des billets de 5 000 tomans. »

Un acte de résistance

Le deuxième ouvrage qui paraît, *Nous n'avons pas peur* (de Natalie Amiri et Düzen Tekkal, traduit de l'allemand par Mathilde Ramadier, avec Sophie Caillat, Le Faubourg, 208 pages, 18 euros. En librairie le 1^{er} mars), donne également la parole à des Iraniennes qui continuent leur lutte, pour la plupart à l'étranger. On l'a dit d'emblée, ce livre collectif a été réalisé de façon moins rigoureuse, en tout cas plus hâtive. Il n'en comporte pas moins quelques témoignages intéressants. Celui de l'actrice Golshifteh Farahani, par exemple. Pour avoir joué dans le film *Mensonges d'Etat*, de Ridley Scott (2008), celle-ci a été obligée de quitter l'Iran pour la France. Ou celui de Fariba Balouch, qui, comme

son nom l'indique, est d'origine baloutche, minorité ethnique et religieuse (les Baloutches sont majoritairement sunnites) discriminée par le pouvoir central, d'obédience chiite. Nombreux dans la province orientale du Sistan-et-Baloutchistan, les Baloutches ont payé un tribut très élevé pour leur résistance pendant le « soulèvement de Mahsa ». Avec ses prises de parole publiques dans les médias et les rassemblements, Fariba Balouch joue un rôle important dans la sensibilisation des Iraniens aux injustices que subit sa communauté.

« Ne pas céder à la fatigue. » La formule est le mantra de Parastou Forouhar, artiste et militante vivant en Allemagne, qui témoigne également ici. Ses parents, Parvaneh et Dariush Forouhar, ont été assassinés pour leurs engagements politiques, en 1998. Fait inédit : le ministère du renseignement iranien a reconnu la responsabilité de ses agents dans ce double meurtre, ainsi que dans celui de deux intellectuels, Jafar Pouyandeh et Mohammad Mokhtari, au même moment. Les commanditaires n'ont pas été désignés. A l'instar de beaucoup d'autres femmes iraniennes, victimes de l'injustice de l'Etat, Parastou Forouhar se bat pour exiger une enquête sur le meurtre de ses parents et celui des autres opposants, car l'assassinat des dissidents, en Iran et à l'étranger, est une pratique courante du pouvoir.

Dans un geste rituel, chaque mois de novembre, l'artiste se rend dans la maison familiale, à Téhéran, pour commémorer la mort de ses parents. Un acte de résistance dans un pays où le régime s'acharne à effacer la mémoire de ses atrocités. Depuis 1998, cette maison est devenue un lieu de rendez-vous pour tous ceux qui rêvent d'un Iran démocratique. Dans *Nous n'avons pas peur*, l'artiste évoque notamment sa dernière visite en Iran, en novembre 2023, quand elle a remarqué le nombre important de femmes dévoilées dans l'espace public, signe de la fin du

compromis avec le mensonge que le pouvoir iranien impose à la population.

De fait, ces deux livres en témoignent : avec le mouvement « Femme, vie, liberté », une page a été tournée. Parastou Forouhar l'affirme de manière éloquente : « *Désormais, la société n'espère plus rien de ce gouvernement, elle veut l'abolition de tout le système. C'est un tournant, une radicalité nouvelle dans la manière dont les*

gens se montrent dans la rue et affrontent le régime », écrit-elle. Le « soulèvement de Mahsa » est loin d'être terminé. Repères

16 septembre 2022 Mort, à Téhéran, de Mahsa Amini, Kurde iranienne de 22 ans, trois jours après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire de la République islamique. Dans les jours qui suivent, le mouvement de contestation se

propage dans plusieurs villes du pays.

15 octobre Des troubles et des affrontements ont lieu dans la prison d'Evin, à Téhéran, où sont détenus de nombreux opposants, parmi lesquels des centaines ont été arrêtés lors des récentes manifestations.

Septembre 2023 Un an après le début du soulèvement, le pouvoir iranien semble avoir repris le dessus, au prix d'une

répression brutale et continue. Le bilan serait de 551 manifestants, dont 68 enfants et 49 femmes, tués par les forces de sécurité – hors exécutions –, selon l'ONG Iran Human Rights, et des milliers d'arrestations.

Janvier Selon le groupe Human Rights Activists News Agency, au moins 746 personnes ont été exécutées par la justice iranienne en 2023.



*correspondante à
Istanbul, Anne Andlauer*
28 février 2024

Turquie: le bras de fer autour du régime présidentiel continue

Du côté de l'opposition, on applaudit un « coup » porté à Recep Tayyip Erdogan et à son régime, mais on estime que cette décision ne présage rien de bon pour la Cour constitutionnelle et ses membres. « *Monsieur Erdogan va les considérer d'abord comme des traîtres, ensuite comme des terroristes* », prédit Mustafa Yeneroglu, député du parti

Deva, ancien proche du chef de l'État.

Dans son arrêt, la Cour estime que certaines compétences accordées à la présidence de la République et à des ministères violent la Constitution, ou qu'il aurait fallu en passer par la loi – c'est-à-dire par le Parlement – pour les faire adopter. Par exemple, celle qui permet à la présidence d'employer

pendant trois ans des juges et des procureurs. Ou celle, également annulée, qui l'autorise à « *collecter des informations* » sur les hauts fonctionnaires. Une autre encore, qui confie au ministère de l'Urbanisme des compétences normalement dévolues aux mairies.

Pour Recep Tayyip Erdogan, c'est un nouveau camouflet de la Cour constitu-

tionnelle – la seule institution qui peut encore se prévaloir d'une certaine indépendance. Le président a fustigé certaines de ses décisions récentes – notamment celle qui exige la libération du prisonnier politique Can Atalay – et appelé à une réforme de la plus haute juridiction.

The New York Times

Farnaz Fassihi
February 29, 2024

Calls for a Boycott Roil Iran's Parliamentary Elections

Voters enraged by a violent crackdown on protesters and disaffected by the failure of elections to yield substantive changes are vowing to make a statement by staying home during Friday's elections.

As Iran prepares for a parliamentary election on Friday, calls to boycott the vote are turning it into a test of legitimacy for the ruling clerics amid widespread discontent and anger at the government.

A separate election on Friday will also decide the membership of an obscure, 88-member clerical body called the Assembly of Experts, which selects and advises the country's supreme leader, who has the last word on all key state matters. While it normally operates behind the scenes, the assembly has the all-important task of choosing a successor to the current, 84-year-old supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who has ruled Iran for more than three decades.

Iran's leaders view turnout at the polls as a projection of their strength and power. But a robust vote appears unlikely with these elections taking place amid a slew of domestic challenges and a regional war stemming from the conflict between Israel and Hamas in Gaza that has come to include Iran's network of proxy militias.

Analysts say Iranians have also lost confidence in elections after repeatedly voting for reformist lawmakers and presidents who pledged changes in foreign and economic policy and more individual rights that mostly failed to materialize.



A large billboard in Tehran encouraging people to vote in parliamentary elections this week. With widespread disaffection, turnout could be as low as 15 percent, one government poll said. Arash Khamooshi for The New York Times

A government poll cited last week by Khabaronline, an Iranian news outlet, projected turnout of about 36 percent nationally and only about 15 percent in Tehran. (The site said it withdrew the report under orders from the government.) By in 2017.

Mr. Khamenei on Wednesday urged Iranians to vote even if they are not satisfied with the status quo, stressing that voting was tantamount to protecting the country's national security.

"If the enemy sees a weakness in Iranians in the field of national power, it will threaten

the national security from various angles," Mr. Khamenei said in a speech that was broadcast on state television. "Not voting has no benefits." But opponents disagree. Many prominent politicians, activists and the jailed Nobel Peace Prize laureate Narges Mohammadi have called on Iranians to boycott the vote to demonstrate that they no longer believe change is possible through the ballot box.

"The Islamic Republic deserves national sanctions and global condemnation," Ms. Mohammadi said in a statement from her cell posted on

social media. Sitting out elections, she added, "is not only a political necessity but also a moral duty."

A group of 300 prominent activists and politicians, including former lawmakers and a former Tehran mayor, signed a joint statement calling the elections a farce because of the strict vetting of candidates that predetermined the elections' outcomes. The government was "engineering the elections to confront the will of the people," the statement said, adding that the signatories were refusing to participate in the "staged event."

The main source of Iranians' anger toward the government is its violent crackdown on demonstrations led by women and girls in 2022 and 2019 that killed hundreds of protesters, including teenagers and children, and the jailing of dissidents, students and activists.

That added fuel to longstanding grievances over government corruption and economic mismanagement that, along with foreign, nuclear and military policies that have impeded efforts to lift economic sanctions that are dimming Iranians' prospects of earning a decent living.

Analysts say voter turnout in the elections will be an important measure of the government's popularity and, by extension, its power.

"The elections are important for two reasons," said Sanam Vakil, director of Middle East and North Africa program at Chatham House. "First, we are returning to popular protest through not participating in elections, and second, how low the vote will be could tell us something about the power base of the Islamic Republic."

Even with low voter turnout, however, the conservative faction is expected to maintain its grip on the Parliament because its candidates are running largely uncontested. An appointed body called the Guardian Council, which vets all the parliamentary candidates, eliminated nearly all those who could be considered independent, centrist or reformist. Over 15,000 candidates were ap-

proved to run for 290 seats, including five slots for religious minorities, for a four-year term that begins in May.

The Reform Front, a coalition of parties that generally favor more social freedoms and engagement with the West, announced that it was not participating in the election because all its candidates had been disqualified and that it could not endorse any of the council's approved candidates.

"At this moment, we have no space to maneuver and we have no choice," Javad Emam, the spokesman for the Reform Front, said in an interview. "The relationship between the people and the state and the politicians has been seriously and deeply damaged."

In Tehran, election posters and banners erected around the city this week by the authorities equated voting with nationalism and love for Iran — but not the Islamic Republic. "High participation = A strong Iran" and "Decide for Iran," read two of the banners seen in photographs and videos in the Iranian news media.

Campaign rallies in Tehran have lacked the typical fervor of previous elections. In many places candidates delivered speeches to small crowds surrounded by rows of empty seats, according to videos on social media and witnesses. Outside the campus of Tehran University this week, election campaigners set up a microphone and invited passers-by to speak freely but they were refuted with dismissive shrugs and

angry cursing, one witness reported.

Many Iranians dismissed the whole exercise as a waste of time. "It doesn't matter who comes and who goes and who takes power — I have absolutely no hope of fixing this system, nor do I know a way to reform it through the existing constitution," said Alireza, a 46-year-old scriptwriter in Tehran who asked that his last name not be published out of fear of retribution.

Vahid Ashtari, a prominent conservative who has exposed financial corruption and nepotism among senior Iranian officials and faced prosecution, has labeled elections "*sarekari*," a Persian slang term for duping or tricking someone. He said in a statement on the social media platform X that outside the bubble of campaigning "people are living their lives" and could not care less about which candidate was running under which coalition.

Campaign events seemed to attract larger crowds in some smaller cities, where politics are more local and politicians are known through their clans. In Yasuj, a small city in southwest Iran, videos on social media showed a conservative candidate joining an impromptu dance party and energetically rallying the crowd of men and women — a clear bending of the rules that ban public dancing.

Some supporters of the government said their decision to vote was an act of defiance against the naysayers and Iran's traditional enemies, Is-

rael and the United States. "I will vote and invite everyone around me to vote as well," Rasoul Souri, 42, who works in a government agency in Tehran, said in a telephone interview. "When we participate in the election, the development of our country will disappoint our enemies."

Analysts say Iran's efforts to avoid war during the current tensions in the region are tied to its domestic dynamics. Mr. Khamenei, they said, does not want to risk external confrontations that could destabilize Iran domestically at a politically sensitive time, particularly when the issue of his succession, and by default the future of the Islamic Republic, is being quietly discussed.

The election for the Assembly of Experts could prove consequential, given its role in naming the next supreme leader. But a vetting process that disqualified a former reformist president, Hassan Rouhani, from seeking reelection to a seat he had held for more than two decades indicated to analysts that Mr. Khamenei's successor will be a conservative.

"Given the high stakes there will be no margin for error for Iran's ruling elite," said Nader Hashemi, a professor of Middle East politics at Georgetown University. "Stage managing this election to ensure a loyal assembly will be a top national security priority for the Islamic Republic."

Iraq's Oil History: How Kurdistan Was Wronged?

In the 1890s, there was a growing belief that Iraq, then a province of the Ottoman Empire, possessed significant oil and gas reserves. This belief sparked negotiations between European actors and the Ottoman Sultan's Civil List, or Privy Purse, in Istanbul, about securing exploitation rights for these resources. Following the successful appropriation of these rights in 1909 (a year after the Young Turks Revolution), the Turkish Petroleum Company (TPC) was established in 1912.

The TPC's shares were divided among the British, Germans, Turks, and an Armenian-Turk named Calouste Gulbenkian, who held a 5% stake and was nicknamed «Mr. 5%.» On June 28, 1914, the Ottoman Grand Vizir agreed to lease to the TPC the already discovered and any potential petroleum deposits in the vilayets of Mosul and Baghdad. Following the dissolution of the Ottoman Empire at the end of World War I, this agreement served as the basis for the TPC's application to the newly formed Iraqi government for a concession for the aforementioned regions. In 1920, in accordance with the San Remo mandate, France assumed control of the 25% shares previously owned by Germany.

Postwar oil and geopolitics

Following the Treaty of Lausanne, the League of Nations delimited the borders between Iraq and Turkey in 1926, with Iraq receiving the Mosul vilayet and Turkey receiving 10% of the royalties for the oil pro-



duced in the Baghdad and Mosul vilayets for 25 years. The Iraqi Government granted a defined 75-year concession covering these areas in March 1925. The Americans were then given 23.75% of the TPC's shares under the name Near East Development Corporation. Similar shares were held by the French company Francaise des Petroles (later Total), the British Anglo-Persian Oil Company (later BP), and the British-Dutch Royal Dutch Shell, with Gulbenkian holding the remaining 5%. The TPC renamed itself the Iraqi Petroleum Company in 1929, and the concession, though modified several times, lasted until 1972 when Iraq nationalized its oil resources.

Meanwhile, the Kurds were granted self-determination by the Treaty of Sevres in 1920, but this promise was revoked or ignored in the 1923 Treaty of Lausanne, which promised Iraqi Kurdistan autonomous status only. Kurdistan was now included in the old Baghdad vilayet's oil concessionary areas.

The Mosul vilayet, along with parts of Kurdistan promised to France in the 1916 Sykes-Picot Agreement, became part of the newly formed state of Iraq.

The natural conclusion is that modern Iraq, rather than being a cohesive nation-state, is shaped primarily by its abundant oil wealth. Iraq's formation as a state can be said to have occurred in the aftermath of World War I, during the disintegration of the Ottoman Empire and the establishment of the new Middle East. Unlike other postwar states however, the formation of Iraq as well as its rugged course of development as a state, were heavily influenced by its significant oil resources.

The causes of its creation as an artificial state—even the monarchy was imported from outside Iraq—were founded on greed and wealth rather than «national» factors. Iraq as a state experienced turmoil in the years 1936, 1942, 1948, 1958, 1963, 1967, 1968, 1979-1988, 1990-2003, and 2014-2016. It

is now a textbook example of a rentier state that meets all of the classical conditions proposed by Charles Tilly (1985) (What were those conditions? And what do they diagnose or signal?). Such states derive most of their revenues from the outside world and the functioning of their political system depends to a large degree on accruing external revenues (Rolf Schwarz, 2008). With the experience of state failure in many parts of the developing world, the famous dictum that «war makes states» has been revived in recent years.

Outside of a brief period in modern Iraqi history (1920-1950), the political system and economy became heavily reliant on oil rents. The establishment of the Majlis Al-Imar al-Aala in 1950 signaled a paradigm shift in which oil revenues became critical to the government budget and thus to economic development. Ironically (This idea seems to build more on the events of 1950 rather than act as something surprising or amusing), the major economic projects in Iraq that formed the foundation of its current infrastructure were either completed or planned during the 1950s. The degradation of representation and the fragile democracy that existed during the monarchy were direct consequences of the newly formed rentier state, not rentier economy. The period between the mid 1930s and 1940s marked the beginning of political instability and turmoil, which culminated in 1958 with the drastic change of the political system through

military force. Thus, since its independence in 1932, Iraq's political history has cycled between a weak rentier state, a war-making strong rentierism state, and a de-formed rentier state in the aftermath of Kuwait war in 1991.

Kurdistan and its potential

Kurdistan stands on the shoulders of a century of Iraqi experience. Major powers thwarted the Kurdish people's aspirations for an independent nation-state during this period, instead offering promises of autonomous status that were never fulfilled.

Kurdistan's social structure is primarily tribal but also has ethnic and linguistic homogeneity. Throughout history, the region has had peaceful relations with its ethnic and religious minorities. Centuries of coexistence and shared land and heritage have blurred these distinctions. Despite this, Kurdish society in Iraq has faced significant racial and ethnic discrimination. Kurds, like other minority groups, have been treated as a minority within an Arab-majority population. This difficult situation has resulted in a commitment to fair governance and security for all minorities in Kurdistan.

Kurdistan's historical connection with its homeland and geography remains strong. The concept of a historical homeland is firmly rooted in the region's past and continues to be relevant in the present day.

Another irony is that the same oil that prevented the formation of the Kurdish state may one day play a significant role in the formation of a new Kurdish state. Only after clear indications of oil wealth in Kurdistan did the British redraw the map of Iraq after revoking the Sykes-Picot agreement. That map of Iraq is fundamentally based on knowledge of the presence of oil within Kurdish territory. For the same reason,



the Kurds were denied the right to self-determination.

The former IPC, like successive Iraqi governments, dabbled in Kurdistan. Kurdistan's total number of drilled wells did not exceed 28 boreholes. Since 2005, the number has risen to more than 100. The discovery of oil in Kurdistan is thought to be one of the main reasons for the annexation of southern Kurdistan (the Kurdistan region) into Iraq and the revocation of the Sykes-Picot agreement. The marginal development of oil exploration in Kurdistan was actually intended to stymie Kurdistan's economic development and, as a result, reduce the possibility of economic and political autonomy and future independence. Fearing that Kurdistan would seek independence if it became economically powerful, all Iraqi governments have avoided exploration in Kurdistan, even during periods of peace.

Can oil be seen as a driver of self-determination?

The current school of thought emphasizes Kurdish nationalism within the boundaries of existing states while rejecting the concept of trans-nationalism altogether. However, when

state formation and construction are possible, some authors, such as Denise Natalie (2012), argue that «Iraqi Kurds are likely to continue their drive for greater autonomy, aiming to transform their status as a dependent quasi-state in Iraq or economic vassal state of Turkey into their own self-sufficient independent entity.» A similar conclusion is reached by columnist David Romano: «On pragmatic grounds, Kurdish leaders could avoid maximalist approaches; however, if there is increasing instability in Iraq, they might also tell international partners that they deserve to be released from a failed state.» Clearly, such authors see past the current status quo and believe that Kurdistan will eventually become an independent state. Others, such as Dutch journalist and writer Joost Hiltermann, believe that asymmetric federalism models are the best mechanisms for power sharing. These analyses and conclusions are undoing and unraveling at least some of what the Sykes-Picot agreement had knitted in the aftermath of the strange, unpredictable, chaotic upheaval and massive complexities of the «Arab Spring,» specifically in Syria.

Although the Kurdish region's oil resources are roughly a tenth of those of Iraq, they are still significant given that the region has a population of nearly 5 million people. Current discovered resources are most likely greater than those of OPEC member Ecuador (population 15 million) or major exporter Azerbaijan (9 million). At current oil prices, the Kurdistan Regional Government planned to reach a production capacity of 1 million barrels per day by 2016, which would have generated enormous revenues. The author of *The Myth of the Oil Crisis*, Robin Mills, saw this as evidence that Kurdistan's oil resources could serve as the foundation for a viable economy.

Dr. Kamal Kolo, based in Erbil, serves as a distinguished professor specializing in Petroleum and Biogeosciences at Soran University. Alongside his noteworthy scientific endeavors, he has contributed to the literary world with several authored and co-authored books. Some of his notable works encompass «Es War Einmal in Aradin,» «Das Ende Des Babylonischen Exiles,» «Inside Out: Textorientierte Erkundungen des Werks von Annemarie Schwarzenbach,» and «Iraqi Kurdistan Region A Path Forward.»



Nadine Maenza

Beautiful History of Religious Freedom in the Kurdistan Region of Iraq

In addition to its stunning mountains and landscapes, the Kurdistan Region of Iraq (KRI) has a long and beautiful history of pluralism, making it a bright spot for religious coexistence among countries that have some of the worst religious freedom in the world.

Even as Iraq's religious and ethnic minority populations have declined as they struggled with growing sectarianism, the people of the KRI have instead sought to cultivate a flourishing society with a mosaic of religious communities including Muslims, Christians, Jews, Yazidis, Zoroastrians, Baha'is, Sabean Mandeans, Kaka'is, and others.

Many of the region's most ancient communities, including the Yazidis, the Syriac-Assyrian-Chaldean Christians, the Kaka'is, and others can trace their roots in these lands back centuries and in some cases millennia. Considering the intense hardships that they have faced in recent decades, for many it is within the KRI where a remnant of these communities lies.

Protecting religious minorities

As the President of the [International Religious Freedom \(IRF\) Secretariat](#) and former Chair of the [U.S. Commission on International Religious Freedom \(USCIRF\)](#), most people my focus to be entirely on governments who are the worst violators.

Instead, it is important that we also highlight and support communities with surprisingly positive contributions – like Taiwan, North-east Syria, and the Kurdistan Region of Iraq - so they can continue to be safe places for religious minorities and all who want

to live in peace. The societies that they have created benefit all who are seeking stability in these otherwise tumultuous regions. They deserve widespread international support and honest encouragement to continue their efforts.

The area under the Kurdistan Regional Government (KRG) is in stark contrast to the countries it borders – Iran, Turkey, and Syria – especially in its support of Article 18 of the [Universal Declaration of Human Rights](#), which states: "Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion; this right includes freedom to change his religion or belief, and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in teaching, practice, worship and observance."

For instance, the Baha'i community traces its history in the KRI back 170 years. While Baha'is are illegal in the rest of Iraq and terribly persecuted in neighboring Iran, the KRG has openly supported them and protected their right to gather, worship, and participate in society.

[USCIRF](#) reported that the region "continued to be a crucial safe destination for Iraqis displaced from elsewhere in the country, and the KRG's extension of greater municipal representation for religious and ethnic components is commendable." It also applauded KRG Prime Minister Masrour Barzani's October 2021 declaration to make [Ankawa](#), a Christian area in Erbil, a district allowing largely Syriac-Assyrian-Chaldean residents the ability to oversee their local affairs.

Concrete actions

When ISIS swept through Iraq and Syria in 2014, the KRI was able to protect its borders while generously accepting over [2 million](#) refugees and internally displaced persons (IDPs) fleeing both the Syrian Civil War and the ISIS's genocidal campaign primarily targeting Yazidis, Syriac-Assyrian-Chaldean Christians, Shia's, and other religious and ethnic minorities with horrific atrocities.

The massive influx of people desperate for safety boosted the KRI's population by one-third and was a heavy burden economically. Even now, the region continues to host approximately one million refugees and IDPs, including over 360,000 still living in camps eight years after fleeing ISIS.

With the United Nations set to pull out of Iraq to focus on Ukraine and other newer war-torn areas, the KRG will need the support of the international community. Only then can we ensure that Yazidis, Syriac-Assyrian-Chaldeans, and others still displaced can fully recover from the genocide and either return to their homes or resettling in the KRI or abroad if returning is not a safe or viable option.

Fortunately, I have been able to visit the KRI frequently over the years and have developed great friendships with those from various religious and ethnic communities. I understand the difficulties that can arise in this complicated region and appreciate the open door to government officials to share and dialogue about potential solutions. It is vital that the needs and concerns of these communities continue to be shared honestly and that concrete

actions are taken by both government and civil society actors to address these concerns.

In February, I had the honor of moderating a Religious Freedom Roundtable at the Erbil Forum 2023 co-hosted by the IRF Secretariat, Rudaw Research, and the Seed Foundation. It was encouraging to see Muslim leaders from both the Sunni and Shia tradition, as well as Yazidi, Syriac, Assyrian, and Chaldean Christian leaders, as well as others, engage in robust dialogue about issues of common concern.

The KRG has been proactive in seeking to develop religious literacy, expand education, and nurture multi-faith dialogue to bolster their pluralistic society. Civil society organizations play a vital role in advancing the rights of all their diverse communities, including through a regular IRF roundtable, and in connecting to the global network of roundtables and other national and international partners.

As religious freedom continues to deteriorate around the world and geopolitical trends change, it has never been more important for international partners to support the KRG so that it can remain a refuge for religious and ethnic minorities and all who seek peace and security.

Nadine Maenza is the President of the International Religious Freedom (IRF) Secretariat and former Chair of the United State Commission on International Religious Freedom (USCIRF). She is also a Global Fellow at The Wilson Center.



**Archbishop Bashar
M. Warda**

The Status of Christians in the Kurdistan Region

A commentary on the status of Christians in the Kurdistan Region of Iraq must begin with a recognition that much of the historical Christian lands in northern Iraq continue to exist in a disputed status, the sovereignty of which remains undetermined between the central Iraqi Government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) in Erbil.

In particular, the Christian towns and lands of the Nineveh Plain remain highly problematic. The ongoing lack of resolution on this matter colors all discussion for the Christians in northern Iraq and the Kurdistan Region, and the many areas of concern stemming from it cannot be minimized. Overall, the issue of security, especially in the Nineveh Plain, remains a fundamental concern for Christians.

A center for Christianity in Iraq

Nevertheless, certain conclusions can be drawn from the recent experience of the Christians living in the undisputed areas of the Kurdistan Region, primarily in the greater Erbil region. This population at present includes not only the indigenous (pre-2014) residents, but also the internally displaced persons (IDP) Christians of Nineveh, who fled to the safety of the Kurdistan Region after the ISIS attacks of 2014. Altogether, this represents well more than 150,000 Christians, making it the single largest center of Christianity remaining in greater Iraq.

Important to note here is the

willingness of the KRG leadership to consistently engage in acts of public solidarity with the Christian population. These examples of tolerance and respect are of great significance. Moreover, especially in the aftermath of the ISIS war, continued vigilance and leadership must be shown at all levels of government to ensure that hateful ideologies are not allowed any space to take root. The Christians in the Kurdistan Region will continue to look closely for unwavering support in this area.

From faith comes service

Fundamentally, the future of Christians in the Kurdistan Region rests on the freedom to practice their faith. Here, we must acknowledge that the KRG has protected the freedom for communities to practice and live their faith openly. Since the crisis in 2014, new churches, schools and health clinics have opened, and a new university was established, the Catholic University in Erbil. At the same time, the KRG allowed Christians to administer and manage the humanitarian needs of their displaced families in various sites throughout the greater Erbil region and provided land and security to support the efforts of the Church. In all these cases, the KRG has allowed for the building and operation to take place in a manner that respects and supports Christian traditions and beliefs.

This ability to practice one's faith in real terms is of critical importance if Christianity is to have a meaningful future in the Kurdistan Region and greater Iraq. In stating this, we refer to

the historical role of Christians as peacebuilders, especially in the field of education and health care. These roles are fundamental to Christian identity worldwide, and nowhere more so than in Kurdistan. The value of these Christian roles to the greater community, including all other faiths, is well established.

However, the ability to provide this critical role, as peacebuilders, educators and health care professionals, is for Christians ultimately based upon the ability to live out their faith. For it is from their faith that their service-based view of the world originates. Thus, without freedom to practice their faith, Christians are essentially denied the ability to live out their lives of service to others.

The future of Christians in the Kurdistan Region

Assuming the greater community of the Kurdistan Region values these contributions, as we hope and believe they do, how can we gauge the potential future for the Christians now living there?

Key to the ongoing viability of any community is economic stability. Can people find jobs? Can they support their families? In this, it is important to understand that the Christian communities of the greater Erbil region have been accepting IDPs not merely since 2014, but for much of the prior decade, as many Christians were forced to leave the persecution that had become so widespread in southern Iraq. Indeed, as of 2010, over 3,000 displaced

Christian families in Erbil had already been forced to flee violence elsewhere in Iraq.

Since 2014, the number of Christian IDP families in Erbil has increased by more than 10,000 additional families. As we look to the coming year, these numbers remain fluid, with many seeking to return to their former homes in the Nineveh Plain. Yet a significant number of these families may choose to stay in the greater Erbil region for the foreseeable future.

Whether they ultimately choose to stay in the Kurdistan Region or join the diaspora of Iraqi Christians across the world will largely depend upon the region's economic prospects. This in turn will depend upon the leadership shown by both the public and private sectors in providing opportunity and access for all segments of the population, including Christians.

Culture and education

Another key factor in determining the future of Christians will be the quality of education that can be provided to the young generations. In this, we hope that the Christians will play an important role in the reforms that must take place in the field of higher education if the Kurdistan Region and Iraq are to take their proper places in the modern world. The holdover paradigms from the centrally controlled educational system of former governments must be replaced by a new era of flexibility and internationally competitive excellence in education. While this is a matter of

great concern for Christians, it no doubt speaks to the concerns of all in the Kurdistan Region.

In closing, we remind the world that the Christians of northern Iraq have lived here for nearly two thousand years. These are ancient people with a unique and important culture, who pray

that they will be able to stay in their historic homeland, recover from a long history of persecution, and live in peace with their neighbors. After this painful and violent history, the future for Christians in Iraq today rests not so much on the actions that they might take, but by in power in Baghdad and Erbil and outside powers whose for-

eign policy decisions have so often ignored the consequences for Christians and other threatened minorities.

In these times, Christians stand ready to participate as full citizens with equal rights in a proper sovereign government legitimately chosen by the people, in which valid measures

of local autonomy are sufficient to ensure that the historical demography and cultures of the region are protected.

Bashar Matti Warda is a Chaldean Catholic cleric and the current Archbishop of Erbil.



Omar Aziz

The Kakai People: Hidden Religious Practices and Struggle for Recognition

This story delves into the captivating narrative of the Kakayi Kurds, also known as Kakais or Ahl-e Haqq. As a religious minority residing predominantly in the Kurdistan regions of Iraq and Iran, they uphold a unique and ancient belief system that intricately weaves together components of Islam, Zoroastrianism, and ancient Mesopotamian traditions. Renowned for their syncretic faith, the Kakayis embrace mystical practices and engage in spiritual rituals that are shrouded in secrecy, offering a glimpse into their enigmatic and deeply rooted cultural heritage.

Rangin Marf, 45, looks more stylish in her Kurdish outfit and a cap. With a soft smile, she talks about the pot of yogurt in front of her, which she had brought to the Masti Qalati (the Castle of Yogurt) ceremony in Hawar village.

The Masti Qalati ceremony, also known as the Giving Day ceremony, is a significant occasion for the Kakai religious community. Held annually in May, it has religious and social

significance for the Kakais who live in the Hawraman Lhon region, specifically in the villages of Hawar, Hawarakon, and Daratwe in Halabja province.

«Masti Qalati (Giving Day) is a special and important occasion for us Kakais, so we prepare ourselves in the most beautiful way,» says Rangin.

As members of the syncretic religion, Kakais are also known as Ahl-e Haqq or People of the Truth, found in Kirkuk, Halabja, Nineveh, and Iranian Kurdistan. The Qalate ritual, so named because it takes place in the Qalate area overlooking the shrine of Mir Askandar, a respected Kakai religious figure from the past, entails a meeting of Kakai people who bring milk and other crops for contribution. As a result, it's known as the Castle of Yogurt.

During the ceremony, the Kakais visit sacred sites and shrines in addition to exchanging dairy products and livestock. Families also practice reconciliation and exchange visits,

as well as provide grain, wheat, and food for birds and animals.

Rangin notes that the ceremony used to be held exclusively in Qalate due to the small number of Kakai households in the three villages. However, with the increase in the Kakai population, the ceremony now is held in Hawar village as it attracts Kakais from Halabja and other cities, as well as some Muslims.

Concealed practices

Apart from Masti Qalate, the Kakais have other religious ceremonies, although they are not openly celebrated.

Ako Shaweis, a 53-year-old Kakai, reveals that religious events are held in hidden locations known as Jam Khana among the Kakai community. The reasoning behind this concealment is that they believe religion is a private matter between individuals and their God that does not require public disclosure.

According to Ako, the Kakais believe that the more hidden and concealed the religious ceremonies are, the more acceptable they become, strengthening the relationship between individuals and their God.

The historical oppression faced by minorities justifies the Kakais' choice to keep their ceremonies secret. Ako highlights the importance of concealment in avoiding rivalry and probable persecution from the majority religion. As he puts it, «These rituals have always been kept secret, and Kakais have the right to do so because minorities have always been oppressed. To avoid such persecution, these rituals should be performed in secret, as they are intended for God, not for humans.»

Ako goes on to say that the Kakais are a marginalized group in their own country. «In this country, the Kakais are an oppressed class. This, I believe, is in part due to the Kakais' inability to communicate their de-

mands to the government. At the same time, I believe the Shiites and Islamic groups have sought to avoid portraying the Kakais as a distinct branch of Islam.”

Although there are no accurate statistics on the Kakai population, the head of the Mithra Organization for the Development and Culture of Yarsani Kakais estimates that there are 120,000 Kakais living in Iraq and the Kurdistan region. Even though the Kakais are Kurdish, it is noteworthy that 70% of them reside outside the administration of the Kurdistan Regional Government.

Rajab Asi, also known as Rajab Kakai, the president of the Mithra Organization for Yarsani Development and Culture, states that Kakais have no barriers in practicing their beliefs

in the disputed areas between Baghdad and the Kurdistan Region. These locations include the Bainan villages in Nineveh province, the villages of Daquq in the south of Kirkuk province, and Khanaqin in the north of Diyala province.

Ongoing threats

Kakais are free to practice their faith within the confines of their homes. However, Rajab stated that extremist groups in the region continue to pose a threat to Kakais.

Rajab categorizes these radical organizations into two sorts. The first comprises of radical Salafi factions that despise the Kakais and reject anyone with opposing ideas. The second category comprises the Iraqi Shiite political parties, which

Rajab considers to be more dangerous. They aggressively encourage Kakais to convert to Shiism and engage in confrontations with Kurds and Sunnis, even if they do not resort to physical violence. Rajab emphasizes that these Shiite political groupings endanger not just the Kakais but also Kurdish national security.

The threats towards Kakais escalated significantly after the Kurdish independence referendum in 2017. As a result, Kakais were forced to evacuate a village in Khanaqin and eleven villages in the western Daquq district of southern Kirkuk province. Rajab attributes these threats to political and security motives, citing the expansion of Shiite influence in these areas as a concern.

Rangin, a participant in the Masti Qalate ritual, emphasizes her strong desire for Kakais to be recognized as an independent religion in the Kurdistan Region and Iraqi constitutions.

«As Kakais, we wish that Kakais be recognized as an independent faith in the constitutions of the Kurdistan Region and Iraq; this is not only my wish but that of every Kakai,” said Rangin.

Omar Aziz is a journalist and videographer from Halabja, specializing in Kurdish media since 2012. With a media degree and a passion for storytelling, he captures impactful moments and sheds light on important issues through his work



Tanya Goudsouzian

Erbil: Rich With History, Replete With Opportunity

It took two planes, a road trip, and a rickety speedboat to transport me to the Kurdistan Region of Iraq in January 2003. It was then the run-up to the U.S.-led invasion, and journalists were competing to enter, with neighboring Iran, Turkey and Syria not making things easy.

After a six-day wait in Damascus, I boarded a wobbly charter plane and flew to the border town of Qamishli. The journey continued by car, past oil rigs and into Malakia, where I took a speedboat ride across the Tigris River. On the other side, a large sign, “Welcome to Kurdistan,” greeted new arrivals stepping onto the shore. It was

the unofficial border crossing at Faysh Khabur – or peshkapur in Kurdish. Then by road I traveled to a regional political bureau in Zakho to register my arrival, and from there it was onward to Erbil.

I was among a few journalists who had managed to enter the country as the war approached. It wasn’t Baghdad, but it was a part of Iraq about which little news was being reported in the mainstream media, especially after the No-Fly Zone had been imposed following Saddam Hussein’s defeat in the 1991 Gulf War. The zone had permitted the establishment of the autonomous Kurdish Re-

gional Government (KRG), but it had also left the cities under its jurisdiction walled in and isolated from the world. My assignment was to gauge the mood among the Kurds in the run-up to the invasion.

“Nobody knows much about the Kurds,” my editor had told me flippantly. “Let’s humanize them. Find out what they eat, whether they go to the cinema, what they think of the upcoming U.S. invasion,” he instructed.

I spoke to a cross section of Kurds, including shopkeepers in the bazaars, truck drivers, communists, former political prisoners, survivors of the 1988

Halabja chemical attack, peshmerga commanders, and civil society activists. The optimism was unanimous. The U.S. must invade, and Saddam Hussein must go, along with the crippling sanctions that had so cruelly impeded progress in the semi-autonomous Kurdish region. For the Kurds, the war represented hope for a temptingly better future.

Erbil, also called “Hawler” by the Kurds, is an ancient city with an estimated population of around 1,600,000. It had always been an important regional trade center, with roads to Turkey, Iran, and Syria. The famous Hamilton Road con-

structed under British rule in 1928-32 by Archibald M. Hamilton runs from Erbil through the mountains to the Iranian border.

I stayed at the Chwar Chra Hotel, which at the time was the hotel of choice for most foreign journalists, politicians, and aid workers. It provided good security, clean rooms, and fewer power cuts than elsewhere. Under Iraqi rule after World War I and during the Kurdish struggle against Saddam in the 1970s, Erbil's infrastructure had largely been neglected. Even after the establishment of the KRG, Erbil continued to suffer economically due to the economic blockade imposed upon it by Saddam and to the UN sanctions against Iraq.

The Chwar Chra boasted a restaurant that served succulent local dishes but was also a meeting place for the Who's Who of Erbil. More importantly, the name of the establishment commemorated the short-lived 'Mahabad' Republic in Iranian Kurdistan, a tragic chapter of Kurdish history that offered foreigners a first glimpse into the Kurdish psyche. While Kurds looked to the future with hope, they would never forget the past.

In 1945, with backing from the Soviet Union, Kurdish politician and jurist Qazi Muhammed had founded the first ever independent Kurdish state in the city of Mahabad in Iran. Mustafa Barzani was appointed Minister of Defense and commander of the republic's army. When Iranian forces engaged the forces of the Republic of Mahabad, Barzani quickly proved his reputation, as his forces inflicted defeats on the Iranian divisions and were one of the few who

did not surrender or defect to the advancing Iranian forces.

However, less than a year later, in December 1946, Iranian forces invaded the city and hanged Qazi Muhammed and his colleagues in the now iconic Chwar Chra square. Barzani and his followers managed to evade capture by finding refuge first in Armenia, later in Azerbaijan. After spending periods of time across the Soviet Union, he returned to Iraq and engaged in numerous insurgencies against Baghdad.

At the time of my first visit to Erbil in January 2003, Barzani's son Massoud was heading the Kurdistan Democratic Party that he had co-founded with Qazi Muhammed. I interviewed him then.

"We are not thinking of participating in the war because we are focusing on the day after the regime changes," he told me. "For several reasons, it would be very difficult for us to take part in this war. We don't intend to move our troops outside of Kurdish-ruled areas, and within this region, there are no targets for us to hit."

By the time of my second visit to Erbil in the winter of 2005, Massoud Barzani had been elected as the President of the Kurdistan Region and it was, as he put it, "the day after the regime change." Saddam was gone, the Baath party was destroyed, and it was finally time to build. Fortunes flowed into the Kurdish region, mostly from the Gulf countries and Turkey. Kurdish-administered northern Iraq was a blank slate, and risk-taking entrepreneurs from around the world were parachuting in. Soon, there would be two new airports, several

new housing projects, shopping malls, five-star hotels, and Western fast-food chains.

Today, the presidency of the Kurdistan Region is held by Mustafa's grandson, Nechirvan Barzani, while Massoud's son Masrouf Barzani is Prime Minister. In a nod to cross-Kurdish alliance, Qubad Talabani from neighboring Sulimaniyah is Deputy Prime Minister.

Traveling to Erbil no longer entails crossing the Tigris by speedboat or long car drives, as Erbil International Airport is now on par with global standards, with a VIP lounge offering croissants, cappuccinos, and Levantine treats like manakish and lahmajoon.

With much of the construction nearly complete, Erbil now boasts a skyline fit for any self-respecting Gulf country. High-end housing complexes, sushi bars, franchise fast-food restaurants such as Hardee's and KFC, and other shops are found throughout the city, as are international hotel chains such as Rotana and Divan (Marriott and Hilton are set to open in the near future as well). The favorite spots of European expats include a German beer garden and a restaurant in the hip section of Ainkawa.

But though Erbil residents look back with pride on their recent days of struggle and triumph, there is far more history in Erbil dating to the fifth millennium BC. At the heart of the city lies the ancient Citadel of Erbil and the Mudhafaria Minaret. The earliest historical reference to the region dates to the Third Dynasty of Ur of Sumer, when King Shulgi mentioned the city of Urbilum. Over the millennia, Erbil has been ruled by such

empires as the Sumerians, Assyrians, Babylonians, Medians, and Achaemenids and then later by the Sassanid Persians, Greeks, Parthians, Arabs, and Ottomans. In fact, Erbil was already an ancient city when in 331 BCE Alexander the Great defeated the Persian king Darius III at the Battle of Gaugamela, also known as the Battle of Arbela (Erbil) in 331 BCE, ending the Achaemenid Empire and leading to the downfall of Darius.

Visitors to Erbil's archeological museum will find a large collection of pre-Islamic artefacts, particularly the art of Mesopotamia. The city is also a center for archaeological projects in the area and was designated as Arab Tourism Capital 2014 by the Arab Council of Tourism. In July 2014, the Citadel of Erbil was inscribed as a World Heritage Site.

As cities go, Erbil is a wonderful mélange of the old and the new. Thousands of years going back to the fifth millennium BC, through the pre-Islamic era, and up to modern times reveals today's Erbil as a city that does not bury its heritage but proudly displays it instead. It is rich with history, replete with opportunity, and ready to compete with other first-rate cities around the region.

Tanya Goudsouzian is a journalist, author and editor specializing in Afghanistan and Iraq affairs. She has reported for various international media outlets, including Al Jazeera English, RFE/RL and Le Monde Diplomatique. She is recognized for interviews with leading political figures including presidents of Iraq and Afghanistan, military leaders and dissidents.

Leila, the Kurdish Princess Who Once Captivated Western Theater

Western journalists dubbed her «Leila of a Thousand and One Nights,» «The Princess Carrying the Perfumes of Eastern Nights,» «The Bright Moon of Oriental Nights,» but most commonly «The Kurdish Princess and the Princess of Dancing.»

Leila Bederkhan, born in Istanbul in 1903, was the daughter of Abdulrazzaq Bederkhan and Henriette Ornik, a Romanian Jewish dentist. Her father was a descendant of Bederkhan, a legendary Kurdish leader and ruler of the Cizera Botan Emirate in modern-day Turkey's south-eastern.

Leila and her mother fled Istanbul for Egypt when she was a baby after her parents divorced. She never saw her father again because he was involved in Ottoman disputes and later started a movement to establish an independent Kurdistan.

When she was 14, she moved from Egypt to Vienna and then to Paris, where she has remained ever since. She would dance in Europe, free of family and religious constraints, drawing inspiration from her glamorous past and refashioning her cultural heritage.

Leila developed her own unique dance style, her own oriental creations. She was famous for her long arms and once stated that «hands are more expressive than feet in dancing.» Her fingers and arms were described by journalists as having «calligraphy from an ancient Arabic manuscript.»

Leila's stylized dances incorporated elements from Persian, Egypt, India, Assyrian, and Yezidi cultures and Zarathustrian of Mesopotamia and Kurdistan.

Leila went on to become a famous artist in the 1920s and 1930s. When she was dancing, she was world famous; there were many female dancers on stage, but few who danced on both sides of the Atlantic. She performed in the United States and Canada, as well as India, Egypt, Morocco, Tunisia, and Europe, including the United Kingdom, France, Spain, Germany, Italy, Austria, Belgium, Romania, and Sweden. Her debut performance at The Town Hall in New York was featured in the New York Times on March 4, 1931.

Her arrival in New York made headlines, and her image appeared in newspapers and on newsreels. Newspapers dubbed her «The Dancing Princess» and «The Kurdish Princess.»

The highlight of Leila's trip to America was a tulip. John T. Scheepers introduced a new tulip named for Princess Bederkhan at the international flower show in New York in 1931, as Kurdistan is one of the tulip's original habitats.

Leila also became the first modern-day woman to dance before the Sphinx in Egypt during the reign of King Farouk.

The ballet of the leading Italian music composer Ottorino Respighi, «Belkis, Regina di Saba,» featured the Kurdish princess as «Belkis.» Belkis was one of Respighi's most ambitious stage

works, with an enormous orchestra that included unusual instruments like sitars and wind machines, off-stage brass, a chorus, several vocal soloists, and a narrator who told the legendary story in verse.

«Leila was a heroine and courageous»

Leyla Safiye, a Turkish author, is the only one who has written books about Leila Bederkhan. Inspired by her namesake, Safiye started researching and learning about Bederkhan in the 1990s. In her English-language book *Searching for Leila The Kurdish Princess of Dance*, Safiye describes Leila as a heroine and advocator for women empowerment.

«I admire Leila for standing on her own two feet and saying what she thinks; she was a witty, intellectual, and courageous woman. Many people admired her, and not just for her dancing. She was a strong supporter of women's empowerment and equality with men,» Safiye told the Kurdistan Chronicle.

«During the Second World War, she helped Jewish female dancers all over Europe escape the Nazis and provided them with shelter,» Safiye added. «She was an advocate for female dancers; she performed in an Indian temple to support female dancers who had lost their reputation and were being treated as prostitutes. She was a pioneer in making Eastern/exotic/interpretive dance respectful.»

In her interviews with Western media, Bederkhan said a woman has the right to shape her own

life as a man has to the same right to shape his. She was disappointed that women could not make full use of their rights and would give up on their careers once married.

«When she was young, Leila seemed to harbor a wise old woman within. Being an outsider sharpened one's ability to see more clearly,» said Safiye.

The Kurdish Princess is so important to Safiye that she named both her daughter and granddaughter Leila.

Leila always went by her given name and title whenever she performed. Many mistook her for being Persian, Turkish, or Armenian, but she always insisted she was Kurdish, even when nobody really knew much about the Kurds.

«In that sense, one could say that through her dancing and interviews, she put the word Kurd in the global media,» said Safiye.

Leila is a popular Kurdish name. Many Kurds recognize Bederkhan's name but know little about her. There is only one video of her on the Internet, less than a minute long, in which she performs a snake dance.

Despite having danced on both sides of the Atlantic, Leila had never had the opportunity to dance in her homeland.

Qassim Khidhir has 15 years of experience in journalism and media development in Iraq. He has contributed to both local and international media outlets.

Les dépêches de l'afp de Février 2024

4 février 2024

Turquie: le parti pro-kurde présentera son propre candidat à Istanbul

Istanbul, 4 fév 2024 (AFP) — Le parti pro-kurde DEM (nouveau nom du HDP) a indiqué dimanche qu'il présenterait son propre candidat à la mairie d'Istanbul fin mars, au risque de voir la mégapole turque échapper à l'opposition qui l'avait conquise en 2019.

Le nom officiel du ou de la candidat/e sera dévoilé le 9 février, a annoncé devant la presse la porte-parole du Parti de l'Égalité des peuples et de la démocratie (DEM), Aysegul Dogan.

Mais le nom de Basak Demirtas, épouse de l'ancien co-président du parti Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016 et officiellement retiré de la politique, circule déjà depuis quelques temps avec insistance pour représenter le DEM lors des municipales le 31 mars.

Les adversaires de cette can-

didature soupçonnent un arrangement avec le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan: laisser gagner le parti AKP au pouvoir en privant l'opposition et le maire CHP sortant Ekrem Imamoglu de son soutien, en échange de la libération de M. Dermitas.

M. Imamoglu avait gagné en 2019 grâce à l'appui du parti Iyi (droite) et à celui, indirect, du parti pro-kurde, qui avait alors décidé de ne pas présenter de candidat pour éviter de diviser le vote de l'opposition dans cette ville mixte de 17 millions d'habitants qui abrite une importante communauté kurde.

Condamné pour "insulte" envers des responsables, Ekrem Imamoglu, 52 ans, risque plus de deux ans d'inéligibilité si sa peine est confirmée en appel, ce qui l'avait déjà privé de can-

didature à la présidence.

Les électeurs kurdes n'ont pas pardonné l'attitude de son parti qui s'était retourné contre eux entre le premier et le second tour du scrutin présidentiel en mai dernier.

De plus, la coalition formée pour la présidentielle afin de contrer la réélection du président Erdogan a déjà éclaté avec le départ sur son aile droite du parti du Bien (Iyi Parti).

M. Erdogan a chargé en janvier son ancien ministre de l'Environnement, Murat Kurum, 47 ans, de reconquérir Istanbul, la ville la plus riche du pays, où il est né et dont il a été lui-même le maire dans les années 1990, afin de venger la plus humiliante défaite de l'AKP en deux décennies de domination.

Selahattin Demirtas est incar-

céré depuis fin 2016 pour "propagande terroriste" et encourt jusqu'à 142 ans de prison: il est accusé de plusieurs dizaines de crimes et délits dont celui d'insulte au président et d'être lié au PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, classé comme organisation "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Au lendemain de la réélection de M. Erdogan, il avait annoncé le 31 mai son retrait de la vie politique dans un message posté sur "X": "Alors que je poursuis la lutte comme tous mes camarades de prison, je quitte à ce stade la politique active".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 février 2024

Le Conseil de sécurité de l'ONU se penche sur les frappes américaines en Irak et Syrie

Nations unies (États-Unis), 5 fév 2024 (AFP) — Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit lundi à la demande de la Russie après les frappes américaines en Irak et en Syrie en riposte à l'attaque meurtrière contre une base américaine en Jordanie attribuée par Washington à des groupes pro-Iran.

L'ambassadeur russe adjoint à l'ONU Dmitry Polyanskiy avait annoncé samedi sur X avoir

réclamé cette réunion d'urgence, programmée à 21H00 GMT.

La diplomatie russe a dénoncé les frappes américaines comme un "nouvel acte flagrant d'agression" contre des Etats souverains et accusé Washington de "semer le chaos et la destruction" au Proche-Orient.

Les Etats-Unis ont mené des frappes contre 85 cibles sur

quatre sites en Syrie et trois en Irak, visant les Gardiens de la Révolution islamique, armée idéologique de l'Iran, et des groupes armés pro-iraniens, selon Washington.

Ils ont promis d'autres frappes en riposte à l'attaque le 28 janvier contre une base américaine en Jordanie, près des frontières syrienne et irakienne, dans laquelle trois soldats américains ont été tués.

Ces représailles américaines, qui ont fait au moins 45 morts, ont été vivement dénoncées par la Syrie et l'Irak, ainsi que par l'Iran, ennemi juré des Etats-Unis.

Dans une lettre au Conseil de sécurité publiée lundi, l'ambassadeur iranien à l'ONU Amir Saeid Iravani a rejeté "catégoriquement" les accusations américaines, "dénuées de fondement".

“Il n'existe aucun groupe affilié aux forces armées de la République islamique d'Iran, que ce soit en Irak, en Syrie ou ailleurs, qui opère directement ou indirectement sous son contrôle ou qui agisse en son nom”, a-t-il assuré. “En conséquence, la République islamique d'Iran ne saurait être responsable des agis-

sements d'un quelconque groupe ou individu dans la région”.

L'Iran soutient des groupes armés accusés par Washington d'être à l'origine d'une recrudescence des attaques contre ses forces au Proche-Orient, sur fond de guerre entre Israël et le mouvement islamiste pa-

lestinien Hamas à Gaza.

Sept combattants de forces dirigées par les Kurdes en Syrie ont été tués dans une attaque de drone qui a visé une base américaine dans l'est de ce pays, a indiqué lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

L'attaque a été revendiquée par la “Résistance islamique en Irak”, une nébuleuse de groupes pro-iraniens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 février 2024

Syrie: sept combattants des FDS tués dans une attaque de drone contre une base américaine

Beyrouth, 5 fév 2024 (AFP) — Sept combattants des forces dirigées par les Kurdes ont été tués dans une attaque de drone qui a visé une base américaine dans l'est de la Syrie où ils sont stationnés, a indiqué lundi une ONG.

L'attaque, revendiquée par la “Résistance islamique en Irak”, une nébuleuse de groupes pro-iraniens, intervient après les frappes de représailles menées par les Etats-Unis dans la nuit de vendredi à samedi contre des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-iraniens en Syrie et en Irak, qui ont fait au moins 45 morts.

“Sept membres des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) présentes sur la base américaine d'Al-Omar dans la région de Deir Ezzor ont été tués”, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui

a aussi fait état d'une vingtaine de blessés.

Selon cette ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, l'attaque a visé une section où sont stationnées des forces spéciales des FDS sur cette base située sur un important champ pétrolier.

Dans un communiqué, les FDS ont dénoncé “une attaque terroriste à l'aide d'un drone suicide (...) qui a visé une académie de formation militaire sur le champ d'Al-Omar”.

Le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahman a déclaré à l'AFP qu'il s'agissait de la “première attaque des groupes pro-iraniens contre des bases américaines depuis les frappes” menées par Washington au cours du week-end.

Dans un communiqué publié

sur plusieurs chaînes Telegram proches des factions armées pro-Iran, la “Résistance islamique en Irak” a revendiqué l'attaque “menée dimanche 4 février à l'aide d'un drone contre la base de l'occupation américaine dans le champ pétrolier d'Al-Omar au coeur du territoire syrien”.

Les FDS, qui comprennent des factions arabes et chrétiennes syriaques, ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI.

Les forces américaines sont déployées dans le cadre de la coalition internationale antijihadiste à travers plusieurs bases situées dans les zones contrôlées par les FDS, et leur base sur le champ pétrolier d'Al-Omar est la plus grande en Syrie.

Les Etats-Unis avaient mené des frappes contre 85 cibles sur sept sites différents (quatre

en Syrie et trois en Irak), visant les Gardiens de la Révolution islamique, armée idéologique de l'Iran, et des groupes armés pro-iraniens, selon Washington.

Ils ont promis d'autres frappes en riposte à l'attaque attribuée par Washington à des groupes pro-iraniens le 28 janvier contre une base américaine en Jordanie, près des frontières syrienne et irakienne, dans laquelle trois soldats américains ont été tués.

L'Iran soutient des groupes armés accusés par Washington d'être à l'origine d'une recrudescence des attaques contre ses forces au Proche-Orient, sur fond de guerre entre Israël et Hamas à Gaza.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2024

Attaque “terroriste” contre le palais de justice d'Istanbul: trois morts dont les deux assaillants

Istanbul, 6 fév 2024 (AFP) — Un civil a trouvé la mort et cinq personnes ont été blessées, dont trois policiers, dans une tentative d'attaque mardi du palais de justice d'Istanbul, lors

de laquelle les deux assaillants ont été tués, a annoncé le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Le ministère de l'Intérieur avait

précédemment fait état de la mort de deux assaillants dans une attaque “terroriste” d'une organisation marxiste-léniniste radicale, ajoutant que trois policiers qui gardaient le palais et

trois civils avaient été blessés.

L'attaque visait le poste de police à l'entrée du palais de justice.

Les blessés, dont l'un a succombé à ses blessures, ont été hospitalisés.

"Je félicite nos forces de sécurité qui ont éliminé cette attaque perfide grâce à une intervention opportune. Deux terroristes, une femme et un homme, ont été neutralisés", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une cérémonie commémorant le séisme du 6 février 2023 à Kahramanaras (sud-est), près de l'épicentre.

"La Turquie continuera de lutter avec détermination contre toutes les organisations terroristes et leurs partisans, sans aucune discrimination", a-t-il promis.

Selon le ministre de l'Intérieur Ali Yerlikaya, les deux assaillants ont été "identifiés comme des membres du groupe terroriste DHKP-C".

Qualifiée de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux,

l'organisation marxiste-léniniste radicale DHKP-C a revendiqué plusieurs attentats dans le passé en Turquie.

Le ministre n'a pas précisé quelles étaient les armes utilisées pour l'attaque mais un témoin, rencontré sur les lieux par l'AFP, a assuré avoir assisté à un échange de tirs.

"J'ai vu deux personnes, un homme et une femme, tirer sur la police. L'homme a été abattu en premier. Puis la femme a tiré encore quelques coups de feu", a raconté Mahir Yıldız, 25 ans, évoquant la "panique" qui s'est emparée des personnes présentes.

"J'ai entendu 20 à 25 coups de feu. Il y avait une grande panique et une grande peur à ce moment-là. Nous ne savions pas quelle direction prendre" a-t-il ajouté.

- "Anti-impérialiste" -

Le ministre de la Justice a annoncé l'ouverture d'une enquête pour "terrorisme".

Toute entrée et sortie au palais de justice de Caglayan ont été temporairement suspendues.

Le groupe armé d'extrême-gauche DHKP-C ("Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple"), fondé il y a près de 50 ans, ne s'en prend cependant généralement pas aux forces armées turques, mais vise plutôt les intérêts "impérialistes" américains et l'Otan.

Il figure notamment sur la liste officielle des organisations terroristes de l'Union européenne et des Etats-Unis, qui ont offert trois millions de dollars en 2014 pour la capture de ses dirigeants.

Un kamikaze s'en réclamant s'était fait exploser en 2013 devant l'ambassade des Etats-Unis à Ankara, tuant un garde turc.

Le groupe avait aussi commis en 2015 une attaque contre le palais de justice d'Istanbul, tuant le procureur d'alors, Mehmet Selim Kiraz.

Plusieurs attaques attribuées ou revendiquées par différents groupes armés ont récemment visé Istanbul et Ankara.

Un homme a été tué fin janvier à Istanbul en pleine messe dans une église italienne catholique lors d'une attaque revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique.

Et deux policiers avaient été blessés en octobre lors d'un attentat revendiqué par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre le siège du ministère turc de l'Intérieur à Ankara.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2024

En Irak la cheffe de la diplomatie néerlandaise veut une désescalade régionale

Bagdad, 6 fév 2024 (AFP) — La cheffe de la diplomatie néerlandaise, Hanke Bruins Slot, a appelé mardi depuis l'Irak "toutes les parties" à engager une désescalade régionale, après les frappes de Washington au Moyen-Orient en représailles à la mort de trois soldats américains.

Vendredi, les Etats-Unis ont mené des frappes en Syrie et en Irak contre des cibles des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-Iran, après l'attaque de drone du 28 janvier dans laquelle trois de ses soldats stationnés sur une base américaine du désert jordanien à la frontière syrienne ont été tués.

Washington a accusé des groupes armés irakiens pro-

iraniens, dans un contexte régional explosif attisé par la guerre à Gaza depuis le 7 octobre entre Israël et le Hamas palestinien: depuis la mi-octobre, des dizaines de tirs de roquettes et frappes de drones ont visé les troupes américaines déployées avec une coalition internationale antijihadiste en Irak et en Syrie.

Le président américain, Joe Biden, "a clairement indiqué qu'il ne cherchait pas à poursuivre l'escalade, et c'est crucial. Nous appelons toutes les parties à faire de même", a plaidé la ministre des Affaires étrangères néerlandaise, lors d'un point presse à Bagdad avec son homologue irakien, Fouad Hussein.

Depuis des semaines, l'Irak

n'arrive pas à s'extirper des tensions régionales, malgré les intenses efforts diplomatiques avec ses partenaires américain et iranien notamment.

A la mi-janvier, Téhéran avait mené des frappes de missiles sur le Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, assurant avoir détruit "un quartier général" où opéraient les services de renseignement israéliens du Mossad. Des accusations démenties par Bagdad.

Mme Slot a assuré avoir discuté avec son homologue irakien "des récentes attaques contre les bases de la coalition" en Syrie et en Irak.

"Nous condamnons tous les deux ces attaques, ainsi que la récente frappe iranienne sur

Erbil, qui a tué sept civils parmi lesquels un bébé néerlandais", a-t-elle ajouté. "Nous avons également échangé sur les frappes ciblées des Etats-Unis en Irak et en Syrie, en réponse aux attaques contre leur personnel. Nous regrettons toutes les vies perdues", a-t-elle dit.

Les Pays-Bas ont des troupes engagées avec la coalition. Depuis la mi-octobre, plus de 165 attaques ont visé les soldats américains et leurs partenaires en Irak et en Syrie. La plupart ont été revendiquées par une nébuleuse de groupes armés pro-iraniens appelée la "Résistance islamique en Irak".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 février 2024

En Irak la cheffe de la diplomatie néerlandaise veut une désescalade régionale

Bagdad, 6 fév 2024 (AFP) — La cheffe de la diplomatie néerlandaise, Hanke Bruins Slot, a appelé mardi depuis l'Irak "toutes les parties" à engager une désescalade régionale, après les frappes de Washington au Moyen-Orient en représailles à la mort de trois soldats américains.

Vendredi, les Etats-Unis ont mené des frappes en Syrie et en Irak contre des cibles des forces d'élite iraniennes et des groupes armés pro-Iran, après l'attaque de drone du 28 janvier dans laquelle trois de ses soldats stationnés sur une base américaine du désert jordanien à la frontière syrienne ont été tués.

Washington a accusé des groupes armés irakiens pro-

iraniens, dans un contexte régional explosif attisé par la guerre à Gaza depuis le 7 octobre entre Israël et le Hamas palestinien: depuis la mi-octobre, des dizaines de tirs de roquettes et de frappes de drones ont visé les troupes américaines déployées avec une coalition internationale antijihadiste en Irak et en Syrie.

Le président américain, Joe Biden, "a clairement indiqué qu'il ne cherchait pas à poursuivre l'escalade, et c'est crucial. Nous appelons toutes les parties à faire de même", a plaidé la ministre des Affaires étrangères néerlandaise, lors d'un point presse à Bagdad avec son homologue irakien, Fouad Hussein.

Depuis des semaines, l'Irak

n'arrive pas à s'extirper des tensions régionales, malgré les intenses efforts diplomatiques avec ses partenaires américain et iranien notamment.

A la mi-janvier, Téhéran avait mené des frappes de missiles sur le Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, assurant avoir détruit "un quartier général" où opéraient les services de renseignement israéliens du Mossad. Des accusations démenties par Bagdad.

Mme Slot a assuré avoir discuté avec son homologue irakien "des récentes attaques contre les bases de la coalition" en Syrie et en Irak.

"Nous condamnons tous les deux ces attaques, ainsi que la récente frappe iranienne sur

Erbil, qui a tué sept civils parmi lesquels un bébé néerlandais", a-t-elle ajouté. "Nous avons également échangé sur les frappes ciblées des Etats-Unis en Irak et en Syrie, en réponse aux attaques contre leur personnel. Nous regrettons toutes les vies perdues", a-t-elle dit.

Les Pays-Bas ont des troupes engagées avec la coalition. Depuis la mi-octobre, plus de 165 attaques ont visé les soldats américains et leurs partenaires en Irak et en Syrie. La plupart ont été revendiquées par une nébuleuse de groupes armés pro-iraniens appelée la "Résistance islamique en Irak".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 février 2024

Apologie du terrorisme: deux proches des ultranationalistes turcs en garde à vue à Paris

Paris, 7 fév 2024 (AFP) — Deux hommes proches des ultranationalistes turcs sont en garde à vue à Paris actuellement, suspectés d'apologie du terrorisme, a appris l'AFP mercredi de source proche du dossier.

Interrogé par l'AFP sur un article de BFMTV, le parquet de Paris a simplement confirmé qu'"une enquête a été confiée par le Pôle national de lutte contre la haine en ligne au 1er district de police judiciaire, du chef d'apologie du terrorisme en ligne" et que "deux personnes sont actuellement en garde à vue".

Selon une source proche du dossier, ces deux personnes

sont suspectées par leurs publications d'être affiliées à la mouvance ultranationaliste turque.

Selon la chaîne d'information, ces deux personnes sont membres des "Loups gris", un mouvement ultranationaliste turc proche des nationalistes alliés au gouvernement, et ont été arrêtées mardi à Strasbourg et Saint-Etienne.

Ce mouvement, dont de nombreux membres soutiennent le président Recep Tayyip Erdogan, a été dissous en France en novembre 2020, provoquant des tensions entre Ankara et Paris.

A l'origine, les "Loups gris" sont

un surnom donné aux membres des "Foyers idéalistes", un mouvement ultranationaliste qui s'est développé à partir des années 1960 dans l'orbite du parti turc d'extrême droite MHP.

Ralliés à l'idéologie "panturquiste" et soupçonnés d'acoïtances avec la mafia turque, ils ont surtout fait parler d'eux dans les années 1970 et 1980 par leurs actions violentes dans les rues et sur les campus en Turquie contre des militants de gauche et des minorités, allant jusqu'au meurtre.

En annonçant sa dissolution en novembre 2020, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait qualifié les "Loups gris" de groupe qui "incite à la dis-

crimination et à la haine et est impliqué dans des actions violentes".

Les "Loups gris", dont le nombre est difficile à quantifier, avaient été accusés par le gouvernement d'avoir participé à des incidents entre les communautés turque et arménienne près de Lyon.

Ils promeuvent "une idéologie tendant à discriminer voire à provoquer à la violence contre les personnes d'origine kurde et arménienne", affirmait le décret de dissolution.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 février 2024

En Syrie, des fuites de pétrole polluent une rivière vitale pour les agriculteurs

Tal Brak (Syrie), 7 fév 2024 (AFP) — Comme de nombreux agriculteurs du nord-est de la Syrie, Nizar al-Awwad ne peut plus irriguer ses terres à partir d'une rivière proche noircie par le pétrole, qui s'écoule selon les responsables locaux d'installations visées par des frappes turques.

"Tous les agriculteurs de la région ont cessé d'irriguer leurs champs avec l'eau de la rivière", relate cet homme de 30 ans, originaire d'un village de la province de Hassaké.

"Utiliser de l'eau polluée reviendrait à tuer nos terres", ajoute l'agriculteur à la barbe soigneusement taillée.

"Les agriculteurs pâtissent déjà du manque de carburant et de la sécheresse. La pollution de la rivière n'a fait qu'empirer la situation", déplore encore M. Awwad devant ses champs de blé.

Dans la Syrie en guerre depuis 2011, les combats ont parfois ravagé les infrastructures pétrolières, cibles des convoitises des différents belligérants.

La région où vit Nizar al-Awwad, sous contrôle de l'administration autonome kurde, a été visée en janvier par des frappes de l'aviation turque qui ont notamment ciblé des raffineries et autres installations pétrolières.

La Turquie avait mené à la mi-janvier des frappes contre les combattants kurdes dans le nord de l'Irak et de la Syrie, après la mort de neuf soldats turcs dans une attaque contre une base militaire turque dans le nord de l'Irak.

- Nappes de pétrole -

Depuis, des habitants de la province de Hassaké ont déclaré à l'AFP avoir remarqué des tâches huileuses noires sur la rivière al-Radd, affluent du Khabour qui traverse une grande partie du nord-est de la Syrie.

Des correspondants de l'AFP ont également vu des nappes de pétrole polluant l'eau et les berges de la rivière sur une distance de 55 kilomètres dans la région de Hassaké.

Mohammed al-Aswad, qui co-

préside l'Office des eaux de l'administration autonome kurde, indique à l'AFP que les "bombardements turcs ont endommagé des installations pétrolières et des oléoducs".

Selon lui, les dégâts affectent particulièrement la région de Rmeilane, aux vastes champs pétroliers.

Les fuites de pétrole pourraient "menacer la biodiversité fluviale" si elles atteignent un barrage le long de la rivière Khabour, s'inquiète M. al-Aswad.

Des filets rudimentaires à base de roseaux, installés par l'administration kurde autonome, n'ont pas réussi jusque-là à contenir les fuites de pétrole et protéger les terres des agriculteurs.

Soutenus par des troupes américaines sur place, les Kurdes contrôlent les plus importants champs pétroliers de la Syrie, qui représentent la principale source de revenus de leur administration autonome.

En attendant que les infrastruc-

tures pétrolières soient réparées, les autorités déconseillent aux agriculteurs de laisser le bétail boire l'eau polluée.

Ibrahim al-Moufdi, un agriculteur de 50 ans, a arrêté d'irriguer ses cultures avec cette eau polluée depuis deux semaines. "Les moutons ne peuvent pas boire de la rivière", dit l'homme au keffieh rouge, bâton à la main, exprimant son inquiétude quant à une éventuelle contamination des poissons.

Ces fuites de pétrole portent le coup de grâce aux agriculteurs déjà éprouvés par près de 13 ans d'une guerre ayant plongé le pays dans une crise économique étouffante, et par les conséquences du réchauffement climatique.

"J'espère juste qu'il continuera de pleuvoir pour que nous ne soyons pas contraints d'irriguer nos terres avec l'eau de la rivière", soupire M. al-Moufdi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

9 février 2024

Turquie: le parti pro-kurde présente un candidat à Istanbul

Istanbul, 9 fév 2024 (AFP) — Le parti pro-kurde DEM a présenté vendredi son propre candidat à la mairie d'Istanbul, au risque de voir, lors des élections municipales prévues fin mars, la mégapole turque échapper à l'opposition qui l'avait conquise en 2019.

Le parti, troisième force politique

du pays, avait cette année-là appuyé le candidat du CHP, principal parti de l'opposition, face au parti islamo-conservateur AKP du président Recep Tayyip Erdogan.

Meral Danis Bestas, députée d'Erzurum (est), sera la candidate du parti à Istanbul, a annoncé devant la presse la porte-

parole du Parti de l'Égalité des peuples et de la démocratie (DEM), Aysegul Dogan.

Âgée de 56 ans, Meral Danis Bestas a longtemps travaillé comme avocate spécialisée dans les droits humains avant d'être élue quatre fois députée du parti pro-kurde depuis 2015.

Selon un système de co-présidence inspiré des Verts allemands, en vigueur pour tous les élus du parti, Murat Cepni, un ancien député, sera son co-candidat.

"Nous sommes un mouvement politique assez fort et expérimenté pour ne pas nous limiter à faire gagner ou perdre

d'autres [formations]", a déclaré Mme Dogan pour justifier la décision du parti.

Basak Demirtas, épouse de l'ancien co-président du parti et très populaire Selahattin Demirtas, emprisonné depuis 2016 et officiellement retiré de la politique, avait été citée comme possible candidate à Istanbul.

Mais Mme Demirtas, considérée comme une potentielle candidate de poids, a annoncé mercredi qu'elle ne se présenterait

pas après consultation avec son parti.

Les opposants à une candidature du parti DEM à Istanbul reprochent au parti pro-kurde de faciliter une éventuelle victoire de l'AKP en privant le maire CHP sortant Ekrem Imamoglu du soutien des électeurs kurdes.

M. Imamoglu avait raflé la ville en 2019 grâce à l'appui du parti lyi (droite) et à celui, indirect, du parti pro-kurde, qui avait

décidé de ne pas présenter de candidat pour éviter de diviser les votes de l'opposition, dans cette ville de 16 millions d'habitants qui abrite une importante communauté kurde.

Mais nombre d'électeurs kurdes n'ont pas pardonné l'attitude du CHP, qui s'était retourné contre eux entre le premier et le second tour de l'élection présidentielle de mai dernier.

M. Erdogan a chargé en janvier son ancien ministre de l'Envi-

ronnement, Murat Kurum, de reconquérir Istanbul, la ville la plus riche du pays, où il est né et dont il a été le maire dans les années 1990, afin de venger la plus humiliante défaite électorale de l'AKP en deux décennies de domination.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 février 2024

Marseille: un ex-agent préfectoral condamné pour corruption

Marseille, 12 fév 2024 (AFP) — Un ex-fonctionnaire de la préfecture des Bouches-du-Rhône, qui "arrangeait la situation" de certains demandeurs d'asile, a été condamné lundi à trois ans de prison, dont 18 mois avec sursis, et à une amende de 15.000 euros pour corruption et aide au séjour irrégulier.

Une de ses collègues du Guichet unique de demande d'asile s'est vue elle infliger 18 mois de prison, dont 14 avec sursis, pour trois interventions qu'elle avait reconnues.

Les deux agents, qui ont été radiés, sont aussi frappés d'une interdiction définitive d'exercer une fonction publique.

Le tribunal a condamné à des peines allant de deux à six mois de prison avec sursis les demandeurs d'asile, principalement turcs, qui avaient eu recours à Abdalla Ibrahim, le fonctionnaire corrompu qui ne manquait pas d'"exercer des pressions pour obtenir le paiement" de ses services, a relevé le tribunal.

Les juges ont mis en avant "le contexte de précarité des demandeurs" pour ne pas prononcer les peines d'emprisonnement ferme requises par le parquet contre ces bénéficiaires de la fraude.

A l'audience, en décembre, M. Ibrahim, un Franco-Syrien de 55 ans, avait reconnu avoir perçu 9.000 euros, "soit en fai-

sant quelque chose, soit en faisant croire que je faisais quelque chose".

Selon le parquet, il serait intervenu dans 45 situations, faisant échapper les demandeurs au couperet "Dublin", une procédure consistant à renvoyer l'examen d'une demande d'asile au pays où l'étranger a été enregistré à son entrée sur le territoire européen.

En bénéficiant d'une demande d'asile classique, les étrangers obtenaient une attestation autorisant un séjour temporaire régulier le temps de l'examen du dossier.

Pour y parvenir, M. Ibrahim n'enregistrait pas les empreintes du demandeur dans la base

Eurodac où elles étaient déjà présentes, ou faisait disparaître une réponse positive de Visabio, système de traitement des visas accordés par les pays européens.

Abdalla Ibrahim était en lien très fréquent avec Filis Tunc, présidente de l'association "La Maison du peuple kurde", qui, selon le tribunal, avait "mis en place une réelle collaboration avec le fonctionnaire".

Le tribunal a condamné celle-ci à 16 mois de prison à purger sous surveillance électronique et à une amende de 5.000 euros.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 février 2024

L'Iran condamne l'oncle de Mahsa Amini à plus de cinq ans de prison

Paris, 13 fév 2024 (AFP) — Les autorités iraniennes ont condamné à plus de cinq ans de prison l'oncle de Mahsa Amini en raison d'opinions an-

tigouvernementales exprimées lors des manifestations de 2022 en Iran, ont rapporté mardi des groupes de défense des droits.

Safa Aeli, 30 ans, a été condamné à une peine de cinq ans et quatre mois d'emprisonnement par le tribunal révolutionnaire de la ville de Saqez,

dans le nord-ouest de l'Iran, dont est originaire la famille, ont annoncé les groupes Hengaw et Human Rights Activists News Agency (HRANA).

Citant l'avocat de la famille, Me Saleh Nikbakht, le groupe HRANA a toutefois précisé qu'une partie de cette peine a été suspendue et que Safa Aeli devrait purger au total trois ans et six mois en prison.

Parmi les charges retenues contre lui, figurent sa participation à des manifestations qui ont troublé la sécurité intérieure, la diffusion de propagande anti-gouvernementale et l'insulte envers le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Safa Aeli est l'oncle de Mahsa Amina, une Kurde iranienne de 22 ans dont la mort en septembre 2022, trois jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté, avait provoqué un vaste mouvement de contestation en Iran. Sa famille et les militants des droits humains soutiennent qu'elle a été battue à mort, ce que réfutent les responsables iraniens.

Aeli avait été libéré sous caution en octobre 2023, selon

HRANA. Il avait été arrêté un mois plus tôt, en septembre, peu avant le premier anniversaire de la mort de sa nièce.

Les manifestations, qui avaient secoué pendant plusieurs semaines le régime de la République islamique, se sont désormais calmées face à une répression qui a entraîné la mort de centaines de personnes d'après des associations de défense des droits, et des milliers d'arrestations, selon l'ONU.

Neuf hommes ont déjà été exécutés dans des affaires liées aux manifestations, selon des groupes de défense des droits humains, et des dizaines de membres des forces de sécurité tués selon les autorités iraniennes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 février 2024

L'Iran entre en campagne pour élire un organe clé de la République islamique

Téhéran, 14 fév 2024 (AFP) — L'Iran est entré en campagne mercredi pour élire le 1er mars l'Assemblée des experts, un organe clé chargé de désigner le Guide suprême, la plus haute autorité de la République islamique.

"La campagne pour la 6e Assemblée des experts a débuté aujourd'hui et durera 15 jours", a indiqué l'agence officielle Irna.

Ce scrutin au suffrage universel se tiendra le même jour que les législatives, dont la campagne officielle débutera une semaine avant.

Il s'agit des premières élections nationales depuis le vaste mouvement de contestation qui a secoué l'Iran après la mort en

septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans décédée après avoir été arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire du pays.

L'Assemblée des experts est une spécificité de l'Iran depuis la Révolution islamique de 1979. Ses 88 membres sont élus au scrutin direct pour huit ans.

Tout Iranien âgé de plus de 15 ans peut participer à l'élection, à laquelle se présentent 144 candidats ayant passé le processus d'approbation mené par le Conseil des Gardiens, sur les quelque 500 prétendants au début.

Parmi les personnalités disqua-

lifiées, figure l'ancien président modéré Hassan Rohani, qui souhaitait rester membre de l'assemblée, dans laquelle il est élu depuis 1999.

M. Rohani, président de 2013 à 2021, a dénoncé "l'approche anticonstitutionnelle" de la "minorité totalitaire au pouvoir". Depuis son départ du poste, il s'est montré critique envers le gouvernement dominé par les conservateurs et des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, notamment après le mouvement de contestation de 2022.

Selon la Constitution, l'Assemblée des experts supervise l'activité et élit à vie le Guide suprême. Elle a aussi le pouvoir

de le démettre si elle estime qu'il n'est plus en mesure de remplir ses fonctions.

Ce poste est occupé par l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 84 ans, qui a succédé en 1989 au fondateur de la République islamique, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, après son décès.

L'Assemblée des experts, actuellement présidée par l'ultra-conservateur Ahmad Jannati, 96 ans, a toujours été sous le contrôle de religieux conservateurs.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 février 2024

A Strasbourg, 12 ans de veille pour la libération du leader kurde Öcalan

Strasbourg, 15 fév 2024 (AFP) — Ils sont là par tous les temps, en toutes circonstances: depuis 12 ans, des membres de la communauté kurde se relaient devant le Conseil de l'Europe pour récla-

mer la libération de leur chef historique, Abdullah Öcalan, emprisonné en Turquie.

Ils sont installés sur des chaises en plastique, une couverture posée sur les genoux,

du café et du thé pour braver le froid. Autour d'eux, plusieurs drapeaux et pancartes arborant des portraits du fondateur du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan (qualifié d'organisation terroriste par

l'UE et la Turquie), et son sigle reconnaissable, une étoile rouge sur fond jaune.

Arrêté le 15 février 1999, il y a 25 ans, par les services secrets turcs au Kenya, Abdullah

Öcalan est détenu dans une prison de haute sécurité sur l'île d'Imrali, en mer de Marmara, après avoir vu sa condamnation à mort commuée en prison à perpétuité en 2002.

"C'est un honneur pour nous de participer à cette veille", explique Brusk Weran, 34 ans, venu de Hanovre en Allemagne, où il dispose du statut de réfugié. "Les conditions ne sont pas faciles tous les jours, mais il ne faut pas oublier nos amis qui se battent dans des conditions plus difficiles que nous pour cette cause."

Comme lui, chaque semaine depuis 2012, trois à cinq militants se relaient pour perpétuer cette veille. Localement, deux personnes supervisent l'action, et les membres de passage sont hébergés dans un appartement mis à leur disposition par la communauté locale.

"Les gens viennent de toute l'Europe, d'Angleterre, Suisse, Italie", explique Hélène Erin, membre du Centre Démocratique du Peuple Kurde de Strasbourg. "On a divisé l'an-

née, les associations savent quand c'est leur tour et elles envoient quelqu'un. Tous les dimanches, ça change."

- "Traitement inhumain" -

Le lieu n'a pas été choisi au hasard: la veille est installée face au Conseil de l'Europe et son Comité pour la prévention de la torture (CPT), qui procède régulièrement à des visites des lieux de détention.

En 2014, la Cour européenne des droits de l'Homme, bras judiciaire du Conseil de l'Europe, avait condamné la Turquie, estimant notamment que la perpétuité incompressible était contraire à la Convention européenne des droits de l'Homme, et que l'isolement d'Abdullah Öcalan, seul détenu de la prison d'Imrali entre 1999 et 2009, avait constitué un "traitement inhumain". Depuis 2009, une poignée d'autres détenus l'y ont rejoint.

Le CPT a procédé à plusieurs visites de la prison, la dernière en 2022, mais son rapport n'a pas été rendu public. Plus largement, quatre des six

rapports concernant la Turquie depuis 2016 n'ont pas été publiés, contrairement à la pratique habituelle.

"Le CPT ne peut publier qu'après que les autorités du pays concerné ont donné leur autorisation, ce qui ne s'est pas encore passé pour ces rapports", a fait savoir à l'AFP un porte-parole.

- 159 heures d'isolement par semaine -

Dans le dernier document publié, en 2019, le CPT indiquait ne pas avoir reçu d'informations relatives à de mauvais traitements, et faisait état de conditions matérielles de détention "globalement satisfaisantes".

L'institution critiquait cependant le régime "pas acceptable" imposé aux détenus, à l'isolement 159 heures sur 168 par semaine, et s'inquiétait des restrictions aux visites d'avocats ou de proches dans la prison. L'entourage d'Abdullah Öcalan demeure sans nouvelles de lui depuis mars 2021, et le dernier entretien avec ses

avocats remonte à 2019.

"Les rapports du CPT évoquent de nombreuses violations et demandent à la Turquie d'apporter des changements", déplore Fayik Yagizay, représentant du parti kurde (le HDP, Parti de la démocratie et du peuple) au Conseil de l'Europe. "Malheureusement, les autres organes du Conseil de l'Europe, notamment le Comité des Ministres, n'ont pas agi en ce sens et la Turquie n'a jamais été sanctionnée".

Pour renouveler la demande de libération de leur leader, et inciter la communauté internationale à oeuvrer en faveur d'une "solution politique à la question kurde", une conférence est organisée jeudi à Strasbourg, avant une grande manifestation européenne à Cologne (Allemagne), samedi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 février 2024

La Berlinale célèbre des cinéastes iraniens interdits de voyager

Berlin, 16 fév 2024 (AFP) — Un soir à l'abri des regards, une septuagénaire séduit un retraité, et le conduit chez elle : deux réalisateurs iraniens, empêchés de voyager par Téhéran, brisent de nombreux tabous dans leur film, présenté vendredi en compétition à Berlin.

Les réalisateurs de "My Favorite Cake" ("Mon gâteau préféré", ndr), Maryam Moghaddam et Behtash Sanaeaha, n'ont pas pu faire le déplacement au Festival international du film pour défendre leur long métrage.

Ils avaient déjà présenté à Berlin leur précédent film ("Le Pardon", 2021), interdit en Iran.

"Ils ne peuvent pas voyager, ils vont bien mais ils sont chez eux", a indiqué jeudi lors de la cérémonie d'ouverture, le codirecteur de la Berlinale, Carlo Chatrian.

"Cela nous rappelle que faire des films n'est pas toujours facile, notre coeur est avec eux", a-t-il ajouté.

Célébré dans les festivals internationaux, le cinéma iranien est en même temps soumis à un contrôle étroit du régime, et

ses plus grands réalisateurs, qui bravent la censure, sont régulièrement victimes de la répression.

La Berlinale, connue pour ses engagements politiques, a une longue tradition de soutien des cinéastes iraniens dissidents. Le festival a attribué l'Ours d'or à plusieurs d'entre eux comme Asghar Farhadi ("Une séparation"), Jafar Panahi ("Taxi") et Mohammad Rasoulof ("Le diable n'existe pas").

A ces cinéastes dans le collimateur des autorités s'ajoutent désormais Maryam Moghaddam, 54 ans, et Behtash Sa-

naeaha, 43 ans, qui se sont vus "confisquer leurs passeports", les empêchant de voyager, et sont "poursuivis par la justice pour leur travail d'artistes et de cinéastes", a déploré la Berlinale.

Les forces de l'ordre "ont fait une descente chez notre producteur et ils ont emporté tous les disques durs et les ordinateurs du projet", a témoigné auprès de l'AFP, par visioconférence, Behtash Sanaeaha dans une interview commune avec Maryam Moghaddam.

"Ensuite, quand nous avons voulu quitter Téhéran pour

Paris, pour terminer la post-production, ils nous ont pris nos passeports à l'aéroport", a-t-il ajouté.

- "Lignes rouges" -

Les autorités n'ont toutefois pas pu empêcher que le film soit mené à son terme, et projeté à Berlin, où il est en lice pour l'Ours d'or. Dans ce drame intimiste, tourné à l'économie, on suit le parcours de Mahin, une veuve de 70 ans, dont la fille a émigré.

Mahin passe le temps en cuisinant pour son groupe d'amies, mais n'a pas oublié la liberté de sa jeunesse, avant la Ré-

publique islamique. Dans un restaurant, elle rencontre un autre retraité, chauffeur de taxi.

Ces âmes esseulées se plaisent, rentrent chez elle. A l'abri des regards des voisins, ils passent des disques, dansent, boivent du vin de contrebande. Elle le séduit, prend les devants. Lui se laisse faire.

Le film "franchit tellement de lignes rouges (sur des choses) qui sont interdites en Iran depuis 45 ans", reconnaît Maryam Moghaddam. "C'est l'histoire d'une femme qui vit sa vie, qui veut avoir une vie normale, ce qui est interdit pour les femmes en Iran".

D'autant que l'actrice, Lili Farhadpour, joue sans voile. "Montrer une femme sans voile est interdit. Mais la plupart des femmes, même religieuses, ne portent pas le voile à la maison", explique cependant Maryam Moghaddam.

"Boire de l'alcool, danser ou rencontrer un partenaire, tout cela arrive en Iran. Mais à l'intérieur, derrière les murs, parce que c'est interdit à l'extérieur. Nous voulions être fidèles à la réalité et le montrer".

Le film était en préparation lors du vaste mouvement de contestation qui a secoué l'Iran après la mort en septembre 2022 de

Mahsa Amini, une jeune Kurde de 22 ans décédée après avoir été arrêtée pour non-respect du strict code vestimentaire du pays.

"Nous étions déprimés à propos de ce qu'il se passait dans notre pays", relève Behtash Sanaeaha. "Le film parle des femmes, de la vie et de la liberté. Donc c'était notre devoir de le mener à bien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 février 2024

La désinformation de guerre rentable sur le réseau social X

Washington, 16 fév 2024 (AFP) — Des influenceurs sur X monétisent désormais la désinformation sur les conflits au Moyen-Orient, capitalisant sur le manque de modération du réseau social qui privilégie les clics et le nombre de vues au détriment de la véracité du contenu partagé, selon des chercheurs.

Depuis le tumultueux rachat de l'ex-Twitter par Elon Musk en 2022, la plateforme a réactivé des milliers de comptes qui avaient été suspendus et a introduit un système de vérification payant qui alimente les théories du complot, expliquent des analystes.

Certains utilisateurs partagent des contenus offensants ou des fausses informations dans le but de multiplier les interactions avec leur contenu et gagner ainsi de l'argent via un programme de revenus publicitaires réservé aux comptes certifiés.

"Aujourd'hui, les polémistes in-

citent délibérément à la haine pour obtenir des clics et gagner en visibilité, et par extension, plus d'argent", explique l'analyste Imran Ahmed, directeur du Center for Countering Digital Hate (CCDH).

Le réseau a connu un déluge de fausses informations sur le conflit entre Israël et le Hamas, encouragées par des personnalités comme l'Américain Jackson Hinkle, pro-palestinien et très influent sur X.

Le mois dernier, il avait par exemple prétendu qu'une vidéo montrait des bombardements iraniens sur des bases militaires américaines en Irak.

A l'aide d'une recherche d'image inversée, l'AFP a démontré qu'il s'agissait en réalité d'une attaque dans le Kurdistan irakien.

Jackson Hinkle a aussi affirmé que le Yémen avait déclaré "la guerre à Israël" en soutien au peuple palestinien.

Si les rebelles yéménites Houthis ont visé des cibles liées à Israël en mer Rouge, ni eux ni le gouvernement du Yémen n'ont formellement déclaré la guerre à Israël.

- "Sens dessus dessous" -

En plus d'engranger des milliers de dollars via des plateformes de financement participatif, Jackson Hinkle propose aussi "un contenu premium" à ses abonnés sur X à trois dollars par mois.

Contacté par l'AFP, Jackson Hinkle -- dont les publications atteignent régulièrement des millions de vues -- a refusé de commenter ses revenus générés sur X, préférant critiquer la couverture médiatique des guerres en Ukraine et au Moyen-Orient.

Selon des chiffres du CCDH, Jackson Hinkle gagne au moins 3.000 dollars par mois grâce à ses abonnés.

En août dernier, il avait dit avoir

gagné environ 1.700 dollars grâce aux revenus publicitaires de ses publications.

Selon l'analyste Imran Ahmed, Elon Musk a créé un réseau "sens dessus dessous" où les sources officielles "peinent à se faire entendre" et "ceux qui mentent et attisent la haine sont mis sur un piédestal".

La plateforme n'a pas répondu aux demandes de commentaire de l'AFP.

- "Irréaliste" -

Pour pouvoir faire partie du programme de revenus publicitaires de X, les utilisateurs doivent déboursier huit dollars par mois pour un compte premium et avoir au moins 500 abonnés.

En 2023, Elon Musk avait annoncé que les publications accompagnées d'une note -- qui doit être créée par un utilisateur -- contextualisant des messages douteux ou erronés ne pourraient pas générer de revenus.

Avec cette décision, le milliardaire avait indiqué vouloir privilégier "l'exactitude" plutôt que le "sensationalisme".

Mais Jack Brewster, qui travaille pour la plateforme contre la désinformation NewsGuard, a confié à l'AFP que les publications virales avec de la désinformation ne sont souvent pas corrigées par X.

En octobre, NewsGuard a ana-

lysé 250 publications sur le réseau social qui contenaient de la désinformation sur la guerre entre Israël et le Hamas. Seul un tiers de ces messages contenait une note de modération.

NewsGuard avait par la suite identifié des publicités de 86 sociétés -- y compris des grandes marques et des organisations à but non lucratif -- liées à la désinformation autour d'Israël et du Hamas, dont une publicité pour

la police fédérale américaine (FBI) publiée sous une vidéo de Jackson Hinkle et qui avait généré des millions de vue.

La publication n'avait fait l'objet d'aucune modération, d'après NewsGuard.

"Ces notes ne s'adaptent pas à tous les contextes", explique Jacob Shapiro, chercheur à l'Université de Princeton aux Etats-Unis, qui avait participé à un

groupe consultatif pour le programme de modération de X avant son rachat par Elon Musk. Compter sur le "seul travail bénévole" de ces notes pour prévenir la monétisation de publications mensongères qui circulent sur la plateforme est "irréaliste", a-t-il conclu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 février 2024

Près de 140 migrants secourus dans la Manche au large du Pas-de-Calais

Lille, 18 fév 2024 (AFP) — Près de 140 candidats à l'exil tentant de rallier l'Angleterre dans deux embarcations clandestines ont été secourus dans la journée de samedi au large des côtes du Pas-de-Calais par deux navires affrétés par l'Etat français, a indiqué dimanche la préfecture maritime.

Cinq autres ont été repêchés samedi après que leur navire a chaviré, a ajouté la préfecture du Pas-de-Calais.

Selon la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord, les autorités ont d'abord sauvé samedi en milieu de matinée 57 migrants qui avaient pris la mer au large de Grave-

lines samedi en fin de nuit, après une avarie survenue sur leur embarcation.

Secourus par le Ridens, un navire participant au dispositif de surveillance et de sauvetage mis en place par l'Etat dans le détroit du Pas-de-Calais, ces naufragés ont "été débarqués et pris en charge par les services de secours à terre" au port de Calais, indique un communiqué de la Premar.

En milieu de journée, ce sont 75 personnes présentes à bord d'une embarcation demandant assistance qui ont aussi été secourues, et récupérées par le remorqueur d'assistance et de sauvetage (Rias) Abeille Normandie.

"Elles ont été déposées au port de Boulogne-sur-Mer en présence des équipes de secours", indique le communiqué.

En outre, cinq personnes, parmi lesquelles un bébé de quatre mois, ont été repêchées après le chavirage de leur embarcation près de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), a indiqué samedi à l'AFP la préfecture du Pas-de-Calais, confirmant une information de la Voix du Nord.

"En hypothermie, elles ont été conduites vers l'hôpital le plus proche" mais leur état n'inspirait pas d'inquiétude, a précisé la préfecture. D'après le

journal, ces personnes sont toutes issues d'une même famille kurde.

Quelque 36.000 migrants ont tenté de rejoindre en 2023 l'Angleterre en traversant illégalement la Manche au départ du littoral français, un chiffre en baisse de plus de 30% sur un an, selon un bilan communiqué début février par la préfecture maritime, qui dénombre 12 morts sur l'année écoulée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 février 2024

Missak Manouchian, symbole des "étrangers anonymes" de la Résistance

Paris, 18 fév 2024 (AFP) — Rescapé du génocide arménien, apatride et communiste, Missak Manouchian est devenu une figure de la Résistance dont l'entrée au Panthéon mercredi marque la reconnaissance du rôle joué par les étrangers en France dans la lutte contre le nazisme.

Sa panthéonisation "est aussi celle de tous ces étrangers anonymes qui sont morts pour la France", estime Katia Guiragossian, petite-nièce du résistant arménien fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien.

Décédée en 1989, Mélinée Manouchian sera admise en même

temps que lui, en tant qu'épouse, dans le temple des personnalités qui ont marqué l'histoire de la nation française.

Né le 1er septembre 1906 à Adiyaman (actuelle Turquie) au sein d'une famille paysanne, Missak (Michel) Manouchian s'est retrouvé orphelin très

jeune, après la mort de son père tué lors du génocide arménien de 1915, puis de sa mère emportée par la famine.

Les massacres par l'Empire ottoman de jusqu'à 1,5 million d'Arméniens en 1915-1916 sont reconnus comme génocide par de nombreux historiens et une

trentaine de pays mais pas par la Turquie.

Caché par une famille kurde, il est recueilli avec son frère Garabed dans un orphelinat de Jounieh (actuel Liban) où il se découvre un goût pour l'écriture et apprend le métier de menuisier.

Au milieu des années 1920, à bord du bateau qui le transporte de Beyrouth à Marseille, Missak s'épanche dans un long poème sur les espoirs que lui inspire sa future terre d'accueil.

- Poète ouvrier -

Il exerce un temps aux chantiers navals de La Seyne-sur-Mer (Var). Mais il n'apprécie guère ce travail et monte avec Garabed à Paris où il est embauché comme tourneur à l'usine Citroën du quai de Javel.

Ballotté de crise personnelle - avec la mort de son frère en 1927 - en crise économique - avec la perte de son emploi lors de la Grande dépression du début des années 30 -, Missak enchaîne les métiers tout en continuant d'explorer sa fibre artistique.

"Il s'intéressait aussi à la musique, à

l'histoire, il suivait des cours à la bibliothèque ouvrière, fréquentait la bibliothèque Sainte-Geneviève, écrivait des poèmes... Il avait même suivi des cours d'écriture de scénario", raconte Katia Guiragossian.

En 1934, le jeune homme rejoint le Parti communiste français (PCF) et le Comité de secours pour l'Arménie. C'est là qu'il rencontre Mélinée, elle aussi orpheline survivante du génocide arménien.

Née Mélinée Soukémian en 1913 à Constantinople (devenue Istanbul), elle est issue d'une famille aisée de fonctionnaires de l'Empire ottoman. Après la mort de ses parents, elle vit en Grèce, dans un orphelinat de Corinthe avant d'être envoyée en 1926 à Marseille pour poursuivre ses études.

Après une formation de comptable et de sténo-dactylographe, elle s'installe à Paris. Tous deux apatrides, Missak et Mélinée ont en commun un attachement à la culture française. Le couple se marie le 22 février 1936.

Trois ans plus tard, Missak Manouchian est interné comme communiste étranger dans un camp, puis incorporé dans l'ar-

mée. A son retour en 1940 dans Paris occupée, il poursuit clandestinement son activité militante, distribuant des tracts anti-hitlériens avec son ami historien Arsène Tchakarian. - "Héros" de "l'Affiche rouge" -

Début 1943, il rejoint le groupe armé de la résistance communiste, les Francs-tireurs et partisans - main-d'oeuvre immigrée (FTP-MOI).

La soixantaine de Polonais, Italiens ou Arméniens dirigés à compter de l'été 1943 par Missak Manouchian mène une certaine d'actions contre l'occupant: sabotages, déraillements, attaques de soldats... Jusqu'à leur principal fait d'armes, le 28 septembre 1943: le meurtre du général SS Julius Ritter, responsable du Service du travail obligatoire (STO), rue Pétrarque à Paris.

Le matin du 16 novembre 1943, alors que Missak Manouchian doit retrouver le chef des FTP de la région parisienne, Joseph Epstein, à la gare d'Évry-Petit-Bourg, les deux hommes sont arrêtés puis torturés et emprisonnés pendant plusieurs mois.

Au terme d'un simulacre de procès relaté dans la presse

collaborationniste, Missak Manouchian est fusillé à l'âge de 37 ans, avec une vingtaine de ses camarades.

Dix d'entre eux figuraient sur "l'Affiche rouge" placardée dans les rues par l'occupant allemand, qui les présentait comme "l'armée du crime" menée par le "chef de bande" Manouchian et leur imputait "56 attentats, 150 morts, 600 blessés".

"L'Affiche rouge" voulait en faire des assassins, mais en a fait des héros", souligne l'historien Denis Peschanski, auteur du livre "Des étrangers dans la Résistance" (éd. de l'Atelier, 2002) et responsable scientifique du comité Missak Manouchian au Panthéon.

Sa panthéonisation concrétise sa prédiction: "Je suis sûr que le peuple français et tous les combattants de la Liberté sauront honorer notre mémoire dignement", avait écrit Missak dans sa dernière lettre à Mélinée, quelques heures avant d'être passé par les armes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 février 2024

Allemagne: enquête après la découverte d'antiquités de Syrie chez un particulier

Berlin, 21 fév 2024 (AFP) — La police allemande a annoncé mercredi l'ouverture d'une enquête après la découverte au domicile d'un particulier d'une collection suspecte d'antiquités du Proche-Orient, dont une tablette cunéiforme vieille de plusieurs millénaires, probablement dérobée dans un musée syrien.

Les enquêteurs ont été mis sur la piste quand ils ont appris que cet Allemand, dont l'identité et l'âge n'ont pas été révélés,

était en possession d'une tablette gravée de signes cunéiformes provenant d'Ebla, ancienne ville en Syrie, a déclaré la police judiciaire du Bade-Wurtemberg, dans le sud de l'Allemagne.

Les vestiges de l'antique Ebla, tels que ces tablettes portant ce système d'écriture datant de 2.350 à 2.250 avant J.-C., sont très prisés des collectionneurs.

L'intéressé a assuré avoir ac-

quis la pièce auprès d'une ancienne collection bavaroise, à titre d'investissement et en vue d'une éventuelle revente, mais cette affirmation s'est révélée fautive, a ajouté la police dans un communiqué.

"Les investigations ont révélé que l'objet en question avait en fait probablement été importé illégalement en Allemagne (...) après avoir été volé au musée d'Idlib en Syrie en 2015", a-t-elle précisé.

L'Allemagne a connu cette année là, et celle d'après, un afflux de plusieurs centaines de milliers de réfugiés, en majorité des Syriens fuyant la guerre civile dans leur pays.

Après une perquisition au domicile de cet homme, à Heilbronn, les enquêteurs ont trouvé une autre tablette cunéiforme ainsi qu'une collection de figurines Ushabti, de petites statues de grès utilisées dans les anciens rituels funéraires égyptiens.

Les objets ont été saisis et l'enquête est en cours.

Le trafic d'antiquités en Syrie constituait déjà un problème chronique dans ce pays miné par la corruption avant le déclenchement de la guerre en 2011.

Mais les affrontements généralisés et la vacance du pouvoir dans certaines régions ont entraîné une explosion des pillages et fouilles illicites.

Le groupe État islamique (EI) a notamment saccagé une réserve de tablettes cunéiformes et de statues lorsqu'il s'est em-

paré de Tell Ajaja, l'un des sites de l'époque assyrienne les plus riches de Syrie, avant d'en être chassé par les forces kurdes en 2016.

Les jihadistes de l'EI ont procédé en invoquant des raisons idéologiques à de multiples destructions de statues, sanctuaires

et pièces antiques, ce qui ne les a pas empêchés de tirer aussi profit du trafic d'antiquités pillées sur les sites qu'ils contrôlaient.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 février 2024

Traversées de la Manche: l'un des réseaux de passeurs "les plus importants" démantelé

La Haye, 22 fév 2024 (AFP) — Un des réseaux de passeurs les "plus importants" organisant des traversées de la Manche par bateaux a été démantelé mercredi dans une vaste opération internationale, a annoncé Europol jeudi.

Dix-neuf personnes ont été arrêtées en Allemagne dans ce coup de filet ayant impliqué les autorités françaises, belges et allemandes, coordonné par Europol et Eurojust, a précisé l'agence européenne de police dans un communiqué.

L'investigation, qui a duré un an et demi, "s'est concentrée sur un réseau irako-kurde soupçonné de faire passer clandestinement des migrants irréguliers du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est depuis la France vers le Royaume-Uni", a précisé Europol.

Il le faisait à l'aide d'"embarcations pneumatiques de mauvaise qualité", ni adaptées, ni sûres pour le transport de plus de 10 personnes, selon l'agence.

"Toutefois, en moyenne, les passeurs ont placé une cinquantaine de migrants dans un de ces bateaux. Au total, les enquêteurs ont rassemblé des preuves reliant au moins 55

départs facilités uniquement par ce réseau de passeurs", a souligné l'agence.

Les suspects, tous basés en Allemagne, "ont organisé l'achat, le stockage et le transport de bateaux pneumatiques en vue de leur utilisation ultérieure pour faire passer clandestinement des migrants depuis les plages proches de la ville française de Calais vers le Royaume-Uni", a précisé Europol.

Ils ont perçu "entre 1.000 et 3.000 euros par migrant pour une place à bord du dangereux navire".

Le vaste réseau criminel, composé de ressortissants irakiens et syriens d'origine kurde, était "très professionnel", a souligné l'agence, avec des branches chargées d'organiser la livraison de grandes quantités d'"équipements nautiques" vers l'UE.

Des conducteurs "transportaient jusqu'à huit bateaux à la fois" de l'Allemagne vers la France, selon Europol. Les chauffeurs se positionnaient à des aires de repos en Belgique et conduisaient "le matériel sur place au moment du départ".

"Les activités d'enquête ont ré-

vélé que le réseau criminel était en mesure de faciliter jusqu'à 8 départs par nuit, dépendant des conditions météorologiques".

L'Allemagne est régulièrement citée par les enquêteurs comme l'une des bases arrière du trafic de canots gonflables destinés aux traversées de la Manche.

Les autorités allemandes ont précisé avoir déployé plus de 650 agents lors d'une vaste opération mercredi lors de laquelle 28 endroits ont été perquisitionnés, 19 maisons et 9 lieux de stockage, principalement dans l'ouest du pays.

Les saisies incluent 12 bateaux pneumatiques, 179 gilets de sauvetage, 81 dispositifs de flottaison pour enfants, 60 pompes à air, 10 moteurs, des armes et espèces, selon les forces de l'ordre.

- Menace "mortelle" -

Depuis les années 1990, des centaines d'exilés vivent dans des tentes et des abris de fortune à Calais ou Dunkerque pour tenter de rallier l'Angleterre, cachés dans des camions ou par bateau.

Près de 30.000 migrants ont

traversé illégalement la Manche en 2023 sur de petites embarcations, en forte baisse par rapport au record atteint en 2022 (45.000).

Le trafic de migrants est "une menace toujours mortelle", a souligné Europol.

Près de 140 candidats à l'exil tentant de rallier l'Angleterre dans deux embarcations clandestines ont été secourus samedi au large des côtes françaises par deux navires affrétés par l'Etat français.

Cinq personnes sont mortes en janvier alors qu'elles tentaient de rejoindre une embarcation à la mer dans une eau glaciale.

Le 12 août l'année dernière, six Afghans de 21 à 34 ans avaient perdu la vie dans un naufrage, le plus meurtrier dans le détroit du Pas-de-Calais depuis celui du 24 novembre 2021: au moins 27 migrants avaient péri ce jour-là.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

23 février 2024

Avant le vote sur l'Otan, la Suède et la Hongrie renforcent leur coopération militaire

Budapest, 23 fév 2024 (AFP) — La Hongrie a annoncé vendredi l'achat de quatre avions de combat à la Suède, affichant une volonté de coopération militaire renforcée trois jours avant le vote prévu au parlement hongrois pour permettre au pays nordique d'adhérer à l'Otan.

Le Premier ministre Viktor Orban, dernier à barrer la route de l'alliance atlantique à Stockholm, a dévoilé ce contrat à l'occasion de la visite très attendue de son homologue suédois à Budapest.

"Aujourd'hui, nous avons conclu un accord pour ajouter quatre avions à la flotte de chasseurs-bombardiers Gripen des forces de défense hongroises", en plus des 14 déjà exploités en leasing, a-t-il déclaré en conférence de presse.

Le dirigeant nationaliste a salué "l'étape importante d'un long processus (...) pour rebâtir la confiance".

"La conversation a été constructive", a estimé de son côté le Premier ministre suédois Ulf Kristersson. "Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous sommes d'accord pour travailler plus activement en

semble quand nous avons un terrain d'entente", a-t-il ajouté.

- "Sceau final" -

Plus tôt dans la journée, Viktor Orban, qui aura soufflé le chaud et le froid durant des mois, avait confirmé que le parlement hongrois "apposerait lundi le sceau final sur le traité" d'adhésion de la Suède à l'Otan.

Candidate depuis le printemps 2022, la nation nordique a eu une route bien plus accidentée que prévu.

Pour contourner l'obstacle hongrois, il aura fallu au gouvernement suédois faire un geste et répondre à l'invitation lancée en janvier par Viktor Orban, afin de renouer des liens, mais sans "négociations" ni "exigences" sur le dossier de l'Otan, avait bien précisé Stockholm auparavant.

M. Orban, qui se démarque dans l'UE en maintenant seul des liens bilatéraux étroits avec le Kremlin, a donné de longue date son soutien de principe à la candidature suédoise, mais traînait jusqu'ici des pieds.

Fragilisé par un scandale politique interne et forcé dans

l'Union européenne à se montrer plus conciliant sur l'Ukraine, il est en outre sous pression de ses alliés pour laisser enfin la Suède profiter de l'accord de défense.

Une délégation bipartisane de sénateurs américains en visite à Budapest il y a quelques jours avait appelé la Hongrie à remplir ses engagements. Le gouvernement avait refusé de la recevoir.

- "Dénigrement" -

Viktor Orban a dénoncé à plusieurs reprises l'attitude de "dénigrement" de Stockholm à l'égard de son gouvernement, accusé de dérive autoritaire. De telles inquiétudes sur l'Etat de droit et la corruption ont poussé Bruxelles à geler des milliards d'euros de fonds à Budapest.

La Hongrie avait promis de ne pas être le dernier pays à donner son feu vert mais finalement, elle s'est fait devancer par le parlement turc, qui a lui approuvé en janvier l'adhésion après 20 mois de tractations.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a mené un bras de fer exigeant d'abord de la Suède

une série de réformes et posant ensuite comme condition la vente simultanée d'avions de chasse F-16 américains.

Pour satisfaire les exigences d'Ankara, la Suède a réformé sa Constitution et adopté une nouvelle loi antiterroriste, la Turquie accusant la Suède de mansuétude envers des militants kurdes réfugiés sur son sol, considérés pour certains comme terroristes par Ankara.

Stockholm avait annoncé sa candidature à l'Otan en mai 2022, dans la foulée de l'invasion russe de l'Ukraine, en même temps que la Finlande, devenue en avril 2023 le 31^e membre de l'Alliance.

Les deux pays voisins ont ainsi rompu avec des décennies de neutralité ayant suivi la Seconde Guerre mondiale, puis de non-alignement militaire depuis la fin de la Guerre froide.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 février 2024

Syrie: 13 ramasseurs de truffes tués dans l'explosion d'une mine de l'EI

Beyrouth, 25 fév 2024 (AFP) — Au moins 13 ramasseurs de truffes ont été tués dimanche dans l'explosion d'une mine du groupe jihadiste Etat islamique (EI) dans une zone désertique du nord de la Syrie, a affirmé l'Observatoire syrien des droits

de l'homme (OSDH).

"Treize civils, dont des femmes (...), ont été tués par l'explosion d'une mine laissée par le groupe EI alors qu'ils cherchaient des truffes" dans le désert de la province de Raqa, ancienne

"capitale" de l'EI, a déclaré l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Le groupe jihadiste, qui a contrôlé de vastes territoires à

partir de 2014 en Syrie, a été défait territorialement en mars 2019 dans ce pays par une coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis et alliée aux forces kurdes.

Mais de nombreux combattants

jihadistes se sont repliés après dans le désert syrien, la badia, et de nombreuses mines terrestres sont présentes dans la zone.

Le désert syrien est réputé pour produire certaines des meilleures truffes du monde, qui atteignent des prix élevés dans un pays meurtri par plus d'une décennie de guerre et une crise

économique écrasante et où leur récolte peut représenter un gagne-pain très intéressant.

Selon l'OSDH, les jihadistes de l'EI s'en prennent souvent à des habitants qui vont chercher des truffes dans des zones reculées. Malgré les fréquentes mises en garde des autorités, cette activité à haut risque se poursuit.

En 2023, plusieurs centaines de personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées en ramassant des truffes des sables revendues à prix d'or, lors d'attaques de combattants de l'EI dans le désert ou dans des explosions de mines, selon un décompte de l'OSDH.

La guerre en Syrie, déclenchée par la répression en 2011 de

manifestations prodémocratie, a fait un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 février 2024

Un Autrichien d'extrême droite libéré après neuf mois de détention en Afghanistan

Doha, 25 fév 2024 (AFP) — Un ressortissant autrichien d'extrême droite, qui s'était rendu en 2023 en Afghanistan pour prouver que le pays était sûr et qu'il était possible d'y renvoyer des réfugiés, a été libéré dimanche après neuf mois de détention dans ce pays.

Herbert Fritz, 84 ans, un ancien enseignant et militant néonazi se présentant comme un "expert de l'Afghanistan", selon le quotidien autrichien Der Standard, est arrivé au Qatar après avoir été libéré par les autorités talibanes.

Il avait été arrêté en mai, soupçonné d'espionnage d'après le média autrichien, après avoir défié la mise en garde de l'Autriche contre tout voyage en Afghanistan, retourné en 2021 sous le joug des talibans, tenants d'une interprétation ul-

tra-rigoriste de l'islam et dont le gouvernement n'est reconnu par aucun pays au monde.

"Je pense que ce n'était pas de chance, mais je veux y retourner", a-t-il déclaré aux journalistes à son arrivée à Doha, interrogé sur sa détention. "Il y avait des gens gentils mais aussi des gens idiots, je suis désolé", a-t-il ajouté en décrivant ses ravisseurs.

Les autorités autrichiennes ont remercié le Qatar d'avoir contribué à la libération de M. Fritz et ont indiqué qu'il pourrait recevoir des soins médicaux à Doha avant de prendre l'avion pour l'Autriche.

Les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères du gouvernement taliban n'ont pas répondu à une demande de commentaire.

Selon Der Standard, l'un des "loisirs" de M. Fritz était d'aller dans des endroits "dangereux", notamment en Afghanistan dans les années 1980 et dans l'est de l'Ukraine ces dernières années.

Tentant de prouver que l'Afghanistan est sûr, il s'y est rendu et a publié un article intitulé "Vacances avec les talibans" dans un média d'extrême droite.

Ce récit de voyage avait pour objectif de légitimer l'expulsion de réfugiés ou de demandeurs d'asile afghans vers leur pays d'origine, selon Der Standard.

Il a été arrêté peu après, affirme le quotidien autrichien.

D'après les médias autrichiens, M. Fritz a également rencontré dans le passé le chef historique

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, arrêté il y a 25 ans et emprisonné en Turquie.

Il se serait aussi rendu en Syrie pour rencontrer des combattants des Unités de protection du peuple (YPG), principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS) alliées des Etats-Unis et qui ont établi une administration autonome kurde dans les zones qu'elles contrôlent dans le nord et l'est du pays.

La Turquie considère les YPG comme une branche du PKK, organisation classée terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 février 2024

Irak: deux combattants liés au PKK tués dans une frappe imputée à la Turquie

Erbil (Irak), 29 fév 2024 (AFP)

— Deux membres d'un mouvement yazidi lié au PKK turc ont été tués jeudi dans une frappe de drone menée par l'armée turque dans le nord-ouest de l'Irak, ont indiqué les services antiterroristes de la région autonome du Kurdistan.

Aucun commentaire n'a été fait dans l'immédiat par l'armée turque qui mène régulièrement en Irak des opérations terrestres et aériennes contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation "terroriste" par la Turquie.

Ankara vise également un mouvement allié au PKK issu de la minorité yazidie, les Unités de résistance du Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak.

"Un drone de l'armée turque a visé un véhicule des Unités de résistance du Sinjar dans le secteur de Wardiya, dans le sud de la région, tuant un responsable et un combattant qui l'escortait", ont indiqué dans un communiqué les services antiterroristes du Kurdistan.

Un autre combattant a aussi été blessé selon cette même source.

La ville de Sinjar et ses montagnes constituent le foyer historique de la minorité kurdophone yazidie qui a été victime de multiples exactions de la part du groupe Etat islamique après que ses combattants jihadistes en ont pris le contrôle en 2014, comme une vaste partie de l'Irak.

Les Unités de résistance du Sinjar avaient été créées cette année-là, avec l'aide du PKK, pour lutter contre l'EI. Bagdad avait déclaré avoir défait ce groupe jihadiste fin 2017.

La Turquie a installé depuis

plus de 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, qui dispose également de bases arrières dans cette région.

Le 20 février, deux civils avaient été tués au Kurdistan irakien dans un bombardement turc, selon une source de sécurité et un responsable médical.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.